

Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 SESSION ORDINAIRE 2006-2007

36 ^e séance, mercredi	13 juin 2007
37 ^e séance, mercredi	13 juin 2007
38 ^e séance, jeudi	14 juin 2007
39 ^e séance, mardi	19 juin 2007

► Parlement Benelux

Session d'été et cinquantième anniversaire

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a fait coïncider ses travaux en session d'été à la Chambre des Députés luxembourgeoise avec la célébration du cinquantième anniversaire de sa mise en place.

C'est dans le cadre prestigieux de la Philharmonie, en présence de S.A.R. le Grand-Duc et devant un parterre d'invités de marque que M. Roger Negri, Président du Parlement Benelux, et M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration luxembourgeois, ont rendu hommage aux travaux d'une Assemblée qui, au niveau parlementaire et en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et institutions beneluxiennes, a contribué pendant un demi-siècle à resserrer les liens et à renforcer la collaboration entre les trois pays du Benelux en train de préparer leur avenir au-delà de 2010 où le Traité ayant institué l'Union économique Benelux, en cours de renégociation, viendra à échéance.

Un hommage fut rendu à cette occasion au Conseil interparlementaire consultatif par la Présidente de l'Assemblée balte et la Vice-Présidente du Conseil nordique, deux institutions parlementaires comparables avec lesquelles le Parlement Benelux n'a cessé de renforcer les contacts et les échanges au cours des dernières années.

Quant à ses travaux en séance plénière, les 15 et 16 juin 2007, le Parlement Benelux, actuellement sous présidence luxembourgeoise, a pu entendre pas moins de trois ministres luxembourgeois dans des exposés fort intéressants sur leurs domaines de compétence.

Dans le cadre de la coopération policière transfrontalière, dont le Parlement Benelux a fait un de ses sujets de prédilection, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, est intervenu dans un exposé exhaustif sur plusieurs sujets ayant trait à cette matière: la sécurité en général, l'échange d'informations policières (analyses ADN, empreintes digitales, plaques d'immatriculation des voitures, etc...), l'élargissement de l'espace Schengen, l'application du Traité de Prüm, la coopération de la police et des douanes dans la lutte contre les stupéfiants - point à l'ordre du jour ayant donné lieu à l'introduction d'une nouvelle recommandation par M. Félix Braz -, les exercices policiers et la coopération policière telle que prévue par le Traité Benelux du 8 juin 2004, notamment quant à des formations policières communes.

Un débat très animé a suivi les explications du Ministre de la Justice. Il en fut de même après l'intervention très engagée de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui, après avoir esquissé les différents régimes de sécurité sociale au Grand-Duché, a plaidé pour la poursuite des efforts en vue de la mise en place



S.A.R. le Grand-Duc a assisté à la séance académique.

dans les trois pays du Benelux de réseaux et systèmes comparables, en confrontant les différentes approches et en visant par voie d'harmonisation, une réelle plus-value dans le domaine social, particulièrement apte à unir les sociétés.

Les discussions sur «Le Benelux après 2010», d'une grande actualité, ont donné lieu à plusieurs interventions au cours desquelles fut souligné une fois de plus que devant les grands défis européens le Benelux doit tâcher de garder sa mission de laboratoire d'idées au sein d'une Europe élargie. Par voie de nouvelles orientations et d'efforts complémentaires, les trois États, en agissant de concert, auront une force multiplicatrice dans de nombreux domaines.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur et des Sports, a parlé de la

politique énergétique à l'intérieur de l'Europe en général et du Benelux en particulier, en commentant les efforts européens en matière d'énergies renouvelables et de biocarburants et notamment la connexion des marchés où le Benelux doit continuer à faire œuvre de pionnier.

Dans une prise de position en sa qualité de Ministre des Sports, M. Krecké, tout en trouvant sympathique l'initiative des trois pays d'essayer d'intervenir dans l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018, a indiqué qu'à ce stade, où il a néanmoins chargé ses services compétents de sonder le terrain dans des contacts avec la FIFA et de négocier ce qui est négociable, un engagement gouvernemental formel ne pourra pas être envisagé. Il est certain que tous les efforts tendant à rehausser



La session d'été du Parlement Benelux s'est déroulée à la Chambre des Députés.

le rôle des petits pays au sein de la Fédération Internationale de Football sont les bienvenus.

Après les exposés ministériels, le Conseil interparlementaire consultatif s'est penché sur une panoplie d'autres sujets. C'est ainsi que M. Marcel Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, a fait

DANS CE NUMÉRO

Futur de l'Europe	p. 415
Lycée Luxembourg-Dommeldange	p. 427
Heure de questions	p. 441



Le Président du Parlement Benelux, M. Roger Negri.

rapport sur une visite de commissions du Parlement Benelux à la centrale hydroélectrique de la SEO à Vianden, en soulignant le rôle que joue cette société dans la stabilisation des réseaux européens interconnectés.

L'organisation de la chasse dans le Benelux, ayant récemment donné lieu à un colloque avec des membres du Parlement Benelux et de la commission compétente de la Chambre des Députés luxembourgeoise, la protection de l'espace aérien balte, pris en charge par l'ONU, la modernisation de la liai-

son ferroviaire Bruxelles-Luxembourg et les modalités de son financement, la prochaine conférence sur la coopération des petits pays dans une Europe et un projet de recommandation sur la gestion forestière en République du Congo furent à l'ordre du jour lors de la séance plénière du samedi, 16 juin 2007, que M. le Président Negri a clôturée après que l'Assemblée eut procédé à un ajustement budgétaire et évacué quelques questions de procédure.

Diffusion sur «Chamber TV»,

dans l'émission «Chamber aktuell»,

des films lauréats du concours

«Europa feiert seng 50, mir wënschen...»

le vendredi, 13 juillet 2007 à partir de 20 heures.

► 44 jeunes lauréats du concours «Europa feiert seng 50, mir wënschen...»



Tournage des Scouts de Dalheim. (Photo: Scouts de Dalheim)

Une classe de II^e, section artistique, de l'Athénée de Luxembourg a remporté le premier prix du concours organisé dans le cadre des 50 ans du Traité de Rome par la Chambre des Députés et le CVCE, Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe.

Il s'agit d'un voyage à Rome que les élèves ont fait pendant les vacances de Pentecôte.

Le deuxième prix, un déplacement à Strasbourg, a été attribué au groupe du père et du moine du Lycée classique d'Echternach, et le troisième, une journée à Bruxelles, à la branche CaraPio des scouts du groupe St-Martin de Dalheim.

Les déplacements à Bruxelles et Strasbourg seront l'occasion de visiter les institutions européennes.

Les scénarios de ces trois groupes ont été retenus par un jury composé de trois enseignants, de trois membres du CVCE et de trois membres du greffe de la Chambre des Députés et ont été réalisés sous forme de courts films-vidéo.

Les élèves de l'Athénée ont choisi de donner une forme humaine à l'Europe: commençant par un bébé qui grandit dans la Maison Robert-Schuman à Clausen, en passant par les différents âges (et les élargissements successifs de l'Europe) et aboutissant, aujourd'hui, à l'anniversaire des 50 ans.

Le groupe du père et du moine d'Echternach s'est détaché des dates classiques de la construction européenne pour montrer qu'il y avait déjà une dimension européenne à l'époque de St Willibrord. Le film relève également les origines européennes de différents élèves et professeurs d'Echternach.

La branche CaraPio des scouts de Dalheim a juxtaposé l'Europe de jadis, avec la Deuxième Guerre mondiale, avec ses frontières et ses monnaies nationales, à celle d'aujourd'hui.

Les films seront rediffusés sur «Chamber TV», dans «Chamber aktuell», le 13 juillet à partir de 20 heures.



Tournage de l'Athénée de Luxembourg. (Photo: II^e artistique de l'Athénée)



Tournage du Lycée classique d'Echternach.

► Avenir de l'Europe et changement climatique



Des parlementaires des parlements nationaux des vingt-sept États membres, des pays candidats et du Parlement européen réunis autour de la Chancelière allemande, Mme Angela Merkel.

M. Laurent Mosar, Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens et M. François Bausch ont représenté la Chambre des Députés lors de la XXXVII^e COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires). La Conférence s'est déroulée les 14 et 15 mai 2007 à Berlin et avait inscrit à son ordre du jour des thèmes variés comme notamment l'avenir de l'Europe, le changement climatique ou encore la politique de voisinage de l'Union européenne.

La COSAC soutient l'idée de convoquer une conférence intergouvernementale consacrée à l'avenir de l'Europe pendant le second semestre de l'année. Les parlementaires des parlements nationaux des vingt-sept États membres, des pays candidats et du Parlement européen ont notamment retenu: «La COSAC attend que les parlements nationaux et le Parlement européen continuent à être pleinement impliqués et que leurs vues soient prises en compte de manière appropriée. La

COSAC insiste pour que tout accord institutionnel tienne compte du rôle important que jouent les parlements nationaux dans l'intégration européenne et dans le processus de formulation de la politique européenne. Leur futur rôle devra pour le moins être aussi important que celui prévu par le traité constitutionnel.»

La Conférence souscrit par ailleurs à l'engagement de l'UE pour une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 et salue la volonté de l'Union européenne de relever cet objectif à 30% pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement sur le plan économique apportent une contribution adaptée à leur responsabilité et leurs capacités respectives. La COSAC encourage en outre les institutions de l'Union européenne à adopter une position active dans les négociations sur le droit international relatif au climat qui succédera au Protocole de Kyoto.

➤ Il faut négocier sur base de la Constitution européenne!

Le message de la Chambre des Députés ne peut être plus clair: à 55 voix et avec 5 abstentions, le Parlement a demandé au Gouvernement de négocier le nouveau

traité européen, dans une future Conférence intergouvernementale, sur base de la Constitution européenne. La Constitution avait trouvé l'appui de 56,5% des

Luxembourgeois et fut ratifiée par la Chambre.

17 autres pays ont également ratifié la Constitution, deux, la Hollande et la France, l'ont rejetée par référendum, 7 pays ne se sont pas prononcés.

La Chambre des Députés a mené un débat d'orientation, une semaine avant le Conseil européen du 21 et 22 juin. Elle s'est notamment engagée à participer activement aux processus européens.

C'est ainsi que la motion des députés a encore invité le Gouvernement à informer la Chambre des avancées du dossier et à la consulter sur les futures évolutions.

Avant le débat à la Chambre, sept députés, à savoir MM. Ben Fayot, Laurent Mosar, Charles Goerens, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes et Marc Angel ainsi que Mme Lydie Err avaient participé à Bruxelles à une rencontre entre le Parlement européen et les parlements nationaux.



Rencontre interparlementaire sur le futur de l'Europe.



Là aussi, une très large majorité de députés était d'avis que la Constitution devrait servir de base aux négociations sur le nouveau traité européen. Lors d'une conférence

de presse, les députés luxembourgeois avaient encore plaidé pour le maintien de la Charte des droits fondamentaux dans le nouveau traité.

➤ «L'Europe ne peut pas renoncer au support de la diplomatie interparlementaire!»



M. Jos Scheuer a représenté le Parlement luxembourgeois à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

L'avenir du Traité constitutionnel et la coopération interparlementaire figuraient à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de cette conférence qui s'est déroulée les 24 et 25 mai 2007 à Bratislava (Slovaquie).

Dans son discours sur le rôle de la coopération interparlementaire, M. Scheuer a souligné que «la diplomatie parlementaire (...) est à considérer comme un instrument

complémentaire et nécessaire de la diplomatie gouvernementale», tout en constatant avec satisfaction que «cette coopération interparlementaire s'est développée sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan qualitatif».

Lors de leurs travaux, les Présidents des Parlements se sont intéressés entre autres à l'avenir du Traité constitutionnel et lancent un appel aux institutions européennes à tenir compte de l'importance du rôle des parlements nationaux dans l'intégration européenne.

➤ Fir oder géint d'Juegd?



Kuerz ier d'Orientierungsdebatt iwwert d'Juegd den 21. Juni 2007 an der Chamber ugefaang huet, krut de Chamberpresident Lucien Weiler vun der „Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg“ eng Petitioun mat 23.500 Ënnerschrëften iwwerreicht.

Virun dräi Méint war eng Petitioun vun de Géigner vun der Klappjuegd déposiert ginn.

De President vun der Fédération Jos Bourg huet ënnerstrach, datt et vill Leit am Land gëtt, fir déi d'Juegd indispensable ass. Si als Jeeër géifen eng wichteg Fonc-

tioun erfëlle fir dat biologesch Gläichgewicht am Bësch.

„D'Juegd ass e Sujet, deen d'Leit beweegt, dat weisen net nëmmen déi zwou Petitiounen“, sot de Chamberpresident bei der Entrevue mat de Verrieder vun der Jeeërfederatioun Saint-Hubert. „Et ass onméiglech jiddereen zefridden ze stellen, mä et muss awer méiglech sinn, mat guddem Wëllen de part et d'autre, Kompromësser ze fannen.“

An deem Kontext huet de Lucien Weiler op déi gutt Aarbecht vun der parlamentarescher Ëmweltkommissioun higewisen, déi an de leschte Méint d'Debatt vum 21. Juni intensiv virbereet huet. Sou war zum Beispill e groussen öffentliche Hearing iwwert de Sujet „Juegd“, wou international an national Experten, mä och Membere vun 30 Organisatiounen a Veräiner gehéiert goufen.

Während der Orientierungsdebatt gouf eng Motioun gestëmmt (39 Jo-Stëmme, 7 Neestëmme, 14 Enthaltungen), déi

weider un d'Regierung geet. D'Fuerderungen aus der Motioun sinn ausschlaggebend fir dat neit

Juegdgesetz, wat den Ëmweltminister am Januar 2008 déposiere wëllt.

An där Motioun vum Deputéierte Roger Negri ass ënner anerem festgehalten:

«La Chambre des Députés (...) invite le Gouvernement

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul corps de loi toutes les dispositions relatives à la chasse;

- à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général;

- à organiser la chasse conformément à ces objectifs, notamment

- en interdisant et en sanctionnant toute forme de nourrissage, à l'exception de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé;

- en fixant les périodes de chasse et en dressant annuellement une liste des espèces chassables par la voie d'un règlement grand-ducal;

- en établissant des plans de chasse minima et maxima pour les espèces chassables;

- en donnant au ministère la possibilité de faire organiser une chasse administrative sur certains lots dans le cas exceptionnel où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait ainsi en cause les objectifs fixés par la loi;

- en interdisant et en sanctionnant le lâcher d'animaux appartenant à des espèces classées gibier;

- en réorganisant les districts et les lots de chasse; (...).

➤ Présidence allemande du Conseil des ministres de l'UE

Conférence sur le «gender budgeting»



(de gauche à droite) M. Jean-Marie Haensel, Mme Isabelle Klein, Mme Marie-Josée Frank, Mme Maddy Mulheims.

Une conférence sur le thème du «gender budgeting», intitulée «Partageons les avantages - le budget public et son rôle, son potentiel et sa valeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes et pour la justice sociale», s'est déroulée les 4 et 5 juin 2007 à Francfort-sur-le-Main.

L'objectif était d'activer des mesures concrètes sur l'intégration de la dimension du genre dans les budgets de l'Union européenne et des États membres dès la conception du budget, lors de la mise en œuvre et lors de l'évaluation de l'impact des mesures et des législations afin d'éradiquer les possibilités d'effets négatifs sur l'un ou l'autre sexe.

Le Luxembourg était représenté par Mme Marie-Josée Frank, Députée, Présidente de la Com-

mission parlementaire de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, par Mme Isabelle Klein, conseillère de direction 1^{re} en rang au Ministère de l'Égalité des chances, M. Jean-Marie Haensel, inspecteur des Finances à l'Inspection générale des Finances, et Mme Anik Raskin, juriste au Conseil national des Femmes du Luxembourg.

L'atelier de travail sur les projets réalisés et les avantages concrets du «gender budgeting» pour les femmes et les hommes dans les différentes situations de la vie quotidienne fut modéré par Mme Maddy Mulheims, conseillère de Gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Égalité des chances.

L'objectif de la conférence était de déterminer la manière dont l'égalité des droits entre les femmes et

les hommes peut se combiner avec l'action administrative moderne: l'égalité des sexes se réalise par une gestion des finances publiques respectant la dimension du genre.

En conclusion, il fut retenu que:

- l'engagement fort du Gouvernement pour une approche de budgétisation est un prérequis primordial;

- la formation en genre («gender mainstreaming») est indispensable pour tous les acteurs et toutes les actrices au niveau du Gouvernement, du Parlement et de l'administration publique;

- l'inscription de respecter l'aspect du genre doit figurer dans le circulaire budgétaire;

- l'élaboration d'outils pour les responsables des budgets est tout aussi nécessaire que la formation;

- les propositions budgétaires doivent être présentées avec analyse sous l'aspect du genre par les ministères et les départements au Parlement; il est important que le contrôle parlementaire existe et ceci avant et après l'application du budget (compte provisoire);

- le parlement analysera le projet de budget quant à sa conformité au respect du genre et contrôlera son application.

L'intégration de la dimension du genre dans le budget («gender budgeting») améliore la gestion efficace des budgets publics et contribue à ce que hommes et femmes bénéficient au même titre des finances publiques.

➤ La Bulgarie remercie le Luxembourg



MM. les Députés Ben Fayot, Paul Helminger et Lucien Weiler lors de la remise de décorations par S.E.M. Christo Gueorguiev, Ambassadeur de Bulgarie.

En signe de reconnaissance pour leur contribution personnelle, leur aide et leur soutien en faveur de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, S.E.M. Christo Gueorguiev, Ambassadeur de Bulgarie, a récemment remis des plaquettes d'honneur de la part du Président de l'Assemblée nationale bulgare à quatre députés: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Paul Helminger, ancien Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, et à Mme Lydie Err, rapporteuse du projet de loi relatif à cette adhésion. Retenue par une mission à l'étranger, Mme Err n'a pas pu assister à la cérémonie.

Le Président de la Chambre a remercié l'Ambassadeur pour cette remise de médailles d'honneur. Il a de nouveau confirmé que le

Luxembourg a toujours soutenu les efforts de la Bulgarie en vue d'une entrée dans l'Union européenne.

«Nous sommes conscients des efforts appréciables accomplis par la nation bulgare et nous savons apprécier ce qui a été réalisé.» M. Lucien Weiler a ensuite rappelé à quel point le Grand-Duché a été étroitement lié aux négociations d'adhésion depuis les débuts.

Il y a dix ans, le principe de l'adhésion a été fixé sous Présidence luxembourgeoise. Le Traité d'adhésion a également été signé sous Présidence luxembourgeoise, en 2005. Il y a un an, le projet de loi relatif à l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne a été voté unanimement en séance publique par la Chambre des Députés. La Bulgarie est finalement devenue membre de l'UE le 1^{er} janvier 2007.

➤ Assermentation de nouveaux fonctionnaires



(de gauche à droite) M. Carlo Linden, M. Benoît Reiter, Mme Marie-France Kremer, M. Claude Frieseisen.

Le Greffe de la Chambre des Députés compte deux nouveaux fonctionnaires. Le 22 mai, M. Paul Gansen, nommé aux fonctions de huissier, et le 20 juin, Mme Marie-France Kremer, nommée aux fonctions de bibliothécaire-documentaliste ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité». Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter, des chefs de service respectifs, M. Alain Bosseler et M. Carlo Linden, et de Mme Sonja Benassutti, chargée des ressources humaines.



(de gauche à droite) Mme Sonja Benassutti, M. Paul Gansen, M. Claude Frieseisen, M. Benoît Reiter, M. Alain Bosseler.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

➤ Sensibiliser pour des bus supplémentaires

Plus de 60.000 frontaliers français passent nos frontières chaque jour en voiture, en train ou en bus. Afin d'améliorer les conditions de mobilité, la section départementale Longwy du syndicat luxembourgeois LCGB a lancé une campagne de sensibilisation et revendique des lignes de bus supplémentaires vers le Grand-Duché.

Dans ce contexte une délégation du syndicat vient de remettre une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

La section départementale de Longwy sollicite le soutien des députés pour trois lignes de bus supplémentaires (Longuyon - Rodange, Hussigny - Villerupt - Esch/Alzette, Audun le Roman - Villerupt - Esch/Alzette). Le Président de la Chambre a prêté



attention aux propos des syndicalistes et a transmis leurs revendications à la Commission des Pétitions.

➤ Auszuechnungen



(Photo: Tessa Hansen/d'Wort)

Bei Geleeënheet vum Nationalfeierdag sinn och dräi Fonctionnaire vum Greffe vun der Chamber vum Statsminister Jean-Claude Juncker ausgezeechent ginn: de Robert Thelen, Inspecteur principal 1^{er} en rang, als Officier de l'Ordre

de la Couronne de Chêne (Zweete vu rechts); de Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, als Officier de l'Ordre de Mérite (Éischte vu rechts), an d'Maryse Klein, Bibliothécaire-documentaliste, als Chevalier de l'Ordre de Mérite.

➤ Assemblée parlementaire de l'UEO

Dimension parlementaire de la politique de défense et de sécurité



M. Marcel Glesener (au milieu), Vice-Président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO

«Nous voulons que soit reconnue la nécessité d'un lieu, d'une assemblée, où les parlementaires nationaux seraient réunis pour discuter des questions de défense et de sécurité. Cela nous paraît indispensable.»

Avec cette déclaration lors de son discours d'ouverture, le 4 juin 2007, de la première partie de la 53^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, le Président de l'Assemblée, M. Jean-Pierre Masseret, a décrit l'objectif des initiatives que l'Assemblée veut voir se concrétiser dans le cadre du débat sur l'avenir de la Constitution européenne.

Et de continuer: «Nous voulons faire reconnaître la nécessité d'un lieu interparlementaire consacrant ses travaux, sa recherche, ses débats aux questions de défense et de sécurité dans l'espace et aux frontières de l'Union européenne.»

Le Président a estimé que l'essentiel est de faire la démonstration d'un besoin, celui d'un contrôle démocratique qui, au-delà du Parlement européen, associerait les parlementaires nationaux et qu'il «paraît nécessaire d'avoir un cadre juridique de coopération renforcé, structuré, qui permette aux acteurs, ou aux États qui le souhai-

teraient, d'aller plus loin dans le domaine de la défense».

Après ces mots, le Président a passé en revue les principaux thèmes à l'ordre du jour de la suite première partie de la 53^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 4 au 6 juin 2007. Le Luxembourg y a été représenté par le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par M. Norbert Hauptert, Membre suppléant, les Députés Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, Membres suppléants, s'étant excusés.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Lycée à Dommeldange

5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour but de créer sur le site de Dommeldange un lycée indépendant et non pas une annexe du Lycée technique du Centre comme initialement prévu par la loi du 20 janvier 2003 relative à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange.

Le nouveau lycée accueillera quelque 800 élèves du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire tech-

nique, ainsi que de la division inférieure de l'enseignement secondaire. La capacité d'accueil oblige à se limiter à ces classes et ne permet pas de prévoir une extension aux formations de la division ou du cycle supérieur.

En scolarisant les élèves provenant de la Vallée de l'Alzette, le nouveau lycée délétera ainsi le Lycée technique du Centre, mais également les autres lycées de la capitale, notamment ceux du Limpertsberg.

Afin de lutter contre l'échec scolaire et de favoriser l'intégration des élèves dits «à problèmes» dans l'enseignement secondaire technique, le projet de loi sous examen prévoit l'engagement e.a. d'un psychologue, de deux éducateurs gradués et de cinq éducateurs.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi prévoit des dispositions nouvelles relatives à la nomination aux fonctions de directeur et de directeur-adjoint d'un lycée.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.10.2006

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

29.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

02.05.2007

et

09.05.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

23.05.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2007

Lycée pour professions de santé

5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique prévoit la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé (ci-après LTPS) à Luxembourg-Bonnevoie, située entre la pénétrante Sud et la route de Thionville.

La formation des professions de santé est actuellement offerte sur quatre sites dont deux sont situés à Luxembourg-ville, les autres étant implantés à Warken et à Esch-sur-Alzette.

Le projet de loi sous examen vise la construction d'un nouveau bâtiment scolaire à Luxembourg en remplacement des lieux actuellement exploités à Luxembourg-ville. En effet, l'État se voit confronté dans le domaine des professions de santé tout comme dans l'enseignement en général à des bâ-

timents trop petits et inadéquats à l'enseignement. Ainsi le site près de la Clinique Sainte-Thérèse a dû être abandonné en janvier 2003 pour des raisons de sécurité. Les infrastructures sont largement insuffisantes. Pendant l'année scolaire 2005-2006 ces infrastructures ont dû accueillir 433 élèves, répartis sur 24 classes.

Il n'existe pas d'infrastructures sportives propres de sorte que les élèves doivent être répartis sur d'autres lycées. De même la demande de chambres dans le cadre de l'internat est-elle en croissance, soit en raison des convenances personnelles des élèves, soit en raison de l'horaire des cours offerts.

Les deux sites urbains sont ainsi réunis sur un site unique offrant entre autres aux élèves 41 salles de classe, dont 20 salles de classe ordinaires (contre 12 salles de classe ordinaires actuellement) et 8 salles de laboratoire (contre 1 actuellement). Les structures d'accueil comprennent non seulement une cafétéria, un restaurant scolaire mais encore un internat pour 53 élèves. S'ajoutent au projet les structures de l'administration, une cour de récréation et un parking.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

21.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

09.05.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 14.06.2007

Lycée Schengen-Perl

5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

Le présent projet de loi a pour but de créer un lycée germano-luxembourgeois à Perl en Allemagne, près de Schengen. Son statut, ses objectifs, son mode de fonctionnement et de financement sont réglés par un accord, respectivement par un protocole entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouver-

nement sarrois qui ont été signés le 4 décembre 2006 à Perl.

La création du Lycée de Schengen répond à un besoin réel d'offrir un enseignement secondaire et une formation professionnelle dans une région qui, sur le plan sectoriel du Grand-Duché, manque d'infrastructures adaptées.

Le concept du nouveau lycée est innovateur sur plusieurs points:

- Le lycée est conçu comme étant une école de rencontre internationale.

- Le projet vise à promouvoir l'enseignement bilingue.

- Le lycée fonctionne selon le modèle d'une école à plein temps «Ganztagsschule».

- Tous les partis concernés sont impliqués dans la gestion scolaire: élèves, parents et enseignants.

- Le «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», une institution germano-luxembourgeoise, confère aux jeunes à la fin de leurs études des diplômes qui ont la valeur du diplôme de technicien, respectivement du diplôme de fin d'études secondaires sanctionnant des études accomplies au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.01.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

09.05.2007 Présentation du projet de loi

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2007

Biologie moléculaire

5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

Le projet de loi 5643 a pour objet l'approbation de l'Accord instituant la Conférence européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969 et permettra au Grand-Duché de Luxembourg de devenir membre de la Conférence européenne de biologie moléculaire. L'adoption par la Chambre des Députés de ce texte ouvrira également la voie à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg au Laboratoire européen de Biologie moléculaire, cette

adhésion formant l'objet du projet de loi 5644.

L'EMBC et l'EMBL offrent une large panoplie de services et d'opportunités de formation et d'information susceptibles de soutenir le développement des activités de recherche et d'innovation au Luxembourg dans le domaine du vivant.

L'adhésion à l'EMBC requerra le paiement d'une contribution annuelle calculée sur base des statistiques officielles de l'OCDE relatives à la force économique des États membres. Pour le Luxembourg cette clé s'établit à 0,21%. Sur la base des prévisions budgétaires provisoires de l'EMBC, l'impact financier de l'adhésion sera de 32.900.- euros en 2007, de 35.400.- euros en 2008 et de 38.200.- euros en 2009.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire (EMBL), fait à Genève, le 10 mai 1973. L'ad-

hésion du Grand-Duché de Luxembourg au Laboratoire européen de Biologie moléculaire permettra aux chercheurs luxembourgeois d'avoir accès aux infrastructures de recherche du Laboratoire européen, aux plates-formes technologiques et aux services avancés et aux formations de haut niveau pour l'apprentissage de nouvelles méthodologies. Cette adhésion constitue une priorité pour la communauté scientifique du domaine des sciences du vivant du Luxembourg en général, et pour les chercheurs de l'Université du Luxembourg en particulier.

Activités de recherche dans le domaine des sciences du vivant au Luxembourg

Ces activités de recherche se déroulent notamment

- au Centre de Recherche Public Santé (CRP-Santé) où sont réunis le Laboratoire d'Hémo-Cancérologie Expérimentale (LHCE), le Laboratoire de Biologie Moléculaire, de Génétique et de Modélisation (LBMAGM), le Laboratoire d'Immunogénétique-Allergologie (LIA), l'Institut d'Immunologie (II) LNS/CRP-Santé, le Laboratoire pour la recherche en Neurosciences/Neuro-oncologie (NorLux), le Laboratoire de rétrovirologie (LRTV), le Laboratoire de Biologie Moléculaire Végétale (LPMB), et le Laboratoire de Recherche Cardio-vasculaire;

- au Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, établissement public réunissant dans son département «Environnement et Agro-Biotechnologies» (EVA) les unités de recherche «Biotechnologies forestière et agricole», «Écosystèmes aquatiques et terrestres», «Géo-hydrosystèmes et Aménagement du Territoire» ainsi que «Nutrition, Sécurité alimentaire et Toxicologie»;

- à l'Université du Luxembourg, établissement public structuré en unités de recherche parmi lesquelles l'Unité de

recherche «Sciences de la Vie» fonctionne avec sept professeurs, un assistant - professeur, neuf assistants-chercheurs, six doctorants, quatre étudiants en *master*, un ingénieur ainsi que quatre techniciens;

- à la Fondation de Recherche Cancer et Sang: Le Laboratoire de Biologie Moléculaire et Cellulaire du Cancer (LBMCC) étudie l'effet du TNF alpha sur la différenciation érythroïde et l'expression de gènes spécifiques induits par les anthracyclines et d'autres inducteurs chimiques de la différenciation. Les résultats identifient le facteur de transcription GATA-1 comme une cible importante de l'inhibition de la différenciation érythroïde.

Un deuxième projet vise à utiliser des agents chemopréventifs naturels en tant qu'inhibiteurs des mécanismes de résistance des cellules leucémiques aux agents chimiothérapeutiques;

- auprès d'autres institutions actives dans le domaine des sciences du vivant, comme le Centre de Ressources des Technologies pour la Santé (CR-SANTEC) du CRP-Henri Tudor, l'Institut Viti-Vinicole (IVV), le Fonds National de la Recherche (FNR) avec le programme Santé et Biotechnologie (BIOSAN), ainsi que le programme Sécurité Alimentaire (SECAL).

Impact financier

L'impact financier se traduit par le paiement d'une contribution unique ainsi que d'une contribution annuelle du Luxembourg tablant sur une clé tenant compte de la force économique des États membres considérée sur base des statistiques officielles de l'OCDE. Cette clé s'établit à 0,21%, la contribution totale est estimée à 151.500.- euros pour 2007 et à 159.500.- euros pour 2008.

Service International de Recherches

5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le protocole sur la modification instituant une Commission Internationale du Service International de Recherches, modification qui vise à ouvrir le fonds d'archives conservé au Service International de Recherches à la recherche historique.

Afin d'assurer la conservation du fonds documentaire, tous les documents sont en

train d'être digitalisés, ce qui permettra en plus d'un traitement plus rapide des demandes, de livrer sur demande à chacun des États membres de la Commission - à savoir l'Allemagne, la Belgique, la France, Israël, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Grèce et la Pologne - une copie électronique de tous les documents, dans le respect de la protection des données à caractère personnel.

Le Service International de Recherches, établi à Bad Arolsen, conserve de nombreux fonds d'archives concernant des personnes déportées et souvent portées disparues au cours de la deuxième Guerre mondiale, et notamment aussi concernant les camps de concentration, les camps de transit et de personnes déplacées et réfugiées ouverts dans les zones d'occupation américaine, britannique et française.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Dépôt des Ponts et Chaussées

5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

Les services des Ponts et Chaussées à Remich sont actuellement répartis sur quatre sites différents. Le site administratif a été transformé une dernière fois en 1958, les autres bâtiments abritant le bureau de recette, les services et les équipes d'intervention, l'atelier de réparation, les lieux de stockage et le dépôt de la deuxième équipe sont situés dans des zones d'habitation. Le stockage de sel se fait dans un dépôt ouvert. Dans l'atelier de peinture, un système d'aspiration et de ventilation fait défaut. Il n'existe

ni un local conforme pour le rechargement des batteries mobiles ni un dépôt pour les produits inflammables. Les installations sanitaires sont rudimentaires.

De même plusieurs infrastructures ont été fermées par l'Inspection du Travail et des Mines pour des raisons de non-conformité à la législation en matière d'établissements incommodes et une station de distribution a été mise hors service pour des raisons de sécurité et à cause de son implantation en zone résidentielle.

La nécessité de la construction envisagée est donc manifestement donnée.

Le nouveau bâtiment des Ponts et Chaussées de Remich sera implanté dans la zone d'activité „Jongebësch“, située à proximité de Remich mais en dehors de quartiers résidentiels.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.05.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe
3. Ordre du jour
4. Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel

(Débat - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 9.31 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

» **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Merci, Här Vize-premier.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, dass de Statsminister virun e puer Deeg eng chirurgesch Interventioun gemaach krut. Mengen Informatiounen no ass déi gutt verlaf an et geet him gutt. Ech wëll him vun hei aus an am Numm vun der ganzer Chamber eis beschte Genesungswënsch iwwermëttelen.

» **Une voix.** - Très bien!

1. Communications

» **M. le Président.** - Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

1. **5728** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 24.05.2007

2. **5729** - Projet de règlement grand-ducal concernant les installations à gaz

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.05.2007

3. **5730** - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 08.06.2007

3) En date du 7 juin 2007, le syndicat LCGB a remis la pétition N°282 revendiquant des lignes d'autobus pour mieux desservir les régions frontalières françaises et améliorer les connexions vers le Luxembourg.

4) En date du 25 au 28 mai 2007, s'est tenue à Funchal, Madère, la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président ainsi que Mme Lydia Mutsch, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. José Lello, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, M. Luís Amado, Ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Nikola Gruevski, Premier Ministre de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, Madame Nino Bourjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie.

Les cinq commissions de l'Assemblée ont examiné divers rapports et entendu des exposés de plusieurs spécialistes.

Un débat a eu lieu sur l'Afghanistan mais également sur la défense antimissile, le futur statut du Kosovo, l'éventuel élargissement de l'OTAN et les relations avec la Fédération de Russie.

La prochaine Session annuelle se tiendra à Reykjavik du 5 au 9 octobre 2007.

5) Par lettre du 4 juin 2007, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 23 au 26 avril 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement de la Malaisie concernant certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil portant conclusion de l'accord multilatéral entre la République d'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la Communauté européenne, la République d'Islande, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Royaume de Norvège, la Serbie-et-Monténégro, la Roumanie et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un Espace Aérien Européen Commun (EAEC);

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord-cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie et du protocole à l'accord-cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie concernant les actions en justice, les procédures judiciaires et l'indemnisation;

- résolution sur le Livre vert intitulé «Actions en dommages et intérêts pour infractions aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante»;

- résolution sur les relations transatlantiques;

- résolution sur le rapport de suivi 2006 concernant la Croatie;

- résolution sur la situation des femmes handicapées dans l'Union européenne;

- résolution sur les négociations relatives au contrat de concession de Galileo;

- résolution sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde 2006 et la politique de l'UE à cet égard;

- résolution sur les finances publiques dans l'UEM 2006;

- résolution concernant le journaliste de la BBC Alan Johnston;

- résolution sur le Zimbabwe.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Opgrond vun enger Décisioun vum Büro an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Gaston Burger,

Premier huissier dirigeant, den den 1. Juni dëses Joers de Greffe pensounshalber verlooss huet, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouerkannt.

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun dëser Woch. D'Présidentekonferenz schléit Folgendes vir:

Haut de Moie féiert d'Chamber eng Orientierungsdebat iwwert den Traité constitutionnel.

Fir haut de Mëtten um hallwer dräi ass Folgendes ze soen: Ech géif d'Fraktiounscheffe bidden opzepassen, fir dass mer déi richteg Décisiounen kënnen huelen. Mir hate fir d'éischt d'Questioun vum Här Roger Negri iwwert d'Structure sport-études am INS. Dës Fro gouf an der Zwëschenzäit schrëftlech vun der Regierung beäntwert, esou dass ech denken, dass déi Fro domadder erledegt ass.

Gesinn d'Fraktiounen dat och esou?

(Interruption)

Här Adam?

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, dat war jo net just d'Fro vum Här Negri. Mir haten och...

» **M. le Président.** - Jo, Här Adam. Ech hunn elo just vun der Fro vum Här Negri geschwat. Vu soss näischt.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Dann hu mer d'Question avec débat vum Här Claude Adam iwwert d'Aféierung vu Sportsklassen am Institut national des Sports. Déi Fro ass dirigéiert un d'Madame Minister zoustänneg fir d'Éducation nationale. Den Här Sportsminister deelt allerdéngs mat, dass hien zoustänneg wär fir déi Fro an op déi Fro misst äntwerten; déi Fro, déi zum Deel beäntwert ass duerch déi schrëftlech Äntwert, déi den Här Negri op seng Fro krut.

Den Här Sportsminister kann awer haut de Mëtten net hei sinn. Also ass et elo un der Chamber ze decidéiere respektiv muss d'Regierung sech eens maachen, wien dann elo en fin de compte op déi Fro äntwert. Vu dass den Här Sportsminister net do ass, stellen ech fir d'éischt d'Fro un den Här Adam,...

(Interruption)

...ob den Här Adam drop hält, dass déi Fro haut um Ordre du jour ass, oder ob mer se eng aner Kéier kënnen huelen, wann den Här Krecké kann hei sinn. Wann den Här Adam drop hält, da géife mer d'Madame Minister zoustänneg fir d'Erzéiung bidden heihinner ze kommen, fir op d'Fro ze äntwerten. Här Adam?

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Jo, Här President. Ech halen net drop, dass mer de Mëtteg op déi Fro äntwerten. Déi Fro ass allerdéngs vun eis un d'Madame Minister vun der Éducation nationale gestallt ginn. Mir hunn och gemengt, an der Regierungserklärung wieren déi Sportsklassen ënnert dem Ministère de l'Éducation nationale. Mir hunn d'Äntwert op dem Här Negri seng Fro virleien. Déi Äntwert gëtt eis natierlech dann och eng ganz Rei Opschlëss.

Mir haten dat Ganzt awer als Question avec débat gestallt, well do hätt en d'Méiglechkeet gehat nach nozefroen. Duerfir géif ech da proposéieren, dass mer déi Äntwert dann eng Kéier an der Chamberskommissioun vun der Éducation nationale op den Ordre du jour huelen, an dass een do nodréiglech nach kéint déi Fro stellen.

Mir mengen awer, dass et eng Fro ass, déi vun enger relativ grousser Bedeutung ass. A mir sinn am Fong geholl e bëssen erstaunt, dass mer dat elo eréischt als Äntwert op déi Question parlementaire gewuer gi sinn. Mä mir bestinn dann net drop, fir de Mëtteg déi Fro ze stellen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci fir seng verstänneg Haltung an dëser Fro. Ech ginn de Message un d'Regierung weider, dass se sech da soll eens maachen, wien en fin de compte dann elo zoustänneg ass, fir op déi Fro ze äntwerten. Dat gëtt dann an där zoustänneger Kommissioun gekläert.

Här Fayot?

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Kann ech awer just rappelieren, dass déi Äntwert vun der Madame Delvaux eng Äntwert ass, déi ofgeschwat ginn ass mam Här Krecké. Dat heescht, dass ass also eng gemeinsam Äntwert vun deenen zwee...

» **M. le Président.** - Gemeinsam Äntwert vun deenen zwee Ministeren.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...op déi Fro vum Här Negri, déi mer awer zimlech déiselwecht ze si schéngt wéi déi vum Här Adam. Dat wollt ech just hei umierken.

» **M. le Président.** - Jo. Gutt. Domadder wier dann dee Punkt gekläert. Dee Punkt ass och da vum Ordre du jour gestrach. Deemo stinn op eisem Ordre du jour folgend Punkten:

De Projet de loi 5665, een Ofkommes téschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwert d'Schafung vun engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée, an als zweete Punkt de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Dummeldeng.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Projets de loi 5643 a 5644, en Ofkommes iwwert d'Conférence européenne de biologie moléculaire an iwwert de Laboratoire européen de biologie moléculaire. Béd Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. Dann hu mer als zweete Punkt de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech; als drëtten Punkt de Bau vun engem technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer; an als véierte Punkt de Protokoll zum Ofkommes iwwert d'Commission internationale pour le service international des recherches. A schlussendlech diskutéiere mer och nach d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem modifizierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun, déi haut de Moien op eisem Ordre du jour steet: d'Orientierungsdebat iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Der Regierung stinn 30 Minuten zou. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den honorabelen Här Ben Fayot als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun d'Wuert. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, den 21. an den 22. Juni soll den Europäesche Rot vun de Stats- a Regierungschefen e Mandat fir eng Regierungskonferenz ausschaffen. Déi Regierungskonferenz soll bis Enn 2007 ofgeschloss ginn. Am Laf vun 2008 soll deen neie Vertrag ratifizéiert ginn. E soll fir d'Europawahle vun 2009 a Kraaft trieden.

Wat dee Mandat soll sinn, deen dës Regierungskonferenz soll ausschaffen, ass fir den Abléck net kloer. De Rotspräsident, den däitschen Ausseminister Steinmeier, huet gëschter Moien zu Bréissel gesot - ech zitieren hien -: „Der Erlösungskorridor ist enger geworden.“ Dat heescht, dass d'Pointe-vuë sech rapprochéieren. Deeselwechten Abléck konnt een awer an den Zeitunge liesen, dass d'Polen géifen definitiv hire Veto ausschwätzen, wa se iwwert d'Ofstëmme am Conseil keng Satisfaktioun kréichen.

Wéi ëmmer geet d'Temperatur virun engem wichtege Europäesche Rot erop. Mä sécher si mer haut un engem historesche Moment vun der Europäescher Unioun ugelaangt. No zwee Joer Reflexionsphas ass et d'Zil vun der däitscher Présidence, d'Situatioun endgültig ze deblockéieren, déi nom Neen a Frankräich an an Holland entstanen ass.

Et kann een dobäi wuel vu Quadratur des Kreises schwätzen, well och déi 18 Länner,

déi scho ratifizéiert hunn, an déi véier, déi kee Problem mat deem Verfassungsvertrag hunn, sinn net bereet, egal wat fir Konzessiounen ze maachen. Fir déi 22 Länner ass de Verfassungsvertrag nach laang net dout.

Jiddferen ass eens doriwwer, dass Däitschland déi meeschten Trémp an der Hand huet, fir d'Europäesch Unioun weiderzibréngen, an dat mat deem néidegen Nodrock erreeche kann. D'Hoffnung sinn also grouss, mä näischt ass an dësem Abléck nach erreecht. Et geet nämlech drëm, Eestëmmegeet ënnert de Memberstate vun der Europäesch Unioun fir e Vertrag erbäizeféieren.

Wéi soll dat goen?

Geet et drëm, de Verfassungsvertrag lichter énzeänneren oder ze vereinfachen, oder soll e ganz neie Vertrag ausgehandelt ginn? Oder sollen nëmme Verbesserung vum Traité vun Nice ausgeschafft ginn? Dat sinn déi verschidde Modeller, déi am Gespréich sinn.

Fir Lëtzebuerg, an ech mengen och fir dës Chamber, kann dat eenzeg méiglecht Mandat dat sinn, de Verfassungsvertrag als Basis fir d'Verhandlungen ze huelen an esou mann wéi méiglech énzeänneren, fir dass déi Länner, déi e refuséiert hunn oder déi sech nach net ausgeschwat hunn, zur Ratifikatioun beweegt kënnen ginn.

Ech wëll hei drun erënneren, dass de Verfassungsvertrag de beschtméigleche Kompromëss ënnert de 27 Länner war, dee jo och vun alle 27 ënnerzecht gouf. Et war also e gutt ausbalancéierte Kompromëss. Mir sichen elo en neie Kompromëss zum Kompromëss, deen op jidde Fall - an dat ass dat mannt - d'Substanz, also déi wesentlech Elementer vum Verfassungsvertrag erhale muss.

Här President, d'Chamber mellst sech haut zu Wuert, fir dass mer net erëm komplett an de Klässchen ale Film vun 1950 zréckfale. De Film, an deem d'Regierung Verträge aushandelen an d'Parlament déi Verträge ratifizéieren. Mat anere Wieder: Amplaz en offene Konvent an eng breet gefächert Bedeelegung vun de Bierger, der Société civile an de Parlament, gëtt en neie Vertrag hannert zouenen Diere verhandelt.

A well d'Erënnerung hautdésdags esou kuerz ass, sief drun erënnert, dass nom Traité vun Nice an Joer 2000 jiddferen, och bedeitend Stats- a Regierungschefen zu Lëtzebuerg an am Ausland, erkannt hat, dass déi intergouvernemental Method vu Marchandage um Enn war a kee Fortschritt ausser e puer punktuellen Adaptatiounen méi géif ervirbréngen.

Implizit - an dat muss ee bedauern - gëtt duerch déi nei Regierungskonferenz dee Fortschritt am véierten Deel vum Verfassungsvertrag ausradéiert, deen e Konvent virun all Ännerung vum Verfassungsvertrag virgesinn huet, nämlech den Artikel IV-443. An et kann ee sech froen, wéi offen dann déi Regierungskonferenz gëtt, ob dann, wéi bei där viregter vum Oktober 2003 bis Juni 2004, Texter, déi verhandelt ginn, um Internet ze fanne sinn.

Här President, et kann een d'Fro stellen: Wiem verdanke mer dat, dass mer haut erëm esou wäit sinn, wéi viru 50 Joer?

Net der Lëtzebuurger Regierung, och net der däitscher, och net deenen 18, déi den Traité constitutionnel ratifizéiert hunn. Mir verdanken et fir d'éischt deenen zwee Länner, déi den Traité constitutionnel refuséiert hunn an deenen aneren, déi sech dohannert verstoppen, fir entweder näischt ze soen oder hir Ennerschrëft ënnert de Verfassungsvertrag ze verleegnen. Mir verdanken et och all deene Kräfte, déi Europa zum Spillball vun hirer Demagogie a vun hirem Populismus gemaach hunn an déi domat déi Kris, dee Blocage erbäibruucht hunn, wou mer elo dra sinn.

An nach eppes muss ee rappeléieren, nämlech dass am Konvent an an der Regierungskonferenz duerno op Wonsch a Verlaange vun deene méi euroskeptische Länner vill Ofschnëtter a Kaf geholl goufen a villes zougestane gouf, wat deenen, déi Europa méi staark maache wëllen, net gefall huet.

Zum Beispill um institutionelle Plang d'Stärkung vum Europäesche Rot mat

engem permanente President, eigentlech eng Zementéierung vun dem intergouvernementale Charakter vun der Europäescher Unioun, also dem Pouvoir vun de Regierungen am institutionelle Gefüge vun der Europäescher Unioun. Oder um Plang vun der Sécherheet a Justiz, wou besonnesch d'Engländer vill decisiv Fortschritte verënnert hunn.

Här President, dat ass am Kapp ze halen, fir d'Négociateuren an hir Conseillere, wann an der Regierungskonferenz gefeilscht gëtt.

Här President, elo geet et jo bei där Aarbecht, fir e Kompromëss ze sichen, fir d'éischt em sougenannt „Niewesächlecheeten“ - ech setzen dat téschent Guillemeten -, déi iwwerens net ëmmer esou niewesächlech gesi ginn, och net zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill de Fändel vun Europa oder d'Hymn vun Europa oder den Numm vum Vertrag.

Et geet awer bei där Aarbecht, bei där mer ons elo engagéieren, virun allem em wichteg politesch Ausrichtungen an Objektiv.

Et geet zum Beispill drëm - wéi den Traité constitutionnel se enthält -, eng Base légale ze kréien, fir endlech an engem europäesche Kader öffentlech Déngschtleeschtungen ofzesécheren. Et geet drëm, ob mer déi horizontal Artikelen am Ufank vum drëtten Deel behalen, déi Émwelt a sozial Kritäre bei all europäeschen Déciounen, bei all europäesche Politike rechtlech imposeieren, oder ob mer eng rechtlech Upak kréien, fir eng gemeinsam Energiepolitik ze maachen.

A well mer jo schon haut an deem Thema allgemeng sinn, wëll ech dann drop hiweisen, dass et en neien Artikel 256 am Verfassungsvertrag gëtt, deen der Europäescher Unioun eng nei Base légale gëtt, fir no der communautärer Method, also mat qualifizierter Majoritéit a mat der Codécioun, am Conseil Mesuren ze huelen, fir den Energiemaart ze organiséieren, d'Sécherheet vun der Energieversuergung ze garantéieren, Energie ze spueren an erneierbar Energien ze entwéckelen. Dat gëtt jo iwwerall haut gefuerdert. Dat steet am Verfassungsvertrag.

A kucke mer emol déi émgeännert Artikelen 265 bis 268 iwwert d'Kontroll vun den Aussegrenzen, den Asyl an d'Immigratioun. Dës Artikelen ginn ons rechtlech Méttelen, fir gemeinsam géint illegal Awanderung, mä och fir eng harmonesch legal Awanderung ze schaffen.

Et geet och drëm, Här President, ob mer déi Wäerter, déi an der Grundrechtcharta sinn, als rechtlech bindend erhale kënnen. A mir müssen och méi effikass géint grenziwwergräifend Kriminalitéit an Terrorismus virgoe kënnen. Dat alles steet am Verfassungsvertrag.

Wëlle mer dat alles mat engem Coup opginn, wéi ech héieren hunn, dass d'ADR et hei zu Lëtzebuerg proposéiert? Ech mengen, op jidde Fall déi grouss Majoritéit vun dëser Chamber wëllt dat net, wëllt alleguent déi Acquisen halen an ausbauen.

Här President, dofir soll d'Lëtzebuurger Regierung wëssen, dass et fir onst Parlament Gebidder gëtt, op déi mer halen, dass et also rout Linne gëtt, déi net esou einfach ignoréiert kënnen ginn. Sécher hu mer zu Lëtzebuerg net d'Gewunnecht, onser Regierung an europäesche Verhandlungen bindend Mandater mat op de Wee ze ginn, dat heescht, se esou anzebannen, dass se keng Flexibilitéit an deene Verhandlungen méi huet, mä dach gëtt et fir ons onverzichtbar Elementer, an ech wëll se nach eng Kéier opzielen, fir dass se kloer sinn.

Éischters: De Verfassungsvertrag soll als Basis fir d'Verhandlungen déngen. Wéi dat herno ausgeet, sief dohinnergestallt. Ech erënneren drun, dass e Grupp vun europäesche Perséinlecheeten, genannt de Grupp Amato, do eng Proposition gemaach huet, déi net oninteressant ass.

Zweetens: De gesamten institutionelle Pak mat dem Gläichgewicht, dat doranner fonnt gouf, soll erhale bleiwen. Dozou gehéiert d'duebel Majoritéit bei der Ofstëmmung am Conseil, eng Stëmm fir all Land an eng Gewichtung no der Bevëlkerung. E System, dee weist, dass d'Europäesch Unioun eng Gemeinschaft vu Länner a vu Mënschen ass. Dozou gehéiert déi wichteg Vereinfachung vun de Rechtsakten, d'Ausweitung vun de Majoritéitsentscheidungen an d'Verbesserung vun der Effikasitéit.

Drëtters: Wichteg fir eng besser Aussen- a Sécherheitspolitik ass den europäeschen Ausseminister, a virun allem d'Zesummeleed vum den Attributionen am aussepolitische Beräich vun der Kommissioun a vum Conseil. Leider konnt am Verfassungsvertrag keen anere Fortschritt an der

Aussepolitik erreecht ginn, wéi zum Beispill Majoritéitsentscheidungen, déi wäitgehend am Konsens gefrot gi sinn.

Véiertens: Ech hu schon éinescht e puer Verbesserungen am drëtten Deel ugeschwat fir d'Sozial- an d'Émweltpolitik a fir d'öffentlech Déngschter.

Et gëtt an deem drëtten Deel, deem esou vill geschmähten drëtten Deel, eng ganz Partie weider Verbesserungen, déi ech hei net alleguente wëll opzielen, déi d'Politik vun der Europäescher Unioun méi fortschrittlech a méi effikass géife maachen.

Här President, och d'Charta vun de Grundrechter gehéiert zu de wesentlechen Elementer. Ech erënneren drun, dass dëst beim Referendum zu Lëtzebuerg e wichteg Argument dobausse bei de Leit war. D'Charta enthält déi Wäerter, op deenen d'Unioun berout. D'Charta soll also aklobar sinn, also rechtlech verbindlech. A wann d'Charta och keng nei Kompetenzen zum Beispill um soziale Plang bréngt, esou beschreift se dach de soziale Modell, dee sech an Europa duerchgesat huet an dee mer erhalen an ausbaue wëllen.

Ech wollt den Här Ausseminister un eppes erënneren. Hie war deemools nach net Ausseminister an hien huet sech vläicht nach net deemools esou intensiv mat deene Fro befassst, mä ech wollt hien drun erënneren, dass déi Charta vun de Grundrechter an zwee Konventer - an zwee Konventer! - duerch d'Mille gedreint gouf; dass an allen zwee Konventer ons englesch Frënn ëmmer erëm nei Konzessiounen gefrot a kritt hunn. An et muss een hinnen elo soen, dass et domat duergeet,...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...dass se zweemol d'accord ware schlussendlech. Ech mengen, hei sinn och Leit - ech gesinn den Här Meyers -, déi dat alles matgemaach hunn. Den Här Helminger och. Mir hunn dat jo alles perséinlech matgemaach.

Déi waren also zweemol d'accord, dass si hir Ennerschrëft ënner eppes gesat hunn, wat - mengen ech - fir d'Mënschen an Europa wesentlech ass. An dass kee verstoe géif, wann elo nach eng Kéier géif dru gefummelt ginn. Ech mengen, et muss een dann och nach erklären, wat jo och am Raum steet - op jidde Fall ech verstinn et net -, wann ee seet: Solle mer déi Charta elo an den Text vum Vertrag maachen oder solle mer se an eng Annex maachen an en Hiweis am Text selwer maachen? Wat dat ännert, verstinn ech wierklech net.

Ech mengen schon, déi Charta ass absolut wesentlech. Si soll am Text stoen a si soll och da rechtlech verbindlech si fir jiddferen. Do ass, mengen ech, alles driwwer gesot ginn. Mir brauchen net méi dorobber zréckzekommen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, an de leschten Deeg a Wochen hunn eng Partie Länner hir Uspréich ugemellt. Esou kënnst aus Holland de Wonsch, d'Kontroll vun der Subsidiaritéit ze verstärken. Et ass do Rieds gaange vun enger Rouder Kaart, déi méi wäit soll goe wéi déi Ziel, déi et elo an deenen zwee Protokolle vum Verfassungsvertrag gëtt. Mat anere Wieder: En nationaal Parlament oder e puer Parlamenten sollen e Vetorecht géint eng europäesch Législatioun kréien.

Dëst ass net akzeptabel. Mir hunn zwee Gesetzgeber an Europa, nämlech d'Europaparlament an de Ministerrat. Also, de Ministerrat, an deem déi national Regierungen sëtzen, wou also d'Natiounen vertrat sinn. Et kann dach net sinn, dass nach weider Barrieren opgebaut ginn, déi Europa zur Handlungsfähigkeit géife condamnieren! Souwuel déi Rout Kaart wéi och eng drëtt Chamber aus Vertrieeder vun nationale Parlamenter goufe gëschter a virgëschter zu Bréissel um Treffe vun den nationalen an dem Europaparlament kloer refuséiert.

An ech mengen, ech widderhuelen et ëmmer erëm hei: D'national Parlamenter müssen hir Verantwortung vis-à-vis vun hire Regierung huelen. Si sollen déi Regierungen um nationale Plang kontrolléieren a virun allem och déi europäesch Aktivitéit vun hire Regierungen.

An an deem Zesammenhang wollt ech - leider ass de President vun der Agrarkommissioun net hei - dee Bréif ënnersträichen a begréissen, deen hie geschriwwen huet un d'Regierung, fir dergéint ze protestéieren, dass déi Kommissarin iwwer Agrarfröen, déi zu Lëtzebuerg war, mat Leit vun dem Secteur zesummekomm ass a mat der Regierung, a mer et net fäerdig bruecht hunn, déi an d'Chamber ze kréien a mat där an der Chamber iwwert déi Problemer ze schwätzen.

Dat ass déi Prise de conscience, mengen ech, déi d'Chamber muss huelen, all Kéiers, wann zu Lëtzebuerg iwwer Europa geschwat gëtt. Ech wär fro, wann d'Kolleege vun Här Oberweis déi Félicitatiounen vu menger Sait aus géife weiderginn.

Här President, et geet also elo net an deem, wat mer weider wëlle bauen, an deem neie Vertrag em méi komplex Strukturen; et geet net em zréck, mä em no vir! Et geet net dorëm, fir weider ze verwässeren, mä no vir ze goen! Et geet net dorëm, ze renationaliséieren, mä em weider méi gemeinschaftlech ze schaffen. An et geet em d'Veereinfachung vun den Entscheidungsstrukturen. Et geet also em Transparenz a Verständlechkeet vum Déciounsprozess.

Här President, mir sinn an dësem Abléck hin an hier gerappt zwëschen deem, wat mer 2005 verdeedegt a ratifizéiert hunn, an deem, wat mer elo erreecht mussen. Munech mole schon en Europa mat zwou Geschwindigkeiten un d'Mauer. Et ass nun e Fait, dass d'Konzeptionen vun der Europäescher Unioun ënnert de Länner déif Ennerscheeder opweisen, an dozwëscht e Kompromëss ze fannen, ass schwierig, awer hoffentlech net onméiglech.

Wéi scho gesot: Mir si sécher an engem Wendepunkt an der Geschicht vun der europäescher Konstruktivitéit ugelangt. Et muss sech elo weisen, ob déi 27 Länner onni Exceptionen iwwer hir politesch a rationell Konzeptionen vun Europa ewech genuch Feier a Glaf hunn, fir iwwer hire Schiet ze sprangen. Sollt dat net de Fall sinn, da fällt d'Europäesch Unioun op kuerz oder laang auserneen.

Da gëtt d'Europäesch Unioun eng Nébuleuse vu verschidde Niveaue vun Integratioun a vun Zesummenarbechten. Dann ass déi eemoleg Konstruktivitéit vu 50 Joer, déi Fridden, Stabilitéit a Prospéritéit bruecht huet, a Gefor. Dann ass virun allem d'Gewicht vun Europa a sengem sozialen a wirtschaftleche Modell an der Welt a Gefor.

An trotz onser Enttäuschung iwwert d'Entwécklung an de leschten dräi Joer an der Europäescher Unioun muss et virgoen. Mir waarden also mat Spannung op d'Resultat vun dem Europäesche Rot d'nächst Woch.

Duerfir, fir déi commend Deeg, Wochen a Méint freet d'Chamber vun der Regierung, dass se permanent an ëmfaassend informéiert a konsultéiert gëtt, wéi dat och an deene vergaangene Méint a Jore schon de Fall war.

Mir si flexibel, Här President, an ech soen der Regierung dat mat aller Däitlechkeet, fir zu all Zäitpunkt mat der Regierung zesummenzekommen, offen an/oder vertraulech, wa se et wëllt, fir mat hir ze diskutéieren.

Den Ausgang vun der Regierungskonferenz dierf keng Iwwerraschung fir d'Chamber sinn. Mir hu Vertrauen an d'Regierung, dass si dat mécht.

An dann nach e leschte Wonsch un d'Regierung wéi un d'Chamber selwer: dass mer an de kommende Méint mat de Biergerinnen an de Bierger vun onsem Land schwätzen, se iwwert d'Regierungskonferenz informéieren an d'Diskussion iwwer Europa intensiv mat hinne sichen.

Här President, fir ofzeschleissen, wollt ech eng Motioun virleeën, déi déi wesentlech Iddien, déi ech och elo duergeluecht hunn, enthält. Déi Motioun gëtt vu véier Fraktiounen - der CSV, der DP, deene Gréngen an der LSAP - gedroen. An ech hoffen, dass se och an deem Geescht, deen ech hei virbruecht hunn, eng grouss Majoritéit fénnen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *rappelant que le Traité constitutionnel a été ratifié au Luxembourg par le référendum du 10 juillet 2005 et par la voie parlementaire;*

- *considérant que de ce fait le Traité constitutionnel lie aussi bien le Gouvernement que la Chambre des Députés dans toutes les discussions qui pourront s'engager sur le plan européen suite au refus de ce traité par la France et les Pays-Bas;*

- *regrettant que certains États membres hésitent à ratifier le Traité constitutionnel, voire renient tout simplement leur signature en refusant de procéder à la ratification;*

- *rappelant que le Traité constitutionnel a été élaboré et adopté par consensus par la Convention sur l'avenir de l'Europe à laquelle siégeaient les Gouvernements, les représentants des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne;*

- *rappelant encore que le Traité constitutionnel a été finalisé par une conférence intergouvernementale, signé par 27 États membres et adopté depuis lors par 18 États*

membres représentant la majorité de la population de l'UE;

- estimant que le *Traité constitutionnel* permettra d'approfondir l'intégration européenne après l'élargissement de l'Union à 25, puis à 27;

- proclamant son attachement à ce *Traité*, instrument d'efficacité institutionnelle et d'avancées politiques importantes;

- considérant la position du *Gouvernement luxembourgeois*, exprimée devant la *Chambre* le 9 mai 2007 par le *Premier Ministre*;

- consciente de la nécessité d'aboutir à un accord des 27 États membres, mais opposée à réduire l'Europe à une zone de libre échange de nature intergouvernementale;

invite le *Gouvernement* en vue du *Conseil européen* des 21 et 22 juin 2007, ainsi que lors des discussions subséquentes dans une conférence intergouvernementale

- à maintenir le *Traité constitutionnel* comme base de toute négociation engagée pour sortir de l'impasse actuelle;

- à éviter de charger la négociation de nouvelles demandes institutionnelles;

- à ne pas rouvrir le compromis institutionnel contenu dans la 1^{re} partie;

- à maintenir le niveau d'engagement juridique de la *Charte* tel que prévu dans le *Traité constitutionnel* («legally binding»);

- à sauvegarder, voire à développer les avancées politiques importantes contenues dans le *Traité constitutionnel*, à savoir les clauses horizontales pour la politique écologique et sociale ainsi que sur les services d'intérêt général, les progrès en matière de politique énergétique, de lutte contre la criminalité, de politique étrangère et de sécurité, de politique de l'immigration;

- à s'opposer à tout compromis au rabais au détriment de la substance du *Traité* et de l'approfondissement nécessaire de l'Union européenne;

- à informer et à consulter régulièrement la *Chambre* sur le déroulement des négociations et à poursuivre ensemble avec la *Chambre* le dialogue avec la société civile.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, John Castegnaro, Charles Goerens, Laurent Mosar.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Hâr Fayot. Nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den honorabelen Hâr Laurent Mosar. Hâr Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

» **M. Laurent Mosar** (CSV) - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, an e puer Deeg beroden déi europäesch Stats- a Regierungschefen um Ofschlusssommet vun der däitscher Présidence iwwert d'Zukunft vun europäesche Verfassungsvertrag - oder besser iwwert d'Zukunft vun eppes, wat net méi wäert Verfassung heeschen, mä trotzdem nach soll eng Verfassungambitioun droen.

Am Virfeld vun dësem wichtege Rendez-vous soll d'Chamber haut der Regierung hir Meenungen an Iwwerzeegung mat op de Wee ginn, well mer jo riskéieren, fréier oder spéider en neien europäesche Grondlagentext an dësem Haus ënnerbreet ze kréien.

Mir hu schon iwwert d'Zukunft vun Europa ofgestëmmt. Zumeem hu mer dat gemaach: eng Kéier virum Referendum iwwert d'europäesch Verfassung an eng Kéier duerno. Béd Kéieren huet d'Chamber mat iwwerwältgender Majoritéit deem Text zougestëmmt - esou wéi d'Lëtzebuurger et och den 10. Juli 2005 gemaach hunn. Déi Majoritéit war zwar net iwwerwältgend, awer séier daitlech.

56,5% vun de Wieler hunn der europäescher Verfassung hir Zoustëmmung ginn. Doduerch gouf Lëtzebuerg eent vun deenen zwee europäesche Länner, wou d'Vollek duerch Referendum dësem Text zougestëmmt huet.

Mir wëssen all, dass et och zwee Länner gouf, wou de Géigendeel geschitt ass. Ronn 55% vun de franséischen an iwwer 60% vun den hollännesche Stëmmberger hunn am Fréijoer 2005 Neen zur europäescher Verfassung gesot. Domat konnt de Vertrag, esou wéi e virlooch, net méi a Kraaft trieden. Dat ass schued an eigentlech och e bëssen dramatesch.

Entre-temps hunn 18 europäesch Staten - dorënner dräi vun deene ganz groussen, nämlech Däitschland, Italien a Spuenien - dee Verfassungstraité ratifizéiert. Zwee Staten hunn et duerch Referendum refuséiert, a siwen hunn et bis elo net néideg fonnt, eppes a Richtung Ratifikatioun ze ënnerhuelen. Bei deene sinn interessanterweis esou europaskeptesche Länner wéi

Groussbritannien, Polen an d'Tschechesch Republik.

Et steet also haut 18 zu zwee, bei siwen Ent-haltungen an der Ofstëmmung iwwert déi europäesch Verfassung. Mä dass zwee Drëtter vun de Memberstate vun der Unioun Jo gesot hunn, schéngt eigentlech keng Roll méi ze spillen.

Et ass deen aneren Drëtter, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, deen haut d'Spill bestëmmt. Well et nach ëmmer esou ass, dass grondleeënd Décisiounen an Europa mussen eestëmme geholl ginn, an dat virun allem fir d'Vertrag géllt, ass de Verfassungsvertrag, dee mer haut kennen, praktesch dout. A well en doudesche Vertrag keng Grondlag fir déi zukünfteg Handlungsfäegkeet vun Europa ka sinn, muss elo en neien Traité erbäi; een, dee muss anescht heeschen, wéi deen aktuellen, a muss en aneren Inhalt hunn, fir dass e kann duerch parlamentaresch Ratifikatioun och do ugeholl ginn, wou d'Vollek deen aktuellen Text ofgelehnt huet.

Den Ëmstand, dass nei muss verhandelt ginn, ass leider net ze änneren. Mir kennen d'Regelen. Si wäeren och mat der Verfassung net anescht. Wann d'Memberstate net alleguer engem Traité zoustëmmen, da kann en eben net a Kraaft trieden. Mä d'Richtung an den Inhalt vun der Neiverhandlung sinn net esou kloer wéi dese Constat. Et gétt an Europa nämlech déi, déi méiglechst vill vum aktuelle Verfassungsvertrag an en neien Traité wëllen afléisse gesinn, an et gétt déi aner. Déi aner sinn déi, déi méiglechst weineg neit a méi Europa wëllen.

Fir et direkt ze soen: Et ass net akzeptabel, dass déi zwee Drëtter vun de Memberstate, déi e Vertrag ratifizéiert hunn, dee vun alle Regierungen ënnerschriwwen gouf, sech haut dofir sollen entschëllegen. Et muss éischer esou sinn, dass déi, deenen hiert Vollek Nee gesot huet respektiv déi einfach guer net ratifizéiert hunn, realiséieren, dass si de Problem duerstellen. Déi, déi net ratifizéiert hunn, sinn eng Minoritéit. Minoritéit sinn zwar ze schützen, mä si kënnen net de Majoritéiten hire Wëllen einfach esou opzwéngen. Och dass eng Fro vun europäescher Demokratie.

Elo stellt sech also d'Fro, wou de Wee nom Juni-Sommet soll hiféieren. Et ass zu dësem Zäitpunkt net schrecklech vill kloer. Kloer ass, dass den nächsten Text wuel net méi wäert „Verfassung“ oder „Verfassungsvertrag“ heeschen. D'Grënn heifir si faden-scheinig. Wann een och versteet, dass et a Frankräich an an Holland zimlech onméiglech wier, e positive Vote zu eppes ze kréien, wat virun zwee Joer ënner dem Numm „Verfassungsvertrag“ vum Vollek verworfen gouf, da geet elementar Etymologie duer, fir ze realiséieren, dass et op anere Plaz just drëm geet, fir déi staark Symbolik vun der constitutioneller Terminologie ze vermeiden.

Och wann dës Argumentatioun net schrecklech iwwerzeegend ass, muss een dach feststellen, dass se am Moment schéngt majoritär ze sinn. Et ass dann och dovun auszugehen, dass mer an Europa keng Verfassung kréien. Och wa meng Fraktioun doriwwer net besonnesch glécklech ass, esou ass et fir eis awer net fundamental wichtig, wéi den neien Text heescht, mä wesentlech méi wichtig, wat draesteet. Deemo si mer der Meenung, dass et sech hei net ëm eng Glawensfro handelt. E gudder Vertrag, deen „Traité de base“ géif heeschen, wäerte mir och mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Déi aner Saach, déi kloer schéngt ze sinn, ass, dass sech eenzel State schwéierd mat der europäescher Symbolik, wéi de Konvent se an den Text integréiert hat, virun allem mam Fändel an der europäescher Hymn. Nujee, meng Fraktioun an ech hu selwer zwar Schwieregkeeten, dës Haltung nozevollzéien, well d'Europäesch Unioun steet a fällt sécherlech net mat enger Hymn oder engem Fändel. Wann dat allerdéngs elo sollt de grouse Problem si fir verschidde Regierungen, da soll ee se eben eraushuelen, och wann ech perséinlech dovun iwwerzeegt bleiwen, dass souwuel de Fändel wéi déi europäesch Hymn weiderhi wäerte genotzt ginn.

Hâr President, esou vill ass kloer. Et ass awer net kloer, ob den neie Vertrag vill nei Politike ka beinhalten, oder ob dat éischer net geet. Et ass och net kloer, wat mat der Grondrechtcharta soll geschéien a wat dann d'Schicksal vun all deenen institutionellen Dispositiounen ass, déi sech am éischten Deel vum Verfassungstext erëm-fannen an déi de Konvent jo wäitgehend ausgeschafft huet. Do muss mer also Faarf bekennen, ouni ze wëssen, a wat fir eng Richtung d'Verhandlung wäerte lafen. Mä dass geet awer. Et geet ganz besonnesch

dowéinst, well mer jo zu Lëtzebuerg traditionell e grouse Konsens an europäesche Froen hunn, a well et jo net aneschters ka sinn, wéi esou, dass mer versichen, dee gréisstméiglechen Deel vun engem Text, deen d'Vollek eng Kéier an d'Parlament zumeem ugeholl huet, ze erhalen.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass et op jidde Fall d'Zil muss sinn, den éischten Deel vum aktuelle Verfassungsvertrag bäizebehalen. Dass heescht, dass mer am Wesentleche wëllen, dass all déi grouse institutionell Neierungen - wéi de gewieltene President, den Europäesche Rot, den europäeschen Ausseminister, wéi och déi alternéierend Kompositioun vun der Kommissioun bis zur duebeler Majoritéit fir Voten am Ministerrot - solle bäibehele ginn. Dass sinn d'Dispositiounen, déi de Konvent no laangen Diskussiounen erschafft huet an op wäite Strecken op jidde Fall sollen an der Regierungskonferenz bäibehele respektiv affinéiert ginn.

Déi institutionell Dispositiounen, esou wéi se an den Artikelen 1 bis 60 vum Verfassungsvertrag enthalen sinn, stellen nämlech sécher, dass d'Unioun och mat 27 Membere ka funktionéieren. Dass Zil gétt net erreicht, wann elo nees un institutionellen Acquis vu Konvent a Regierungskonferenz gebastelt gétt. Duerfir ass et fir eis wesentlech, dass net dru gebastelt gétt respektiv dass dat Gebastelt, wat sech da wierklech net vermeide léisst, sech op e Minimum wäert beschränken. Wann den Institutionspak nees opgemaach gétt, besteet nämlech en eeschte Risiko, dass en duerno net méi zougeet. Duerfir wär et bei Wäitem virzezéien, wann en net nees nei géif opgemaach ginn.

Ech muss lech allerdéngs soen, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Attitud vu verschidde Regierungen op deem Punkt absolut net nozevollzéien ass. Op där enger Säit geet fir déi Länner den Élargissement zum Beispill a Richtung Balkan net schnell genuch, op där anerer Säit wëllen déiselwecht Länner awer erëm den éische Pak vun den institutionellen Reformen nei verhandelen. Dobäi, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ass et kloer: Ouni institutionell Reform gétt et bis op Weideres keng Erweiderung.

Et wier och geféierlech, sech nees un déi kommunautär Gestiou vun de Beräicher Justiz an Innenpolitik erunzemaachen, well sech am Zweifelsfall och do kéinte Länner erëm-fannen, déi net méi der Meenung sinn, en europäesche Rechtsraum fir Asyl an Immigration, Verfolgung vu gravé Strofdoten an esou weider wier terribel wünschens-wäert. Dass ass awer ee vun deene Beispiller, wou besonnesch Lëtzebuerg ëmmer eng Virreideroll fir méi eng Kooperatioun a méi flexibel - spréch, net méi eestëmme - Décisiounsmechanisme gespilt huet. Europa brauch esou e Rechtsraum. D'Verfassung wollt him e ginn. Et ass elo net de Moment, fir dës Flank nees nei opzemaachen.

Dass ass alles och eng Fro vu Respekt virun der konventioneller Institutioun. 105 Vertrieeder a gradesou vill Stellvertrieeder aus 28 Staten - d'Türkei war jo och derbäi - hunn deemools e Kompromisstext ausgeschafft, dee Substanz huet an eng anstännege Portioun Courage a Visioun. E besseren Text ass quasisent onméiglech ze ficeléieren. Et ass och schwéier virstellbar, dass ee géif higoen a soen: Bon, do war zwar e Konvent, deen huet och annerhalleft Joer laang geschafft, mä elo sätze mer eis erëm am klengen Krees zesummen a maachen eppes komplett Neies. De Konvent huet transparent an novellzéibar geschafft. Seng Resultater an Zwëscherresultater waren de Bierger zu all Moment zougänglech.

Esou geet dass awer an europäesche Conseile bei Regierungskonferenzen net. Dowéinst mengen ech, dass et och am Sënn vun der Siichtbarkeet, Liesbarkeet a Legitimitéit vun der europäescher Beschlussfassung wier, wann dem Konvent seng Resultater net géifen op en Neits a Fro gestallt ginn. Lëtzebuerg - fir och emol egoistesches ze kucken - hält an esou engem Fall sécher guer nâischt ze gewinnen.

En anert Element ass an deem éischten Deel vum Verfassungsvertrag wichtig. Dass ass d'Rechtsperséinlechkeet vun der Unioun. Déi muss een nämlech am Kontext vun der Zukunft vum Deel zwee kucken, wat déi Europäesch Charta vun de Grondrechter ass. Dës Charta, déi och vun engem Konvent ausgeschafft gouf - dat war deen éische vun där Zort -, huet de Moment nach keng Rechtsgültigkeet. Si ass just eng Absichtserklärung, eng Deklaratioun ouni Verbindlechkeet. Dass soll sech elo änneren.

Wär entre-temps de Verfassungsvertrag a Kraaft getrueden, wär dës Deklaratioun als zweeten Deel dovun och zu engem Katalog vun aklobare Rechter ginn. Well dass awer

net esou ass, gétt et elo zwou Méiglecheeten: Entweder dës Deklaratioun gétt telle quelle an de Grondlagevertrag iwwerholl, oder si gétt duerch en Artikel vun deem Traité fir verbindlech erkläert. Bédies geet, a während déi éischt Démarche eigentlech déi méi propper wier, huet déi zweet awer sënnegeméiss deeselwechte juristeschen Effekt.

Sollt sech also Länner terribel un der integraler Presenz vun där Charta an engem zukünftege Basisvertrag stéieren, da kann ee se och duerch en explizite Verweis verbindlech maachen. Wichtig ass, dass se verbindlech gétt. All Parteien hei an deem Haus, déi Vertrieeder an deen éische Konvent geschéckelt hunn, deele sécherlech meng Aschätzung zu deem Thema.

Ech muss lech soen, dass ech et allerdéngs an engem héchste Mooss traureg fannen, dass op deem Punkt, wou et direkt ëm d'Uleiesse vun de Bierger geet, déi mer jo wëllen an dat Europa an- an ubannen, et grad do eng Rei vu Memberstate gétt, déi elo op eemol Problemer hu mat der Inclusionioun vun där Grondrechtcharta an de Vertrag!

Hâr President, wann elo déi Grondrechtcharta a Kraaft trëtt, da gétt et um Territoire vun der Europäescher Unioun zwou verschidde Grondrechtsuerdnungen: déi vun der Unioun, iwwert déi den Europäesche Gerichtshaff um Kierchberg Juridictioun huet, an eng vun Europarat, déi der Juridictioun vun Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter ënnerläit. An esou enger Situatioun bleift et net aus, dass Bestëmmungen, déi inhaltlech bal oder ganz identesch sinn, vun deenen zwee Gerichter géifen op verschidde Manéier ausgeluecht ginn, wat zu potenziellem Grondrechtchaos kéint féieren.

Géint esou eng Entwécklung gétt et ee wierksaamt Mëttel: D'Unioun muss d'Europäesch Konventioun vun de Mënscherechter unhuelen a sech hir ënnerwerfen. Si kann dem Rechtsraum vun där Konventioun awer nëmme bäitrieden, wa se Rechtsperséinlechkeet huet.

Domat wär de Krees dann zou. Wa mir wëllen, dass déi Europäesch Charta vun de Grondrechter verpflichtende Charakter kritt, a wa mer och nach wëlle verhéieren, dass et duerno zu Rechtsstreidegkeete mat der Cour zu Stroosbuerg kënnt, da brauch d'Unioun Rechtsperséinlechkeet, fir kënnen der Europäescher Mënscherechtskonventioun bäizetrieden an esou ënnerscheeder téschent der Rechtssprechung vu Lëtzebuerg a Stroosbuerg ze vermeiden.

Fir meng Fraktioun a mech selwer bleift d'Abannung vun der Grondrechtcharta an de Grondlagevertrag vun eminenter Wichtigkeet an domadder och eng absolut Prioritéit. Mir wäeren duerfir och frou, Hâr Ausseminister, wann d'Regierung op dësem fir eis wesentleche Punkt standhaft géif bliwen.

Da kéim ech zu deem Punkt, iwwert deen eng Eenegung téschent deene 27 Regierungen vun de Memberstate vun der Unioun wuel am schwierigste gétt, an dass ass dee vun den neie Politiken.

Et war deen drëtten Deel vun der Verfassung, dee wou déi inhaltlech politesch Dispositiounen drastinn, deen a Frankräich an an Holland zu negative Referendumresultater gefouert huet. Duerfir ass et beileiwe keen einfachen Exercice, deen Deel nees opzemaachen a frësch ze verhandelen. Et sief dann en vue dovun, dass sech géif drop géeneegt ginn, déi „materiell“ Dimensioun vum Traité - téschent Gänseféisercher - einfach ewechzeloossen.

Et ass am Fong, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gelunge Welt! Den Deel dräi vum Verfassungsvertrag beinhalt zum gudden Dell just d'Bündelung vun europäesche Politiken, déi säit de Réimesche Vertrag souwisou gëllen. Genee dass hunn d'Fransosen an d'Hollänner awer ofgelehnt. Ech mengen net, dass et vill Leit zu Eindhoven oder zu Lille gétt, déi géint e President vun Conseil oder en europäeschen Ausseminister gestëmmt hunn. Si hu vill éischer géint eng Logik vu politescher Gestaltung gestëmmt, déi se fir „neoliberal“ - wat ëmmer dat heescht - gehalten hunn. Esou „neo“ kann dat Liberal awer net sinn, wann et an Deeler schon

zënter 50 Joer geltend Recht an der Europäescher Gemeinschaft, an der Unioun ass.

Nun ass den drëtten Deel vun deem virleidenen Text vum Verfassungsvertrag e séier eklekteschen. De Konvent huet sech mat materielle politeschen Dispositiounen net beschäftegt, an et war eréischt d'Regierungskonferenz nom Konvent, déi beschloss huet, esou en Deel an den Traité ze integréieren - mat engem Rappel vu bestehende Politiken a gläichzäiteg der Definitiouen vun neien.

Vun deem Exercice war vun Ufank u gewosst, datt e potenziell riskant wier. En ass trotzdem probéiert ginn, an d'Presenz vun dësen Dispositiounen an engem Text, deen a verschiddene Länner engem Referendum ënnerwerf gouf, huet wesentlech zum franséischen an hollänneschen Neen zur Verfassung bäigedroen.

Déi, déi an der Referendumscampagne zu Lëtzebuerg engagéiert waren, erënnere sech jo och elo nach drun, an de Kolleeg Ben Fayot huet et jo och scho virdru gesot, datt déi allermeescht Diskussiounen mat de Bierger dobaussen iwwer materiell politeschen Dispositiounen gefouert gi sinn. Instruktiounen a Rechter hunn zu vill manner Kontroversen Ulooss ginn.

Här President, elo gëtt et am Fong e puer Méiglechkeeten, fir mat deenen Dispositiounen vun deem aktuellen drëtten Deel vum Traité ëmzegoen:

Et kann ee ganz drop verzichten. Dat ass eng radikal Variant, déi d'Lëtzebuerger Regierung net vertritt, an ech mengen, et dierft sech och hei am Haus keng Fraktioun fannen, déi esou eng Optioun géif verteidigen. Dat géif nämlech bedeuten, datt Europa géif den Ussproch opginn, seng Politiken ze affinéieren an och, wéi bal universell vun den Europäer gewünscht, sech an zouhuelendem Mooss mat sozialem Ausgleich ze beschäftegen.

Et géif zum Beispill de Verzicht op déi sougenannten horizontal sozial Klauselen bedeuten, mat deenen déi europäesche Politiken stänneg op hir sozial Auswierkungen a Vertraglechkeet sollen iwwerpräift ginn. E wesentleche Fortschritt fir déi Milliounen Europäer, déi gär hätten, datt Europa hinnen e Méi u Sécherheet a Stabilitéit an hirem Liewen ubitt.

Déi zweet Approche wier bal gradesou radikal. Si besteet nämlech doraus, an deem neie Grondlagevertrag alles, oder bal alles, bäizebehalen, wat sech an der drëtter Partie vun der Verfassung erëmfonnt huet. Déi Approche ass wuel déi mannst realistesch. Mat esou enger Virgoensweis géife Länner, déi mat dem politeschen Europa iwwerhaapt Schwierigkeeten hunn, an déi, déi negativ Referendumsergebnisse kannt hunn, an d'Situatioun bruecht, datt et hinnen nees eng Kéier praktesch onméiglech géif ginn, dëse Grondlagevertrag ze ratifizéieren.

Dat kann awer eist gemeinsaamt Zil net sinn. D'Unioun brauch dréngend en neie grundleeënden Text, dee se och ratifizéiert kritt an deen a Kraaft kann treden, ier déi quantitativ Iwwerlaaschung vun deenen alen Instruktiounen duerch 27 a méi Memberen zum Auserneefuere vun eiser aktueller Instruktiounsarchitektur féiert. Nëmme esou kann déi aktuell Verfassungskris iwwerwonnen ginn. Also gëtt elo virdrénglech en Text gebraucht, deen et sech net selwer onméiglech mécht, d'ratifikatioun an alle Memberstaaten ze packen.

Bleift déi drëtt Optioun. Si ass vun diversen europäesche Leaderen, och vum Lëtzebuerger Statsminister, schon emol an d'Gespräch bruecht ginn, a si hätt wuel deen duebele Mérite, éischters séier d'ratifikatioun vun engem dréngend néidege Grondlagevertrag zouzeleossen, an zweetens duerno déi materiell Vertragsdispositiounen an en aneren Text afléissen ze loossen, deen ee kéint op Franséisch „Traité matériel“ oder ähnlech nennen.

Domadder géifen d'Grondlagen an d'praktesch Ausgestaltung vun Europa a senge Politiken op zwee kohärent Texter opgedeelt, woubäi dee materiellen Traité an engem rouege Verhandlungsprozess kéint iwwerkuckt ginn an duerno, grad wéi de Grondlagevertrag, enger allgemenger parlamentarescher Ratifikatioun ënnerwerf ginn.

Ech muss lech agestoen, Här President, datt ech eigentlech gewësse Sympathië fir dës Variant emfannen.

Trotz aller lëtzebuerger Sympathie, iwwer bal all Parteigrenzen ewech, fir en Europa, wat op ville Niveauë wierkt: Et muss een haut gesinn, datt ëmmer méi europäesch Politik an ëmmer méi europäesch Interventioun Saache sinn, déi op ville Plazen op eisem Kontinent net méi sonnerlech gutt ukommen. Dee Prozess u Revisioun vun de materiellen Dispositiounen vum Verfassungsvertrag kéint deemno zu enger Rationaliséierungsübung ginn, déi vill fir d'Crédibilitéit an d'Legitimitéit vun der Europäescher Unioun kéint leeschten.

Et ass eng Fro, ob wierklech mussen iwwer zwee Drëtter vun eisen nationale Legislatiounen europäesch inspiréiert sinn. Dës reglementaresch Inflatiouen, där sech déi europäesch Instruktiounen higinn, dréit nämlech zur Akzeptanz vun Europa bäi, besonnesch bei de Leit dobaussen. Dobäi geet et net emol ëm d'Märercher vum Krémungsgrad vu Bananen a Kornschongen, mä einfach ëm de Prinzip vun enger reglementarescher, gesetzgeberescher Invasioun, déi ëmmer méi schwéier ze justifizéieren ass.

An deem Kontext ass et sécherlech méi wéi wünschenswäert, datt an engem zukünfte Grondlagevertrag fir d'Unioun och déi Dispositiounen afléissen, déi et den nationale Parlamenten erlaben, eng aktiv Roll an der Kontroll vum Respekt vun der Kompetenzopdeeling tëschent Unioun a Memberstaaten an domadder dem Prinzip vun der Subsidiaritéit ze spillen. Tatsächlech hunn d'Parlamenten vun de Memberlänner an Zukunft eng vill méi konsistent an aktiv Roll am europäeschen Entscheidungsprozess ze iwwerhuelen. Fir dat kënnen ze maachen, muss si iwwer Mëttele verfügen, déi et hinnen erlaben, konkret op d'europäesch Beschlossfaassung anzewierken, besonnesch wa se dann der Iwwerzeegung sinn, datt Europa ze wäit geet respektiv sech mat Saache beschäftegt, vun deenen et eigentlech d'Fangere soll ewechloossen.

Elo ass d'Subsidiaritéit natierlech méi eng politesch Notion wéi eng juristesche, an entsprechend schwierig ass et, op juristesche iwwerzeegend Manéier e Begrëff a senger Wierksamkeit ze präzisieren, dee virun allem eng politesch Bedeitung huet. Dowéinst ass eng kloer an exhaustiv Lëscht vun Uniounskompetenzen am neie Grondlagevertrag onverzichtbar. Esou eng Lëscht féint sech jo elo schon am Verfassungsvertrag erëm. Déi muss erhale bleiwen, well ouni si eng effikass a verstänneg, well novollzéibar a juristesche propper Kontroll vun der Applikatioun vu Subsidiaritéit net ze maachen ass.

An deem Kontext hëlleft et och nämlech, wann eenzel Memberen oder hir Parlamenten elo mengen, si sollten déi aktuell virgesi Mechanismen nach verschärfen, andeems eng bestëmmt Zuel vun nationale Parlamenten kéinte gemeinschaftlech reglementaresch Initiative stoppen. An enger Rechtsuendung wéi där vun der Unioun ass et net un de Parlamenten vun de Memberstaaten, esou Moosnamen ze ergreifen, dat ass d'Aufgab vum Geriichtshaff, gegebenfalls saiséiert duerch national Parlamenten, wéi et och a federalescher Rechtsuendung queesch iwwer de Globus passéiert.

Ech mengen, mir sinn duerfir och alleguer ganz frou, datt d'Memberen vun där Réunion un gëschter, vun den nationale Parlamenten mam Europaparlament, eng ganz kloer Rout Kaart fir déi Rout Kaart ginn hunn. An ech mengen all Parlamentsvertreeder, déi zu Bréssel present waren, inklusiv déi hollännesch Kolleegen, hunn net méi op dee System vun der Rouder Kaart insistéiert.

Här President, da wier zum Schluss nach e Wuert zu der weiderer Bedeegung vun der Chamber an deem Prozess ze soen, deen zu engem neie Basisvertrag féiere soll. D'Chamber muss sech bewosst sinn, datt dee Prozess dee vun enger Regierungskonferenz ass, wou et net d'Roll vun de Parlamenten ass, sech am Virfeld vun engem Beschluss prägend anzubringen. Mä: Mir wëssen och, wéi eng Engagement d'Politik virun de Bierger geholl huet, wéi se vun hinnen e Jo zum Verfassungsvertrag wollt erwierken, dee si jo och krut.

Europapolitik ass zënter dem Referendum vun 2005 och zu Lëtzebuerg net méi d'Apnager vun der Regierung eleng, och net am Kader vun enger Regierungskonferenz. D'Parlament ass sech selwer an de Bierger schëlleg, eng aktiv begleedend Roll ze spillen, fir déi et sech natierlech un éischer Plaz muss konsequent um Lafenden iwwer déi aktuell an zukünfteg Entwécklungen an der Debatt halen.

Wéi genee dës Roll soll ausgesinn, mussen mer an deenen nächste Méint zesumme mat der Regierung ermëttelen. Dat ass par rapport zu ähnlechen Exercicen an der Vergaangenheet nämlech am Fong parlamentaresch Neiland. No all deenen nobelen Aussoen hei am Haus, déi mat engem méi konsequent europäeschen Engagement vun der lëtzebuerger Chamber ze dinn hunn, mussen mer et allerdéngs fäerdeg bréngen, esou eng Roll fir eis an d'Chamber ze definéieren a se dann och konsequent auszufüllen. Dat bedeit fir vill vun eis e Méi u konstanter europapolitichescher Informatioun an entsprechemdem Handeln.

Och hei, léif Kollegeinnen a Kollegen, si mir alleguer an eiser alldeeglecher Parlamentsaarbecht gefuerdert, wa mir wëllen eiser Roll als Nationalparlament um europäesche Parquet gerecht ginn.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 50 Joer no de Réimesche Verträge ass den europäeschen Zuch op enger wichteger Kräizung ukomm. Wou fiert den europäeschen Zuch hin? Wéi schnell fiert en? A bleiwen all Passagéier dran, oder klammen der e puer eraus, well den Zuch hinnen ze schnell fiert? All dat si Froen, déi an deenen nächste Woche mussen beäntwert ginn.

D'CSV-Fraktioun plädéiert fir en ambitiöse Vertrag, deen um Text an un der Substanz festhält an deen op kee Fall hannert deen aktuelle Status quo zréckfallen däerf.

Mir wëlle kee Miniresultat, mir wëlle kee Minitraité a mir wëlle kee Minieuropa. Mir wëllen een Europa, wat an enger Welt vu Verännerunge selwer de Motor vun dëse Verännerunge gëtt. Europa muss sech senger duebeler Erausfuereung stellen: op där enger Säit verschiddene Bedrohungen, wéi dem Klimawandel, dem demographeschen Wandel, dem internationalen Terrorismus; op där anerer Säit awer och der Globalisatioun, wou Europa an Zukunft a Konkurrenz mat zousätzleche Länner wéi China, Indien, Russland a Brasilien stoe wäert.

Op all dës Erausfuereungen, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen mer nëmmen eng Äntwert fannen, wa mer se net eenzel, mä gemeinsam uginn. Mir brauchen duerfir haut net manner, mä méi Europa. Mir brauchen awer och e bessert Europa, wat op méi effizient Manéieren op déi virgenannten Erausfuereunge reagiert an haaptsächlech méi no wäert beim Bierger sinn.

An deem Sënn géife mer der Regierung eis voll Ënnerstützung zousoen an deene sécherlech net einfache Verhandlungen, déi an den nächste Wochen a Méint op si zoukommen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens. Här Goerens!

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Ech gehéieren och zu deenen aus deem elitäre Krees vun der Chamber, déi gëschter a virgëschter hiert Onwiese konnten zu Bréssel am Europaparlament zesumme mat deenen anere Vertreeder vun deene 27 Parlamenten maachen.

Mech huet dat Ganz e bëssen erënnert un esou eng euphoreesch Stëmmung, wou praktesch jiddereen d'accord war, mä wann een dat dann transposéiert op déi Décisionsmechanismen, déi d'nächst Woch zur Uwendung kommen am Europäesche Rot, da muss ee soen, dann hätte mir mat deem, wat mer gëschter haten, a wann doriwwer ofgestëmmt gi wier, och den Europäesche Verfassungsvertrag net gerett kritt. Well, fir et mat der Allegorie vun Här Mosar ze soen, deen elo grad geschwat huet vun engem Zuch, wou d'Passagéier alleguer matfuere sollen, ech mengen do misst een nach eng Nuance mat erabringen: Deen Zuch, dee fiert nëmme just, wa se alleguer wëlle fuere. Wann een net wëllt matfuere, dann hält den Zuch.

A wa mer e bëssen Optimismus hu fir déi nächst Woch, dann ass et, well déi däitsch Présidence wierklech de Maximum vu Spillraum, dee se bis elo hat, ausgereizt huet, fir zu engem Accord ze kommen.

Jiddefalls fir een, deen dat vu bausse gesäit a seng Informatiounen aus Réuniounen, déi mer emol an deem engen oder aneren internationale Kader kréien, respektiv aus der Press erfiert, gesäit dat esou aus, an ech mengen dat gëtt och net vun all deene rengen Observateure contestéiert.

Mir sinn an enger institutioneller Kris um europäesche Plang. Och Eenzelner mengen dat wier iwwerdriwwen, mä am

Fong geet et duer mat där lästeger europäescher Nabelschau. International schiele sech nämlech Grondtendenzen eraus, déi quasi no engem Enn vun der europäescher Onfäegkeet jären, fir sech Regelwierker ze ginn, fir datt dat Europa fir sech selwer méi effizient Politiken duerchsetze ka respektiv och um internationale Plang als en effikassen Acteur optriede kann.

Ekonomesch - an dat hunn och déi lescht Wochen erëmgespigelt - gesi mer, datt d'Proposition vum G8 a sech schon net méi d'Realitéit reflektéiert. China ass elo schon op véierter Plaz ekonomesch gesinn, awer och Indien, Brasilien wäerte schonn an noer Zukunft Länner wéi Italien, Groussbritannien, Däitschland reng ekonomesch gesinn hannert sech loossen.

Aussepolitesch si mer och an enger Situatioun, déi trotzdem bedenklech ass.

Erënnere mer un dat penibelt Muskelspill vu Russland virum Sommet vum G8. Dat huet un déi däischester Kale-Krichs-Joren erënnert, déi mer awer wierklech net brauchen, fir déi aktuell Problemer ze léisen.

Erënnere mer och un déi Manéier wéi d'USA sech schwéierdinn, fir erëm eng Kéier de Wee zréckzefannen an eng multilateral Approche. D'USA - dat kann een nëmme bedauern - hunn et säit 1989 versäumt, fir fir eng besser Weltuerdnung anzutrieden, fir eng besser Weltuerdnung ze schafen. Mir bezuelen dat an och déi nächst Generatiounen bezuelen dat zréck mat deene Schwierigkeeten, déi duerch de Klimawandel entstinn.

Mat deene Problemer, déi entstanen sinn duerch d'Onfäegkeet fir d'Non-prolifération vun de Waffe weiderzibréngen. Dat spiere mer och, well d'UNO nach ëmmer déi Roll net konnt spillen, déi se onbedéngt misst spillen an enger Zäit, wou am Fong d'Welt och no enger Aart globaler Gouvernance verlaangt, fir hir Problemer an de Grëff ze kréien.

De Washingtoner Konsens ass net iwwerduecht ginn. Och dat gëtt deier bezuelt mat Ënnerentwécklung a mat Onfäegkeet vun eenzelnen Entwécklungslänner sech aus der Isolatioun, aus der ekonomescher Isolatioun ze befreien.

An och aussepolitesch muss ee festhalen, datt et och do zwou Richtunge gëtt. Ech wëll emol just déi extremst nëmmen huelen: déi Richtung vun Europa, déi laut Verfassungsvertrag, laut Projet de Traité constitutionnel op Valeur baséiert ass, op enger Responsabilitéit, déi Europa gestäipt op déi Valeuren an der Welt wëllt assuméieren; an op där anerer Säit déi Richtung zum Beispill vu China, déi bal exklusiv op d'Ofsicherung vun sengen Energieliwwerungen ausgerichtet ass.

Dat mag elo reng theoretesch kléngen, mä mir gesi jo am Darfur, wat déi eng Politik blockéiert, an zu wat déi aner Politik fäeg wär, wann déi, déi op Valeur baséiert ass, sech kéint duerchsetzen, oder just nëmmen e Minimum vu Chance hätt, sech kënnen duerchsetzen.

Mir kritiséieren dat alleguer zu Recht. An ech mengen, et ass och keen an deene 27 Länner, deen dat kritiséiert, wat ech elo gesot hunn. Ce sont des vérités de La Palice. Et geet net dier, datt een dat aklot: Et muss een och bereet sinn, sech Kompetenzen dofir ze ginn, a wann een d'Kompetenzen huet, muss ee sech och d'Moyens d'action, fir déi Kompetenzen do ze assuméieren, ginn.

Wann déi dräi Elementer net klappen, da kënt een an deenen dote Froen net virun, an da kënnen mer a Sonnesrieden dat doten ëmmer erëm akloen, wa mer wierdes net amstand sinn, eis déi Moyenen ze ginn, fir kënnen sonndes méi crédibel opzotrieden.

Mat engem Konzept, mat Kompetenzen a mat Gestaltungsméiglechkeeten ausgestattet hu mer jo probéiert, fir dee Verfassungsvertrag hei ze ratifizéieren. Mir hunn eis Aufgab gemaach. 17 aner Staten och. Zweek hunn hir och gemaach an hunn allerdéngs en Échec erfuer, a siwe losse sech nach fléiwen. Do weess een am Fong net, wéi hir Parlamenten an hir Opinion publique dozou stinn.

Nach just niewebäi bemierkt: An Holland gëtt et opgrond vun engem rezente Sondage erëm eng Majoritéit, déi hannert dem Verfassungsvertrag steet. Vu datt de Verfassungsvertrag d'selwecht ass, kann een nëmme just feststellen, datt d'hollännesch Opinion publique sech geännert huet, sou datt am Fong déi Valeuren an déi Kompetenzen an déi Moyens d'action, déi drastinn, net contestéiert sinn - jiddefalls wann een de leschte Stand hält vun der Evaluatioun vun der hollännescher Opinion publique. Sou datt mer schonn zu 19 wieren!

A wann een déi Stëmme vun de Leit alleguer géif zesummenzielen, déi sech hannert den Traité gestallt hunn, entweder a Form vun engem Referendum oder duerch hir gewielte Parlamentarier, wann een déi Bevëlkerung géif mat berücksichtegen, déi hannert deene steet, da kéim een awer wahrscheinlech elo schonn op eng Majoritéit.

Mir bréngen et och fäerdeg, duerch déi Manéier, wéi mer an Europa mussen schaffen - well den Zuch nëmme fiert, wa se alleguer bereet sinn, matzefueren -, aus enger Majoritéit en Échec ze maachen. Wann ee bedenkt, datt den Här Sarkozy elo wahrscheinlech mat 20% vun den ageschriwwenen Électeurs 80% vun de Mandaten a Frankräich kritt, dann ass dat eng Majoritéit, déi jiddefalls méi knapps ass wéi dat, wat elo scho vun europäesche Bierger hannert deem ganze Vertragswierk steet.

Elo géif et awer kengem Mënsch afalen, fir ze soen, den Här Sarkozy wär mat ondemokratesche Mëttelen un d'Rudder komm. Mä all Mënsch seet awer, datt Europa en enormen Demokratiedefizit huet, well mer bis op deen allerleschten Trenteler mussen waarden, fir eppes Vernünftiges duerchzekréien, well mer deen Allerleschte mussen iwwerzeegen, datt et a sengem Intérêt ass. Am Fong misste se alleguer selwer drop kommen, datt et an hirem Intérêt ass.

Ech ka Länner wéi Polen net verstoen, datt déi hei mat der Zukunft vun Europa an och mat där vun hirem eegene Land spillen. Ech kann net verstoen, datt Leit, déi de Jaruzelski-Regime matgemaach hunn, an dat, wat virdu war, an dat, wat virum Kommunismus a Polen war, datt déi nach eng Sekonn zécken, fir zu deem ze stoen, wat hei dran ass a wat wierklech seul à même ass, fir hinnen eng Zukunft ze garantéieren, qui est digne de ce nom.

Ech muss wierklech soen, ech weess net, wat fir eng Argumenter datt ee sech muss afale loossen a wat fir eng Realitéit am Fong esou eng einfach Schwaarz-Wäiss-Molerei zouléist, wou am Fong eng Lecture zouléist, wou ee sech net méi kann iren a wou een direkt misst erausfannen, wou et misst higoen.

Ass ee géint déi Dignité humaine, déi an der europäescher Grundrechtcharta dran ass? Ass nach een dergéint an Europa, fir d'Doudesstrof ofzeschaffen? Ech weess, et sinn der nach, déi dergéint sinn, mä fënnt awer nach een et hei am Sall oder an deenen allermeeschte Parlamenter uge-mooss, d'Doudesstrof, där hir Ofschafung en Acquis de civilisation ass, erëm anzeféieren an deen Acquis erëm a Fro ze stellen?

Ass nach ee géint d'Inscriptioun vum Droit à l'intégrité de la personne humaine an e Vertragswierk? Gëtt et nach iergendeen, deen awer dann och nëmme deen geréngsten Zweifel huet un der Noutwendegkeet, fir d'Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains an e Vertragswierk eranzustellen?

Ass nach iergendeen, deen contestéiert, datt ee muss en Equilibre fannen tëschent Fräiheet a Sécherheet?

Elo kann ee soen, dat dote steet alles an der Convention européenne des droits de l'Homme. Dat stëmmt! Mir wëssen awer och, datt mer net foutéiert sinn, fir der Cour des droits de l'Homme zu Stroosbuerg déi néideg finanziell Moyenen ze ginn, fir à temps besonnesch Plainten ze vidéiere vun deenen, déi am Conseil de l'Europe nei bäigetruede sinn, a wou mer wëssen, datt se ganz vill Schwierigkeeten hunn, fir den Acquis vum Conseil de l'Europe an där doten Hisiicht ze assuméieren.

Ech gehéieren zu de farouchen Défenseur vum Acquis vum Conseil de l'Europe, mä ech mengen, et ass awer net schlecht, datt dat heiten am europäesche Vertragstext drasteet, well och opgrond vum Zesummespill vun deene verschiddenen Dispositionen am Vertrag d'Cour de justice vum Kierchbiereg d'Méiglechkeet kritt, fir Jurisprudenz ze maachen opgrond vum Text vun der Charte des Droits fondamentaux.

Deen, deen domat wëllt spillen, deen wëllt awer wierklech Europa seng Spezifitéit a seng Originalitéit ewechhulen. Da si mer ee vun alleguer deen aneren Acteuren, déi just nach sech dem Économisme libéral verschriwwen hunn. Ech soen dat als Liberalen, well ech mengen, datt een an Zukunft nëmme nach just liberal Valeurë ka garantéieren, wann een an der Économie eng déngend Funktioun gesäit, an net, wann een d'Économie als en Zweck gesäit. D'Économie ass e Mëttel a keen Zweck.

Ech mengen, mir hu jo awer och an deem Tour, deen mer gemaach hunn duerch d'ganz Land, erfuer, datt d'Leit Schwierigkeeten hunn, datt se Zukunftssängschtt hunn,

well se notament fäerten, datt hir sozial Situatioun sech kéint degradéieren. Mir kennen déi Clivagen, déi sech hei am Land opgedoen hunn.

Et ass ee Süd-Nord-Clivage. Den Escher Kanton huet anescht gestëmmt wéi de Rescht vum Land. Do si méi Leit, an d'Zuel vun deene Leit, déi sech do Gedanke maachen iwwer hir Zukunft, besonnesch déi keng Garantie gesinn an der Zukunft, déi ass méi héich wéi anerwäerts.

Mir haten eis alleguer d'Wuert ginn, mir géifen déi dote Problematik adresséieren. Mir hunn dat och zum Deel gemaach, mä ech mengen net, datt et eis gelongen ass bis elo, fir hei am Land dee Gruef zouze-tippen. Et ass e breede Gruef; et ass en déiwe Gruef; et ass e Gruef, deen zwou Bevëlkerungskategorien hei am Land trennt.

56% géint 44%, dat si bal zwee gläich staark Bléck. A wa mer et net fäerdeg bréngen, déi mat rasonnablen Argumenter ze iwwerzeegen, datt et awer eng Masse critique gëtt, fir dee Gruef do ze iwwerwannen, dann hu mer a puncto Akzeptanz, der laangfristiger Akzeptanz vun der Europäescher Unioun, vum Integrationsprozess näischt verstanen.

Et gëtt e Clivage tëschent Generatiounen hei am Land. Déi Jonk hunn - an dat ass extrem préoccupant - massiv géint de Vertrag gestëmmt während dem Referendum. Déi eeler Generatioun - Gott sei Dank! - huet de Vertrag gerett, mä d'laangfristeg Akzeptanz vun engem Vertragswierk a vun engem Grundgedanken a vun enger Grond-démarche, déi kritt een nëmme verankert, wann een et och fäerdeg bréngt, datt déi jonk Generatioun sech majoritär hannert d'Vertragswierk stellt.

Et gëtt e Clivage hei am Land tëschent engersäits enger Partie Aarbechter, Beamten, Fonctionnaires, déi gemengt hunn, hire Statut géif fleete goen, wann een op deen heite Wee géif goen. Dat ass net de Fall, well mir hunn et och fäerdeg bruecht, awer jiddefalls een Deel vun der Bevëlkerung ze iwwerzeegen, datt d'Sozialpolitik nach ëmmer an der Kompetenz läit vun den Nationalstaten.

A wann et vill Leit an Europa gëtt, déi em hir sozial Positioun fäerten, dann ass et net, well Europa versot huet, mä dann ass et, well éischters hir Regierungen et versäumt hunn, fir gréisser Kompetenzen an d'euro-päescht Vertragswierk anzeschreiwen. A wann dat engem net gelongen ass, geet et net duer, fir sech dann hanner Europa ze verstoppen, da muss ee seng Hausaufgaben doheem maachen. Soulaang wéi d'Kompetenzen um soziale Plang doheem ugesiedelt sinn, muss se do assuméiert ginn. Et geet net duer, datt een doheem näischt mécht an ëmmer seet, et wieren déi aner.

Mir wëssen em d'Schwierigkeeten. Déi Länner, déi e ganz héije Standard hunn, wéi zum Beispill déi skandinavesch Länner, fäerte fir en ze diluieren, an duerfir wëlle se keng Inscriptioun vu méi wäit gehende Kompetenzen op deem dote Plang am europäesche Vertragswierk akzeptéieren. An déi, déi an där Hisiicht näischt wëlle maachen, déi fäerten, se missten eropgoen. Duerfir, bis auf Weiteres, muss um nationale Plang nach jiddefree seng Verantwortung selwer iwwerhuelen, amplaz mat faden-scheinegen Argumenter seng Onfäegkeet oder vill méi seng Absence de volonté ze verstoppen.

Hand op d'Häerz: Hu mer genuch gemaach hei am Land, fir dee Gruef zouzetippen? Ech mengen éierlech gesot: neen. Ech mengen och, datt d'Konjunktur net ëmmer favorabel ass, fir d'Auditoiren esou zahlreich ze versammelen, wéi dat an der Referendumscampagne de Fall war. Ech si bal sécher, datt mer net méi déi Zuel vun Leit géifen errechen. Mä ech mengen, mir sinn eis nawell schëlleg, fir virun de Pilgerstab ze huelen an ze soen, en période non suspecte: Europa ass eis Zukunft! Et ass do wou eis vital Interessen an eis Zukunftsperspektiven am beschten opgehewe sinn.

Elo ënnerstellen ech emol - well nach Leit net sécher sinn -, elo kéim d'nächst Woch eppes eraus an et géif ee prezise Mandat definéiert ginn, an déi Conférence intergouvernementale kréich gesot, opgrond vun deem, wat vun der Berliner Erklärung festgehelt ginn ass, opgrond vun deem, wat gëschter am Europaparlament a Form vun enger Resolution zréckbehal ginn ass, opgrond vun deem, wat mir och haut hei an der Chamber stëmme. Ënnerstelle mer emol, do kéim eppes eraus, wat ongeféier datselwech wier wéi dat, wat d'Fransousen an d'Hollänner ofgelehnt hunn a wat mir majoritär gestëmmt hunn.

Ech ënnerstellen dat emol, well ech mengen, et muss ee mat Optimismus un

d'Saach erugeen; och wann et heiansdo no Zweckoptimismus ausgesäit. Mä ouni Hoffnung kënnt een an dësem Domän net weider!

Well et esou vill gudder Wëlle gëtt, wou och déi, déi sech elo nach zieren, sech awer och mussen soen, ob se bereet sinn, esou eng breet Masse vu Leit, déi voller gudder Intentioun sinn, fir Europa weiderze-bréngen, kënnen ze enttäuschen. Ech mengen och, datt déi sech op laang Siicht géifen e Barendéngscht leeschten, wa se dat Spill mam Feier géife maachen. Et wier net gutt fir Europa an et wier och net gutt fir si.

Mä ënnerstelle mer emol, et kéim eppes eraus.

Wat maache mer dann, wa mer zum Beispill den Dezember een Dokument hätten, wat d'Stroos geif halen? Da misst et jo nach ratifizéiert ginn. Da kéint een nach eventuell zwee, dräi Méint waarden, bis den Text ënnerschriwwen gëtt, an da kéinten déi eenzel Länner hir Projets de loi maachen, fir ze ratifizéieren.

Am Fong misst et jo esou sinn, datt mer en Exposé commun des motifs hätten an deene 27 Länner, well et si gemeinsam Valeuren, déi mer verdeedegen. Et si gemeinsam Kompetenzen, déi mer ausüben. Et si gemeinsam Aktiounsmëttel, déi mer engagéieren.

Mä loosse mer emol soen, mir kéinten eis dorobber eenegen.

Wier et dann zweetens net och ubruecht, fir an enger relativ schmueler Zäitspan déi ganz Ratifikatioun iwwert d'Bühn ze zéien? Well wat ass déi aktuell Situatioun?

2004 ass d'Dokument fäerdeg ginn, 2005 ass et signéiert ginn, wa meng Erënnerunge richtig sinn.

» M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*. - 2004!

» M. Charles Goerens (DP). - 2004 ass et signéiert ginn. Dir hutt als Ausseminister signéiert. Dann dauert et nach fënnef, sechs Méint, ier dann déi Éscht ufänken ze ratifizéieren.

D'Europäesch Unioun hat sech och praktesch zwee Joer Zäit gi fir de Kont ze maachen. A wann da véier Fënneftel domat d'accord gewiescht wäeren, dann hätt ee misse kucken, wat een da mat deenen anere mécht.

Et ass awer e bëssen anescht gaangen, well eng Reflexiounsphas komm ass, déi fir eenzel Länner eng gewëssen oder eng absolut wëllkomm Geleeënheet war, fir iwwerhaapt näischt méi ze maachen. Ech wëll elo hei net méi prezis ginn. Mir wëssen, vu wem datt mer schwätzen.

D'Resultat ass dat: eng total absurd Situatioun, wou Drock ausgeübt gëtt op déi, déi zu hirer Ënnerschrëft stoungen, déi dat duerchgezunn hu bei sech, an hire Parlamenter, wou déi 27 Ënnerschrëften drënner stinn. Op déi gëtt Drock ausgeübt, well si zu hirem Wuert stoungen. An déi, déi dat net gemaach hunn, déi meng wierklech, si wieren am Recht. Elo missten alleguer déi aner sech op de Bauch leeë virun hinnen, fir da kënnen eppes au rabais duerchzekréien.

Fir déi absurd Situatioun ze verhënnern, mengen ech, wier et gutt wann ee sech géif eng kuerz Zäitspan ginn, wou een och deen Effet de contagion vun engem Land op dat anert géif verhënnern.

Mir gesi jo wéi déi Antidynamik gaang sinn. Wéi dat éischt Land Nee gestëmmt huet, dann ass an engem Land, wéi zum Beispill zu Lëtzebuerg, wou d'Akzeptanz ganz héich war, déiselwech vun 80, 90% erfolgang, progressiv bis op 50% respektiv ënner 50%, fir duerno op minabel 56% ze landen.

Ouni deen Effet de contagion do wier dat net de Fall gewiescht. Elo kann ee soen, ech wier net neutral. Et comment? Ech sinn och net neutral. Ech wollt dat do duerchkréien. Mä et kann een awer och eng aner Fro stellen: Si mer der Meenung, datt ee mat der Demokratie ka spillen? Soll ee Politik maachen am Aklang mat der Demokratie oder soll ee Politik maache mat der Demokratie?

Ech mengen, et soll ee Politik maachen am Aklang mat der Demokratie.

Wat ass abwegig wann ee seet, vun deem Moment u wou déi 27 Regierungen sech deeselwechten Dag d'Wuert ginn hunn, fir op en neie Wee ze goen, en neien Text ze kodifizéieren, soll een dann och versichen, e bëssen à l'instar vun deem, wat bei den Europawahl geschitt, dat deeselwechten Dag duerchgezéien?!

Elo weess ech, datt deeselwechten Dag duerchgezéie bei den Europawahlen och net

méiglech ass. Do gi mer eis eng Zäitspan vu véier Deeg. Déi Éischt stëmme mëttwochs an déi Lescht sonndes.

Mä déi, déi sonndes stëmme, déi däerfen awer net gewuer ginn, wéi deen alleréischte Wahlbüro gestëmmt huet an deem Land wat dräi oder véier Deeg virdu gestëmmt huet.

Et ass och ee Wonner, datt déi Nouvelles net duerchsickeren - toujours est-il datt dat do awer plus ou moins fonctionnéiert.

Tëschent där Flexion an näischt ass dat do awer eppes, vun deem ee sech kann inspiréieren.

Da komm mir ginn lech 14 Deeg. 14 Deeg bannent deenen déi 27 solle ratifizéieren. Amplaz datt mer erëm eng Kéier et maache wéi gehabt, datt der 18 erëm eng Kéier dat duerchzéien - also ech ënnerstellen, datt datselwech ongeféier erauskéint wéi dat, wat mer schonn eng Kéier akzeptéiert haten -, datt dann déiselwech erëm eng Kéier d'Luusspättere spillen an dann zwee Joer drop soen: „Domm gaang!“; an dann erëm eng Kéier Drock ausüben op déi Domm, déi bei sech doheem erëm eng Kéier de Courage haten, fir dat duerchgezéien.

Mengt Dir, d'Leit géifen an deenen 18 Länner, déi dat doten da fir d'zweet géife ratifizéieren - oder 20 oder watsoever -, mengt Dir, déi géifen dann nach eng drëttes Kéier sech fléiwe loossen, fir esou engem Vertragswierk, entweder iwwer hir Parlamenter oder iwwer Referendum, hiren Accord ze ginn?

Ech menge wierklech net! An duerfir wier dat do am Fong eng Iwwerleung wäert, ob een net soll och dat do mat an d'Regierungskonferenz abrénge.

Zum Schluss, Här President, wa mer net virukommen an där doter Fro, da mussen net mir, mä da mussen déi, déi oflehen, de Kroaten, de Serben, de Mazedonier an den Albaner erklären goen, firwat datt se net kënnen an d'Europäesch Unioun kommen.

Da mussen déi, déi dat do oflehen, deenen erklären, firwat datt si Versprieche gemaach hunn an net méi amstand sinn, sech déi Moyenen ze ginn, och déi institutionell Moyenen ze ginn, fir déi Länner eranzehuelen.

Déi Verantwortung brauche mir a wëlle mir dann net iwwerhuelen!

A wann ee wierklech wëllt massiv mat senger Crédibilitéit spillen, da mengen ech muss een alles maachen, fir datt dat do näischt gëtt.

Ech hunn lech gesot, ech wier een Optimist, an duerfir mengen ech och, datt mat deem Vertragswierk, wat elo erauskéint, vläicht géif ofgeännert, mä an der Substanz awer alles dat respektéiert, wat mer vun Acquisen elo scho praktesch dräi Joer ëmmer erëm rappeléieren.

Wann dat duerchkéint, mengen ech, bréinge mer Europa e Schrëtt viraus. An da bleift de Fridde fir eis doudsécher deen Acquis, deen et schonn ass. A fir anerer bleift de Krich vläicht e bësse manner illusoresch.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den hono-rabelen Här Félix Braz. Här Braz!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. No zwee Joer Reflexiounszäit, déi Europa sech vergonnt hat, sti mer dann elo knapps zéng Deeg virun engem wichtige Conseil zu Bréissel, wou dann driwwer soll diskutéiert ginn, wéi et mat Europa ka weidergoen. A mir sollen haut als Chamber der Regierung e Mandat ginn.

Ech mengen, am Numm vun der grénger Fraktioun - a meng Virriedner och -, dass d'Mandat eigentlech nëmme ganz kloer ka sinn. An dat kann nëmme doranner bestoen, well d'Lëtzebuurger bei engem Referendum Jo gesot hunn, dass d'Regierung sech zu Bréissel dofir asetzt, dass den Traité, esou wéi mir e gestëmmt hunn, an deem Text, deen herno dobäi erauskéint, méiglechst no an enk solle beienaner kënnen leien an esou wäit wéi méiglech sollen deckungsgläich sinn.

Dat ka vum politeschen Optrag hier, deen d'Chamber der Regierung gëtt, jo net anescht sinn.

Domadder menge mer och, dass ee kéint den Traité esou wäit wéi méiglech retten an domadder och déi Leit Lige strofen, déi zënter dem Referendum hei zu Lëtzebuerg net midd ginn, ëmmer nees ze widderhuelen, den Traité wier dout.

Den Traité ass net dout. Den Traité ass krank - dat ass richtig. Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob all d'Dokteren, déi bei sengem Bett stinn, drun interesséiert sinn, en nees méi gesond ze kréien. A vläicht ass dat méi de Problem, wéi den aktuelle Gesondheitszoustand vum Traité selwer.

De Ben Fayot huet virdu schonn de Frank-Walter Steinmeier zitéiert, dee gëschter zu Bréssel ugedeit huet, dass de Léisungskorridor méttlerweil ganz enk wier. Wat drop hindeit, dass e Kompromiss an Aussicht wier.

Dat deckt sech och mat deem wat een an der Press ka liesen, dass et méttlerweil an d'Richtung geet vun deem wat den Här Sarkozy een „Mini-Traité“ genannt huet. Woubäi de Mini-Traité net onbedéngt automatesch heescht, dass déi Saachen, déi nei waren am Traité constitutionnel, do net alleguerten dra wieren. Dat ass och eng Saach vun der Presentatioun. Dat huet net nëmme mam Inhalt ze dinn. Et wär en Trugschluss ze mengen, dass e Mini-Traité automatesch en Traité wier, dee manner Contenu hätt.

Dat kéint awer dat sinn. A mir wëssen, dass déi Problemer, déi elo nach opstinn, haapt-sächlech mat de Kolleegen aus Polen, England an Tschechien bestinn. An et schéngt wéi wa besonnesch de Fall vum Premier/President vu Polen géif Schwierigkeete maachen, woubäi een natierlech och net soll ënnerschätzen, wat de Rôle vun England ka sinn.

Wann een awer kuckt, wat déi Länner vu Problemer hunn, dat ass haauptsächlech um institutionelle Plang bei de polnesche Kolleegen. D'Engländer, déi schwätze wéi et schéngt relativ vill vun der Charta vun de Grondrechter, a vun hirer Plaz méi wéi vun hirem Contenu. A wann ee sech dat a virun Ae féiert, wat, wéi d'Debatt vun Europa nach amgaange war, diskutéiert ginn ass, da muss ee feststellen, dass dat, wat haut diskutéiert gëtt, awer wierklech guer nâischt mat deem ze dinn huet, wat d'Leit kritiséiert hu virun zwee Joer.

Mir si jo nëmme an där Situatioun, well et an zwee Länner bei engem Referendum zu engem Nee koom. An dat, wat d'Leit an deene Länner - an Holland souwuel wéi a Frankräich - gesot hunn, dat hat awer iwwerhaupt nâischt mat der Charta vun de Grondrechter ze dinn. Et ka jo keen am Eescht haut behaupten, dass de Message, den déi Leit an Holland oder a Frankräich wollte lassginn, doranner bestanen hätt, ze soen: Mir fannen, den Traité ass an der Rei, mä huelt eis wann ech gelift déi Charta vun de Grondrechter eraus.

Wou huet dann iergendeen an Europa e Mandat kritt, fir déi Charta vun de Grondrechter a Fro ze stellen? Et huet dach och keen - weder a Frankräich nach an Holland - och nëmme eng Kéier gesot, hien hätt e Problem mat där duebeler Majoritéit - 55% vun de Länner, 65% vun de Leit -, déi de Polen esou um Mo läit. Wou huet dann iergendeen en Optrag kritt an Europa bei deenen Diskussiounen, deenen Debatten, déi mer haten, fir dat doten a Fro ze stellen?

Do ass et ëm ganz aner Saache gaangen. D'Leit hu sech Froe gestallt a si hate Suergen. Déi eng hunn dru gegleef, dass deesen Traité, deesen Text bei deene Suerge géif hëllefen. Déi aner hu gefaart, dass deesen Traité bei deene Suerge vläicht géif méi Problemer schafen, wéi en der géif léisen. Mä d'Suerge waren oft déiselwecht, an dat, wat d'Leit wollten, war ganz enk beienaner. Et war méi de Glauben an den Impakt vum Traité, dee se gespléckt huet. Mä d'Suerge waren déiselwecht.

Wou sinn dann haut nach déi Suergen am Gespéich? Wou sinn dann déi Suergen, déi d'Leit do artikuléiert hunn, wann ee mat der polnescher Regierung zesummekënnert oder mat der englescher, oder och nach der hollännescher, oder mat der franséischer? Dat ass dach net Géigendastand vum Gespéich, dat wat d'Leit gesot hunn.

Dat bestätegt leider - leider! - wat vill Leit och hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der

Campagne gesot hunn, nämlech dass e Rejet vum Traité constitutionnel, den eng wierklech Ambitioun hat, dee wierklech eppes Grousses, Europäesches wollt fäerdeg bréngen, dass den Traité constitutionnel eigentlech nëmme en Non de droite hätt an eigentlech keen Non de gauche hat.

An och wann eng Rei Leit sech politesch engagéiert hu mat Argumenter, déi gutt gemengt waren, géint den Traité, da muss se haut - an ech soen och selwer, leider - feststellen, dass den Non de gauche mam Dag vum Rejet vum Traité verschwonne war an net méi do war, an dass dat Eenzegt, wat bliwwen ass, de Rejet de droite war. Nämlech de Rejet, dee seet: Mir wëllen net esou vill Europa. Mir wëlle manner Europa.

Wann den Här Kaczyński iwwer Europa schwätzt, da weess ee wat hien denkt. Dee seet: Europa, dat ass e grouse Marché. Loosst d'Regelen do eraus. Fir d'Sécherheetspolitik hu mer eis amerikanesch Verbündet, an all de Rescht geet lech nâischt un. Dat ass polnesch Innenpolitik. Dat ass am Résumé d'Visioun, déi et an Europa an deene Länner gëtt.

An dat ass déi, déi mer haut erëm eng Kéier mussen diskutéieren an engem Kompromiss vum Kompromiss. Eng Approche, déi mer wollten iwwerwonne mam Traité constitutionnel, wou mer eis sollten op e Palier hiewen a bewegen, wou mer net méi hätte kënnen zrëckgoen. Dat ass elo vum Dësch, a mir mussen eis nees eng Kéier mat Kompromisser ploen, déi réckwäerts gewannt sinn.

A vun där politescher Ambitioun, fir Europa virunzebréngen, déi, déi d'Leit gewollt hunn, déi, déi d'Leit ambitionéiert hunn an Europa wa se iwwer den Traité diskutéiert hunn an de Gewerkschaften, an de Parteien, an de Caféen, an de Familljen, vun deene Suergen an Ambitiounen ass haut an d'nächst Woch zu Bréssel nâischt méi um Dësch. Do geet et nees just drëms, déi zwou Visiounen vun Europa erëm eng Kéier openeeknallen ze doen: déi, déi wëlle virukommen, an déi, déi wéi esou oft erëm eng Kéier just wëlle bremsen an nâischt wëlle wësse vu méi politescher Unioun.

Dobäi wier et wichteg - a mir encouragéieren och d'Regierung an deem dote Sënn, wa se op Bréssel geet -, net nëmme an der Logik an an der Optik dohinner ze goe vun enger Nice+-Logik, vun engem Kompromiss vum Kompromiss. Mir soen der Regierung: Wann Der op Bréssel gitt, well eng Rei Länner wëlle verhandelen, da muss mer deene soen: Dir wollt verhandelen, ma da verhandele mer. Mä Verhandlung, dat ass keng Einbahn. D'Verhandlung kann och an eng aner Richtung goen. A wa mer elo beienanersätzen, fir schwierig Froen ze léisen, well mer jo mussen herno eens ginn, kann net een op der Strooss stoe bleiwen. Da fiert dee ganzen Zuch net.

Mir mussen herno e Kompromiss fannen. Mä dee Kompromiss soll awer net an enger Einbahn diskutéiert ginn, wou et nëmme drëms géif goen, sech op déi zouzebewegen, déi manner Europa wëllen. Mä et muss och elo rappeléiert ginn, dass an der Zwëschenzäit - zënter 2004 - och verschidden Theme méi aktuell gi sinn an haut manner contestéiert sinn.

D'Fro vum Klimaschutz, vun den erneierbaren Energien, dat ass haut dach eng onbedéngt éischt Prioritéit, déi an den Traité muss ageschriwwen ginn. D'Fro vun der Versuergungssecherheet; dat sinn dach primär europäesch Politikfelder. Da kann et net sinn, dass déi aner Woch, wann d'Stats- a Regierungschefe beienanersätzen, nëmme géif iwwert de Bauchwéi vun deenen enge geschwat an an iwwert d'Realitéit vun haut, déi derbäikomm sinn zënter 2004, an d'Erausfuorderung vu muer net géif diskutéiert ginn. Dat kann net sinn!

Mir fuerderen d'Regierung op, also op Bréssel ze goen, net fir eng Nice+-Strategie ze diskutéieren, mä och, fir eng Constitution+-Strategie ze diskutéieren, wëssend, dass dat net einfach ass, a wëssend, dass de Gros vun de Schwierigkeeten, déi mer mussen aus dem Wee raumen, natierlech déi sinn, déi Länner mat u Bord ze kréien, déi haut net méi wëlle mat u Bord sinn, nodeems se awer nach virun e puer Joer alle 27 deen Text ënnerschriwwen haten.

Et ass jo just bei der Ratifizéierung, wou et herno gestolpert ass. Awer d'Regierungen haten dach all hiren Accord op deem Text do ginn. An dat soll een hinnen och rappeléieren an och net zécken, fir ze soen: Um Agenda steet net nëmme de Bléck no hannen, mä um Agenda muss och de Bléck no vir stoen. Et ass keng Einbahn, wa mer zesummesätzen, fir ze verhandelen. Mir mussen och op deenen dote Punkten no vir kucken.

Duerfir menge mer eben och - wéi eenzel Virriedner och schonn -, dass dat Sträiche vun de Symboler net gutt ass. Elo kann ee soen, et ass net wichteg, et gëtt se souwisou. Wann ee kuckt, zu Berlin, wou mer zesummesezen - dat huet zu Bréssel e Kolleg rappeléiert -, do si se mengen ech alleguerten, déi 27, dräimol insgesamt opgestane bei der europäescher Hymn während deem Fest. Dat war voll där Fändele mat deene schéine gëllene Stären a mat deem schéine bloen Hannergrond.

Déiselwecht Leit wëlle se gestrach kréien. Och wa se gestrach ginn am Text, fanne se nawell statt. Déi Fändele bleiwen. Déi Hymn bleift. Dat ännert nâischt dorunner, ob se gestrach ginn. An dach ass et méi wéi nëmme Kosmetik, wat do gemaach gëtt. Natierlech steet och eng politesch Visioun hannendrun. Natierlech steet och eng politesch Vue hannendrun, wann ee wëllt déi Symboler ewechkréien an domadder wëllt suggéieren, dass et ausser déi national keng aner dierfte ginn.

Eis Approche hei zu Lëtzebuerg war jo ëmmer fir ze soen: Ma déi zwee sinn eng Realitéit an et muss déi zwee ginn. Déi schlësse sech net aus. Déi si complémentaire. Natierlech ass et och selbstverständlech dofir keng Kosmetik; och wann dat beileiwen net dee wichtegste Punkt ass, deen zu Bréssel wäert diskutéiert ginn.

Schwierig mécht et och an der Diskussioun, fir erauszefannen, wat dann déi Problemer sinn, déi sollte geléist ginn. Well déi Denkpaus, déi eng Reaktioun op dat war, wat an zwee Länner geschitt ass - ausser mir hätte viles net héieren; ech mengen net, dass dat de Fall war -, huet jo awer net eropbruecht wat déi wierklech Problemer sinn, ëm déi et geet. Mir wësse wat den Här Kaczyński hir Problemer sinn. Mir wësse wat d'Engländer fir Problemer hunn, déi awer net nei sinn. Dat si prinzipiell Awänn wéi se se ëmmer nees ervirbréngen bei esou Verhandlungen. Mä déi konkret Problemer, ëm déi et géif goen am Traité, déi, déi vun de Leit diskutéiert gi sinn, déi sinn eigentlech ni op en Agenda komm. Et gëtt keng Léicht vun deene Problemer, déi sollen diskutéiert ginn. Dat mécht et och net onbedéngt dofir méi liicht.

Dann ass och d'Fro, mat där mer eis musse beschäftegen, wéi déi Problemer solle geléist ginn. Mir ginn nees eng Kéier op de Wee vun enger Conférence intergouvernementale. Wat e Réckschritt! Wat e Réckschritt fir Europa, dass mer nees do ukomm sinn! Ass et dat, wat d'Leit gefrot hunn? D'Leit waren dach frou doriwwer, dass mer eis déi aner Kéier ganz anescht ugeluecht hu mam Europäesche Parlament, mat den nationale Parlämenter, mat Transparenz. Och wann net alles perfekt war. Mä wat e Réckschritt, wa mer vergläichen, wéi mer eis haut wëllen uleeën, mat deem, wat mer haten!

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Ass dat de Fortschritt, deen d'Leit gefrot hunn?

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Mir ginn dach zrëck op där doter Fro. Mir kënnen et nach deelweis vläicht récupéieren. Dee Ball läit bei der Regierung. E läit bei de Stats- a Regierungschefen, ob se elo aus enger CIG eng CIG maache wéi et se ëmmer gouf - déi Zort CIG, déi mer wollten hannerun eis gelooss hunn -, oder ob mer eis net awer eng nei Zort CIG aus der Praxis eraus erfannen. Eng CIG, déi géif probéieren d'Approche vum Konvent mat där Décisioun vun enger CIG ze verbannen. Wou mer also net nëmme d'Europaparlament, mä och d'nationale Parlämenter an d'Opinion publique ganz staark abannen.

Et ass jo kengem Land a kenger Regierung verbueden, eppes ze maachen. Mir encouragéieren d'Lëtzebuerger Regierung, an där doter Fro Transparenz spillen ze loossen an d'Parlament oft froen ze kommen. Mir plädéiere fir méi Abannung vun de Parlämenter a vun den nationale Parlämenter.

Allerdéngs, wougéint mir eis mat Hänn a mat Féiss wéilte wieren, wann et net scho praktesch ganz vum Dësch wier, dat sinn déi Virschléi, déi och an der Lescht komm sinn, fir aus den nationale Parlämenter quasi Bremse fir Europa ze maachen. Dorëms kann et net goen. Déi Virschléi vun der Rouder Kaart sinn inakzeptabel. Dat ass d'Negatioun vun der Europapolitik. National Parlämenter kënnen net en Europäesch Parläment bremsen.

Wat mir eis wënschen, dat ass, dass mer Mechanisme fannen, fir d'nationale Parlämenter anzubannen, op eng konstruktiv Aart a Weis, mat Initiativrecht, mat Virschlagsrecht dozou, dass et organiséiert gëtt, wéini d'Parlämenter hir Meenung musse soen. Mä et kann net goe bis hin zu

enger Negatioun vun den europäeschen Décisiounen vum Europäesche Parlament. Dat wier eng Renationaliséierung vun der europäescher Politik. Dat ass de Contraire vun deem, wat mer wëllen. Mir wëllen Diskussioun, mir wëllen Abannung, mir wëlle Concertatioun, mir wëlle méi Demokratie, mir wëllen net erëm méi Nationalstaatlechkeet iwwert den Ëmwee vun der Abannung vun den Nationalparlämenter herno als Resultat hunn. Dorobber soll een oppassen.

Eis Prioritéiten als gréng Fraktioun si ganz kloer, dass, wann Dir déi aner Woch op Bréssel fuert, een op jidde Fall wesentlech Saachen, wéi déi horizontal Klausel am Ëmwelt- an am Sozialberäich, als tabu erkläert. Op där Fro dierf et kee Réckschritt ginn.

Genausou wichteg ass déi Fro vun der Bedelegung vun de Bierger, déi am Traité ageschriwwen war, an déi populär Initiativen, déi ageschriwwen waren. Et gëtt kee Mandat vu kengem an Europa un d'Regierungen, u keng Regierung, fir dat do a Fro ze stellen.

D'Personnalité juridique fir d'Unioun, fir dass se kann der Mënscherechtscharta bäitrieden, dierf net ewechfalen. Gëtt et iergende Mandat dofir, vun iergendengem an Europa? Neen! Keng Regierung huet e Mandat kritt. Dann dierf dat net zur Diskussioun an zur Dispositioun stoen.

D'selwecht mat der Charta vun de Grondrechter. Si muss verbindlech bleiwen. Do gëtt et jo méiglech Kompromisser, fir et an der Form anescht duerstellen. Vläicht musse mer do derduerch a kommen do net derlaanscht. Mir loosse jo och an eiser Motioun, déi mer déposéiert hunn, der Regierung eng gewësse Latitude. An dach ass et schued, batter schued, well och do widderhuele mer nach eng Kéier: Huet iergende Bierger an Europa enger Regierung gesot, huelt déi Grondcharta do eraus?

Dat war nach net eng Kéier e Géigendastand vun enger Kritik vun iergendengem. Dat war dach eng vun deene Saachen, déi jiddfereer richtig a gutt fonnt huet, an déi sollen elo - och wann et nëmme an der Form ass - no hanne gedréckt ginn. Dat ass eigentlech och eppes wougéint ee sech muss wieren an net soll opginn, ausser et kéint hannen um Enn net méi anescht goen, sou dass et an der Form anescht géif presentéiert ginn, mä de Fong an déi juristesche Verbindlechkeet, déi dierfen net tangéiert ginn.

Wat genausou wesentlech ass, dat ass déi politesch Handlungsfäegkeet, dass mer also d'Extensiv vum der Majoritéit qualifizéiert a vun der Codéisioun och probéieren ze reiten. Dat ass eng Substanzfro. Do wäerten natierlech eng Rei Länner probéieren dru fréckelen ze goen. Do muss mer eis wieren, do geet et ëm d'Handlungsfäegkeet vun der Europäescher Unioun, an ënnert dem Stréch ass et jo eigentlech dat, wat um Spill steet, egal wéi een et upeekt an egal wéi een et nennt. Ënnert dem Stréch geet et ëm déi politesch Handlungsfäegkeet an drëms, ob Europa ka Politik maachen, oder déi europäesch Politik ëmmer nëmme d'Zomm ass vun den nationale Politiken.

Dat ass den Enjeu. Do muss mer staark bleiwen a stur, wann et muss sinn; anerer maachen eis et jo vir.

A virun allem och als leschte Punkt, méi koordinéiert Aussepolitik. Do ënnerstëtze mer och dat, wat am Traité steet, a mir sinn och do der Meenung, dass et do keng Kompromisser solle ginn.

Dat gesot, encouragéiere mer, wéi gesot, d'Regierung an der Logik, net nëmme vun engem Nice+ auszegoen, mä vu vieren d'Ambitioun net opzegi vun enger Constitution. Et kënn Saachen ewechkommen, mä et kënnen och Saache bäikommen. An dat soll een net einfach als Strategie an als Optioun vu vieren op d'Säit leeën. Dat géif et dann nämlech verschiddene Leit méi einfach maachen, fir just nach an hir Richtung mussen ze diskutéieren. Dat hale mer net fir eng gutt Strategie.

Mir wëllen och de Klimaschutz onbedéngt dra verankert gesinn. Mir wëllen och iwwer méi sozial Verantwortung kënnen diskutéieren an deem doten Text, a mir mengen och, wéi de Kolleg Charel Goerens virdu gesot huet, dass een eng Dispositioun soll an d'Texter kréien, déi sech mam Délai vun der Ratifikatioun beschäftegt.

Et ass inakzeptabel, wat eenzel Länner sech gelescht hunn, fir iwwerhaupt nâischt ze soen. En Délai de réflexion, schéin a gutt, mä et hätt een awer iergendwann eng Kéier och no der Reflexioun missen handelen. An dass et Länner gëtt, déi sech de Luxus leeschten, sech net iwwert d'Ratifizéierung auszeschwätzen, ass eigentlech an eisem demokratesche Verständnis onannehmer.

Et soll eng Dispositioun an den Text kommen, déi kloermécht, wat d'Délaië sinn.

Iwwert d'Form, denken ech, kënnen mer méi spéit och nach eng Kéier diskutéieren, elo geet et emol dréms, eis um Inhalt eens ze ginn, dat schéngt eis prioritär. Mä et soll och eng Dispositioun drastoe kommen, déi kloermécht, a wéi engen Délaiën dass d'Länner sech mussen prononcieren iwwert d'Ratiofikatioun. Alles anescht géif kënnen dozou féieren, dass dat, wat mer eng Kéier erlieft hunn, sech géif widderhuelen, an dat solle mer eis erspueren, well dat ass onannehmer an inakzeptabel. Eigentlech eng vun de Bankrotterklärungen, déi an de leschte Jore stattfonnt hunn, ass genee dat doten, dass eng Rei Länner sech net prononcieren hunn.

A lescht Remarque, fir och nach eng Kéier kloerzemaachen, dass dat, wat um Spill steet, an d'Alternativen, déi et gétt, an eisen Aen eigentlech nëmme sinn, dass mer op där Schinn an op deem Wee bleiwen, op dee mer eis wollte begi mam Traité constitutionnel, well d'Alternativ zu deem Text ass net en aneren Text, dee sech wesentlech géif dovunner ënnerscheiden, mä déi eenzeg Alternativ zu deem doten Traité ass an eisen Aen eng Desolidarisierung an Europa an d'Festschreiwung vun engem Europa vun den zwou Vitessen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no dem Nee vu Frankräich a vun Holland war gewosst, dass den Traité constitutionnel an der virleiender Form ni kéint a Kraaft tueden. Et war och gewosst, dass keent vun deenen zwee Länner gewéllt wier, eng zweete Kéier den Traité engem Referendum ze ënnerzéien.

Wann een awer weess, dass am Traité selwer stoung, dass en eréischt kéint a Kraaft tueden, wann e vun alle Länner ratifiziert wier, also dass och all Land e Vetorecht hat, war et also ganz kloer, dass den Traité constitutionnel, wéi e virläit, ni kann an där Form a Kraaft tueden.

Mir hunn dat als ADR ëmmer gesot, dass den Traité dout wier. Och aner Leit heibannen - an nach haut de Moien de Kolleeg Mosar - hunn dat nach eng Kéier rapelëiert, dass den Traité dout wier, och wann ee versicht an engem neien Traité, jee nodeem d'Sicht ass, e grouse Maximum mat an den neien Traité ze iwwerhuelen.

Doduerch, dass awer verschidde Leit iwwer zwee Joer elo quasi gesot hunn, dass den Traité net dout wier an dass den awer an där Form misst a Kraaft tueden, ass am Fong wäertvoll Zäit verluer gaangen. Mir wëssen awer allegueren, dass mer virun den Europaparlamentswahlen am Juni 2009 verschidde Reforme mussen duerchzéien.

An doduerch, dass mer elo zwee Joer verluer hunn, hu mer eis ënner Drock gesat, an et muss een, well ee weess, dass och en neien Traité an der Regel ee bis annerhaleft Joer dauert bis en an alle Parlamentar ratifiziert ass, also wëssen, wann een dat nach gäre virun den Europaparlamentswahlen duerch hätt, dass bis zum Schluss vun dësem Joer en neien Text misst virleien.

Et weess een awer, dass, wann een ënner Zäitdruck schafft, dat net déi beschte Viraussetzung sinn, fir en uerdentlechen Traité duerchzekeréien. An eng Rei vu Leit wäert et elo arrangéieren - jee nodeem wéi ee sätzt -, dass een ënner Zäitdruck da schafft.

Här President, wann den neien Traité, den haut hei elo diskutiert gétt, agesat gétt, da wier et an eiser Logik gewiescht, dass den och erëm iwwer e Konvent agesat gi wier. An ech wëll soen, dass dat fir eis eng wichteg Fro ass.

Ech mengen, meng Virriedner hunn dat de Moien och hei zum Ausdrock bruecht, dass den Konvent am Fong, ob een elo mam Resultat averstanen ass jo oder neen, transparent war, öffentlech war, an all Mënsch konnt novollzéien, Dag fir Dag, Minutt fir Minutt, wat do geschitt ass a wat do festgehale ginn ass.

An et war keen anere wéi eise Statsminister, den Här Juncker, den deemools vum Konvent vun där donkelster vun allen Donkelkammere geschwat huet. An haut hu mer e grouse Réckschlag, well mer elo feststellen, dass mer an déi a Zäit zréckfale, wou erëm op de Regierungskonferenzen, hannert zouenen Dieren, verhandelt gétt. Also, den Här Juncker, den dem Konvent virgeworf huet, et wier déi donkelst vun allen Donkelkammere, dee geet elo nach an eng vill méi donkel Donkelkammer

eran, wéi dat de Fall war. An elo weess erëm kee Mënsch, wat do gemauschelt gétt. Dat hëlleft sécherlech net, d'Vetraue vun der Öffentlechkeet vis-à-vis vun Europa ze verbesseren.

De Wee vum Konvent ass net zréckbehalde ginn, an et gétt um Niveau vun der Regierungskonferenz gemaach. Duerfir ware mer frou, dass haut d'Lëtzebuurger Parlament am Virfeld vun der Regierungskonferenz hei eng Debatt mécht, wou jidderee seng Positiounen doriwier nach eng Kéier ka virdoen, an et wier ze wënschen, dass an deenen nächste Wochen a Méint, déi kommen, d'Parlament permanent géif konsultéiert an informéiert ginn. Ech géif och mengen, ier d'Regierung d'Recht hätt, fir kënnen zouzeschloen - wéi mer esou op Lëtzebuergesch soen -, misst se virun d'Parlament kommen, diskutéieren a sech den Accord vum Parlament anhuelen, ier se kéint hir Décisioun huelen.

Mir sinn als ADR der Meenung, dass een am Fong - wéi soll ech soen - sech soll dorobber besënnen, wat an der 23. Erklärung vum Nizza-Vertrag festgehale gi war, wou véier Punkte fixéiert gi waren. An zwar dee vun der Subsidiarität, vun der Zoustännegkeet, d'Fro tëschent der Europäescher Unioun an de Memberstaaten, d'Charta vun der Grondrechter vun der Europäescher Unioun. Eng Vereinfachung vun de Verträge ouni se inhaltlech ze änneren, an d'Roll vun de Parlamentar.

Mir sinn der Meenung, dass een op déi wesentlech Punkte soll zréckkommen, fir e Konsens ze fannen. Zu inhaltleche Fuerderungen, déi elo mussen négociéiert ginn, soe mir, d'ADR, ganz kloer, dass mer net méi domat averstane sinn, dass den Vertrag soll „eng Verfassung“ heeschen, well mer géint en europäesche Stat sinn. An eng Verfassung ass nun eemol d'Basis vun engem Stat. A wann ee kee Stat wëllt, kann een och keng Verfassung wëllen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Grondwäerter, op deenen d'Europäesche Unioun fousst - wéi d'Solidarität, d'Demokratie, d'Fräiheet -, misste verankert sinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Entscheidungprozess mussen méi demokratesch, méi transparent sinn. Mir halen och drop, dass d'Grondrechtecharta och ee Bestanddeel vum neie Vertrag bleift. A mir plädéieren derfir, dass d'ökosozial Maartwirtschaft soll fest an deem Traité ageschriwwen ginn, an dass een och kéint Mindestnormen an der Sozialpolitik an Europa aféieren.

D'Festschreiwung vum Subsidiaritätsprinzip, d'Festschreiwung vun der nationaler Solidarität, eng geographesch Grenz vun Europa. Et ass haut de Moien e puermol uegklongen, dass et ouni en neien Traité keng Erweiterung ka ginn. Da muss och an deem Zesammenhang d'Fro vun der Grenz vun Europa erlaabt sinn. An an där Grenz vun Europa ka fir d'ADR d'Türkei ni voll Member ginn. Duerfir ass dat eng wesentlech Fro, déi och muss diskutiert ginn.

Op institutionellem Plang muss net all Land e Kommissär behalen, dee stëmmebechtegt ass. Lëtzebuerg huet seng sechs Deputéierten am Europaparlament. Mir sinn averstanen, dass et en europäeschen Ausseminister an e President vum Conseil gétt, den awer vum Conseil selwer an net vun de Bierger ka gewielt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR steet zu deene Punkten, awer kloer. Duerfir hu mer och déi Motioun, déi eng Rei vun deene Punkten iwwerholl huet, déi gutt Punkten huet, mä awer och wesentlech Punkten, wéi zum Beispill dee vun der geographescher Grenz, net zréckbehalde huet, net kënnen mat ënnerschreien. Mir wäerten eis duerfir beim Vote zu där Motioun herno enthalen.

D'ADR wäert op jidde Fall, Här President, kengem Traité méi zoustëmmen, wann net am Viraus kloer ass, dass d'Türkei net ka voll Member vun der Europäescher Unioun ginn, a wann net kloer a prezis an novollzéibar drasteet, dass et an Europa en ökosoziale System wäert ginn, an deem d'Mindestkonditiounen am Sozialberäich kënnen festgehale ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert nach den honorablen Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Deen Eenzegen, den am Fong nach kéint Ännerungen an der Substanz vum Traité hei verlaangen, dat wier am Fong ech, well all Partei heibannen, och déi véier Rechtsdeputéierte vun der ADR, hunn hei schlussendlech derfir gestëmmt. Et steet awer elo erëm an den Zeitungen, dass d'ADR erëm dergéint wär.

Elo weess ech op jidde Fall endlech wat „alternativ“ heescht: Du muss esou flexibel si wéi eng Ziehharmonika, fir an all Museksrichtung kënnen matzeduddelen.

(**Hilarité**)

Här President, et ass vill Rieds gaangen iwwert d'Substanz vun deem Traité constitutionnel, den hei ofgeseent gouf. Et dierft näischt un der initialer Substanz aus deem Traité geännert ginn. Näischt verhënnert awer, deenen eenzelen Elementer an deem Traité eng aner Gewichtung ze ginn, wat menger Usicht no an dräi verschidde Punkte kéint geschéien, ouni dass un der initialer Substanz verluer geet.

Déi sozialpolitesch Substanz zum Beispill muss menger Usicht no opgebessert ginn, well et ass duerch de Manktum u sozialpolitescher Substanz an deem Traité wourobber sech mäin Neen haaptsächlech baséiert huet, an och den Nee vu mindestens 35% vun de Wieler, wann een déi puer riets-extrem Stëmme ausklammert, déi nëmme weinst nationalistesche Grënn dergéint gestëmmt hunn. A Frankräich, do louchen d'Ursachen ähnelech.

Menger Usicht no muss awer och déi militär- an oprüstungspolitesch Substanz am Traité iwwerducht a verréngert ginn zu Gonschte vun der sozialpolitescher Substanz. Des Weidere muss déi demokratesch Gewichtung méi zu Gonschte vun politesche Matsproocherecht vun deenen eenzelen Länner opgebessert ginn, esou dass déi eenzel Länner - besonnesch déi kleng Länner - en effizient Matsproocherecht behalen, ouni dass se awer doduerch déi wichteg gemeinsam Politiken an Europa bremse kënnen.

Här President, et dierft och net zougelooss ginn, dass d'Diskussioun iwwert de Bäitritt vun der Türkei vu riets-extremen a populistesche Kreesser mëssbraucht gétt, fir vun der Wichtigkeet vun deem Traité fir Europa ofzelenen. Fir mech stellt sech net d'Fro vun der Türkei, mä fir mech stellt sech awer trotzdem d'Fro: Wéi wäit soll oder kann Europa iwwerhaupt goen? Den Här Statsminister huet eemol dodrop geäntwert: esou wäit wéi d'Ambitiounen. Elo stellt sech awer d'Fro: Wiem seng Ambitiounen? Dem Kapital seng? Der Wirtschaft hir? Oder de Mënschen an Europa hir?

Egal wéi wäit Europa geet, et muss en Instrument ginn am Interessi vum Mënsch. An et dierft net dem Interessi vun der Wirtschaft an dem Kapital eleng déngen, fir dass d'Mënschen nach méi kënnen ausgepresst ginn. D'Politik, dat heescht de Législateur, muss an Europa d'Weihe stellen. Europa dierft net méi vun enger onkontrolléierbarer Exekutiv oder vu Lobbyiste geleet ginn. D'Institutiounen mussen funktionell, verständlech a besonnesch Biergero ginn. Nëmme da kréie mer e soziaalt Europa an en demokratesch Europa am Déngecht vun Mënsch.

An egal wann den Traité nei négociéiert gétt a wann d'Texter virleien, da sinn ech och der Meenung, dass d'Délaië mussen am Ratifizierungsprozess festgeluecht ginn, fir dass mer net méi déi Problemer kréien, wou een op deen anere kuckt, fir ofzestëmme. Ech géif mengen, domadder wär ech mat menge Virriedner d'accord.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an d'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

» **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, léif Kolleegen allegueren, et ass fir d'Regierung doudsécher encourageant,...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

...wann een hei vun där grousser Majoritéit vun der Chamber wierklech gewisse kritit, dass mer jo an eise Positiounen praktesch op enger Linn leien. Et ass och encourageant, dass ech ka soen, dass dat, wat an där Motioun steet, déi déi véier Fraktiounen virebereet hunn, wat se der Regierung mat op de Wee ginn, absolut deckungsgläich ass mat eise Virstellungen als Regierung.

Nun, Här President, vläicht ee Wuert zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, dass mer mussen als Regierung eng gewësse Marge hunn, fir ze verhandelen. Dat stëmmt. Mä ech mengen net, dass mer hei nach vill matenaner brauchen ze telefonéieren, ier mer hei zoueschloen. Mir wëssen, wat d'rout Linne sinn - wann ech esou dierf soen - vun der Chamber. Selbstverständlech wëlle mer déi och afléisse loossen an dat, wat mer als Regierung maachen.

Här President, ech wëll awer och vläicht e Wuert soen zum Premier. Normalerweis

sténg hie jo hei op der Tribün de Mueren elo. Et geet him ganz gutt. Hie geet vläicht an deenen nächste Stonnen oder doudsécher an deenen nächsten Deeg heem. Ech mengen, dass wat een him ka wënschen, dass ass vill Energie, fir ze récupéieren, well mer wëlle jo awer op seng Erfahrung, op seng Kompetenz déi nächst Woch zu Bréssel selbstverständlech net verzichten.

(**Interruption**)

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Ech wëll och vläicht vireran eng generell Feststellung maachen, wéi a mat wat fir enger Astellung dass mer als Lëtzebuurger Regierung an déi Verhandlung ginn. Mir wëllen engersäits ee Kompromiss hëllef sichen zu 27 - mir mussen zu 27 sinn -, ouni dobäi - an dat ass jo essenziell - dat Wesentlech vum Traité constitutionnel ewechzegeheien. Wesentlech fir eis sinn all déi Punkten, déi der Europäescher Unioun déi Instrumenter ginn, fir hire Fonctionnement ze stäerken. Konkret heescht dat, dass mer hëlfe ee Mandat zustane kréien, auszehandelen, fir eng Conférence intergouvernementale op d'Been ze kréien.

Conférence intergouvernementale heescht, dass d'Memberstate sech ëm deen Dësch setzen an eppes aushandelen, wat mat engem Traité ze dinn huet selbstverständlech. Ee Mandat, wat kloer definéiert ass. An dat gétt déi grouss Aarbecht: Wéi definéiere mer dat Mandat? Dat gétt déi grouss Aarbecht vun der Présidence an och vun de Memberstaaten, fir dann zäitlech onbegrenzt déi CIG ofzeschlëssen um Enn vum Dezember vun dësem Joer.

Déi Iddi, déi den Här Goerens hei entwéckelt huet, wou hie seet, dass mer eis sollen setzen, fir dass an enger geraffer Zäit soll kënnen an de Parlamentar oder vun de Länner, wéi et dann ass, ratifiziert ginn, ass doudsécher eng Iddi, déi mer och an déi Réunioun vun der nächst Woch um Conseil européen kënnen erantransportéieren.

Dir wësst, dass et do Problemer gétt. Zum Beispill, Irland muss fir all Traité e Referendum maachen. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass een einfach kann oder soll dat Ganzt éparpilléieren op dat ganz Joer, mä, ech mengen, déi gerafften Délaiën, déi do kéinte gesat ginn, si schonn ee Wee, fir kënnen doranner besser virunzekommen.

Ech wëll hei an der Substanz net ze breet aushuelen a mech op e puer Punkte limitéieren, déi Dir och ugeschnidden hutt. Ech wëll awer virewech soen, an och e wéineg un dat uschlëssen, wat den Här Goerens probéiert huet ze maachen, dass mer jo an enger globaler Welt global Äntwerte brauchen. Global Äntwerten heescht hei, keng partisan Äntwerten, keng fragmentéiert Äntwerten, keng national egoistesche Äntwerten an och keng kuerzsichtige Äntwerte ginn.

Wann d'Europäesch Unioun um Globus eng Roll spille wëllt an Afloss huele wëllt mat den USA, mat China, mat Indien a mat Russland, da brauche mer jo eng Europäesch Unioun, déi no banne solidaresch ass an no baussen och eeneg ass.

Positiven Afloss huelen am 21. Jorhonnert op der Weltbühn heescht, hëllef Konfliktler ze verhënnern. Hëlfe der Diplomatie déi entscheidend Roll ze ginn, fir Konfliktler ze léisen, heescht och, hëlfe den deelen tëschent deenen Aarmen an deene Räichen.

Positiven Afloss huelen als Europa huet näischt ze di mat der Kolonialpolitik, déi vill europäesch Länner jo an hirer Geschicht bedriwwen hunn, mä virun allem domadder, Wäerter ze verdeedegen, déi d'Europäesch Unioun sech an de leschte 50 Joer zougeluecht huet. Wäerter, déi, trotz allen Defiziter - déi haut nach doudsécher kënnen bestoen -, sech aus der Asicht an de Léieren entwéckelt hunn, fir déi katastrophen Konsequenzen vun der politescher Hegemonie-Philosophie net méi ze widerhuelen. Wäerter och fir dem Nationalismus mat Milliounen Doudegen aus dem 20. Jorhonnert keng Chance méi ze ginn.

D'EU, nach eng Kéier, als positive Muechtfaktor um Globus soll kënnen duerch déi méi integréiert a méi ofgestëmmte Politiken

eng Referenz duerstellen, wou Mënschechter, wou sozial Rechter, wou Friddenspolitik, wou ekonomesch Intérêt selbsterständlech och Rieder sinn, déi eppes Ganzes a Bewegung halen. Duerfir brauche mer an der Europäescher Unioun Strukturen a mir brauchen och deklaréierte politesche Wëllen, fir dat Zil ze erreechen.

Et ass extrem schwiereg, d'Europäesch Unioun als Unioun vu Staten, wat also par définition als Gebilde net ee Stat ass, ze explizéieren; hir inhärent Contradictioun schonn, déi doranner läit, fir net ee Stat ze sinn, mä méiglechst wéi e Ganzt wëllen a mussen ze funktionéieren, fir effikass ze sinn.

Mir mussen an dëser Phas dat fäerdeg bréngen, wat déi, déi virun eis Politik gemaach hunn, fäerdeg bruecht hunn, wat nom Krich opgebaut ginn ass a speziell zënter 1957 opgebaut ginn ass. Déi Leit, wéi se Europa gebaut hunn, hate vill Steng am Wee leien an hunn dat fäerdeg bruecht mat vill Gedold, mä ëmmer mat der Wäitsicht, de Pad vum Opbau net ze verléieren.

Sollte mer als Europäer keng Äntwert fannen oder d'nächst Woch e Feeler maachen a weisen, dass mer dozou net am Stand sinn, bedeit dat, dass d'Europäesch Unioun der Globaliséierung net gewuess ass an d'Globaliséierung erdroe muss ouni se kënnen ze steieren, mat allen negative Konsequenzen.

Nun, Här President, wou mer hierkommen, dat wësse mer all, vun engem Verfassungsvertrag, dee fir d'éischt d'Resultat vu laangen Diskussiounen am Konvent war - dat ass alles hei nach eng Kéier mat Recht widderholl ginn -, an an der irescher Présidence vun 2004 ass dunn ofgeschloss ginn - Frankräich, Holland, alles ass widderholl ginn.

Ënner lëtzebuergescher Presidentschaft 2005 - dat wëll ech nach eng Kéier soen - hate mer jo eng extrem schwiereg Décisioun ze huelen am Juni 2005, a mir sinn eis dunn eens ginn, déi ominéis Reflexionsperiod anzeleeën, fir eis d'Méiglechkeet ze ginn an der Chamber hei, och an de Regierungen, fir Europa besser ze kommunizéieren.

Ech mengen, dunn huet Är Chamber hei eng ganz entscheidend a wichteg Roll gespillt. De Premier huet eng wichteg Roll gespillt do derbäi. Den Nicolas Schmit, deen an d'Schoule gaangen ass, huet eng wichteg Roll gespillt. Mir hu versicht, alles ze ginn, wat mer haten, och mat deene moderne Kommunikationstechnologien, fir besser un d'Leit erunzekommen.

Nun, an där neier Situatioun, déi mer deemools haten, hunn d'Länner eigentlech verschidde reagiert:

Déi eng hunn niewent der Reflexionsperiod, wéi mir et jo gemaach hunn, de Ratifizierungsprozess weidergefuert, fir ze weisen, dass fir si de Verfassungsvertrag wichteg ass an dass dat d'Basis ass, fir selbsterständlech ze weisen, dass dee Geescht, dee mer entwéckelt hunn, soll virudroe ginn.

Aner Länner hunn dat net gemaach, mä ëmmerhin no eis hunn nach Finnland, Estland an d'Belsch ratifiziert, a mir sinn zu 18 haut, déi hir Aarbecht gemaach hunn. Mat Spuenien zesummen, dat wësse mer alles, hu mer e Referendum organiséiert. Déi zwee Länner, déi e Referendum organiséiert hunn, hu jo uganks dës Joers en Zeeche gesat, fir der däitscher Présidence och Réckendeckung ze ginn, fir déi schwéier Verhandlung virzebereeden, déi elo voll amgaange sinn.

Aner Memberlänner hunn dat net gemaach a si hunn d'Ratifizierungsprozedure gestoppt. Dat war net dat, wat eigentlech de Geescht war vun där Reflexionsphas, wéi mir et interpretéiert hunn, fir einfach nëmme ze stoppen an ze waarden. Mir hu politesch all deem Rechnung ze droen a mir mussen d'nächst Woch Weeër fannen. Mir mussen och deenen zwee Grënnungsmitglieder, déi Nee gesot hunn, entgéintkommen. Awer och, wéi et hei gesot ginn ass vu ville Kolleegen, zu engem gewëssene Grad nëmme entgéintkommen, well alles huet doranner, wat d'Substanz ugeet, selbsterständlech seng Limiten.

Här President, 18 Länner hunn de Verfassungsvertrag ratifiziert; Spuenien, Lëtze-

buerg - hunn ech gesot - mat Referendum. Fir déi 18 Länner a speziell fir eis sinn an der Substanz eigentlech keng Ofstrécher ze maachen. An ech ginn dem Här Braz do vollkommene Recht, an der Substanz ass et net zu dësem Moment fir Ofstrécher ze annonciéieren a fir och haart ze verhandelen, dass an deem Wesentleche keng Ofstrécher d'nächst Woch zustane kommen. Wat heescht dat?

Dat heescht fir eis als Regierung, dass mer den institutionelle Pak aus der éischter Partie vum Verfassungsvertrag wëllen als Ganzes behalen. Dat war eng extrem schwiereg Verhandlung. Den Här Fayot, deen am Konvent derbäi war, ka sech dorunner erënneren an e weess och, esou wéi mir alleguerten, wann een do oprécht, dann huet een erëm ganz séier en Déséquilibre provozéiert an da fänkt ee gären erëm vu vir un.

Wat d'Struktur vum Vertrag ubelaangt, sou si mer net bereet ze verzichten op déi eenzeg juristesche Personalitéit vun der Unioun als solches, un d'Zesummebréngung virun allem - dat ass vläicht manner elo de Mueren hei gesot ginn - vun de Piliere, dat heescht besonnesch a Froe vu Justiz an Affaires intérieures, mä och aner politesch Froen, fir dass mer do och, wéi an aneren europäesche Politiken, kucke méi ze kommunautariséieren.

Mir sinn och net bereet, dass den europäeschen Ausseminister seng duebel Kompetenz, déi e jo huet, verléiert. Deen duebel Hutt, dat heescht de politesche Wëllen, deen e jo expriméiert als President vun Conseil vun de Relations extérieures, an och d'Moyenen, déi bis elo jo zur Verfügung stoung vum der Kommissioun, fir dass een déi zwou Saache ka beienee bréngen.

Wat d'Symboler ugeet, kann ech och eigentlech nëmme dat bestätegen - d'Positioun vun der Regierung -, wat Dir hei gesot hutt. D'Hymn, déi gëtt weider gespillt. Den europäesche Fändel gëtt vu kengem ewechgeholl, et gëtt héchstens ee Land, wou deen extrem spärlech ze gesinn ass, och an Zukunft, dat ass bei eise Frënn an England. Wéi d'Engländer d'Présidence haten, huet ee kaum en europäesche Fändel gesinn an England. Dat wäert och esou bleiwen. Duerfir wär et gutt gewiescht, wa mer en hätte kënnen an der Verfassung verankeren, mä do wäerte mer net drun hänke bleiwen, allerdéngs, d'Aschreiwe vum Euro am Vertrag wëlle mer net mëssen.

Wat elo déi weider Prezisiounen am Kompetenzkatalog ugeet, do wëll ech mech vläicht ganz kuerz explizéieren: An der Europäescher Unioun gëtt et jo Kompetenzen, déi exklusiv der Unioun gehéieren, wéi zum Beispill de Commerce extérieur, d'Politique monétaire, d'Union douanière. Et gëtt och da Kompetenzen, déi gedeelt sinn tëschent de Staten an der Europäescher Unioun - Environnement, Transport an Energie. An da gëtt et déi, wou d'Staten exklusiv kompetent sinn, mat engem Appui vun der Europäescher Unioun.

Wann et ëm d'Prezisioun an deem Kompetenzkatalog geet, da wäerte mer eis deem widdersetzen; widdersetze wat déi Passerellesklausel ugeet, wou dann iwwert déi Passerellesklausel kéint ee Retour zur exklusiver nationaler Kompetenz erlaabt ginn. Ech mengen, do muss een hëllesch oppassen.

Mir kënnen d'accord sinn, wann doriwwer geschwat gëtt, iwwert d'Prezisioun vun de Kompetenzen, mä op kee Fall kënnen mer d'accord sinn - dat ass déi berühmte 13. Fro vun der Présidence -, dass doduerjer kéinten erëm exklusiv nationaler Kompetenze méi ervirbruecht ginn.

Et ass och kloer fir eis, dass d'Méiglechkeet vu Coopération renforcée vereinfacht gi muss.

Wann Der mech frot, et gëtt zurzäit eigentlech keng Compétence renforcée, wou ech kee Beispill elo ka ginn, mä dat ass awer en Instrument, wat extrem wichteg ass fir d'Zukunft.

Mir sollten do och ganz kloer eis Meenung verdeedegen, dass mer déi Coopération renforcée wëllen zu 27 maachen, dass se sollen agegliddert bleiwen an den europäesche Kaderen, an den europäeschen Institutionen. Dat ass wichteg, net dass viles, wat interessant politike wieren, géif aus den institutionelle Kompetenzen erauskommen.

Dann déi zweete Partie vum Verfassungsvertrag - d'Charta.

Och hei absolut deckungsgläich mat deem, wat Dir hei gesot hutt. Virun allem huet mer gefall, wat den Här Fayot gesot huet hei, an och den Här Braz. Den Här Fayot, dee gesot huet, mir hunn de Kolleegen an

England do esou vill Konzessioune gemaach, si hunn zweemol du Jo gesot à la fin du compte, an et geet net fir elo erëm eng drëtze Kéier wëllen ze probéieren fir Neen ze soen. A wat den Här Braz gesot huet, läit op der Hand. Kee Mënsch, dee géint de Verfassungsvertrag iergendwéi an engem Land eng Positioun bezunn huet, huet gesot, et soll een hiegen an d'Charta eraushuelen an domadder kéint dann de Vertrag verbessert ginn.

Neen. Mir mussen hei wëssen, dass déi Charta eng Partie ass vum Acquis communautaire zënter 2000; dass déi Charta och publizéiert ginn ass am Journal officiel vun de Communautéiten. Der Charta hir juristesche Validitéit kann net changéieren, och - soen ech hei kloer - vis-à-vis vun den Institutionen an de Memberstaten.

Ech wëll vläicht, Här President, dem Här Braz äntwerten, dass mer op enger Linn sinn. Am beschte wier et jo, dass d'Charta géif integréiert bleiwen am Traité. Wann eng Referenz gemaach gëtt op een Artikel a si bleift „legally binding“, hu mer och nach kee Problem domadder. Just an der Duerstellung verstinn ech, dass een dat net selbsterständlech elo direkt muss zouginn.

Wou et awer drëm geet, dat ass, dass jo elo bei der Charta scho Länner wëllen eng Differenz maachen tëschent deem, wat d'Institutionen ze dinn hunn, an deem, wat d'Staten ze dinn hunn; do eng Differenz ze maachen. Oder dass ee Land kéint een „opt out“ maachen, wou d'Charta sech dann net géif applizéieren.

Dat gëtt extrem komplex, mä ech kann lech soen, zemoools bei eisen englesche Frënn, dass dat heiten ee Punkt ass, wou mer hefteg a laang Diskussiounen wäerten hunn. Mir kënnen net zrëckkommen hei an d'Chamber a soen, mir hunn e Kompromiss fonnt fir eng CIG opzemaachen, wou mer géif déi Verbindlechkeet vun den Dispositionen, déi an der Charta stinn, opginn.

Ech mengen do si mer net eleng. Do gëtt et immens vill Länner, déi och op där Linn sinn. An do mussen och déi Länner, déi Nee gestëmmt hunn, virun allem eis Kolleegen aus dem Benelux, op deem Punkt hei jo agesinn, dass et wierklech Limité gëtt.

Mir wëllen all Innovationen a Verdéiwungselementer an de Politiken, déi souwuel an der éischter wéi an der drëtter Partie sinn, och an der drëtter Partie vum Verfassungsvertrag, am neie Vertrag erëmfannen. Dat si wichteg Saachen, déi horizontal Klausel mussen bleiwen; iwwert d'Energie, d'Protection civile, d'Solidaritéitsklausel an och d'Sécherheet an d'Verdeedegung.

Wat d'Justiz an d'Affaires intérieures ubelaangt, do mussen - wéi ech scho bei der Struktur gesot hunn - hei esou vill wéi méiglech Elementer vun der weiderer Communautariséierung vun dëser Politik behale ginn. Méi qualifizéiert Majoritéit, méi Co-décisioun mam Europäesche Parlament, méi Kompetenz fir den Europäesche Gerichtshaff - eis gemeinsam Ambitioun an deem Beräich wëlle mer eis net duerch e globalen „opt out“ vun engem Land verwassere loosse.

D'Rout Kaart - ech mengen do huet den Här Mosar dat richtig gesot: Rout Kaart fir d'Rout Kaart. Allerdéngs, ech soen dat hei op dëser Tribün an aller Öffentlechkeet: Mir dierfen net mengen, dass, wann d'Hollänner soen, d'Rout Kaart gëtt et net méi, et keng Diskussioun méi gëtt iwwer wéi d'Parlamenter kënnen da mat enger Gieler Kaart eventuell Prozedure stoppen. Dat ass eng Fro, déi ass jo franchéiert ginn, wéi d'Parlamenter kënnen mathëllefen, wat fir eng Influenz dass se kënnen hunn am Traité constitutionnel. Dat hu mer matgedroen. Dat muss selbsterständlech och bestoe bleiwen.

Mä alles, wat doriwwer erausgeet, dass een engem nationale Parlament, oder e puer, d'Méiglechkeet gëtt, fir carrément eng integréiert Politik an der Europäescher Unioun ze stoppen, do mussen mer virsiichteg bleiwen a kucken, dass mer elo net do op eng Pist gefouert ginn; keng Rout Kaart méi, mä dann där Gieler Kaart esou vill Valeur ginn, dass deen nämlechten Effekt géif dobäi erauskommen.

Déi däitsch Présidence wäert elo probéieren, all déi Positiounen, all déi Pisten do zesammenzebréngen. Dir wësst, dass déi bilaterale Verhandlung voll amgaange sinn; dës Woch an och uganks nächster Woch nach. Dir wësst och, dass d'Ausseministere sech e Sonndeg hei zu Lëtzebuerg gesinn. Do wäerte mer virun allem de Rapport virgeluecht kréie vun der däitscher Présidence. Mir wäerten dann och natierlech d'Meenung scho versichen e wéineg méi spatzeckréien. Allerdéngs, d'Décisiounen gi selbsterständlech um Conseil européen geholl.

An da kënnt nach e wichtige Dag virum Conseil, dat ass den 19. Juni. Do leet d'Présidence hir Schlussfolgerunge fir den Europäesche Rot vir. An dann och ee Projekt fir de Mandat vun der CIG. An da fänkt d'Saach u konkret a spannend ze ginn.

Wéi gesäit dee Mandat fir d'CIG - wann et zu enger CIG selbsterständlech sollt kommen, wat mer hoffen - aus?

Nun, ech hunn et kuerz gesot, de Mandat muss kuerz sinn, prezis sinn. Am Contraire zu enger traditioneller CIG, ech mengen dat dierf ech hei soen, mussen mer dës Kéier am Ufank vun der CIG eis eenegen op déi wichteg politesch Froen. Et ass net, dass mer an der CIG op eemol ufänken an diskutéieren, wat maache mer dann elo op a wat loosse mer zou. Hei muss et de Contraire sinn, a wat mer manner Felder opmaache fir d'CIG, wat et besser ass.

Ech kann lech soen - ech war d'lescht Woch a Portugal -, dass d'Portugisen nëmme d'accord sinn an hirer Présidence, si kréie jo d'Présidence vum leschte Semester, fir eng CIG opzemaachen, éischstens, wa se zäitlech limitéiert ass, an zweetens och, wann d'Définitiou vum Mandat kloer ass.

Mir wäerten also elo den 21. an den 22. mussen prezis Texter maachen. Dir wësst, dass och schonn eng Verlängerung gefrot ginn ass vun der däitscher Présidence; dass d'Länner sech solle prett halen. Ech hoffen, dass et net ganz op d'Käschte geet vun eisem Nationalfeierdag. Mä et ass méiglech, dass et eppes gëtt wat e wéineg méi laang dauert. Mä wann dat Richteg derbäi erauskënnt, ech mengen da soll een dat mat kënnen an de Kaf huelen.

Här President, ech war gëschter a Polen, an den Här Goerens huet iwwer Polen geschwat, wou mer d'Ambassade agewéit hunn. Ech hat dann och do d'Geleeenheet fir mat den Autoritéiten ze schwätzen, am Parlament an och an der Regierung. Polen, e Land vu 40 Milliounen Leit. E Land, wat doudsécher de Lead wäert huelen - oder schonn huet - am Oste vun Europa. E Land, wat jo och eng Geschicht huet.

Kee besser wéi den Här Goerens kennt do och verschidden Effeten, Auschwitz, alles wat domadder ze dinn huet, de Ghetto vu Warschau, a gëschter haten d'Leit mech da gefouert op déi Plaz wou de Ghetto war, an et konnt ee sech dann do erënneren: 6 Milliounen Doudeger, 3 Milliounen jiddesch Leit, déi gestuerwe sinn, an 3 Milliounen Polen. 6 Milliounen Pole si gestuerwen: Dat sinn 10% vun allen Affer vum Zweete Weltkrich!

Polen huet sech jo hei eng gewësse Roll selwer ginn. Gewollt oder ongewollt, weess ech net, mä Polen huet eng Roll ze spillen d'nächst Woch.

Déi Däitsch hunn d'Présidence. Ech maachen elo keng Lienen hei, déi een net soll maachen. Mä mir mussen awer politesch éierlech sinn, dass d'Relatiounen zurzäit tëschent Polen an Däitschland, loosse mer emol soen, net glat sinn. Wann een déi Biller selbsterständlech gesäit vum Ghetto vu Warschau, a wann een och weess, dass d'Polen eréischt 17 Joer jo elo a Fräiheet liewen, a wann ee mat de Leit do schwätzt, egal vu wat fir enger Partei, et ass egal a wat fir enger Fonctioun dass se sinn, da muss scho jidderee sech do nach ëmmer iwwerwonne fir ze explizéieren, wéi dat méiglech war. Déi Wonne sinn net geheelt. Dat muss ee kloer gesinn.

Mir mussen de Polen hëllef, op jidde Fall an der Verständegung mat Däitschland, dass se do dee Schrëtt kënnen maachen, deen néideg ass, fir hir Intérêt fir d'Zukunft esou ze verdeedegen, dass se wëssen, dass nëmme e staarkt Europa eigentlech verhënnere kann, dass nach eng Kéier esou dramatesch Mënschrechtsverletzungen, esou eng Barbarei ka geschéien.

Ech mengen, dass Polen an dësem Moment sech selwer eng Roll ginn huet, wou se wëlle wierklech vill fuerderen. Mä mäi Message war eigentlech duebel. Wann ee Lëtzebuerg kuckt, dann ass eis Stëmmzuel jo eigentlech net ze vergläiche mat där Influenz, déi mer eis an deene leschte fënef Jorzéngten an der Europäescher Unioun ginn hunn. Mir hunn ni hei gekuckt, weder an der Chamber nach an enger Regierung, mengen ech, wéi vill Stëmme mer hunn an dem Europäesche Conseil. Ech hu probéiert ze soen, dass et sech och net lount ze stierwe fir d'Racine carrée vun deene Stëmmen a sech dofir opzehänken, mä d'Influenz vun engem Land an der Europäescher Unioun hänkt jo vu senger Argumentatioun of, hänkt och dovunner of, wéi ee matschafft, fir déi Unioun dann an eng positiv Richtung ze kréien.

Ech sinn iwwerzeegt a bleiwen do optimistes, dass Polen déi nächst Woch, am allerleschte Moment zwar, mä awer den Dréi

wäert fannen, a mengen, dass mer do och de Polen mussen hëllefen, fir do keng Feeler ze maachen.

Elo zu deem zweete Land, vun deem ech awer och hei eppes wëll soen - well mer si jo net hei, fir nëmme Verstopptes ze spillen a Saachen ze widderhuelen. Ech wëll schwätze vun där grousser Verantwortung, déi England huet déi nächst Woch. Den Tony Blair an och säin Nofolger, de Gordon Brown, wëssen, dass a Saache Finanzperspektive se eigentlech d'Europäesch Unioun während sechs Méint muttwëlleg blockéiert hunn - muttwëlleg! -, well d'Resultat, wat erauskomm ass sechs Méint no dem Juni 2005, war praktesch dat nämlecht, mä d'Europäesch Unioun war sechs Méint blockéiert. Dëst sollt sech net nach eng Kéier widderhuelen.

Ech mengen, dass souwuel de jëtzege wéi den zukünftege Premier an England dach a leschter Instanz wëssen, wat fir eng Influenz dass se hunn.

D'Europäesch Unioun brauch onbedéngt England, brauch d'Vereenegt Kinnekräich. Mir brauchen dat Land um internationale Plang an déi grouss Influenz, déi Groussbritannien och am Oste vun Europa huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mä England muss awer och wëssen a senger Strategie, dass mer net ëmmer nëmme kënnen op Erweiderung setzen ouni ze verdéiwen. Dat ass eng Taktik, déi duerchsichteg ass. Déi ass erkannt, an ech hoffen, dass à la fin du compte déi nächst Woch England och do dee Schrëtt mécht, dee se musse maachen. England huet a mengen Aen déi nächst Woch déi lescht Tromp an der Hand an déi wichtegst Tromp an der Hand. Dat Gefill hunn ech. Ech wëll net soen, „to be or not to be in the Union“ géif dann zur Fro stoen, mä ëmmerhin, et

ass e Choix néideg vun de Briten, fir ze weisen, ob se dozougehéieren oder ob se wëlle Bande à part maachen a blockéieren.

Et ass eng ganz entscheidend Positioun, déi England hei huet. Mir wëssen, dass a Frankräich sech vill Méi gemaach gëtt, fir ze kucke mat England, mat Däitschland - déi dräi Grouss - op eng gemeinsam Positioun ze kommen. Dat wësse mer. Dat wär gutt, wann dat géif geschéien. Ech hoffen, dass doduerch och kéint alles dann entraînéiert ginn, fir zu engem Resultat ze kommen. É Resultat net, fir e Resultat ze kréien, mä ech soen et nach eng Kéier, wou dat Wesentlecht net verluer gëtt.

Nun, et gëtt also, Här President, eng interessant Woch. D'Regierung - dat soen ech nach eng Kéier - ass absolut op der Linn vun der Chamber. Mir bremsen déi, déi manner wëllen, a mir stinn op der Säit vun deenen, déi méi Europa wëllen d'nächst Woch.

An ech hoffen, dass mer kënnen an d'Chamber hei kommen no der nächster Woch an iwwert dat berichten, wat mer gemaach hunn, an och zesummen dann, wann déi CIG zustane kënnt, fir dat opzebauen, wat mer dann eis virgeholl hunn, fir Europa ze stärkeken.

Ech soen Iech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Ausseminister Merci. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann elo nach zum Vote iwwert déi Motioun, déi vum Här Fayot agreecht ginn ass. Ech géif do wëlle froen: Kënne mer déi Motioun par main levée ofstëmmen oder ass de Vote électronique gefrot?

(Brouhaha général)

Main levée?

(Brouhaha général)

Vote électronique. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, ech hunn u sech kee Problem mat där Motioun, mä ech sinn der Meenung, dass deen éischten an dee leschten «invite» géif vëlleg duergoen, fir alles ze soen, an dass fir mech déi Artikelen, déi dotëschent leien, déi si fir mech ze vill contraignant a bindend. Duerfir géif et menger Usiicht no duergoen, dass een den éischten an de leschten «invite» géif dohinner schreiwen. Domat wär esou zimlech alles gesot an domat wär och dann deenen Négociatiounen am Fong u sech méi Spillraum ginn, an duerfir, wann dat géif erausgeholl ginn, da kéint ech domat d'accord sinn. Am anere Fall géif ech mech dann enthalen.

» M. le Président. - Ech gesinn den Auteur vun der Motioun ass net domat d'accord. Da géif ech proposéieren, dass mer zur Ofstëmmung vun där Motioun géife kommen.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a fënnf Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber,

Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marco Schank), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domadder wäere mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung ass de Mëtteg um hallwer 3.

(Fin de la séance publique à 11.48 heures)

Mercredi, 13 juin 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes»
2. 5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Amendement - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jean-Marie Halsdorf et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Éier mer zum normalen Ordre du jour vun haut de Mëtteg iwwerginn, esou wéi mer en haut de Muere festgehalten hunn, wëll ech

Iech soen, dass ech mat enger Question urgente vum Här Félix Braz iwwert d'Post-Direktiv befasst ginn. Et ass eng Question urgente. Déi kënnt normal op den Ordre du jour vun der Chamber, wann d'Chamber siégéiert. A vu dass den Här

Minister haut de Mëtteg Zäit huet - well hien am spéiden Nomëtten an d'Ausland fiert -, huet e sech bereet erkläert, direkt ze kommen, fir op déi Fro ze äntworten.

Den Här Braz huet elo d'Wuert, fir kënnen seng puer Wieder zu senger Question urgente ze soen, an duerno äntwert den Här Minister.

1. Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes»

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Et geet em eng Direktiv, déi scho vill diskutéiert ginn ass, déi fir d'Lëtzebuurger Post an de Service postal zu Lëtzebuerg och eng grouss Bedéitung huet. D'Lëtzebuurger Regierung huet bis elo eng Positioun vertrueden, déi och hei am Haus ënnerstëtzt ginn ass, nämlech déi Positioun fir och op verschiddene Punkten eng Interrogatioun kënnen ze kréien, déi mer och gemengt hunn alleguete kënnen ze begrënnen.

De Minister huet och probéiert um Niveau vum Conseil déi Positioun do ze verdeedegen, mä et gesäit ëmmer méi dono aus, dass haut zwar nach eng ganz Partie Länner mat enger Rei vu Saache vun där Direktiv net d'accord sinn, dass awer dee prinzipielle Problem, dee Lëtzebuerg soulevéiert huet, méttlerweil praktesch just nach vu Lëtzebuerg an och vläicht nach vu Griichenland verdeedegt gëtt, esou dass mer d'Gefill hunn, dass um Niveau vum Conseil de Spillraum riskéiert ausgereizt ze ginn. Par contre gëtt et nach e gewëssene Spillraum - an ass et och e gewëssene Spillraum ginn - um Niveau vum Europaparlament a vum Rapporteur, vum CSU-Deputéiere Markus Ferber.

Mir wollte vum Minister eng Reaktioun dorobber kréien, dass den Här Ferber gëschter deklaréiert huet, dass elo de Konsens tëschent den dräi grouss Fraktiounen - de Konservativen, der PPE, an de Sozialisten am liberale Grupp - fonnt gi wier, esou dass also elo wéi et schéngt och de politesche Spillraum um Niveau vum Rapporteur vun där heiter Direktiv am Europaparlament opgebraucht wier.

Dee Konsens, deen do fonnt gi wier mat den dräi grouss Gruppen, wier net een, deen d'Lëtzebuurger Positioun géif arrangéieren. Do wollte mer de Minister froen, wéi hie sech zu deem Accord stellt, deen de Rapporteur Ferber seet fonnt ze hunn, an ob de Minister nach eng Méiglechkeet gesäit, en vue vum Conseil vum 21. an 22. Juni nach eng Lëtzebuurger Inflexioun ze kréien op deem doten Dossier, déi am Sénn vu Lëtzebuerg wier.

Ech soen Iech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Braz. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert. Här Minister!

» M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Braz soulevéiert à juste titre hei d'Fro vun der Liberalisatioun vun der Post. Ech war gëschter an der Kommissioun, an ech hu mech net méi spéit wéi e Méindeg mat de Sozialpartner iwwert déi nämlecht Fro ënnerhalen.

Déi éischt Fro ass déi vun de Kontakter mam Europaparlament. Deen Dossier, an deem ech bis dato am meeschte Kontakter mam Europaparlament hat, war dee vun der „Télévision sans frontières“. Deen heiten iwwertrëfft dat, wat ech deemools vu Kontakter hat, bei Wäitem. Dat heiten ass also neierdengs deen Dossier, wou meng Leit an ech am meeschte Kontakt mam Europaparlament hatten. Mir hunn déi Kontakter also gefleegt.

Mir haten och eng Rei Kontakter mam Rapporteur. Ech hu mam Rapporteur geschwat, an de Rapporteur ass vun enger Inflexibilitéit, déi keng Grenze kennt. Ech hu mech e Méindeg och nach eng Kéier mam Fraktiounschef vum PPE doriwwer ënnerhalen, dee mer dat Ganzt bestätegt huet, an deem als Fransous selbstverständlech och op där Linn ass, déi mir hunn.

Eis Kontakter hu sech net dorobber limitéiert. Mir haten och insbesondere massiv Kontakter an de Parti Socialiste Européen, an déi Fraktioun eran. Fakt ass, datt sech

eng Allianz amgaangen ass ze maachen, gëschter, haut an nächste Méindeg géint Frankräich a géint Lëtzebuerg.

Dir hutt mech gefrot, ob eis Positioun doerjer net geschwächt wär, datt mer kee Kompromiss op den Dësch geluecht hunn. Dir hutt à juste titre hei drop higewisen, datt Unanimitéit hei am Haus an och dobaussen zu Lëtzebuerg herrscht, datt mer sollten a solle mordicus déi Equivalenz „Service réservé - Service universel“ verdeedegen. Dat war gëschter nach de Fall an der Chamberskommissioun. Dat war och nach de Fall e Méindeg bei de Sozialpartner. Ech hunn dat gemaach.

En dépit de cela hu mer am vorauselenden Gehorsam, Här Braz, probéiert am Europaparlament zwee Konzepter mat eranzebréngen. Dat eent, op eng méi informell Basis. Mir wäerten dat och weider um Conseil maachen, well do ass och nach net alles gelaf.

Éischtens, déi Fro vum Délai. Do bieden ech zur Kenntnis ze huelen, datt deen Délai elo schonn am Europaparlament verlängert ginn ass. Dat heescht, och wa mer net vill erreicht hunn, hu mer eppes Klenges erreicht. Mir hunn alt elo emol ee Joer méi.

An déi zweet Iddi, déi mer erabruecht hunn, wou ech awer éierlech muss soen, datt mer net ganz vill Echo fannen, dat ass déi vun der Boucle locale, vun der „last mile“. Mir haten déi och an d'Europaparlament eragefiddert. Si ass awer do net zum Droe komm aus deem Grond, wou ech gesot hunn. Dat heescht, mir hu schonn Alternative getest, gemaach, gedinn, getässelt an hei an do.

Dir frot mech, ob ech net en Expert juridique hätt misse mat där Fro chargéieren. Mit Verlaub, Här Braz, ech mengen, ech wär Jurist genuch - a meng Leit -, fir esou en Text riicht ze schreiwen. Ech wëll derbäisoen, datt mer och nach d'Méiglechkeet hunn, fir Amendementer iwwert de Wee vun der Plénière, wa mer 40 Deputéierte fannen, déi en Amendement ënnerstëtzen, kënnen eranzebréngen. Et ass also nach net alles definitiv gelaf. Mä Dir sot awer mat Recht, datt eis Marge enk ass. Ech weess net, ob se elo méi enk ass säit gëschter oder net. Si war scho virdrun enk.

Wéi gesot, mir poursuivéiere weider déi zwou Iddiën vun der Boucle locale an déi vum Délai, well déi vum Délai scho gefruucht huet, andeem mer ee Joer méi kritt hunn.

Dir frot mech, ob eng Logique d'entente amgaangen ass sech am Parlament ze maachen. Jo. Ech mengen, dat muss een esou gesinn, well all déi Tentativen an Démarchen awer dozou gefouert hunn, datt déi Entente sech gemaach huet géint Frankräich a géint Lëtzebuerg - fir et vereinfacht auszudrücken.

Nieft dem Fait, datt mer nach Amendementer kënnen iwwert d'Plénière eranzebréngen an déi zwou Pisten, wou ech lech uginn hunn, nieft dem Fait, datt nach um Sommet wäert driwwer diskutéiert ginn - do kommen ech herno drop zrëck; dat ass also deen zweete Punkt -, wëll ech op eng drëtt Pist opmierksam maachen. Dat ass déi vun de Modalitéiten. Et ass eng kloer Demande vun de Fransousen do, fir d'Guideliné prezisiéiert ze kréie vun der Kommissioun. Mir wäerten eis och mat do unhänken. Mir hu schonn do éischt Kontakter mat de Fransousen, fir d'Modalitéiten ze prezisiéieren a fir do eng Rei Elementer ze kréien.

Also, nach eng Kéier, technesch gesinn: Plénière, Conseil a Kommissioun iwwert d'Guidelinen, an dann de Sommet vum 21. bis den 22. Juni. Ech wëll lech dozou soen, datt déi Kontakter am plus haut niveau vun der däitscher Présidence op d'mannst via Press fir de Sommet ugefrot gi sinn. Ech ginn also dovun aus, datt déi stattfannen. Et ware Kontakter à haut niveau do. Ech hat intensiv Kontakter mam däitsche Minister Glos a mat deem senge Leit en marge vum Conseil, virum Conseil, während dem Conseil, nom Conseil. D'däitsch Présidence huet och Verständnis fir eis Positioun gewisen, fir déi spezifesch vu Lëtzebuerg. Dofir kënnen mer eis näischt kafen. Dat ass richtig.

Alles an allem an am Résumé wëll ech also soen:

- éischtens, datt et nach d'Méiglechkeet gëtt, fir Amendementer via Plénière ze bréngen;

- zweetens, datt mer eppes Klenges erreicht hunn iwwert de Wee, datt den Délai scho méi laang ass, woubäi ech soen, datt et net oft virkënn, datt d'Plénière nach eppes anescht decidéiert wéi dat, wat an de Kommissiounen decidéiert ginn ass;

- drëtte Punkt, kënnen mer weider am Kader vun de Kontakter am Conseil a mat der Kommissioun iwwert d'Modalitéiten, iwwert d'Guidelinen diskutéieren; vläicht och nach eis Iddi vun der Boucle locale eng Kéier erabréngen. Ech weess net, ob déi nach gangbar ass. Mir maachen dat op jidde Fall;

- véiertens, de Sommet vum 21. an 22. Juni.

Et sinn also nach véier Méiglechkeeten, obwuel d'Marge étroite ass. Ech wëll drop hiweisen, datt de Comité des régions, wat jo e weist Organ ass, en Avis erausginn huet, dee méi eiser Positioun nokënn, wéi deem, wat d'Europaparlament gemaach huet. Ech wollt iwwregens deene Lëtzeburger Vertrieeder am Comité des régions, déi dorunner net ganz onschëlleg sinn, villmools Merci soen.

Mir schaffen also weider mat aller Energie um Dossier, mat enger Marge, déi extrem enk ass. Ech kann lech haut net hei soen, ob mer eppes wäerten errechen oder net.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Da komme mer zum éischte Punkt vum eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg, wann d'Regierung eis keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Neen, Här President.

» M. le Président. - Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5665, en Ofkommes tëschen Lëtzebuerg an dem Saarland iwwert d'Schafung vun engem Däitsch-Lëtzeburger Lycée. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, den Här Meisch, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Vizepräsident vun der Chamber, den Här Jos Scheuer.

2. 5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» M. Jos Scheuer (*LSAP*), *rapporteur*. - Merci, Här President vun der Chamber.

(*Hilarité*)

Kolleegen, Madame Minister, Lëtzebuerg an d'Saarland schafen e Lycée, dee vun Elève besicht gi kann, déi entweder an Däitschland oder zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass en interessante Projet. Et ass en neie Projet fir Lëtzebuerg. Dee Lycée ass wierklech en Novum fir eis. D'Saarland huet schonn ähnlech Projekte mat de franséischen Nopere realiséiert. De Lycée entsteet elo zu Pärrel vis-à-vis vu Réimech, vis-à-vis vum Haff Réimech - soe mer emol esou -, vis-à-vis vum Haff Réimech op enger Plaz, déi net einfach ze fannen ass.

(*Hilarité et interruptions*)

De Lycée huet den Numm „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“. Dat ass e symbolträchtegen Numm. An deem Numm ass dat Wuert an de Begrëff „Schengen“ mat verschafft.

Den Historique vun deem Lycée. De Lycée huet ee Prinzip, nämlech e fousst op der

Kollaboratioun an der Groussregioun an huet op Lëtzebuenger Sait eng Rei vu Pappen a vu Mammen: zwee Statsministeren - de Jacques Santer an den Här Juncker - an zwou Unterrechtsministerinnen - d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux.

2003 ass d'Iddi aktéiert ginn, datt Franséisch an Däitsch zwou gläichberechtigt Sproochen an der Grenzregioun sollte sinn. An dorauer huet sech fir d'éischt eng Zesummenaarbecht erginn um Niveau vun de Primärschoulen, mat engem Austausch vu Schoulmeeschteren.

Am Joer 2006, de 4. Dezember, sinn dunn zwee Accorden ënnerschriwwen ginn, oder een Accord an ee Protokoll, eben zu Pärrel, nämlech en Accord tëschen Lëtzebuerg an dem Saarland an e Protokoll tëschen der Lëtzeburger Regierung an dem Landkreis Merzig-Wadern. Deen Accord do, deen determinéiert éischtens de Statut an de Siège vun dem Lycée. En determinéiert d'Objektiver, d'Bildungsweeër, déi an deem Lycée offréiert ginn, d'Direktioun an d'Personal, d'Partizipatioun an d'Kollaboratioun, déi an deem Lycée solle stattfannen.

Lëtzebuenger ginn détachéiert an dee Lycée um Niveau vun der Direktioun...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

...an um Niveau vum Enseignement.

Eng Partizipatioun gëtt festgeluecht tëschen den Enseignanten, tëschen den Elteren an de Schüler, an och um Niveau vun der Direktioun gëtt gesot, datt den Direkter vun deem Lycée d'Recht huet, fir un där Conférence des directeurs deelzehuelen. Dat heescht, dee Lycée gëtt och administrativ an inhaltlech - solle mer et esou ausdrécken? - un d'Lëtzeburger Schoulwiesen ugepasst.

D'Autoritéit iwwert d'Schoul gëtt festgeluecht. Déi pedagogesch Autoritéit gehéiert dem saarlänneschen Unterrechtsminister. D'disziplinäresch Autoritéit iwwert d'Lëtzeburger Enseignantë gehéiert dem Lëtzeburger Minister. Déi zwou Parteie kënnen awer zum Beispill gemeinsam Inspektionsvisité maachen.

Ech kommen op verschidde wichteg Aspekter vun deem Accord nach eng Kéier zrëck.

De Protokoll ass e wierklech technesch Pabeier. E seet, wou d'Schoul logéiert ass. Se ass logéiert um Territoire vun där Verbandsgemeng. Se ass fir d'éischt ënnerbruecht an der erweiterter Realschule vu Pärrel. D'Gebai ass elo geschätzt, wat de Wäert ugeet, op e Wäert vun 2,4 Milliounen Euro, a Lëtzebuerg bezuelt an enger éischer Phas 50% vun där Zomm un de Landkreis Merzig-Wadern.

Lëtzebuerg participéiert och um Budget vun där Schoul proportionell zur Zuel vun de Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass e wichtegen Detail aus deem Protokoll. De Budget gëtt vun enger paritéitesch besater Kommissioun ausgeschafft, a Paritéit heescht an dësem Fall: Vertrieeder vun der däitscher Sait a Vertrieeder vun der lëtzeburgerescher Sait. D'Sekretariat an dat net pedagogesch Personal gi vum Landkreis gestallt an net vu Lëtzebuerg.

Den Ausbau vun der Schoul, déi ganz kloer ze kleng ass, geschitt an zwou Phasen a soll ausgebaut gi bis op en Total vun - soe mer - 900 Elëven. Den éischten Ausbau gëtt geschätzt op fënnf Milliounen Euro an den zweeten op en Total vu siwe Milliounen Euro, da komme mer am Ganzen op en Invest vu ronn 14 Milliounen Euro, wou Lëtzebuerg also d'Halschent ze droen huet.

De Projet Lycée Schengen huet Modellcharakter, an dat op verschidde Punkten. An dee Modellcharakter wëll ech ganz kuerz opweisen. Dir fannt en am Detail am schrëftleche Rapport, deen ech net méi wëll widerhuelen.

Éischtens: De Lycée ass deen éischte Lycée, dee vum Konzept hier international ass, am Sënn, datt grenziwwerscheidend e Lycée op d'Bee gesat gëtt, dee fir däitsch a lëtzeburgeresch Schüler gemeinsam fonctionnéiert. E baséiert op engem bilateralen Accord tëschen zwou Regierungen. Déi saarlännesch Regierung huet - wat si nennen - d'Hoheit iwwert d'Educationswiesen.

Zweetens: De Lycée huet als erkläert Zil, fir d'Zweesproochegkeet ze förderen. Am Endeffekt kann een an deem Lycée véier Sprooche léieren: Däitsch, Franséisch an och Spuenesch a Lëtzeburgeresch. An d'Lëtzeburgeresch gëtt geléiert, obligatoresch geléiert am fënneften an am sechste Schouljoer.

Dat war eppes, wat fir vill Leit iwwerraschend an dësem Projet stoung a wat och a verschidde Avisen da kommentéiert gëtt.

Also, am Ganze kann ee véier Sprooche léieren an deem Lycée.

Drëten Aspekt, deen ouni Zweifel och innovativ ass: De Lycée ass eng Ganztagsschoul, an där d'Schüler iwwer hir normal Schoulzäit betreit ginn. Si kënnen aktiv sinn, si hu Fräizäitbeschäftigung; si kënnen Relatiounen knëppen a Relatiounen ënnerhalen, an deem Sënn wéi dat gewënscht ass a wéi dat zu Lëtzebuerg och a verschidde Schoulen, neie Schoulen de Fall ass.

Déi Schoul geet moies um siwen Auer op a mécht hir Dieren um sechs Auer owes zou. Dobäi ass och nach ze soen, datt Autobusverbindungen tëschen Lëtzebuerg, tëschen dem Mondorfer an dem Réimecher Raum fonctionnéieren, dass een Aller-retour organiséiert gëtt.

Véierten neien Aspekt dann, oder innovativen Aspekt - soe mer esou: Et gëtt eng partnerschaftlech Gestiou vum Lycée ugestriift, an déi partnerschaftlech Gestiou ass och verankert an deem Accord éischtens um Niveau vun der Direktioun. Déi Direktioun ass opgedeelt an Direkter an Directeur adjoint. Den Directeur adjoint gëtt e Lëtzeburger. An zweeten -Aspekt dann: Elteren, Schüler a Professere ginn an d'Gestioun mat implizéiert, an zwar op eng ganz konkret Aart a Weis am Conseil d'éducation an och an enger Commission budgétaire, wou déi Schoul eben hir Gestiou selwer dirigéiere kann au départ, andeem se dann d'Geld, wat se zur Verfügung huet, verdeelt.

Fënneften Aspekt: D'Diplomer respektiv d'Certificaten, déi an där Schoul do kënnen décrochéiert ginn oder déi verdeelt ginn, déi d'Elëven also kréien, sinn de jure unerkannt an Däitschland an zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, een deen do de Lycée gemaach huet, oder e Certificat huet, datt hien eng Berufsléier kann ufänken, dee brauch keng Equivalenz unzefroen. Déi Schüler, déi do erauskommen, déi hunn, egal wou se wunnen an egal wat se ustriewen, déiselwecht Ausgangspositioun.

Sechste Punkt: Am Lycée gi verschidde Type vun Enseignement ënnerbruecht. Si ginn ënner engem Daach ënnerbruecht, wat fir eis normal ass, wat mir ustriewen an allen neie Gebaier, déi elo en place gesat ginn. Dat ass awer an Däitschland net esou evident. Fir et emol auszudrücken an engem Jargon, dee viru Jore méi geleefeg war: Hei gëtt eng additiv Gesamtschoul en place gesat fir de Secondaire. Et ass en Term, deen an der Zäit an der Moud war an dee wéi gesot fir Däitschland net evident ass.

Vläicht erkläert dat och de Succès, deen des Schoul huet bei den Elteren aus dem däitsche Grenzgebitt, déi hir Kanner wëllen dohinner schécken. Et ass ee vun deene wesentlechen Aspekter an där Schoul, déi d'Hauptschule regruppéiert mat der Berufsausbildung, déi sech drun uschléisst, d'Realschule an d'Gymnasium.

Wa mer dat op de Lëtzeburger Terrain iwwersetzen, hutt Dir de Modulaire, den EST an den Enseignement secondaire - net mat allen Optiounen, mä mat verschidde Optiounen - ënner engem Daach.

Aneren Aspekt: D'Première kann een no zwoelf Joer Schoul ofschléissen. Zu Lëtzebuerg brauch een 13 Joer duerfir. Dat ass schonn en Aspekt, deen äusserst interessant ass an deem dote Lycée.

Ech hunn och scho gesot, wat de Wäert vun de Sproochen ass an de Wäert vun der Berufsausbildung, an domadder ass dann och e Joint gemaach zu engem prakteschen Objektiv vum Lycée.

De Lycée soll nämlech jonk Leit ausbilden, déi um Aarbechtsmaart an der Groussregioun, am däitsche Raum, am Lëtzeburger Raum, awer och - dat gëtt net gesot - am franséische Raum eng Plaz kënnen fannen, sech besser zurechtfinden op deem Aarbechtsmaart; an et ass jo och dat wat d'Saarlänner ustriewe mat hiren däitsch-franséische Lycéeën.

Déi Villsproochegkeet vum Lycée gëtt dann och munchmol duergestallt als eng Gefor.

Ech mengen, et ass jo awer esou - an dat geet och aus deenen Diskussiounen ervir, déi mir an der Kommissioun haten, mat de Vertrieeder vum Ministère -: An deem Sproochenunterrecht gëtt net d'Perfektion ugestriift an alle Sproochen, déi do geléiert ginn.

Wichtig ass och: Duerch déi Villsproochegkeet kënnen d'Studenten aus deem Lycée sech a méi Universitéiten a méi Länner aschreiwen, op méi Fachhéichschoulen an aneren Domänen, wéi dat bis elo de Fall war. Et ass also eng Beräicherung virun allem fir déi däitsch Studenten.

Wat d'Lëtzeburger ugeet: D'Kanner, déi wëllen an dee Lycée goen, kënnen dat nom véierte Schouljoer maachen - eben aus där

Ursaach, well den däitsche System anescht ass -, respektiv maache se dat no dem sechste Schouljoer.

Dat zur Presentatioun, ouni an ze vill De-tailer ze goen.

De Statsrot huet zwou Remarquë gemaach. Eng iwwert den Détachement vun Enseignants, deen eng Derogatioun zum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 verlaangt. Déi zweet Propos ass da fir en neien Artikel 4 anzefügen an d'Gesetz fir Règlements grand-ducaux kënnen ze huelen, wat d'Gestioun vun deem Lycée ugeet.

De Projet de loi ass déposéiert gi vum Ministère des Affaires étrangères. De Ministère des Affaires étrangères freet net d'Avisé vun de Beruffschamberen un. Déi Avisé si spéit ugefrot ginn a sinn eréischt an de leschten Deeg komm, den 11. Juni, esou datt mer se net konnte verwäerten am schrëftleche Rapport, mä se leie vir, esou datt Der se liese kënn.

Déi Avisé vun de Beruffschambere sinn duerchweegs positiv, munchmol ganz kuerz, munchmol ganz positiv, bis op een Avis, den Avis vun der Chambre de Travail, dee kritesch domat ëmgeet, éischstens, wat verschidde Formuléierungen ugeet, wat Iwwersetzunge vun däitschen Termen op Franséisch ugeet, an zweetens dann och op verschidden Inhalter.

Zum Beispill schwätze se iwwert den Enseignement vum Lëtzebuergeschen an där doter Schoul a si weisen op de Wäert vum Technikerdiplom hin, deen an dëser Schoul um Niveau vum Commerce da soll ausgedeeelt ginn. Mä et ass kee vun deenen Avisen negativ zu deem Projet comme tel agestallt. Par contre gesi se e Progrès dran, an et wär e versicht fir ze soen: affaire à suivre, opgrond vun den Avisé vun de Chamberen.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg brauch schoulesch Infrastrukturen, an dëse Lycée, de Schengen-Lycée, Schengen-Pärel-Lycée ass ouni Zweifel eng Beräicherung fir den Haff Réimech a fir de Mondorfer Raum, déi ebe keng Secondairesgebaier hunn.

Den neie Lycée ass menger Meenung no e Jalon an der konkreter Zesummenaarbecht an der Grenzregioun. Eng konkret Zesummenaarbecht, déi um Niveau économique scho laang funktionéiert, um Niveau culturel och, an um Niveau vun de Schoulen nach net oder bal net existent ass. Hei gëtt en neie Jalon gesat.

Hei gëtt eng Bréck geschloe vun engem Schoulsystem zum anere Schoulsystem. Et gëtt eng Bréck geschloe mat sozialen, kulturellen a wirtschaftleche Méiglechkeeten, déi sech opdinn. Mat neie Perspektiven, méi räiche Perspektive fir déi Elève, déi duerch déi Schoul ginn, awer och mat Perspektive fir d'Zesummenaarbecht um Niveau vun zwee Schoulsystemer a mat Perspektiven um Niveau vun der Zesummenaarbecht vum Partenariat an de Schoulen; zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent den Elterenassociatiounen.

Et ass ouni Zweifel, datt dëse Lycée eng Funktioun vu Bréck iwwerhëlt.

D'Akzeptanz vun der neier Schoul ass grouss, bei den Elteren an och bei de Kanner, an et ass ze hoffen, datt déi Schoul da geschwënn esou ausgebaut ass, datt se à plein régime dréie kann.

Ech wëll eppes derbäifügen, en nom personnel, fir mech net brauchen op d'Plaz setzen ze goen, wat och bestëmmt näischt mat Parteiarbecht ze dinn huet.

Mir hunn elo aktéiert, datt mer um Niveau vum Secondaire zesummeschaffen. Do virdru läit de Primaire, an et gi ganz timide Versich fir um Niveau vun Primaire och Brécken ze schloen tëschent deem enge Schoulsystem an deem anere Schoulsystem. An et gëtt terribel urgent doduerch, datt ëmmer méi Lëtzebuerger, munchmol nëmmen zäitweis, sech an der Grenzregioun implantéieren, awer hir Kanner net onbedéngt aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem eraushuele wëllen oder kënnen.

Dowéinst brauche mer konkret Projeten, fir datt e Schoultyp entsteet an der Grenzregioun, wou d'Kanner sech alleguerten erëmfanne kënnen a wou dann och munchen Gemengen en Dar aus de Féiss gezu gëtt.

Eng Primärschoul, déi op bilateral Accordé funktionéiert, ass ouni Zweifel eng Beräicherung, eng Noutwendegkeet.

D'Gemenge kënnen Initiativen huelen, mä se misste vun der Regierung begleet ginn; net nëmmen um Niveau vun der Education, mä och um Niveau vum Ministère de l'Intérieur, well do stelle sech ganz konkret administrativ Problemer.

Ech soen alle Kollege Merci, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn. Dat war

eng flott Zesummenaarbecht, an ech mengen, mir hunn e Projet en place gesat, deen derwäert ass gestëmmt ze ginn, deen eng Beräicherung ass, an ech iwwerbréngen domat natierlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Als nächste Riedner ass ageschriwwen déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

Discussion générale

» **Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV).** - Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen: Merci dem Rapporteur Jos Scheuer fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mam Projet de loi 5665, deen d'Kreatioun vun engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Perl virgesäit, betriede mer hei zu Lëtzebuerg absolut Neiland.

Mir sinn e klengt Land. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer net innovativ kënnen sinn. Ganz am Géigendeel! A munche Secteuren - ech denken un d'Banken an un d'Servicer - weise mer, wéi effikass mer kënnen sinn.

De Projet, dee mer haut stëmmen, ass e Beispill heifir. Duerch e rapid Handeleproposéiere mer do Solutiounen, wou se gebraucht ginn. Ëmmer méi Frontaliere kommen all Dag bei eis schaffen, an ëmgedréit loosse verschidde vun eise Bierger sech am noe Grenzgebitt nidder. Op dës Aart a Weis begéine sech also dagdeeglech op en Neits déi verschidde limitrophe Kulturen, fir zesummen ze schaffen, fir anzekafen a fir hir Fräizäit gemeinsam ze verbréngen. Et louch also op der Hand, datt een deene Familjen an enger éischer Phas och ee Moyen gëtt, fir vun engem landes-iwwergräifende Schoulsystem kënnen ze profitéieren.

Wann ee jonke Lëtzebuerger am Grenzgebitt wunnt an esou all Dag mat der Sprooch, der Kultur an de Gewunnechte vun engem Nopeschland a Kontakt kënn, soll een et him esou einfach wéi méiglech maachen an e scho vu Kand u mat der Sprooch, der Kultur a soss Gewunnechten a Kontakt bréngen. An datselwecht gëllt fir dee jonken Däitschen, deem seng Elteren dagsiwwer hei am Land schaffen an esou d'Sproochkultur vun eisem Land erliwien.

Wéi kéint een deene jonke Leit, vu verschidder Nationalitéit, déi sech esou nostinn, déi eng oder déi aner Kenntniss am beschten, am effikassen, am séiersten an am direkteste mat op de Wee ginn, wéi duerch eng gemeinsam Schoulausbildung?!

An et ass just dëst d'Zil vun deem Établissement scolaire, deen iwwert de Wee vun deem Gesetz soll an d'Liewe geruff ginn.

Et ginn awer nach aner Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech wëll der e puer opzielen.

E klengt Land wéi Lëtzebuerg muss dat reng nationaalt Denken opginn a sech no bausen opmaachen, fir net am eegene Sauerstoff ze erstécken. D'Rëss an d'Bréck, déi den Zweete Weltkrich verursacht hunn, sinn iwwerwonnen an d'Grenze sinn haut net méi trennend, mä verbindend an ideal géegent, fir Brécken ze bauen.

Zënter Jore si mer an engem europäeschen Integratiounsprozess dran an Integratioun setzt Ofbau vu Sproochbarrière viraus. Esou steet et am Pabeier „Vision d'avenir pour l'espace de coopération interrégionale“, dat ënnert der Leedung vum Jacques Santer ausgeschafft an um Sommet vu Saarbrécken 2003 ugeholl gouf. Esou gëtt et och an der Resolutioun iwwert de Bilinguisme festgehalen, déi 2004 unanime vun der Assemblée plénière du Comité économique et social vun der Groussregioun ugeholl gouf. All Schüler aus der Groussregioun soll bis spéitstens 18 Joer déi zwou Sproochen Däitsch a Franséisch beherrschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lycée huet en Numm, „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“, e schwéierfälligen Numm, géif ech emol soen, mä deen awer déi däitsch an déi lëtzebuergesch Sensibilitäte respektéiert. Konrad Adenauer gëtt ersat duerch Schengen a Schengen ass entre-temps e weltwäite Begrëff. D'Vinsmoselle vermaart och hire Wäin a China, an net nëmmen a China, ënnert dem Numm Schengen.

De Lycée kann op eng bestehend Struktur zrëckgräifen, déi ausgebaut muss ginn an och wäert ginn. De Lëtzebuerger Stat - de Jos Scheuer huet et scho gesot -, en enger Redevance unique vun 1,2 Milliounen Euro, bedeelegt sech duerno zu 50% un den

Infrastrukturkäschten, während d'Fonctionnementskäschten au prorata vun den ageschriwwene Schüler berechent ginn.

Eng Schoul, déi en Numm huet, eng Schoul, déi eng Infrastruktur huet, eng Schoul, där hire Financement geregelt a garantéiert ass, ass awer nach keng richtig Schoul. Si brauch e Modell. Si brauch e Contenu. Si brauch Léiermethoden a si brauch e pedagogesch Konzept, fir an der moderner Philosophie fir eng modern Schoul richtig ze sinn. An hei géif ech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Schengen-Lycée innovativ, an ech géif soe vum Schoulmodell bis zum pedagogesche Konzept.

(**M. Henri Grethen prend la Présidence**)

Ech géif déi fir mech wichtegst Punkten ervirhiewen.

Fir d'éischt emol ass et d'Méiglechkeet, fir d'fënneft an d'sechst Schouljoer an deem Lycée do ze maachen. Duerno bitt en de Secondaire an de Secondaire technique u mat engem Hauptschulabschluss no der Neuvième, nom néngte Schouljoer, no dem zéngten de mittleren Bildungsabschluss an dann zum Schluss entweder d'Abitur oder den Diplôme de technicien de la division administrative et commerciale.

Et ass eng Ganzdagsschoul, wat deenen Elteren, déi zu zwee schaffen, dierft entgéintkommen. Interessant ass awer, datt d'Kanner, déi wëlle mëttes heemgoen, heem kënnen goen, an datt och déi, déi dënschdes an donneschdes net wëllen an der Schoul bleiwen, dat kënnen maachen; eng ganz flexibel Offer. Et ass awer och esou, datt et wichteg ass, wann ee kuckt am pedagogesche Konzept, datt d'Kanner invitéiert ginn, minimum eemol an der Woch zesummen um Dësch mam Régent ze setzen, fir datt gesond iesse geléiert gëtt an och Manéiere bei Dësch geléiert ginn.

Am Contraire zum Lëtzebuerger System brauchen d'Kanner sech net schonn nom sechste Schouljoer fir de Secondaire oder de Secondaire technique ze entscheiden, mä eréischt nom néngte Schouljoer. Esou laang bleiwen d'Orientéierungsrichtungen op.

Och gëtt drop Wäert geluecht, datt d'Kanner vum fënnefte Schouljoer bis zum néngte Schouljoer, dat heescht während fënnf Joer, méi oder manner vum selwechte Lehrerteam enseignéiert ginn. Och eng wichteg Erkenntnis. Esou léiert ee sech géigesäiteg besser kennen, d'Proffe schaffen enk zesummen an hunn dofir en Teamraum, no beim Klasesall. Dëst Konzept ass eng Zort „Frühwarnsystem mit schnellen Eingriffsmechanismen“, fir eventuell Problemer a Schwächen ze détectéieren an ze behiewen, nom Prinzip „Wer die Schwächen schwächt, stärkt die Stärken“, awer och fir d'Stärkte vun de Schüler ze fördern.

Am fënneften a sechste Schouljoer ass d'Lëtzebuergesch obligatoresch. Ech mengen - de Jos Scheuer huet och schon drop higewisen - et ass déi éischt an och déi eenzeg Schoul am Ausland, déi systematesch eis Mammesprooch enseignéiert. Duerno gëtt Lëtzebuergesch Optionsfach.

Erlaabt mer eng kleng Anekdote. Ech hat d'Opportunitéit, mat der Madame Minister bei der Aweigung vun enger Primärschoul an der France profunde derbäi ze sinn. An dee Buergermeeschter, deen zu Lëtzebuerg seet, hie wier e franséische Lëtzebuerger, an a Frankräich seet, hie wier e Lëtzebuerger Fransos, hat virun e puer Joer Lëtzebuergesch-Coursen ugebuede fir 7- bis 10-Jähreger.

Eng Lëtzebuerger Léierin ass zweemol an der Woch an déi Gemeng gaangen, fir de Kanner Lëtzebuergesch bäizebréngen, ausserhalb vum reguläre Schoulunterricht - mä hien hat en anert Zil. An dee Buergermeeschter, deen et fäerdeg bruecht huet, de Groupe acrobatique vun der Garde rapprochée vum Président de la République française fir d'Aktioun Télévie op Hesper ze kréien, huet et awer net fäerdeg bruecht, fir à titre expérimental d'Lëtzebuergesch an de regulären Unterricht eranzekréien. Hien huet et net fäerdeg bruecht, Madame Minister, hien huet et nach net fäerdeg bruecht!

Et kann een driwwer schmunzelen, awer ech géif soen, et ass ee Mann, deen d'Zeeche vun der Zäit erkannt huet, dee weess, datt den Aarbechtsmaart vu muer den Aarbechtsmaart an der Groussregioun ass.

Op Septième, Dir Dammen an Dir Hären, an net méi wéi an eisem Lycée op Sixième, hunn d'Schüler d'Méiglechkeet, eng drëtt Friemsprooch, an zwar Englesch, ze léieren. A vun der Dixième u souger Spuenesch. No zwielf Schouljoren ass d'Schoul eriwuer, bei eis no 13. An d'Absolvente

kënnen e Joer éischer schaffen oder weiderstudéiere goen. Dat ass konform zum saarlännesche Schoulsystem, dee virun e puer Joer d'Schoulzäit vun 13 op zwielf erfogesat huet. Et muss awer och hei beduecht ginn, datt vill Däitscher nom Abitur eng Léier an/oder Militärdéngscht respektiv Zivildéngscht maachen. Am Saarland leet een am Contraire zu Lëtzebuerg säin Abitur nëmmen a fënnf Fächer of. Virdeel oder Nodeel, d'Zukunft wäert et weisen, mä hei wäert eng Kéier garantéiert ajustéiert oder nogebessert ginn.

D'Homologatioun, do derzou huet de Jos Scheuer e puer Wuert gesot, ech géif net méi dorobber zrëckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Schoul mat der Entwécklung vun der Gesellschaft wëllt Schrëtt halen, a wann d'Schoul besonnesch dem Aarbechtsmaart wëllt Rechnung droen, a wann d'Schoul de verännerte Familljestruktur gerecht wëllt ginn, da muss d'Schoul e Liewensraum ginn, wou d'Kanner, d'Schüler, d'Studente sech entfale kënnen. Da brauche mer innovativ pedagogesch Konzepten, an déi huet de Schengen-Lycée. Ech wëllt der e puer opzielen.

Selbststänneg léieren an och léiere léieren. E bitt Hëllefstellungen un a bestëmmte Fächer. Et gëtt fachiwegergräifend a projektorientéiert enseignéiert mat zukunfts- a kompetenzorientéierte Léier- a Lernmethoden. D'Förderung vun de staarken a schwache Schüler, Gruppennaarbecht, ausserschoulescht Lernen an eng ganz Rei vu kulturellen a sportlechen Aktivitéiten.

Mir ass awer och ee Wuert opgefall an et ass mer wichteg, datt ech et e wéineg méi ausdäitschen, an dat ass dat grujelecht Wuert vun den Hausaufgaben. Wann ee kuckt, am Schengen-Lycée gëtt aus den Hausaufgabe Schulaufgabe gemaach, an ech géif soen, wa mer eng partizipativ Kommunikatioun tëschent Schoul an Elterehaus hunn oder eng kommunikativ Partizipatioun, da brauche mer keng Hausaufgaben. Woufir? Déi éiergäizeg Eltere maache se souwisou. An déi Elteren, déi net kënnen, deene maache mer e schlecht Gewëssen. An déi Elteren, déi net wëllen, deenen ass et souwisou egal.

Mat deem Lycée, Dir Dammen an Dir Hären - och mat aneren, déi kreéiert wäerte ginn -, duerbriechen mer hei déi vertikal Schoulstruktur an eisem Schoulsystem an ersetze se duerch eng horizontal Struktur, wou Corps enseignant, Schüler an Eltere Partner ginn, an net méi zu Richter. Den Interessi um Schengen-Lycée war grouss: 130 Erstanmeldungen. Et war op 80 getippt ginn. An där Émfro, déi bei de Leit, bei de concernéierten Eltere gemaach ginn ass, gouf un éischer Stell de Concept pédagogique genannt, an un zweeter Stell d'Ganzdagsschoul a besser Orientéierungsméiglechkeeten.

Dir Dammen an Dir Hären, dat si Saachen, déi muss een interpretéieren an och fir eis zukünfteg Reforme mat an d'Iwwerleeung eranhuelen. Wat ech géif zrëckbehalen, ass, datt mat deem Lycée d'Erwaardunge vun den Eltere sech mat deem Projet ze erreechen, an zwar d'Kanner fit ze maache fir d'Liewen, an d'Kanner fit ze maache fir de spéideren Aarbechtsmaart an der Groussregioun.

Zum Schluss: Et ass e gudden Zoufall, datt de Vote iwwert dësen Text am Joer 2007 geholl gëtt; d'Joer net nëmme vun Bloen Hirsch, mä virun allem d'Joer vun der iwwerregionaler Zesummenaarbecht a Saache Kultur. Mir kënnen Grousses leeschen mat eisen Nopeschregiounen. Mir versichen et jo op aneren Niveaun. Elo grënnen mer deen éischten interregionale Lycée. Muer kommen hoffentlech - an net nëmmen mam däitsche Grenzgebitt, mä och mam franséischen a belschen - anerer derbäi.

Mä net nëmme Schoulen, wou d'Wësse vermëttelt a gefuerdert gëtt, och Konscht- a Museksschoule kënnen mer gemeinsam an d'Liewe ruffen an där enger oder anerer Schoul eng Spezialisatioun uvertrauen. Mir kënnen esou vill zesumme realiséieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt mat deem Lycée hei e Signal gesat gëtt, dat fir ons zwee Länner vu grousser Wichtigkeet wäert sinn.

Ech soen lech Merci a ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Madame Gantenbein. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischte dem Rapporteur ze félicitéieren fir säi schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport. En ass op ganz vill Detailler vun dësem Projet de loi agaangen, esou datt et mir erspuert bleift, als Noredner, nach emol just dat ze widderhuelen.

Hei op dëser Plaz am Land an op anere Plaze gi ganz grouss Sonndesriede gehalen, wann et ëm Europa geet, ëm d'Zesummewuesse vun den eenzelnen europäesche Länner an Natiounen. Oft vergiesse mer awer, ganz konkret Projeten dobäi ze ernimmen.

Gradesou grouss Sonndesriede gi gehalen, wann et ëm d'Zukunft vun der Groussregioun geet, also ëm d'Zesummewuesse hei an eisem Eck, an eiser Regioun vun Europa. Och do muss een heiansdo méi laang kucken a méi laang sichen, wann et ëm konkret Projete soll goen. Ee vun deene konkrete Projeten, deen der Groussregioun e Gesiicht ginn huet, ass ouni Zweifel d'Kulturjoer 2007, an en aneren ass ouni Zweifel dëse Lycée Pàrel-Schengen, iwwert dee mer haut hei diskutéieren a wëllen ofstëmmen.

Eng grenziwwerschreidend Schoul also an engem Eck vum Land, wou Schoulinfrastrukturen am Secondaire bis ewell nach schwach besat waren, wou also op eiser Säit vum Land souwisou e Besoin bestanen huet, a wou d'Collaboratioun hei téschent also enger Lëtzeburger Schoul an enger däitscher Schoul - besser gesot, enger Schoul vum Bundesland Saarland - forcéiert gëtt, fir eng konkret Äntwert ze sinn op eng ganz Rei vun Erausforderungen, déi sech mëttlerweil awer stellen.

Dës Collaboratioun am éducative Beräich téschent zwee Länner an eiser Groussregioun mécht sécherlech Sënn. D'Origine geet op d'Joer 2003 zrëck, wou déi deemoleg Educatiounsministesch, d'Madame Anne Brasseur, déi éischt Grondsteng fir dëse Projet geluecht huet.

Och am Primärberäich ass deemools - 2003, besser gesot, den 8. September 2003 - en éischten Échange décidéiert gi vun Enseignanten, vu lëtzebuergeschen a saarlännesche Schoulmeeschteren, déi dann d'Primärschoulkanner op där enger Säit - op der däitscher Säit - besser am Franséisch-unterricht guidéieren, an op där anerer Säit - also op eiser Säit, op der lëtzebuergescher Säit - besser kënnen am Däitsch-unterricht guidéieren, well et Enseignantë sinn, wou d'Däitsch d'Mammesprooch ass, an domadder och e gewëssenen Avantage gesi gouf.

Och fir d'Sproochhindernisser allgemeng an der Groussregioun ofzebauen, huet d'Assemblée du comité économique et social de la Grande Région de 27. Mee 2004 an enger Resolutioun gefuerdert, datt mer virun allem iwwert de Wee vum Ofbau vun de sproochleche Barrieren d'Zesummewuesse an der Groussregioun solle stäerken. Och an dësem Kontext, mengen ech, soll dëse Projet gesi ginn. Wa mer wëlle méi enk zesummewuesse mat eisen Nopeschregiounen, ass et wichteg, datt mer vu Klengem op déiselwecht Sprooch schwätzen a verstinn, fir eis géigesäitig dann och besser ze verstoen an eis géigesäitig ze ënnerstëtzen, fir dës Groussregioun Realitéit ginn ze loossen.

Op vill Erausforderunge gëtt den aktuelle Schoulsystem keng konkret Äntwert. Mir sinn datt zum Beispill nëmmen doran, datt nach ëmmer ganz vill Schoulkanner hei aus dem Land an Nopeschlänner an d'Schoul ginn, also Kanner, déi offensichtlech hei net déi Offerte scolaire fannen, déi se bräichten, oder déi d'Eltere sech wënsche fir hir Kanner.

Oft hu mer och net déi néideg kritesch Mass als dach awer klengt Land, op all schoulesch Erausforderungen déi richteg Äntwert ze ginn, op déi ënnerschiddlech Viraussetzungen, mat deenen d'Kanner an

d'Schoul kommen, op déi ënnerschiddlech Problemer, déi sech deenen eenzelne Kanner op hirem Schoulwee stellen, dann och ganz geziilt kënnen ze realiséieren, well déi kritesch Mass an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg feelt.

Duerfir ass et och wichteg, datt een emol iwwert d'Grenze vum Land kann erauskucken, fir déi kritesch Mass do emol punktuell beieneen ze kréien. An och well mer jo hei zum Deel op d'mannst en däitsche System mat iwwerhuele fir déi dote Kanner - och fir lëtzebuergesch Kanner mat iwwerhuelen -, ginn hei nei pedagogesch Konzepter an Iddië mat an eis Schoul erbruecht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass och sécherlech prinzipiell ze begrëssen.

Den Aarbechtsmaart ass jo dee Volet an der Groussregioun, wou d'Groussregioun schonn am beschte realiséiert ass, wou se Realitéit ass an ëmmer méi zur Realitéit gëtt, well mer ganz besonnesch hei am Land ganz vill Mataarbechter aus den Nopeschregiounen hunn, a Joer fir Joer mat deenen dausende vun Aarbechtsplazen, déi geschafte ginn, der nach ëmmer méi bäikommen. Wann also hei am Land dräi Aarbechtsplaze geschafte ginn, kënnen mer am Duerchschnitt dovunner ausgoen, datt zwou vun deenen Aarbechtsplaze vu Frontalieren aus der Groussregioun besat ginn.

Duerfir ass et och wichteg, datt d'Educatioun och der Realitéit um Aarbechtsmaart Rechnung dréit, an datt mer och do an Termé vun der Groussregioun denken, datt mer och do kucken, datt och an der Groussregioun ausgebild gëtt, fir herno de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart kënnen ze bedéngen, well d'Entreprises déi Leit hei am Land ganz einfach brauchen.

Bei deene ganz ville positiven Aspekter, déi zu dësem Projet de loi unzemiecke sinn, wëll ech vläicht awer och nach eng Rei vu Froen opwerfen, déi sech mat Sécherheet ganz konkret wäerte stellen; besonnesch och fir déi Leit wäerte stellen, déi herno an där Schoul do solle schaffen.

Mir hunn hei zwou Zorte vun Enseignanten: eng Kéier däitsch Enseignanten an eng Kéier lëtzebuergesch Enseignanten. Mir wëssen, datt do d'Kritären aneschtens sinn, datt d'Bezuelen aneschtens ass. Trotzdeem schaffen déi Leit herno an enger Schoul zesammen, an engem Schoulalldag. Et kann ee sech scho virstellen, datt déi ënnerschiddlech Konditiounen, zu deenen d'Enseignanten do schaffen, awer net onbedéngt favorabel si fir d'Betriebsklima an deem Établissement scolaire do.

Et kritt ee jo och herno deeselwechten Diplom. En Diplom, deen awer eigentlech ënnerschiddlech erschafft ginn ass, oder erschafft gi soll, oder op anere Plazen aneschtens erschafft gëtt. Mir wëssen, datt ee fir en däitsch Abitur eigentlech muss a fénnf Fächer an Examen ofleeën: dovun zwee schrëftlech an dräi mëndlech. Fir eis lëtzebuergesch Première sinn dat awer eefel schrëftlech Examen an dräi mëndlech Examen; also, hei och ënnerschiddlech Konditiounen, fir eigentlech herno awer en équivalenten Diplom ze kréien. Mä déi dote Froen, wéi gesot, déi sech an der Realitéit stellen, déi sollen eis awer net dovunner ofbréngen, weider op deen dote Wee ze goen.

Och mir als Demokratesch Partei wëllen dee Projet de loi do stëmmen. Ech ka mer virstellen, datt déi Innovatioun, déi hei am Schengener Raum realiséiert ginn ass, och e Modell ka si fir aner Regiounen hei op dëser Säit vun der Grenz oder op där anerer Säit vun der Grenz, fir och doduerjer dozou bäizeroen, datt d'Groussregioun lues a lues zu enger Realitéit gëtt, an datt mer virun allem bei deene Jonken ufänke se opzebauen, nämlech bei eise Kanner.

Ech soen lech Merci.

►►► **Une voix.** - Très bien.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et ass fir déi Gréng ëmmer och eng besonnesch Freed, wa mir kënnen d'Schoulpolitik vun der Regierung a vun der Madame Minister ënnerstëtzen. Wéi villen anere Leit och, mécht et eis méi Freed, positiv Projeten ze ënnerstëtzen, wéi negativ Projeten ze kritiséieren respektiv ze verhënnere, zumools wou de Succès an deem zweete Fall jo och meeschtens éischer bescheiden ass.

An der Erwaardung vun där grousser Schoulreform hu mir d'Hoffnung nach net ganz opginn. Och wa mer am Moment keng

Ursach hunn, allze vill optimistesches ze sinn, freeë mer eis alt op déi kleng Hännercher vu Schoulreform, déi mer vun Zäit zu Zäit presentéiert kréien.

Ech erënnere an deem Kontext och nach eng Kéier un d'Gesetz iwwert de Bac international. Ech maachen eng kleng Klammer op. Bis 2002 ass eréischt de Bac international zu Lëtzebuerg unerkannt ginn. Bis 2006/2007 haten nëmmen zwou Privatschoule Studien ugebueden, déi zum Bac international féieren, an zwar d'Fräi Öffentlech Waldorfschoul an d'International School. Zënter dem Schouljoer 2006/2007 ginn och esou Studien am Lycée technique du Centre ugebueden.

Mir hate schonn hei an der Chamber festgestallt, datt et beim Bac international weder e Fach Instruction religieuse et morale nach e Fach Formation morale et sociale gëtt. Aus grénger Siicht ass dat eng ganz interessant Ouvërtür.

Eng ganz interessant Richtung huet de Projet de loi och kritt, well mir en allgemengt Gesetz gemaach haten, dat et erméiglecht, dëse Bac an allen öffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg unzebidden. Iwwert dee méi einfachen a schnelle Wee vum Règlement grand-ducal kann den zoustännige Minister oder déi zoustänneg Ministesch eenzelne Schoulen op Ufro a wann dat da Sënn mécht déi Méiglechkeet zougestoen.

Mir sinn hei an der Debatt dovun ausgegangen, datt mat der Zäit ganz vill Schüler um Bac international interesséiert ginn, an net nëmme Schüler mat engem Migrationshannergrond. Och Lëtzeburger Schüler, déi sech net wuel fillen an eisem Schoulsystem, kéinten dëse schoulesche Wee goen. Där Schüler gëtt et eiser Meenung no eng ganz Rei. Doduerch kréie mer, wa mir et dann zuloossen, eng Konkurrenz téschent zwee Schoulssystemer, an dat ass gutt esou.

Komme mer zrëck op de Projet de loi 5665. Mir stëmmen haut e Gesetz iwwer e gemeinsamen däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Pàrel. Op den Detail brauch ech net méi anzegeen. Dat hu meng Virriedner gemaach. Mir hëllef also hei e Lycée schafe mat 800 bis 1.000 Schüler - eng Zuel, déi mer ganz verstänneg fannen. Dat ass schonn en éischte positive Punkt vun dëser Schoul.

An déi Schoul sollen zur Halschent Schüler aus Däitschland an aus Lëtzebuerg kommen. Bei den Enseignanten ass et d'selwecht. Mir hunn och schonn héieren, datt elo schonn eng ganz Rei Demandé vu Lëtzeburger Kanner do sinn, fir am véierte Schouljoer an de Schengener Lycée ze goen.

Wat motivéiert déi Schüler an hir Elteren, schonn am véierte Joer wëllen iwwert d'Grenz an d'Schoul ze goen? Vlächicht well dat eng Ganzdagsschoul ass? Déi Gréng froe scho laang no enger breet gefächerter Offerte vu Ganzdagsschoulen. An dat ass en zweete Pluspunkt fir dës Schoul.

En drëtten décke Pluspunkt kritt dës Schoul vun eis, well et eng Gesamtschoul ass. Am Exposé des motifs steet: «La nouvelle école (...) devrait (...) garder ouverte toutes les possibilités d'orientation jusqu'en 9^e année d'études...»

Et freet eis, datt eis Regierung bei eppes, wat hei am Ländchen ëmmer nach mat engem ideologeschen Tabu beluecht ass, soubal mir iwwert d'Grenzen ewech ginn, richteg, innovativ a couragéiert gëtt. Datt et grad just Däitschland ass, dat mat Lëtzebuerg op de Wee vun enger Gesamtschoul geet, ass erstaunlech, well et jo grad just dëst Land och ass, dat an enger grousser Majoritéit vu Fäll deeselwechten dräigliedrege Schoulssystem huet wéi mir, vun deem mer jo alleguer nach net ewech wëllen.

Wéi genee de Schengen-Lycée sech do wäert organiséieren, fir deen Tronc commun ze organiséieren, dat geet natierlech net aus dem Accord an och net aus dem Projet de loi ervir. Mir sinn natierlech gespaant op déi Erfahrungs, déi hei gemaach ginn. Mir ënnerstëtzen déi Philosophie an déi Richtung, déi hei ageschloë gëtt, gären.

Mir wëssen natierlech, datt en Tronc commun zwar eng Noutwendegkeet fir eng sozial méi gerecht Schoul ass, mä mir wëssen och, datt dat keng einfach Entreprise ass an datt d'Formatioun an d'Motivatioun vun den Enseignanten elementar wichteg sinn.

Ganz interessant a positiv ass natierlech och, datt an deem Lycée zum Beispill den däitschen an de Lëtzeburger Bac oder Bac technique schonn no sechs Joer postprimäre Studië gemaach ka ginn.

Alt erëm spannend, alt erëm eng Erausforderung, wann ee sech dann ukuckt, wéi

héich och an där heiter Schoul d'sproochlech Ufuerderunge sinn. Mir verlaangen hei praktesch ee gläichberechtigten Niewentenee vun Däitsch, Franséisch an Englesch - d'Lëtzebuergesch gëtt och net vergiess. A well d'Englesch hautdësdags esou wichteg ass, gëtt och direkt op Septième domat ugefaangen.

Wa mir da wëllen a sechs Joer zu enger Lëtzeburger Première kommen, da gëtt dat keen einfache Match fir déi jonk Leit, déi sech op dese Wee maache wëllen. An et ass just hei bei deem gewaltege sproochleche Programm, deen dëse Lycée sech op de Fändel geschriwwen huet, wou mir ganz lues Zweifel kommen, ob dat däers Gudden net vlächicht awer e bëssen ze vill gëtt.

Dee Sproocheräichtum, dee mir hunn, ass eng wonnerbar Saach. Wa mir awer aus all Sprooch e Schoufach mat héijem Usprooch maachen, da riskéiere mer do weiderzefueren, wou mer elo schonn amgaange sinn: Mir iwwerfuerderen eng relativ grouss Zuel vu Schüler a Schülerinnen. Mir mengen, mir missten d'sproochlech Barrière héich hale wéinst dem Lëtzeburger Aarbechtsmaart. Och dat dierft en Iertum sinn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e Bac international. Mir kréien elo eng däitsch-lëtzebuergesch Schoul, wou all Joer eng awer nach ëmmer ganz bescheiden Unzuel vu Schüler hiren Diplom maachen. Mir hunn eng grouss Europaschoul, wou ganz vill Schüler laanscht de Lëtzeburger Schoulsystem geschleist ginn, a mir hunn ee ganz interessante Phenomeen hei zu Lëtzebuerg, deen ëmmer méi grouss Ausmoossen unhëlt: Et ass de Phenomeen vun der Homologatioun vun Diplomer.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2006 hunn 2.983 Demandeuren eng Equivalenz oder eng Assimiliatioun zu engem Lëtzeburger Diplom oder Certificat kritt. 2.983! Dat ass phenomeenal. 1.003 Leit hunn 2006 zu Lëtzebuerg eng Equivalenz fir ee Secondaires- oder Secondaire-techniques-Ofschloss kritt.

Wann een da weess, datt am selwechte Joer 2006 1.815 Leit esou en Diplom an enger Lëtzeburger Schoul kritt hunn; wann ee weess, datt d'Zuel vun deene Schüler, déi zu Lëtzebuerg en Diplom kréien, relativ stationär ass - alles an allem sinn dat ronn 3.200 Leit all Joer -; wann ee weess, datt d'Zuel vun de Gläichstellungen vun Diplomer an de leschte Jore rapid an d'Luucht gaangen ass - 2006 waren et 35% méi wéi 2005 -, da steet souguer e Projet Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl do als dat, wat et ass: ee klengen sympathesche Projet pilote, zu deem ech och gären d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun bréngen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Alt erëm ee Projet pilote, deen alt erëm an eng positiv Richtung geet. Wann een awer weess, datt mer geschwé genausou vill Diplomer duerch Homologatioun produzéieren, wéi an eise Schoule selwer, da gëtt et ëmsou méi däitlech, datt mer eis musse Gedanke maachen iwwert déi Aart a Weis, wéi mir an eise Schoule certifiéieren. Da kënnen och déi 259 Bacs européens vun der Europaschoul, déi 35 Bacs internationalen vun der International School, déi 12 vun der Waldorfschoul an déi 37 Bacs français vum Lycée Vauban - et sinn d'Zuele vun 2006 - net driwwer ewechtäuschen, datt mir eis Aart a Weis ze certifiéieren mussen a Fro stellen an eis Schoule musse reforméieren.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Als leschte Riedner huet den honorabelen Här Mehlen d'Wuert.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Och ech wëll mech de Mercien uschléissen un de Rapporteur, deen hei ganz explizit duergeluecht huet, ëm wat et bei dësem Projet geet.

Zu dësem Projet fält engem viles an, ganz besonnesch, wann een der Versuchung net widerstoe kann, fir iwwert d'Schoulpolitik hei zu Lëtzebuerg am Allgemengen ze schwätzen. Ech wäert mech däers awer enthalen, well ech mech och der Hoffnung uschléissen, datt mer dorobber bei anerer Geleehtheit am Detail kënnen agoen.

Här President, dëse Projet - an och déi Diskussioun hei - fént awer statt virum Hannergrond vun enger extrem schwie-reger Situatioun vum Lëtzeburger Enseignement, fir net ze soen, enger dramatescher Situatioun, wann een d'Erfollegs- oder besser gesot d'Messerfollegsquoté gesäit, déi mer produzéieren.

Duerfir kann ee soen, et ass ee positive Schrëtt. Wann hei zwee Systemer, déi jo

awer grondverschiedde sinn, déi verschidde gewuess sinn, déi vläicht och vu verschiddeenen Approchen ausginn, déi alle béid hir Problemer hunn - well mer wëssen, datt den däitschen Enseignement och net ouni Problemer dosteet, mä souguer mat ganz grouse Problemer konfrontéiert ass -, wann déi Systemer openeentreffen, gétt et vläicht méiglech, vun deenen zwou Säite jee weils dat Beschte erausfilteren an en neie Cru doraus ze maachen, deen da besser ass wéi dat, wat vun zwou Säiten als Origine dostoung.

Mir wëssen, datt Lëtzebuerg déi deierste Schoul op der Welt huet. Ech hunn dat viru kuerzem hei gesot. Ech wëll nach eng kéier drun erënneren. Et sinn d'Zuelen, déi mer d'lescht Joer vun der OCDE kritt hunn. Wann een den Duerchschnëtt vun der OCDE - wat jo keng aarm Länner sinn - gläichsetzt mat der Relativzuel 100, da gesäit een, datt Däitschland bei 106 bis 107 läit, a Lëtzebuerg bei 244! Wa mer dann awer eis Resultater gesinn a mir vergläichen déi mat engem däitsche System, dee méi wéi hallef esou deier ass nëmme, da géif ech mengen, mir kéinten duerch esou eng Zesummenaarbecht eigentlech nëmme gewonnen an och bäillieren.

Ee vu mengem Virriedner huet e Problem ugesprach, deen ech mer och ganz konkret ka virstellen, an dat ass de vun der Rémunération vum Léierpersonal. Hei schaffe Leit vun zwou Säiten zesummen an deemselwechte Betrib. Si maachen déiselwecht Aarbecht. Si wäerten och alt e bësse matenee schwätzen, vläicht hir Paie matenee vergläichen, mä ech ka mer virstellen, datt dat Gespréich gétt.

» **Une voix.** - Wéi hire Loyer!

(*Interruption*)

» **M. Robert Mehlen** (ADR). - Ech hoffen, datt dat net op däitscher Säit zu Demotivatioun féiert, wat sech net positiv géif op d'Resultater vun där Schoul auswirken.

En anere Punkt ass deen - et ass hei ugesprach ginn, e bëssen iwwerraschend -, datt an där Schoul och soll Lëtzebuergesch enseignéiert ginn. Ech mengen, mir vu Lëtzebuerg aus hu sécher kee Problem domat, an eis däitsch Frënn dierfte wahrscheinlech och kee Problem domat hunn, well et fir d'Kanner, wa mer gesinn, wéi vill der aus deem Raum op Lëtzebuerg schaffe kommen, spéiderhi sécher keen Nodeel ass, wa se iwwer uerdentlech Lëtzebuergeschkenntnisser verfügen. En Deel schwätzt et jo nach vun doheem aus, mä et hält awer an der Grenzregioun ganz séier of.

En anere Punkt, dee mer duerch de Kapp gaangen ass, op deen de Rapporteur, wann ech him gutt nogelasschert hunn, net agaangen ass, dee mech awer géif interesséieren, ass dee vun de Vakanz, déi jo och hüben und drüben ganz ënnerschiddlech sinn. Wat fir eng Solutioun ass do fonnt ginn?

Ech weess net, ob d'Vakanzendauer am Saarland exakt déiselwecht ass. Souguer wann et déiselwecht wär, dann treffe se jo wahrscheinlech net ëmmer openeen, wat méiglecherweis och an de Familjen, deemno ob se Kanner an ënnerschiddleche Schoulen hunn, awer kënn bei der Vakanzplanung zu Schwierigkeete féieren. D'grouss Vakanz ass zwar esou grouss, datt ee wahrscheinlech dann och laanschtenee kéim, wann et net mat der Lëtzebuerg grousser Vakanz zesumme géif falen.

Här President, zum Ofschloss, mir fannen op jidde Fall virun allem positiv, datt an deem Raum do, am Raum Schengen, Rémerschen - mir soen am Allgemengen am Haff Réimech, wann een et e bësse méi wäit ausdehnt - e Lycée geschäfe gétt, deen de Leit och op Lëtzebuerg Säit d'Méiglechkeet gétt, hir Kanner an e Lycée ze schécken, deen do an der Géigend steet. An dee virun allem och de Lëtzebuerg, déi emigréiert sinn - an et gétt der jo anscheinend ëmmer méi, déi déi Säit wunnen -, d'Chance an d'Méiglechkeet gétt, hir Kanner dann do an d'Schoul ze schécken.

A last but not least stellt dëse Projet och en Deel Vergaangenheitsbewälteung duer, e weidere Schrëtt a Richtung Vergaangenheitsbewälteung, vun där mir ausginn, datt se zwar esou wäit ofgeschloss ass, mä mir mierken awer vun Zäit zu Zäit ëmmer nach, datt se nach net ofgeschloss ass. Duerfir ass et op jidde Fall e positive Schrëtt, wann eis Kanner vun där enger a vun där anerer Säit méi no beienee kommen, all Dag mateneen ze dinn hunn an domadder ganz sécher dann déi lescht Résiduë vun Überbleibsel vun enger onglécklecher Zäit hoffentlech definitiv iwwerwonnen ginn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech selbstverständlech den Accord vun eisem

Grupp zu dësem Projet. Ech soen lech Merci.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. D'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir d'national Erziéung, huet d'Wuert.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert dee breede Konsens hei am Plenum. Ech wollt all mengem Virriedner a besonnesch dem Rapporteur Merci soe fir déi exzellente Presentatioun. Mir bleift eigentlech näischt méi ze soen. D'Schoul ass presentéiert ginn ënner all hire Facetten.

Ech freeë mech doriwwer, dass et eigentlech relativ schnell gaangen ass, dass mer déi Schoul kënnen opmaachen. 2003 ass déi éischt Zesummenaarbecht zwëschent Lëtzebuerg an dem Saarland ugaangen. Deemools waren déi Kanner am éischte Schouljoer, déi hunn du Franséisch geléiert zu Pärel, an du war natierlech d'Demande vun de saarlänneschen Autoritéiten, fir ze soen, ma déi léieren elo véier Joer Franséisch an der Primärschoul an dann an der „fünften Klasse“ gi se an de Lycée, an da wär et jo schued, wann dat Franséisch, wat se do geléiert hunn, net kéint weidergoen.

Dat war u sech d'Demande 2004 vum saarlänneschen Unterrichtsminister, an do hu mer decidéiert, mir géifen da kucken esou séier wéi méiglech esou en däitsch-lëtzebuergesch Lycée ze maachen, well déi Kanner jo elo 2007 an d'„fünfte Klasse“ kommen. Domadder hu mer eigentlech fir lëtzebuergesch Verhältnisser relativ schnell geschafft, mat der Hëllef vun eisen däitsche Frënn.

Ech freeë mech och iwwert dee Succès vun där Schoul. D'nächst Joer wäerte fénnef fénneft Schouljoren do an där Schoul fonctionnéieren. Mir waren an eise Prévisionen dovunner ausgaangen, dass mer wahrscheinlich mat dräi fénneft Schouljore géifen ufänken. D'Demande ass méi grouss wéi dat, wat mer eis virgestallt hunn, souwuel vun der däitscher Säit wéi vun der lëtzebuergesch Säit. Et sinn 32 Lëtzebuergesch Schüler, déi d'nächst Joer an d'fénneft Schouljoer do an de Schengen-Lycée ginn.

Dat ass also en Zeechen, dass d'Offer interessant ass an attraktiv, a wéi Dir alleguerte wënschen ech, dass déi Schoul och e volle Succès gétt. Well d'Erwaardunge si grouss, an ech hoffen, dass déi Erwaardungen och alleguerte kënnen erfëllt ginn, an dat ass jo d'Missioun vun den Enseignanten, déi dohinner ginn.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen. Also, éischters ass dee Konzept vun där Schoul zwar eng Ganzdagsschoul. Si geet moies um siwen Auer un, an d'Kanner kënnen do bleiwe bis sechs Auer owes. Et ass allerdéings keng Gesamtschoul. Et bleift en dräiglidrege System, deen an deemselwechte Gebai offréiert gétt. Dat ass jo déi Philosophie, déi mer hei och bei deenen neie Schoulen alleguerten uwenden. Dat heescht, dass an deemselwechte Gebai de Classique, den Technique an de Préparatoire, wat an Däitschland dann d'Realschule ass, géif offréiert ginn. An deem Sënn si mer kohärent mat deem, wat mer och hei zu Lëtzebuerg maachen.

Ech wollt och ënnersträichen, dass et fir mech evident ass, dass Projekte wéi deen heiten, dee jo begréisst gétt, natierlech net dispenséiere vu Reformen an eisem Schoulsystem. Ech wëllt hei ganz kuerz just soen, dass mer jo amgang sinn, iwwer Inhalter an der Schoul ze diskutieren. Mir sinn amgang, een Enseignement par compétence ze definieren an anzeféieren. An der Primärschoul si mer elo bei Propositione bis zum 6. Schouljoer. Dat geet elo u sech weider an de Lycée.

Also, et ass op kee Fall esou, dass d'Kreatioun vun alternative Schoulen eng Dispens wär, fir den Unterrecht ze reformieren. Ech wëllt awer soen, dass eng nohalteg Reform vun der Schoul éischters Zäit brauch - leider gesäit een d'Resultater net kuerz Zäit duerno, mä nëmme laangfristeg - an dass et eng grouss Iwwerzeegungsaarbecht bedeit, fir all d'Enseignanté mat op de Wee ze huelen. An ech muss soen, dass ech de Moment éischter optimistesich sinn, well ech eigentlech positiv Echoen aus de Schoule krié fir en Emdenken, dat Gutt vun eisem Schoulsystem ze halen - well villes ass jo gutt - an et esou ze adaptieren, dass mer dem 21. Jorhonnert gerecht ginn.

Ech freeë mech iwwert déi Schoul hei, well ech mengen, engersäits sollte mer d'Reform weiderdreie vun den Inhalter vun Enseignement, dee mer hunn. Mä ech mengen awer och, vu déi Diversitéit vu Kanner, déi

mer zu Lëtzebuerg hunn aus verschidde soziale, kulturelle, sproochleche Hannergrënn, dass mer eis Schoul musse méi diversifiéieren.

Dat ass jo een Zil, een deklaréiert Zil an der öffentlecher Schoul: vill variéiert Forme vun Unterrecht unzébieden, well d'Zil ass jo, méiglechst vill Kanner esou héich wéi méiglech auszebilden an esou héich wéi méiglech ze qualifizieren. An dohinner gétt et net méi nëmme ee Wee.

An ech mengen, dass et vläicht dat ass, wat mer am schwéiersten akzeptieren: dass mer musse verschidde Modeller niewenteneesetzen, fir eben deene verschidde Kanner mat hire verschidde Talenter méi d'Méiglechkeet ze ginn, zu engem Diplom an zu enger Qualifikatioun ze kommen.

A schlussendlech freeën ech mech, well ech gesinn - esou wéi Dir alleguerten - an deem Schafe vun engem däitsch-lëtzebuergesch Lycée eng immens schéin a grouss Symbolik. Ech mengen mir brauche jo elo net all Kricher erëm opliewen ze loosse, mä dass mir et fäerdeg bréngen, deen éischte Lycée, dee mer esou maachen, mat Däitschland, mat engem däitsche Bundesland ze maachen, dat fannen ech immens positiv.

Ech fannen et och schéin, dass mer et am Kulturjoer, wou mer d'Grande Région mat associéiert hunn, fäerdeg bréngen, e Gesetz ze stëmmen, wou mer ee grenziwwerschreidende Lycée zwëschent Däitschland a Lëtzebuerg schafen. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat vläicht dat dauerhaft Element vum Kulturjoer ass, wat dann dat Joer 2007 iwwerlieft.

Ech mengen, dass d'Groussregioun e wichtegt Element ass - et ass vun alle Riedner hei ënnerstrach ginn -, an ech si frou, dass mer mat der Schafung vun dëser Schoul zu engem Stéck konkreter Zesummenaarbecht an der Groussregioun bäidroen kënnen. Ech wënschen all deene Kanner an all deenen Enseignanten, déi an déi Schoul ginn, dass et e volle Succès gétt.

Ech soe villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5665^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5665 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, dat ass de Projet de loi 5625 iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Dummeldeng. D'Riedezeit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Krieps, Adam an Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich!



3. 5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» **M. Fernand Diederich** (LSAP), *rapporteur.* - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madame Minister ass net méi hei...

» **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Dach.

» **M. Fernand Diederich** (LSAP), *rapporteur.* - Ah, do sidd Der! Bonjour, Madame Minister.

(**Hilarité**)

Ech wollt lech extra begréissen.

Wa mer haut iwwert dëse Projet de loi schwätzen, esou kënnen mer eis direkt freeën, datt de Bau scho komplett realiséiert ass. Et geet elo drëm, de Lycée ze organisieren, fir datt e fir d'Réintree am September 2007 operationell ass a mat Liewe gefëllt ka ginn.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

De Gesetzesprojet gesäit um Site Dummeldeng een eegestännege Lycée vir an net eng Annex vum Lycée technique du Centre, wéi et ursprénglech am Gesetz vum 20. Januar 2003 virgesi war.

Den LTC zielt haut ronn 2.700 Schüler, déi zum Deel a provisoreschen Infrastrukturen op verschidde Siten ënnerbruecht sinn. En Etablissement vun där Grësseneruierung erschwéiert déi intern Organisation, erlaabt keng rationell Gestiou a bedeit och gréisser Schwierigkeeten um pedagogesche Plang.

Duerfir ass fir Dummeldeng en autonome Lycée mat eegene Verwaltungsstrukturen proposéiert ginn, dee ronn 800 Schüler aus dem Cycle inférieur an dem Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique souwéi déi ënnescht Divisioun vum Enseignement secondaire, dat heescht d'Klasse vu Septième, Sixième, Cinquième respektiv Septième, Huitième, Neuvième ophuele kann.

40 Klassenäill erlaben et pro Joergang eng Dose Klasse fonctionnéieren ze loosse. Fir d'Réintree 2007 kënnen Schüler, déi de Primärunterrecht verloossen, sech op enger Septième vun deenen dräi Ordres d'enseignement aschreiwten. Etlech Klasse vum Cycle inférieur a vum Régime préparatoire, déi elo am LTC fonctionnéieren, wäerte bei der Réintree am Hierscht an en neie Lycée transféréiert ginn, dee besonnesch Schüler aus den ugrenzende Stadsviéieren an dem ënneschten Uelzechtdall ophuele kann an domat souwuel den LTC wéi och aner Stater Lycéeën entlaaschte wäert.

Well d'Schüler aus deem Régime préparatoire, déi e groussen Deel ausmaachen, zwielef Klassen, oft eng spezifesche Begleedung brauchen, wou een op déi Problemer beim Léieren a beim Behuelen agoe muss, gétt vill Wäert op den Encadrement vun deene Schüler geluecht.

Fir den Échec scolaire ze bekämpfen an d'Integratioun vun de Schüler mat Problemer am techneschen Unterrecht ze ënnerstëtzen, gesäit de Projet de loi ënner anere den Engagement vun engem Psycholog, zwee Educateurs gradués a fénnef Educateurs vir. Zesumme mat den Enseignanté si si zoustänneg fir d'Remédiatioun, fir de Kontakt mat den Eiteren, der Berufswelt, fir Stagen ze organisieren, Léierplazen ze sichen an d'Gewalt an der Schoul ze bekämpfen. Si si chargéiert bei den Hausaufgaben ze hëllefen a périculaire Aktivitéiten op kulturellem a sportlechem Gebitt ze organisieren.

Déi opgezielten Aktivitéite maachen ongeféier 200 Stonnen aus. Dofir gi fénnef

Éducateurs à plein temps gebraucht. Deen zweete Poste vum Educateur gradué ass virgesi fir dem SPOS ze assistéieren, besonnesch am Encadrement vun deene Schüler, déi Problemer an hirem Behuelen opweisen. Fir si ass virgesinn eng Classe relais ze schafen, wéi et schonn de Fall an aneren technesche Lycéeën ass. Eng pluridisziplinär Equipe encadréiert dës Schüler mam Objektiv, se esou schnell wéi méiglech an hir fréier Klass ze reintégréieren.

Niewent dem Avis vum Statsrot läit och een Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vir, an deem de Projet niewent e puer kleng Remarqué generell begréisst gëtt. A sengem Avis vum 24. Abrëll 2007 approvéiert och de Statsrot de Projet de loi, mécht awer dräi Observatiounen.

Éischtens, hie berëfft sech op d'Gesetz vum 10. Mee 1968 iwwert den Enseignement secondaire, dat d'Etablissementer vum Enseignement secondaire als Lycée bezeechent. Doniewent berëfft hie sech op d'Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum techneschen Unterrecht, dat d'Etablissementer vum Enseignement technique als Lycée technique bezeechent. Hie schlussfolgert also doraus, datt de Begrëff Lycée net fir déi zwee Unterrechtstypen, déi zu Dummeldeng ugebuede ginn, kann zoutreffen a schléit d'Bezeechnung Etablissement secondaire an Etablissement secondaire technique vir.

D'parlamentaresch Kommissioun stellt fest, datt d'Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an technesche Lycéeën seet, datt souwuel d'Etablissementer vum Secondaire classique wéi déi vum Secondaire technique an déi, déi déi zwee Typen ubidden, och kënne Lycée genannt ginn. Dës Dispositioun ass votéiert ginn, fir d'Segregatioun tëschent deenen eenzelne Lycéeën ze vermeiden an abrogéiert domat déi zwee Gesetzer vun 1968 an 1990.

De Statsrot féint d'Bezeechnung „sur le territoire de la ville de Luxembourg“ ze vag a proposéiert „à Luxembourg-Dommeldange“. Hei suivéiert d'Kommissioun de Statsrot. Doniewent féint de Statsrot, datt de Begrëff „public“ bei der Bezeechnung Lycée keng Plus-value duerstellt a schléit vir de Begrëff „public“ ze sträichen. Och hei suivéiert d'Kommissioun de Statsrot a schléit folgende Wuertlaut am Intitulé vir: „Création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange“ an am Article 1^{er}: «Il est créé un lycée à Luxembourg-Dommeldange.» Déi redaktionell Modifikatioun ass dem Conseil d'État matgedeelt ginn an huet och säin Accord fonnt.

Am Artikel 5 gëtt d'Regierung autoriséiert, dat noutwendeg Personal anzustellen, dat fir de gudden Fonctionnement vun Lycée gebraucht gëtt. Dëst iwwert d'Effektiver eraus, déi am Budgetgesetz vum 22. Dezember 2006 fir den Exercice 2007 ageschriwwen sinn. Den Artikel 6 erlaabt et der Regierung, niewent dem Psycholog an den Educateurs, op déi ech schonn agaange sinn, weidert Personal anzustellen, an zwar en Assistant social, e Bibliothécaire, e Secrétaire, dräi Handwierker, ee Concierge, e Garçon de salle, dräi Employéen an dräi Aarbechter.

Den Artikel 7 erlaabt et de Chargés de direction vun Régime préparatoire, déi am Grad E3 ter klasséiert ginn a beim Akraafttriede vun dësem Gesetz mindestens fënnf Joer Dëngscht als Chargé de direction à plein temps geleescht souwéi een Exame mat Succès bestanen hunn, eng Nominatioun kënne ze kréien als Directeur adjoint am Grad E5 ter, oder eventuell als Directeur am Grad E8.

(Interruption)

Sollt d'Gesetz den 1. September 2007 a Kraaft treden, wieren et fënnf vun deenen néng Chargés de direction vun Régime préparatoire, déi zurzäit am Amt sinn, déi vun de Bestëmmunge vun dësem Artikel kéinte profitéieren. D'Kommissioun war net bereet, d'Iddi vum Conseil d'État zrëckzebehalen, deen et léiwer gesinn hätt wann dës Méiglechkeet vun der Nominatioun vum Directeur op de Lycée Dummeldeng limitéiert bliwwen wier.

Den Artikel 8 geet op eng Suggestioun vum Minister vun der Fonction publique zrëck, fir

ee materielle Feeler ze redresséieren. Am Gesetz vum 27. August 1986 ass déi spezifesche Fonctioun vum Directeur adjoint geschaaft ginn, deen am Grad E5 ter oder E6 ter oder E7 ter klasséiert ass, jee nodeem ob den Titulaire aus dem Grad E5, E6 oder E7 kënnt. Leider war deemools awer vergiess ginn, d'Gesetz vum 22. Juni 1963, dat de Gehälterregime vun de Statsbeamte festleet, duerch déi nei Bestëmmungen ze ergänzen. An dësem Gesetz kann dat elo nogeholl ginn.

Am Artikel 9 gëtt d'Budgetgesetz duerch en neien Artikel, en neie Kredit kompletéiert, deen de Fonctionnement vun Lycée fir d'Period vum September bis Dezember dëst Joer - 2007 - erméiglecht a sech op 280.000 Euro beleeft.

Här President, Madame Minister, léif Kollegen, ech mengen, datt mir alleger mat der Madame Minister haut frou sinn, een neie Lycée kënne a Betrib ze huelen an de Schüler adequat Infrastrukturen ze bidden. Weider Projete wäerten nach déi nächst Woche gestëmmt ginn, fir déi am Plan sectoriel «Lycées» geplangten Offre scolaire am Sënn vun der Dezentraliséierung an der Nohaltegkeet an alle Géigende vum Land ze verbesseren.

An dësem Sënn bréngen ech den Accord vum menger Fraktioun zu dësem Gesetz a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth!

Discussion générale

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur Fernand Diederich Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Bericht. Deen neie Lycée zu Dummeldeng war ursprüngelech als Annex vum Lycée technique du Centre geduecht. Schonns den 20. Januar 2003 gouf den entspreche Bauprojet an der Chamber gestëmmt. Mam Budgetgesetz vum haut gëtt déi Dummeldenger Annex en eegestännege Lycée. Um Niveau vun der Organisatioun an dem pedagogesche Konzept geet dës Lycée nei Weeër, déi mir als CSV-Fraktioun begréissen.

Dat flott a modernt Schoulgebaai läit no bei der Dummeldenger Gare. Et wäert de Lycée de proximité fir d'Schüler aus dem Uelzechtall ginn. Domat wäert d'Gebai och den Numm „Uelzecht-Lycée“ net gestuel hunn. De Lycée huet ausschlieslech Schüler aus dem sougenannten Énnergrad.

D'Schülerzuel ass op 800 limitéiert. Dat ass eng nei Expérience. Si huet awer duerch positiv Säiten. Eng méi kleng Schülerzuel dréit sécherlech zu enger méi grousser Integratioun vun der Schülercommunautéit bäi. Eng individuell Betreuung vun de Schüler während dem Unterrecht, mä och eng ausserschoulesch Begleedung ass domat méiglech. De Besuch tëschent dem Léierpersonal an enger méi klenger Schülerzuel ass méi enk. Et wier ubruecht an dësem méi kleng Lycée de sougenannten „peer teaching“ anzeféieren; dat heescht, wou méi staark Schüler deene méi schwache Schüler bei de Schoulaufgaben hëllefen.

An deem neien Uelzecht-Lycée sinn d'Schüler vum Préparatoire, dem Technique an dem Classique zesummen. De Lycée erméiglecht deemno de Schüler während den éischte Lycéesjoren den Ordre d'enseignement ze wiesselen, ouni mussen an eng aner Schoul ze goen.

De Préparatoire, de Classique an den Technique ënner engem Daach fuerdert oft déi sozial Mixitéit. Et ass e Lycée vun der Integratioun. Spannunge bleiwen awer do sécherlech net aus. Dofir muss déi Schülercommunautéit mat vill Geschéck a Fingerspëtzegefäll geleet ginn. Dat verlaangt ee Konzept, wat sech net eleng op Wëssensvermittlung reduzéiert. Dat Konzept ass wuel net direkt am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet beschriwwen.

Indikatiounen goufen et dogéint vun enger provisorescher Direktioun de leschte Samschdeg an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung. Wäert gëtt dobäi geluecht op en individuellen Encadrement vun de Schüler ausserhalb vun de Schoulstonnen. Dat ass eng gudd Saach, grad wéi d'Schafe vun enger sougenannter «Classe relais», déi virgesinn ass fir verhalensopfälleg Schüler zäitweis opzefänken an duerno erëm an hir normal Klass ze integréieren. De Schüler kritt dobäi eng zweet Chance. Duerch d'Classe relais gëtt de Schüler zäitweilg individuell a pedagogesch betreit, fir hien duerno erëm an

den normale schoulesche Parcours anzeféieren.

Mir begréissen duerfir als CSV-Fraktioun ausdrécklech, datt de Gesetzesprojet d'Schafe vun enger pedagogescher Equipe mat ënner anerem engem Psycholog, engem Assistant social souwéi Erzéier an Educateur-graduée virgesäit. Si sinn do, fir d'Schüler ausserhalb vun den eigentleche Schoulstonnen ze ëmginn, sozial Konflikter bannent der Schülercommunautéit ofzeféieren an d'Schüler am Kontakt mat den Elteren op hiren éischte Schrëtt an d'Beruffswelt virzereeden. Dat ass eng wichteg Aufgab.

Dat Partenariat oder dat Matenee vu Schüler, Erzéier, Léierpersonal an Elteren ass fir d'CSV-Fraktioun e feste Bestanddeel vun enger moderner Schoul. Dat Partenariat muss generell am Secondaire, mä och am Primaire ausgebaut ginn. D'Fro, déi sech mir am konkrete Fall vum Uelzecht-Lycée stellt, ass déi, ob déi pedagogesche Equipe vun aacht Leit, déi iwwert den Numerus clausus eraus sollt engagéiert ginn, duergeet, fir 800 Schüler aus der Énnerstuf vum Préparatoire, Technique a Classique, mat zousätzlecher Classe relais, ënner engem Daach ze encadréieren. Generell wier et ubruecht no enger Fonctionnementsperiod vun zwee bis dräi Joer eng Evaluatioun iwwert dat pedagogesch Konzept vum Uelzecht-Lycée ze maachen.

Här President, am Virfeld vun dëser Chambersdebatt huet virun allem den Artikel 7 aus dem Gesetzesprojet fir Diskussiounen gesuergt. Hie gesäit eng Ofwäichung zu den allgemenge Bestëmmungen iwwert de Recrutement vun der Direktioun vun engem Lycée vir. Am Spezielle kënne iwwert de Wee vun dëser Bestëmmung niewent de Professoren aus der Ieweschter Carrière vum Enseignement elo och d'Chargés de direction vum Régime préparatoire Direkter vun engem Lycée ginn, virausgesat, datt se bis elo schonns méi wéi fënnf Joer Expérience hunn an e speziellen Exame gepackt hunn.

Déi rezent Diskussiounen hu gewisen, datt et am Sënn vum Equilibre vun de Statscarriären iwwer esou eng Dispositioun gedeelte Meenunge gëtt. Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires sinn op deem Punkt eng Rei vu Bedenken ausgedréckt ginn. D'Ministesch huet hirersäits an der zoustänneger Chamberskommissioun d'äitlech erkläert, datt mat dëser Bestëmmung och Leit, déi eng speziell Expérience am Régime préparatoire hätten, net vun enger Kandidatur op en Direktiounsposte vun engem Lycée sollten ausgeschloss ginn.

Mam Vote vun dësem Gesetzesprojet gëtt also net den Direkter bestëmmt. De Choix ënner de Kandidaten ass wéi an all Fall am Edeffekt den zoustänneger Regierungsmembere virbehalen. Definitiv sollt awer d'Fro vun der Qualifikatioun fir den Accès op eng Lycéesdirektioun, a firwat net zu den Direktiounsposte vu sämtleche Statsverwaltungen, eng Kéier an engem méi generelle Kontext geregelt ginn.

An der Chamberskommissioun ass och d'Fro vun der Benennung vun de Lycéeën opkomm. Zënter dem Gesetz vum 25. Juni 2004 gëtt et eng Bestëmmung, no där all nei geschafene Lycée, wou de Classique an den Technique ugebuede ginn, mam generelle Wuert «Lycée» benannt gëtt. Et wier gudd wann dës Bestëmmung och kéint op déi Lycéeën ugewannt ginn, déi virun 2004 geschaf goufen. Da bräichte mer net méi op deenen enge Plaze vu Lycée an op anere Plaze vu Lycée technique ze schwätzen, obschonn an de sougenannte Lycée-technique souwuel den Technique wéi och de Classique ofgehele ginn.

Ech kommen elo zum Schluss vu menger Interventioun. Den Uelzecht-Lycée ass e wichtige Schrëtt, fir dem Manktum u Schoulinfrastrukturen am Postprimär entgéintzewierken. Déi aner geplangte Lycéeën uechtert d'Land sollten esou séier wéi méiglech an Ugrëff geholl kënne ginn.

Ech ginn heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Am Fong sollt hei d'Madame Brasseur zu dësem Gesetz schwätzen. Si ass leider am Ausland, an ech, als Netbildungspolitiker - dat ass jo e Wuert, wat een ëmmer dorëmmer liest - an och net agebillt, droen dann elo hei de Standpunkt vun eiser Partei vir.

D'demokratesch Fraktioun freet sech ëmmer, wann e Schoulgebaai oder soss eng

nei Infrastruktur fir d'Schoulkanner an d'Schüler entsteet, a freet sech och esou fir dee Lycée hei zu Dummeldeng. Dës Infrastruktur huet jo d'Ambitioun, fir de Cycle inférieure vun dräi Ordres d'enseignement opzehuelen, an haaptsächlech aus dem Uelzechtall, wéi dat ugeklongen ass a wéi mer et aus dem Rapport vun der Chamberskommissioun enthuelen.

Ech soen och dem Rapporteur Diederich Merci fir säi mëndleche Bericht a fir säi schrëftleche Bericht. Déi Konditiounen, ënnert deenen dës Schüler an Enseignanté bis elo ënnerbruecht waren - dat ass gesot ginn -, zum Beispill an der Avenue Pasteur, déi waren a sinn engem räiche Land wéi Lëtzebuerg total onwürdeg.

Wat wuel hei net kloer gesot ginn ass, ass, wéi vill an déi Infrastruktur zu Dummeldeng awer haaptsächlech Problemschüler, dat heescht déi entre autres aus dem Régime préparatoire, dem fréieren Enseignement complémentaire, kuerz virun de Wahlen 1994 - an et ass heiansdo gutt, wann een e bëssen e puer Joer zrëckgeet -, also am Drock virun de Wahle vum fréiere Minister Fischbach vum Enseignement primaire an d'Lycéesstruktur verlagert gi sinn. De Kader war anescht, d'Enseignanten e bësse besser gestallt, mä d'Schülerpopulatiounen bloufen a bleiwe bis haut déi nämlech.

An den Zeitungen an deene leschten Deeg gëtt een net richteg schlau, ob et 600 oder 800 Schüler sinn, an et wär ausdehnbar fir 1.000 Schüler. Et stellt sech natierlech d'Fro, wat d'Zuelelimite ass vun engem Lycée, dee Problemschüler ophuele soll. Vill Spezialiste gleewen, dass déi Zuelen éischter bei 500 oder 600 leien, fir dass een d'Iwwersiicht an den Duerchbléck huet.

Déi Décisioun, fir nëmmen de Cycle inférieure hei an deenen dräi Ordres d'enseignement ze maachen, erënnert e bëssen un d'Mittelschoulstruktur an de 70er Joren, wou schlussendlech de Curriculum huet missen ausgedehnt ginn a wou déi Kanner herno mat engem Premièresexamen an der Mittelschoul sech trotzdeem net grad vill kafe konnten.

Dat war a mengen Aen nach bis haut, fir d'Populatiounen vu Péiteng, Wolz an Diddeleng ze bernéieren. Awer dat war natierlech d'Demokratisatioun Post-Mee-68 - mä dat soll dann och eng Kéier hei gesot sinn.

D'Ursaache vun de Schwierigkeete vun deene Kanner ginn an de Famillje gesicht oder bei allgemenger Demotivatioun an der Gesellschaft oder an hirer Violence. Ech erënneren hei awer u falsch Pauschaluertheeler. Am Kader vun der PISA-Etüd hunn nämlech Kanner vu schaffende Mammen, vun elengerzéierende Mammen a gescheeten Eltere besser ofgeschneiden an der Schoul wéi déi aner.

Mir brauchen och eng fréi Identifikatioun vun deene Problemschüler an der Primärschoul. Et huet kee Wäert ze waarden, bis se zu Dummeldeng erakommen oder soss éierens. Wann een dovunnen ausgeet, dass d'Kanner am Régime préparatoire déi schwierigst sinn, muss een natierlech och am Ministère dee Problem anescht upaken a méi strukturéiert ugoen, wéi et bis elo de Fall war.

Ech erënneren hei un dem regrettéierte Marc Zanussi seng Ried hei op dëser Tribün den 9. Mee 2001, deen deemools ganz vill Lanze gebrach huet fir de Régime préparatoire.

Wat ass d'Situatioun bis elo an de leschte Joren am Ministère gewiescht: Dee Leschten, deen an de Ministère komm ass, dee krut ëmmer de Préparatoire zougesehert. D'Commission nationale des programmes fir de Régime préparatoire ass laang, a vläicht och elo nach, duerch net brevetéiert Chargéé besat ginn. De Mann vum Ministère huet de Leit, déi um Terrain waren, héiflech nogelauschert an Zäit opbruecht, mä d'Reformitis huet en de Leit um Terrain octroyéiert an déi Initiativen hunn oft zu net vill gefuert.

Ech krut textuell gesot: Et war Show vu vir bis hannen. Momentan sollen anscheinend zwee Leit mat enger hallwer Tache chargéiert sinn, dësen Ordre d'enseignement an d'Rei ze kréien. All sechs Woche soll eng Sétzung vun de Chargés de direction sinn, an an deem Gremium huet natierlech den designéierten Direkter vun Dummeldeng ganz oft gefeelt an en huet och ni eng Tache iwwerholl. - Ech si relativ gutt informéiert gi vun deene Leit.

Här President, mir wäer frou, wann d'Madame Minister eis soe géif, dass och keng okkult Selektiounen vun de Schüler duerch déi verschidde Gebaier virgeholl gëtt. Dat ass och esou eng net kontrolléiert Rumeur, déi dorëmmer zirkuléiert.

Mir wëssen awer, dass eng Harmonisatioun vun deene Programmer a vun de Schüler landeswäit net einfach ass. D'Schülerpopulatioun sinn einfach ze verschidden. Do ass och en Nord-Süd-Gefälle, wat ganz evident ass.

Berouegend ass zwar dëst Joer, dass méi Kandidaturen als Enseignant virleie wéi Posten. Dat fir d'alleréisch. Vergiesse mer awer net ze soen, dass de Gros vun deenen Enseignanten aus dem Primär eriwirgeréckelt ginn, an da wäerte se do feelen.

Mir begrëssen och an deem Dummeldenger Kontext, dass am zweete Joer vun der Schoul an am drëtten eng Sportsstonn bäikënn - vun zwou op dräi an der Woch. Zu Dummeldeng selwer gëtt et schwierig, well keng Infrastrukture virgesi sinn.

Näischt si mer gewuer ginn, Här President, iwwert d'Kritäre vum Recrutement vun de Lycéesdirekteren an dësem Ländchen.

Ginn déi Leit op hir Erfahrung um Terrain hin agestallt? Gi se a Managementcoursë geschéckt, fir mat de Kolleegen, Schüler an Elteren ëmgoen ze kënnen? Leeë se e Businessplang vir?

An all Organisatioun muss een dat haut-dësdags maachen, an och d'Demokratesch Partei gleefft mëttlerweil net méi drun, dass et gutt ass, fir Leit anzustellen als Schoul-direkter, déi d'Nerven net méi haten, fir virun enger Klass ze stoen, an déi sech an de Ministère verfuusst hunn.

An de Klassifikatioun vum den Enseignanten duerch d'Fonction publique fënnt keen Hong seng Dickelcher méi erëm.

(Hilarité)

Wéi ech virun e puer Deeg gelies hu vum E3 ter a vum E6 ter, do huet dat mech erënnert un de mnemotechnesche Sproch: „In die Semmel biss der Kater.“ Hei muss ee soen, dass de Kueder vun Dummeldeng an eng gutt beluechte Semmel bäisst, wann e vum E3 ter an den E8 geet.

Mä op alle Fall, onse fréiere Kolleg vun Esch, dee mer hei am Haus haten, dee wollt guer net Direkter zu Esch ginn. Hie krut d'Hand forcéiert, krut e jo nëmmen...

(Hilarité et interruptions)

...- Madame Minister! - dräi Stëmme vu 95 an der Professorenkonferenz zu Esch.

(Interruption)

Jo, do feelen der awer e bëssen, fir no uewen ze kommen.

))) Une voix.- Sot hinnen et!

))) **M. Alexandre Krieps (DP)**.- Ech soen hinnen et. Macht lech keng Suerger!

(Hilarité et interruption)

Den designierten Direkter vum Dummeldenger Lycée wollt och net Direkter zu Dummeldeng ginn. Hie wëllt nach ëmmer hei an d'Chamber kommen. Dat ass seng grouss Ambitioun.

Ech hätt proposéiert, wann ech deemools hei schonn ze schwätze kritt hätt, Dir hätt en Échange gemaach, Dir hätt deen een zu Esch an deen aneren an d'Chamber geholl oder op Dummeldeng. Hie wëllt nach ëmmer also an d'Chamber kommen.

Här President, mir gleewen, dass d'Madame Ministesch Delvaux sech hei vum CSV-Stat instrumentaliséiere gelooss huet.

(Hilarité)

))) Plusieurs voix.- Oh!

))) **M. Alexandre Krieps (DP)**.- Dat ass e Kouhandel...

(Interruptions diverses et hilarité)

Här Hauptert, Dir kennt mech jo, mir ware jo e Samschdeg laang beieneen, ech sinn doudseriö.

Dat hei ass e Kouhandel, fir dem Här Zanussi seng Ried vum 9. Mee 2001 ze widerhuelen, deen am Schema „mir een, dir een“ - Här Gibéryen - net op eng Kouhaut geet.

))) M. Gast Gibéryen (ADR).- Très bien!

))) **M. Alexandre Krieps (DP)**.- An ech froe mech nach heiansdo, wat Är Kolleegen an der Regierung, déi eis ëmmer de Rechtsstat ronderëm d'Ouere fachen, wat déi vun deenen dote Manöveren halen.

Duerfir gi mir, Här President, als DP deen heiten Amendement eran, an dat ass, fir den Artikel 7 ze suppriméieren, well deen Artikel e bestehend Gesetz béit, fir engem Einzelnen e puer Virdeeler ze verschafen. Mir gleewen och, dass deen Direkter fir seng Schoul - well et ass jo allgemeng hei gesot ginn, dat wäer schwierig Schüler - 50 Stonnen d'Woch do misst sinn. Dat géif ech weinstens erwaarden.

Amendement 1

Projet de loi 5625 portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

L'article 7, qui a la teneur suivante, est supprimé:

Art. 7.- Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire, les chargés de direction à tâche complète du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, recrutés parmi les enseignants classés au grade E3 ter, en activité de service à l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent être nommés aux fonctions de directeur ou de directeur adjoint d'un lycée, à condition de pouvoir se prévaloir de cinq années de service en qualité de chargé de direction à tâche complète du régime préparatoire et d'avoir passé un examen spécial dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal. Au cas où ils bénéficient d'une nomination aux fonctions de directeur adjoint, ils sont classés au grade E5 ter.

L'article 8 devient l'article 7.

L'article 9 devient l'article 8.

(s.) Alexandre Krieps, Colette Flesch, Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch.

Här President, et gëtt also elo Zäit no dräi Joer, dass d'Madame Ministesch hire Vécu als Minister mat hirem Discours ofstëmmt a sech net nëmmen op e puer parteipolitesch Nominatioun begrenzt. Mir brauchen eng net parteipolitesch orientéiert Schoulpolitik an esou mann wéi méiglech Interventioun vun der Politik, a speziell vun der Parteipolitik an der Schoulpolitik.

Ech soen lech villmools Merci.

))) Plusieurs voix.- Très bien!

))) **M. le Président**.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorablen Här Adam. Här Adam!

))) **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréfleche Rapport.

Beim Projet de loi 5625 geet et jo net ëm ee Bauprojet. Et geet drëm, datt mir aus engem ursprüngelech als Annex vum LTC geplangte Gebai een eegestännege Lycée maachen an datt mir eng speziell Dier opmaache fir Schouldirekter ze ginn.

De Bau ass, wéi mir all wëssen, scho fäerdeg. D'Porte ouverte war leschte Samschdeg.

Erlaabt mer awer nach eng Kéier drun ze erënneren - et ass och schonn hei gesot ginn -, datt de Bau, esou wéi e steet, kee Coup de génie war; datt déi Infrastruktur, déi hei geschaf gouf, aus der Nout eraus entstanen ass an net onbedéngt ee Moosstaf fir en neie moderne Lycée sollt sinn.

Ech hu mat Interessi den Débat gelies, wéi hei an der Chamber d'Gesetz debattéiert gouf iwwert de Bau vun enger Annex deemools fir de Lycée technique zu Dummeldeng, also dat Gebai wat mir haut wäerten zum Site vun engem eegestännege Lycée maachen.

Deemools huet ënner aneren den Här Fayot gemengt: „Et ass ee Gebai, wat fir eng Schoul eigentlech onzefridde stellend ass. Et si 50 Klassenäil fir e Maximum vu 25 Schüler. Et sinn eng Partie Atelier an et si relativ wéineg aner Klassenäil derbäi. Dat heescht, aner Säll, wou ee méi kleng Gruppe vu Schüler kéint enseignéieren, déi spezifesch Besoinen hunn.“

Mir deelen haut nach ëmmer déi Meenung vum Här Fayot.

Et gëtt natierlech dann och kee Sportsterrain; et gëtt guer keng Sportsinfrastruktur. Dat ass vun Ufank u gewosst. Émsou méi erstaunlech, datt och nach haut net kloer ass, wou déi Schüler hire Sportsunterrecht dann elo kréien. Synergië mat der Coque um Kierchbiërg, mam Emile Metz oder eventuell mat der Walfer oder Jonglënster Gemeng? Wéi steet et mam INS? Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten, déi zwar net genial sinn, mä ëmmerhi realisierbar.

Mir hunn elo Mëtt Juni; eng Décisioun schéngt nach net getraff. Mir ginn dovun aus, datt déi Schüler souwuel op d'Coque wéi och op Walfer wéi op Jonglënster wéi an den Emile Metz wäerte mussen reesen, fir an de Genoss vun hire Sportsstonden ze kommen.

Et gëtt eng Kantine fir 130 Schüler. Schoul gëtt gehale vun 8.05 bis 14.15 Auer, Essenspause inklusive.

Hei hu mer also eng Schoul vu mindestens 750 Schüler, déi keng Zäit kréie fir mëtten heem iessen ze goen, op jidde Fall déi gréissten Zuel net, a mir maachen eng Kantine fir 130 Elëven!

Op Septième fänke mir da mat dräi Klasse Secondaire, fënnf Klassen Technique a véier Klasse Préparatoire un. Dat ass net gutt, well mer do en däitlech Iwwergewicht vun Techniques- a Préparatoires-Schüler kréien, mä soulaang wéi nach e puer Lycéeë sech dierfen als Eliteschoul betruechten an hir Diere fir de Cycle inférieur vun Technique zougespärt loosse, dierft do wuel näischt drun ze ännere sinn.

De Lycée gëtt och keng Ganzdagsschoul. Duerfir kënnen mir eis awer op en innovatiiv pedagogesch Konzept freeën, dat den Nach-Chargé de direction mat sengem pedagogesch Team ausgeschafft huet. Dozou gehéiert dann och, wéi mer an der Zeitung gelies hunn: „Undisziplinieret Verhalten wird nicht gleich mit Bestrafung geahndet. Der Schüler soll fernab der Klasse im Gespräch mit dem Betreuerstab zu sich finden und sich selbst seines Fehlverhaltens bewusst werden.“

Déi Approche do kann een innovativ nennen. Mir kënn se och e bësselchen „strange“ vir. Mä et ass och ëmmer delikat, wann esou Aussoen aus dem Kontext eraus zitiiert ginn.

Et gëtt och keng Autobusgare, well den Terrain eben esou kleng ass. An och wann d'Gare nëmme fënnf Minutten zu Fouss vum Lycée ass, ass am Virfeld elo an der Planung net genuch nom öffentlechen Transport gekuckt ginn. Dat huet nach zu muncher Sitzung gemeinsam mat der Stad Lëtzebuerg gefouert, fir dann awer deen Transport en public ze verbessern. An duerfir hu mir och vun der Geleeënheet profitiert fir nach eng Kéier drun ze erënneren, wéi wichteg datt et ass, bei all Lycée, dee mer an eisem Land plangen, datt mer vu vieren, vun éischten Dag u matplangen, wéi déi Schüler an déi Schoul kommen a wéi se aus der Schoul erëm heemkommen.

Fir datt mer dat dann och wierklech an Zukunft nach méi respektéieren, wéi mer et elo scho respektéiert hunn, hu mer eng Motioun, déi d'Regierung dozou opfuertert - ech liese just den Intitulé: «à toujours établir un plan de mobilité qui permettra de planifier, d'organiser et de promouvoir le transport collectif lors de la phase de planification de nouveaux bâtiments publics».

Ech mengen dat ass an eiser aller Interessi, an duerfir soen ech och Merci, datt d'Kolleege vun deenen anere Fraktiounen déi Motioun mat ënnerstëtzt hunn.

Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements internationaux et européens contractés par notre pays pour lutter contre le changement climatique;

- soulignant les déclarations récentes du Gouvernement relatives à sa politique de protection du climat;

- considérant le rôle du transport collectif dans la réduction des gaz à effet de serre;

- considérant l'impact significatif qu'un nouveau bâtiment, surtout à usage scolaire, peut avoir sur le trafic routier;

- considérant que le plan directeur sectoriel «lycées» a entre autres comme objectifs de réduire la distance à parcourir par les élèves et d'organiser plus facilement les transports en commun;

- considérant que l'accès au transport collectif est un des critères essentiels dans le choix d'un nouveau site scolaire;

invite le Gouvernement

- à toujours établir un plan de mobilité qui permettra de planifier, d'organiser et de promouvoir le transport collectif lors de la phase de planification de nouveaux bâtiments publics.

(s.) Claude Adam, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Jean-Paul Schaaf, Roland Schreiner.

Den Här Fayot hat viru véier Joer hei an der Chamber och gesot, et géif sech hei ëm eng semiprovisoresch Konstruktioun handelen. Deemools hat keen him gesot, wat dat géif heeschen, an ech mengen dat ass haut och nach net méi kloer.

Wéi schonns gesot, d'Gebai steet. Am Hierscht ginn hei déi éischt Schüler an d'Schoul an haut geet et jo am Fong just ëm zwou Décisiounen.

De Lycée zu Dummeldeng soll net méi eng Annex vum Lycée technique du Centre sinn, an duerch den Artikel 7 vun dësem Gesetz maache mir och eng Dier op fir e spezielle Wee, fir Direkter vun engem Lycée ze ginn.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi 5625 steet, an ech zitieren: «(...) il n'est pas judicieux, ni d'un point de vue de gestion rationnelle, ni d'un point de vue pédagogique, de concevoir un lycée avec plus de 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites».

Déi Gréng sinn der Meenung, datt och schonns 2.000 Schüler vill ze vill fir e Lycée sinn an datt déi organisatoresch a pedagogesch Argumenter, déi hei ugefouert ginn, schonn éischter gëllen.

Mir fannen et also eng gutt Iddi, datt de Lycée Dummeldeng en eegestännege Lycée gëtt. Mir géifen et och gutt fannen, wa mir emol eng eeschtlech Analys géife maache vun der idealer Gréisst vun engem Lycée.

D'Madame Minister huet schonn öfters, och an der Chamberskommission, gesot, datt eigentlech all Lycée misst ënner 1.000 Schüler hunn. Mir bauen awer bal nëmme Lycéeë mat 1.500 Schüler oder méi. Mir sinn duerfir och gäre bereet, déi ursprüngelech Annex vun LTC zu engem eegestännege Lycée ze maachen a mir froen eis dann natierlech och, wéi et ëm d'Zukunft vun der Annex Miersch vum Lycée classique vun Dikrech bestallt ass.

Mir begrëssen et ausdrécklech, datt an deem neie Lycée zu Dummeldeng souwuel de Cycle inférieur vum Enseignement technique, mam Régime préparatoire, wéi och d'Division inférieure vum Enseignement secondaire Plaz kréien, an ech konnt duerfir och net déi Ausféierung vu mengem Kolleg, dem Här Krieps, alleguete sui-véieren.

Datt et einstweilen aus Plazgrënn net méiglech ass, och e Cycle supérieur opzebauen, bedauere mir. Mä den Terrain gëtt nun emol net méi hier.

Ech wollt awer och vun där large bemoosener Zäit profitéieren, ouni ze iwwerdreien, fir nach kuerz op eng Fro, déi d'Statsbeamtekummer opwerft, anzegoen, an zwar dës: „Firwat wëlle mir onbedéngt an alle Lycéeë probéieren“ - freed d'Chambre des Fonctionnaires - „all Stuf vun Enseignement secondaire unzebidden?“, dat heescht, de Préparatoire, den Technique an de Classique.

Nun, an Zäite wou eis Regierung sech beméit, ee Statut unique fir all Salaréien anzeféieren, ass déi Fro vun der Chambre des Fonctionnaires eigentlech anachronistes.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt et emol un alleréischter Stell eng gesellschaftspolitesch Erausforderung ass, datt mir all Kanner an darselwechter Schoul enseignéieren, esou laang wéi se schoufflichteg sinn. Déi raimlech Trennung vun eisen zwielefjährege Schüler léist mat Sécherheet keng Problemer, mä kann der just schafen. Eleng schonn de Gedanken un eng wichteg Politik vu sozialer Kohesioun misst eis dozou verpflichten, all schoufflichteg Kanner an engem Gebai ze ënnerrichten an ze forméieren. An et ass och en Anachronismus, datt sech nach ëmmer e puer Lycéeë mat Erfolleg wieren, hir Diere fir all Schüler opzemaachen.

Domat geet et awer net duer. Et gëtt och keng pedagogesch Argumenter géint dës Mixitéit. Mir mussen endlech akzeptéieren, datt et den homogene Schülergrupp net gëtt, datt all Schüler kënnen vunene léieren, datt d'Heterogenitéit eng Beräicherung, eng Tatsaach, eng Erausforderung an eng Chance fir eis ass. Dat weisen eis déi meeschte Länner, déi gutt an internationalen Tester ofschneiden. Dat gëtt mëttlerweil och an Däitschland erëm diskutéiert; déi jo en ähnelche Schoulsystem wéi mir hunn, mat Hauptschule, Realschule, Gymnasium. Datt dat net einfach ass, dat soen ech all Kéiers, dat gesi mer och bei eise franséschen Noperen, mä et ass awer dee Wee, dee mer mussen goen. Dovu si mer iwwerzeegt.

Mir begrëssen natierlech och ausdrécklech, datt am Artikel 6 eng Rei Leit opgezielt ginn, déi zum Encadrement vun de Schüler bäidroen. Ech zielen hei just d'Éducateuren an d'Éducateur-graduée op.

Mir stelle fest, datt mir bei all neiem Schoulprojet esou e Personal bäikréien. Mir verstinn dës Hëllef net als een Auslagere vun den éducativë Mesuren op Spezialpersonal, nom Motto „d'Éducateurs erzéien an d'Enseignanten hale Schoul“, mä als gemeinsam Approche a géigesäiteg Hëllef, fir an eiser Schoul ee Klima ze schafen, an deem et sech gutt schaffen, liewen a léiere léisst.

Mir bedauern an deem Kontext just, datt mir aus Austeritéitsgrënn just neie Lycée fir neie Lycée fuere kënnen an net e globaalt Konzept virleien hunn, dat fir all Lycéeën déiselwech Méiglechkeete schafft.

Zu gudder Lescht kommen ech dann nach bei den Artikel 7. Déi Gréng verschléisse sech net der Méiglechkeet, datt ee Schoulmeeschter oder eng Léierin, déi fénnef Joer laang Chargé(e) de direction vun engem Préparatoire war, ënner verschiddene Konditiounen, zum Beispill andeems een eng Épreuve mécht oder e Mémoire, Zougank zu engem Direkteschposten an engem Lycée kritt. Mir mengen dat wär duerchaus eng verstänneg Approche.

Mir fillen eis och an eiser Meenung bestätegt duerch eist Unisgesetz, dat zum Beispill a sengem Artikel 9 „Validation des acquis professionnels“ seet, datt all Mënsch, deen - hei ass et dräi Joer - eng beruflech Aktivitéit ausgeübt huet, dës Aktivitéit ka valoriséiert kréien, fir en Diplom oder soss een Titel ze kréien. Mir hätten also, wéi gesot, kee Problem domat, wann hei par analogie dem Schoulmeeschter Chargé de direction oder der Léierin Chargée de direction eng Dier an d'Direktioun géif opgemaach ginn. Dat ass awer hei net de Fall. Hei gétt eng Dier opgemaach, fir datt der e puer séier kënnen eropkloteren, an da gétt déi Dier erëm schnell zougemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an engem Klenge Land. Déi fénnef Persounen, wann ech richtig informéiert sinn, fir déi d'Dier opgemaach gëtt, sinn och nach bal alleguerte politesch organiséiert, - Gott sei Dank net all an d'ärselwechter Partei, dat wär jo ze vill schlëmm.

(Interruptions diverses)

Mir fannen, datt déi Léisung hei keng gutt Politik ass. Mir fannen d'Propos vum Conseil d'État, fir just den Direkter vum Dummeldenger Lycée kënnen aus dem Krees vun de Chargés de direction ze wielen, och net ze verrieden. Mir stellen eis vir, datt d'Lycées préparatoires op kuerz oder laang effektiv ganz an de Lycée integréiert solle ginn, an da missten déiselwech Spillregele fir all Chargéen zielen. Mat där Léisung, déi an deemem Projet de loi proposéiert gëtt, do kënnen mir net averstane sinn, an duerfir, Här President, bréngen ech den Accord vun der Grénger Partei zum Projet de loi, awer den Désaccord zum Artikel 7 vun deemem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet nach den Här Henckes d'Wuert. Här Henckes!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Gesetz vum 20. Januar 2003 sollt Dummeldeng gebaut ginn a gouf virgesi wéi eng Annex vun Lycée technique du Centre, well et bluttnoutwendeg war, fir do ze décongestionnéieren a fir organisatoresch verschidde Reformen duerchzehuelen. Mir ginn elo op de Wee, esou wëllt et déi nei Regierung, fir en eegestännege Lycée zu Dummeldeng ze organiséieren.

Ech mengen awer, datt de Projet de loi, den Intitulé vum Projet de loi net ganz komplett ass, well do misst en fait compléiert ginn. De richtigen Titel misst sinn: Projet de loi portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État afin de permettre au chargé de direction du Lycée technique du Centre et bourgmestre de Strassen, LSAP, d'accéder aux fonctions de directeur.

» Une voix.- Très bien!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Dat ass de richtigen Intitulé vun deemem

Gesetz. Et ass dowéinst, wou mer dëst Gesetz haut an der Chamber hunn. An all dat anert ass just nure méi Diskussioun ronderëm Saachen, déi awer ganz evident sinn.

(Interruption)

Den Artikel 7 vum Gesetz schwätzt eng kloer Sprouch. D'Chambre des Fonctionnaires...

(Interruption)

» M. le Président.- Här Bettel, hutt Der eng Fro?

» M. Xavier Bettel (DP).- Neen.

» M. le Président.- Dann ass et gutt.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- ...sträicht ervir, datt am Règlement grand-ducal fir d'éischte Kéier en Examen spécial ugefouert gëtt „qui se limite à un mémoire dont le sujet est proposé par le candidat“. Dat heescht, datt de Kandidat scho seet, iwwer wat fir e Mémoire e schreift, an da weess en och sécher, datt en den Exame packt. D'Lat gëtt esou niddreg gesat, datt e Blanne kéint driwwer sprangen!

(Hilarité)

Et ass ganz evident, wat hei leeft, an dat gëtt och nach verherrlecht, sans gêne! E Samschdeg, wéi déi Porte ouverte war, e puer Deeg virdrun ass en Artikel an enger grousser Dageszeitung; et war direkt gesot: Ma du gëss dach Direkter! Et gëtt keen aneren! Et ass deen. A mécht och nach eng Foto!

Da gesäit een och nach...

» Une voix.- Dat dote misst och am Projet de loi sinn.

(Hilarité)

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Majo, et kann een och den Numm direkt soen, mä ech wollt dat haut elo hei net esou soen.

» M. le Président.- Här Gibéryen, elo provozéiert den Här Henckes net!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Da muss een och festhalen, datt bis elo am Gesetz festgehalte gëtt, datt ee Chargé de direction, deen am Grad E3 ter ass, datt deen elo kann Direkter ginn, wann e fénnef Joer Praxis huet. Déi normal Gesetzgebung gesäit vir, datt een an engem héijere Grad, net am E3 ter, mä am 5, 6 oder 7 misst sinn, fir Direkter ze ginn.

Hei gëtt gesot, weg damit, mir wëllen deen dohinner kréien, da musse mer d'Gesetz änneren. Et ass och interessant fir deejéinegen, datt en Direkter gëtt, well hien huet elo als Chargé de direction 450 Punkte Fin de carrière, d'Rémunération de base, dat si 6.618,23 Euro mol 13 plus d'Allocation de repas. Wann hien elo Direkter gëtt, da sinn et 625 Punkte Fin de carrière, d'Rémunération de base, dat sinn 9.191,99 Euro mol 13 plus d'Allocation de repas, dat sinn no Adam Riese ronn 2.500 Euro de Mount.

Merci, Madame Ministerin, hei ass een, dee wäert lech villmools Merci soen, datt Der em hei esou gutt ënnert d'Äerm gräift, well en huet et gebraucht.

(Interruptions)

An da gëtt et nach méi interessant.

» Une voix.- Här Henckes, kënnst deen dann direkt an déi Carrière, wou Dir elo sot?

» Une autre voix.- E kënnst do dran.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- E kënnst direkt do dran.

(Interruptions diverses)

» M. Xavier Bettel (DP).- An Dir stëmmt dat mat?

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- An dat ass dat wat elo hei am Projet de loi drasteet.

(Interruption)

» M. le Président.- Här Bettel!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Mä dat wär och nach gutt, wann e géif schaffe fir déi Suen! Mä e gëtt zur Halschent fräigestallt, well en och nach Congé politique huet vu 14 Stonnen, wou e Buergermeeschter ass zu Stroossen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht, hei hu mer bei esou engem schwierege Lycée, wou et drëm geet, fir deene Leit aus dem Complémentaire ze hëllefe sech ze encadréieren, e Luftikus, deen d'Halschent vun der Zäit net op senger Aarbecht ass.

(Brouhaha général)

» M. le Président.- Oh, ech géif lech bieden, Här Henckes!

(Coups de cloche de la Présidence)

Här Henckes, ech kann net zouloossen, dass Der Leit, déi net hei sinn, op esou eng Aart a Weis ugräift. Dir kënnst hei de Projet de loi kommentéieren, mä awer net dat doten.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech hunn net d'Persoun, mä d'Fonction... Wann een esou wichteg...

(Interruptions)

» M. le Président.- Jo, da musst Der lech awer méi nuancéiert ausdrécken.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Wann een esou wichteg Punkten huet, dann ass et kloer, datt et op esou engem Posten, egal wien et vun deene fénnef ass, deen elo nomméiert gëtt - mä ech huelen un, datt mer awer richtig leien -, datt deen Abléck esou eng Persoun muss Fulltime-Direkter sinn.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Also de Mëtteg, Här Henckes, do révéleiert Der lech wierklech als dat wat Der sidd.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Merci villmools. Ech sinn ëmmer frou, all Kéiers wann een e Steen iergendwou gehäit, da weess een ëmmer, datt, wann ee billt, do richtig getraff ginn ass.

(Brouhaha général)

Ufank Mäerz hat de Kolleg Maroldt...

(Coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Ech géif lech bieden, lech alleguerten ze berouegen an den Här Henckes seng Ausféierung fäerdeg maachen ze loosse!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Vill Leit hu mech gefrot, wéini datt dann elo e Sozialist op eng dubios Aart a Weis géif Direkter vun engem Lycée ginn.

» M. Xavier Bettel (DP).- Ass déi Schoul näischt wäert, Här Fayot?

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Här Gibéryen, loosst den Här Henckes schwätzen!

(Interruption et hilarité)

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech mengen, et ass net gutt, dat Beispill, wat mer am Enseignement ginn. Mir hunn hei d'Echoen an engem Stéck vu wéi villen Enseignanten, déi soen: Eng Hand wäscht déi aner hei an der Regierung, mä et gëtt keng propper derbäi.

(Brouhaha)

Den neien Direkter vum LTC...

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Jo, Dir géift et natierlech anescht maachen.

» M. Ben Fayot (LSAP).- An zur Schoul hutt Der näischt ze soen, Här Henckes? Weider zum Problem vun der Schoul hutt Der näischt ze soen?

» M. Xavier Bettel (DP).- Dir hutt awer nach ëmmer net geäntwert, Här Fayot. Dir hutt nach ëmmer net geäntwert!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- ...wat fir engem Projet de loi. Ech wëll net ausuferen, Här Fayot. Ech bleiwen hei beim Artikel 7 vum Projet de loi.

An da wëll ech och soen, datt ee sech heliansdo wonnere kann, wéi et bei den Nominatiounen geet. Et ass en neien Direkter beim Lycée technique du Centre genannt ginn; dee sollt genannt ginn, well deen ablécklechen Direkter Enn Mee a Pensioun geet. D'Plaz gëtt ausgeschriwwen. Et kommen eng etlech Kandidaturen eran. An dann décidéiert d'Regierung, déi Nominatioun auszusetzen. Do feelt et e bëssen un Transparenz, firwat esou Nominatiounen retardéiert ginn, a wéi et mat deenen Nominatiounen geet. An ech wollt just soen, datt dat Ganz am Enseignement bei etleche Leit eng etlech Froen opwerft.

Mir bleiwen der Meenung, datt et besser gewiescht wier, beim Gesetz vum 20. Januar 2003 ze bleiwen, anstatt elo op deen neie Wee ze goen. Well mer souwisou scho wëssen, datt mer an deem Lycée zu Dummeldeng eng etlech Problemer praktescher Natur wäerten hunn; de Kolleg vun der grénger Fraktioun huet virdu vum Transportproblem geschwat, déi sportlech Infrastrukturen, d'Kantin. Bref, do gëtt et eng etlech Problemer, déi bestinn. An déi hätte kënnen eventuell - oder a mengen Aen - besser geléist ginn, wa se am Kader vun Lycée technique du Centre hätte kënnen geléist ginn, wéi datt mer elo en total indépendant Lycée hunn, wou guer keng Infrastrukturen zur Verfügung stinn.

Dann hunn ech och mat Intérêt am Exposé des motifs e Saz gelies, dee seet: «...qu'il n'est pas judicieux, ni d'un point de vue de gestion rationnelle, ni d'un point de vue

pédagogique, de concevoir un lycée avec plus de 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites». Am Lycée technique du Centre sinn am Ablack 2.700 Schüler, plus nach eng 1.000, déi an den Owescoursé sinn. Dat sinn der am ganzen 3.700, déi an deem Etablissement do wieren. Do wier et also noutwendeg gewiescht, fir e bëssen ze dézentraliséieren. Dat wier positiv gewiescht.

D'Fro, déi sech och stellt, Madame Ministerin: Ass d'Regierung gewëllt, fir elo iwwerall do, wou et méiglech ass, op 2.000 Schüler erfzogen, wéi Der dat hei an Àrem Exposé des motifs sot? Datt mer also méi kleng Unitéiten hunn, an datt mer bei 2.000 géifen en neie Lycée schafen. A Frankräich gëtt et eng Regel, déi vill méi favorabel ass. Do geet et ëm 800 bis 1.000 Schüler pro Lycée, wat et engem Direkter, dee fulltime do ass, erlaabt, sech wierklech an déi Gestiouen ze implizéieren, fir dat ze meeschteren. Ech mengen, dat ass de Wee, op deen ee sollt goen. Mä da muss een natierlech funktionsfäeg Lycéeën hunn. Ech wëll elo net op déi 1.000 ugoen, mä dat schéngt mer awer e Wee ze sinn, deen ee misst sérieusement analyséieren.

Ënnert den 800 Schüler zu Dummeldeng ass e groussen Deel aus dem Préparatoire. Am Exposé des motifs heescht et: «Ce régime regroupe beaucoup d'élèves dits „à problèmes“ qui nécessitent un accompagnement spécifique adapté à leurs problèmes d'apprentissage ou de comportement.» Et bedeit also, datt mer hei op en neie Wee ginn, dee relativ Problemer ka schafen. Duerfir gi jo och Psychologen an Educateurs agestallt, fir dat ze encadréieren. Mä ech bedauern, datt mer op esou e Wee ginn, ouni datt mer d'Lektione geholl hunn, d'Resultater analyséiert hu vu scho bestehende Lycéeën, déi op deemselwechte Wee gaange sinn, an och vum neie Lycée, an datt een hei also eng zousätzlech Infrastruktur schafft, wou een net genau weess, wat dat dote vu Problemer ka comportéieren, an ob dat, wat mer virschloen, iwwerhaupt fiabel ass an net herno de Géigendeel provozéiert vun deem, wat mer eigentlech geduecht haten.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech wollt zum Projet de loi bréngen. Ech wollt der Madame Ministerin an och der Chamber soen, datt d'ADR dat Gesetz, wéi et hei virläit, net wäert stëmmen. Mir wäerten awer den Amendement vun der Demokratescher Partei ënnerstëtze respektiv de Vote par division, wéi en eventuell virgesinn ass.

Mä et ass kloer, datt d'Gesetz, esou wéi et hei ass: Dat ass en Hohn fir dat, wat d'Regierung wëlls huet um Niveau vun der Education! Et ass op jidde Fall eng ganz grouss Demotivatioun fir eng etlech Enseignanten, déi dat heite mat ganz groussen Ae gesinn a wierklech net verstinn, firwat eng Regierung, déi wëllt Reforme maachen, dann op eng Kéier mat esou schlechte Beispiller zeechent.

» M. le Président.- Voilà! Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Mir hate jo eng animéiert Diskussioun. Et ass vill gesot ginn, a villes, wat net ganz richtig ass. Duerfir géif ech gäre kuerz e Rappel maachen. Et ass awer och vill Richteges gesot ginn.

Dir stëmmt, oder d'Regierung ënnerbreit haut net en Text, fir eng nei Infrastruktur ze bauen. Dat Gesetz ass 2003 scho gestëmmt ginn. 2003 - dat ass keng idéal Léisung; dat ass och deemools gesot gi vun alle Bänken - ass eigentlech à la va-vite, well mer deemools schon Nout haten un Infrastrukturen, décidéiert ginn, ganz schnell ee Gebai ze baue fir 40 Klassen, ongeféier 600, 800 Schüler, fir déi Schüler vun Préparatoire, déi elo nach ëmmer a ganz prekäre schreckleche Konditiounen an der Pasteurstrooss hébergéiert sinn, dohinner ze logéieren.

(Interruption)

Dat Gesetz hu mer gestëmmt. Ech war deemools an der Chamber. Ech hunn et eigentlech géint mäi bessert Wësse gestëmmt, well mir alleguerten der Meenung waren, dass et net ideal wär, op déi dote Plaz eng Infrastruktur ze bauen ouni Sport, ouni vill speziell Säll. Awer well mer esou e Misär haten, hu mer gesot: Okay, da stëmme mer dat Gesetz.

Ech hat 2004 probéiert nach Saachen um Bauprojet ze änneren. Ech hu mer du misse soe loosse, dass dat ze spët wär. Dat géif net méi goen, well soss géif et nach méi spët ginn, éier déi Gebaier fäerdeg wären.

Duerfir gëtt dann déi Schoul gebaut esou wéi d'Gesetz doläit.

Ech sinn awer der Meenung - an dat war ech nach ëmmer -, dass et net gutt ass, op ee Site 800 Schüler vum Préparatoire zesammen ze scolariséieren. Ech sinn do radikal dergéint. An egal vu wat ech elo accuséiert ginn, ech fannen dat net richtig.

Duerfir hunn ech eng Optioun geholl, fir ze soen: Mir wëllen do net eng Annex maache mat Préparatoireschüler. Mir hätte gären e Mix vu Schüler, wou souwuel Schüler vum Classique wéi vum Technique wéi vum Préparatoire an deemselwechte Gebai scolariséiert ginn. Dat ass d'Politik, déi mer ëmmer deklaréiert hunn an déi mer och an dësem Gebai wëllen duerchzéien. Wa mer dat wëlle maachen, a vu dass d'Infrastruktur virginn ass, da kann ech nëmmen e Cycle inférieure dohinner setzen. Do ass net Plaz genuch, fir dann ee ganze Lycée mat Cycle supérieur ze maachen.

Ech wëll och d'Klammer opmaachen, dass den IVL schonn 2000 déi grouss Prinzipie festgehalten huet. Mir hunn e Plan sectoriel «Lycées». Dat éischt Dokument ass 2000 erauskomm. An do steet dran, dass e Lycée zwëschent 1.200 fir e Lycée classique an 1.300 oder 1.350 fir e Lycée technique soll hunn. Also déi Dokumenter gëtt et allegeren. Duerfir staunen ech heiansdo iwwer verschidden Aussoen, déi hei gemaach ginn.

Bon! Dat Gebai zu Dummeldeng, dat passt natierlech net an dee grouss Kader, well et jo e provisoersch Gebai war, eng Noutléisung, aus der Nout eraus. Pragmatisch wéi mer da sinn, hu mer dat gemaach. Mä ech mengen, wa mer schonn e Gebai hunn - a mir hu jo kee Gebai ze vill zu Lëtzebuerg -, da solle mer dee rationellst méiglechen Usage dovunner maachen.

Duerfir d'Proposition, fir dann do e Cycle inférieure ze maachen; an déi zweet Proposition, fir et net als Annex lafen ze loosse vum Lycée technique du Centre, well dee jo - wéi hei gesot ginn ass - 2.700 Schüler huet. Dat ass deen eenzege Lycée, deen esou grouss ass. An ech sinn der Meenung, dass dat ze grouss ass fir eng gutt Betreuung vun de Schüler. Duerfir dann ee selbststänneg Lycée, onofhängeg, deen dann zu Dummeldeng soll fonctionnéieren.

Ech wëll och nach soen, dass mer probéieren - selbstverständlech kréien déi Kanner Sport - zesumme mam Emile Metz eng Infrastruktur fir Sport ze bauen, fir dass och déi Schoul eng eege Sportinfrastruktur zur Verfügung kritt.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun der Direktioun. Ech mengen, dat ass jo en long et en large hei diskutéiert ginn. Ech hunn der Kommissioun allegueren d'Ursachen erkläert, firwat dass ech der Meenung sinn, dass mer deen Artikel 7 an dat Gesetz hei solle setzen. Ofgesi vun alle perséinlechen Iwwerleeungen, wëll ech dann awer hei soen, dass vill Reaktiounen mech fundamental stéieren, well ech mech immens gutt un eng Diskussioun erënneren, wéi ech ganz jonke Proff war. Dunn ass ee Schoulmeeschter Direkter vum Michel-Lucius ginn. Dat war e Skandal! Ee Schoulmeeschter kann net Direkter vun engem Lycée ginn! An deen Dünkel, deen hu mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer.

Ech wëll just soen, dass déi Leit, déi aus der Grënnerzäit, wéi de Régime préparatoire an de Lycée iwwerholl ginn ass, iwwer all déi Joren eng ganz schwéier Aarbecht gemaach hunn - et ass jo hei gesot ginn, wéi schwéier dass dat ass, mat Problemkanner ëmzegen. Déi Leit hunn all déi Joren hir Aarbecht elo gemaach. A wa mer da mussen e Gesetz maachen, dat mir och net immens gutt gefält - ech hätt léiwier eng allgemeng Regel fir allegueren d'Leit; dat war awer net méiglech an duerfir ginn ech eben de Pis-aller -, mä da genéieren ech mech awer och fir déi Aussoen, déi hei gemaach si ginn, fir deene Leit, déi all déi Joren déi Aarbecht gemaach hunn, dann net d'Méiglechkeet ze ginn, dass se dann och den Titel dofir kënnen kréien. An duerfir hunn ech iwwerhaupt kee schlecht Gewëssen, fir dëser Chamber dat Gesetz hei ze soumetéieren.

Ech wëll selbstverständlech, wann Der mech da frot, d'Motioun vun deene Gréngen, wat d'Mobilitéit ugeet, unhuelen. Ech wëll och vun den Transportproblemer hei soen, dass e puer Réunioune waren. Net méi spéit wéi gëschter war nach eng Réunioun, fir ze kucken, wéi den Transport géif organiséiert ginn. Et ass natierlech besser, wann dat alles am Viraus geplangt ass, wann een de Lycée baut. Dat gëtt jo och elo probéiert.

Ech wëll awer déi hei Aschränkung maachen: Wann ee Lycée opgeet, en neie Lycée, dann hëlt een un, da schätzt een,

aus wéi enge Gemenge Kanner dohinner kommen. Et gëtt och eng Zone de proximité gezechent. Mir wësse jo awer, dass et ëmmer Ausnahme gëtt, dass ëmmer Leit nach vun anzwousch anescht wëllen dohinner kommen.

Mir wëssen och, dass mir eigentlech d'Gewunnecht hunn hei zu Lëtzebuerg, d'Kanner alleguer bei der Dier doheem ofzehuelen a si bis an d'Schoul ze féieren, dass déi Konditioun natierlech net ëmmer ka garantéiert ginn, mä dass ee kann en attraktiven a kohärente Mobilitéitsplang maache fir eng Zon, awer natierlech net fir all gréisser Regioun.

Dat gesot...

» **M. le Président.** - Madame Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Loschetter?

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Selbstverständlech.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President.

D'Madame Ministesch weess bestëmmt, dass et eng Regel gëtt, mir fannen déi erëm an de Foyers de jour zum Beispill bei de Chargés de la direction. Mir fanne se och an de Schoulgebäier erëm, an de Lycéeën a Lycée-techniquen, déi eigentlech den Direkter an d'Leit aus der Direktioun verflucht, e Plein temps ze assuréieren. Dat ass notament och e Problem heiansdo bei Fraen, déi wëllen eng Carrière maachen, déi awer gäre géifen eng Zäitchen op den Temps partiel zrëckgräifen, an awer hiren Direkteschposten, sief et an enger Crèche oder sief et an enger Direktioun, weiderféieren, notament heiansdo och mat Job-sharing. Dat alles bleift hinnen am Fong geholl verweigert, well mer déi Regel hunn, déi seet, dass d'Direktioun muss déi Pflicht erfüllen, dass se e Plein temps huet.

Kann dann d'Madame Ministesch an dësem Fall hei garantéieren, dass d'Direktioun vun deem Lycée zu Dummeldeng e Plein temps ass an dass och déi Disponibilitéit vun deem Direkter e Plein temps bleift, well dat wär eng zousätzlech Ongerechtheet, wann dat de Fall net wär, par rapport zum Beispill - notament, mä net nëmmen - vu ville Fraen, déi aus verschidde Grënn wëllen hiert Liewen an deem Dëngen...

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter, Dir hutt Är Fro gestallt, mir waarden elo op d'Äntwert vun der Madame Minister.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech soen lech Merci.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Ech wëll just soen, dass e Congé politique net e Mi-temps ass, also dat heescht, et ass eng aner Dispositioun, déi de Congé politique regelt, mä ech mengen, vu dass mer keen Numm nennen a jiddferen op deemselwechte Mënsch hei erëmhaakt...

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Dir hutt mech falsch verstan.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - ...weess jo jiddferen, dass deen, deen de Moment Kandidat ass, deen och provisoersch d'Direktioun mécht, vu dass e Chargé de direction ass fir de Régime préparatoire...

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ass d'Plaz dann ausgeschriwwen?

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Ech kann d'Plaz nach net ausschreiwen, soulaang d'Gesetz net gestëmmt ass.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Fir ee Kandidat! Fir ee Kandidat!

(*Interruptions diverses*)

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Neen, Här Gibéryen...

» **M. le Président.** - Wann Der emol alleguer geift ofwaarden, bis d'Madame Minister hir Ausféierunge gemaach hätt, wären eng Rei Froe ganz iwwerflësseg!

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Neen, meng Fro ass awer zimlech kloer a prezis. Ech denken, déi Regel, déi gëtt et net fir näischt, an déi Regel, déi gëtt et, fir dass déi Disponibilitéit och garantéiert ass.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Jo.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt lech just froen,

Madame Delvaux, ob Dir eis hei kënt déi Disponibilitéit egal aus wat fir engen Ursaache garantéieren, ob déi Disponibilitéit vun deem Direkter an där schwiereger Schoul, mat deene schwierege Schüler, mat deem flotte Projet garantéiert ass?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir schlëissen eis dëser Fro un, Här President.

» **Une voix.** - Mir och.

(*Brouhaha général*)

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Ma da musse mer kucken, dass mer déi Konditiounen do garantéiert kréien. Ech kann, vu dass e jo nach kee Kandidat ass - d'Plaz ass nach guer net ausgeschriwwen -, lech jo also och net soen, wéi et fonctionnéiert. Ech ka just soen, dass ech alles wäert drusetzen, fir dass déi Disponibilitéit do garantéiert ass.

Nach eng Fro?

» **Une voix.** - Très bien.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. De Vote fänkt un.

(*Interruptions*)

Amendement 1

Pardon. Mir huele fir d'éischt den Amendement vum Här Krieps.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Déi, déi mat deem Amendement averstane sinn, déi stëmme mat Jo. Déi, déi net domat d'accord sinn, déi en oflehnen, stëmme mat Neen.

Vote

Den Amendement vum Här Krieps ass ofgelehnt...

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **M. le Président.** - ...mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Den Här Adam huet d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, vu datt den Amendement verworf ass, froe mer d'Divisioun vum Vote, an zwar e spezielle Vote fir den Artikel 7. Mir hunn déi véier Ënnerschrëfte vun eis a mir...

(*Interruption*)

Madame Flesch.

» **M. le Président.** - D'Madame Flesch huet d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, mir ënnerstëtzen déi Demande vum Vote par division. Mir invoquéieren den Artikel 45; wann d'Divisioun gefrot ass, ass se de droit. Mir froen e Vote par division iwwert den Artikel 7, den Artikel 8 an den Artikel 9. Mir preziséieren: also am Sënn vum Artikel 45 vun eisem Reglement. Mir hätten also gären de Vote par division, ech soen et nach eng Kéier, iwwert den Artikel 7, den Artikel 8 an den Artikel 9.

» **M. le Président.** - Duerch Är Demande fir e Vote séparé vum Artikel 7 ass domat och d'Demande vun der grénger Fraktioun recevabel. Mir mussen e Vote séparé maachen iwwert déi dräi Propositionen, déi Der gemaach hutt. Dir frot jo e Vote séparé fir 7, 8 an 9?!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Richtig!

» **M. le Président.** - Voilà. Et gëtt dräi verschidde Voten.

» **Plusieurs voix.** - Jo!

» **M. le Président.** - Da maache mer fir d'éischt de Vote iwwert den Artikel 7.

(*Interruption*)

Den Text gesäit vir, wann d'Divisioun gefrot gëtt, dann ass se de droit: «L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.» Dat ass dat, wat Dir elo frot: 7, 8 an 9. A wann déi Voté gemaach sinn, da gesi mer jo, wat d'Resultat dovunner ass a wat dobäi erauskomm ass, an da stëmme mer iwwert dee ganzen Text vum Projet de loi. Esou ass d'Prozedur.

Article 7

Voilà, also stëmme mer elo fir d'éischt of iwwert den Artikel 7.

» **Une voix.** - Jo!

Vote

(*Brouhaha général*)

» **M. le Président.** - Den Artikel 7 ass mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Article 8

Vote

Voilà, dann huele mer de Vote séparé iwwert den Artikel 8. De Vote fänkt un.

(*Interruption et hilarité*)

» **Une voix.** - ...wien huet dann hei e Problem.

» **M. le Président.** - Och den Artikel 8 ass ugehall mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme

Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Article 9

Vote

Dann nach den Artikel 9. Ee Moment, voilà de Vote fänkt un.

Och den Artikel 9 ass uegell mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles

Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären. Elo stëmme mer of iwwert dee ganze Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5625 ass uegell mat 45 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen an 10 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles

Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Madame Flesch freet d'Wuert.

» Mme Colette Flesch (DP).- Här President, mat Ärer Erlabnis géif ech gären ons Abstentiuonen motivéieren.

Selbstverständlech si mer der Meenung, dass dee Lycée zu Dummeldeng muss gebaut ginn; dofir konnte mer net géint dee Projet stëmmen. Mä mir hunn e Problem mam Artikel 7, aus all deenen Ursaachen, déi hei schonn erwähnt gi sinn.

Ech wëll an deem Zesummenhang ganz kloer soen, dass mer näischt dergéint hunn, wann e Schoulmeeschter op engem normale Wee d'Possibilitéit kritt, nodeem en d'Experienz huet, d'Responsabilitéit vun der

Direktioun vun esou engem Enseignement ze iwwerhuelen.

Här President, ech muss lech awer soen, ech hu bei der Diskussioun vun deem Projet an der Kommissioun, wou ech duerch Zoufall eng Kolleegin ersat hunn, eppes erlieft, wat ech an deene ville Joren, wou ech an der Chamber war, nach ni erlieft hunn.

D'Madame Minister huet an der Kommissioun kloer gesot, deen Artikel wär erakomm, fir dass den Här Souwisou kéint Direkter genannt ginn.

» Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

» Mme Colette Flesch (DP).- Dat sinn awer Saachen, Här President, wou ee muss soen: „Esou geet et net!“

Also d'Regierung an d'Majoritéit sinn an där doter Geschicht en aveu, an dat muss un de Pranger gestallt ginn. Dofir konnte mer dee Projet net stëmmen.

» Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

» M. le Président.- Mir hunn nach d'Motioun, déi vun dem honorabelen Här Adam déposéiert ginn ass. Souwäit wéi ech d'Madame Minister verstanen hunn, huet si gesot, dass se mat där Motioun averstane wier.

Vote

Kënne mer also déi Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass d'accord mat der Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmegeg uegell.

Domadder si mer defintiv um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Ech soen lech Merci. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.53 heures)

SÉANCE 38

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

- Dépôt de deux projets de loi
- Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce
- 5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969
5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973
(Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)
- 5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale)
- 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale)
- 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006 (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- Demandes en naturalisation
- Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

Jeudi, 14 juin 2007

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Madame Statssekretärin Octavie Modert.

1. Dépôt de deux projets de loi

» Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.- Jo, Här President. Ech wollt Dépôte maachen. Deen éischten ass e Gesetzesprojet iwwert d'Aide de la formation-recherche.

- Projet de loi N°5733 relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail;

- la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007

An dann hätt ech nach een ze maachen, an zwar wollt ech de Gesetzesentwurf relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques hannerleeën.

- Projet de loi N°5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Modert. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dese Projeten an déi zwee Projete ginn un déi zoustänneg Kommissiounen pour examen verweisen.

Als éischte Punkt hu mer haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Question urgente N°1778 vum Här Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations commerciales. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Regierung Merci soen, an och der Chamber, dass se d'Urgence vun der Fro unerkannt huet.

Et ass am Land en Trafic vu falschen Autorisations de commerce entdeckt ginn. Dat wat um Ufank just nuren e puer Eenzelfäll sollte sinn, huet sech awer, no mengen Informatiounen, erausgestallt als e ganz groussen Trafic. Anscheinend sinn iwwer 100 falsch Autorisationen erausgaangen, oder richteg Autorisationen erausgaangen, mä op Basis vu falsche Pabelieren!

Et wieren essentiellement portugisesch Firmen oder portugisesch Ressortissanten, déi dovunner betraff wieren. A verschidene Fäll ass souguer geschwat ginn, hei ass een, wou ech Bescheed weess, dass en 30.000 Euro bezuelt huet, fir falsch Diplomer a Portugal ze kréien, fir och eng Autorisation, eng Maîtrise ze kréien a Portugal. Déi Maîtrise ass dann zu Lëtzebuerg iwwerschrivwe ginn, a lues a lues ass awer déi ganz Affär do erauskomm.

Et ass kloer, dass dat doten eng etlech Problemer opwerft. Ech wollt dofir e puer Froen un d'Regierung stellen:

Éischtens, kënn Der mer déi Faiten, déi ech elo kuerz beschriwwen hunn, confirméieren?

Zweetens, stëmmt et, dass eng Instruction judiciaire ënnerwee ass an dass verschidde Persounen scho verhaft gi sinn an där Affär? Ech weess net, ob et hei zu Lëtzebuerg ass oder am Ausland.

Si lëtzebuergesch Fonctionnaires oder kéinten déi an deen Trafic implizéiert sinn oder ass eng Enquête respektiv eng Instruction en cours?

A véiertens, étant donné dass logescherweis missten déi Entreprises alleguerten zougemach ginn a Strofklou géint déi Leit gefouert ginn, an étant donné dass awer déi Entreprises, iwwer 100, eng etlech Leit beschäftegen - et gëtt vu 400 bis 500 Leit geschwat -, wäert dat doten natierlech en etlech Problemer opwerfen um soziale Plang fir déi Leit, déi natierlech hir Aarbechtsplaz kéinte verléieren. Déi steierlech Implikatiounen, Marchés publics kéinten a Fro gestallt ginn. Bref, och fir de Stat gëtt et eng etlech steierlech Nodeeler. Dofir wollt ech froen, wéi d'Regierung wëllt dee Problem do ugoen, wann déi Faiten, déi ech elo kuerz beschriwwen hunn, géife bestätegt ginn.

» M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Fernand Boden, Mëtzelstandminister.

» M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech ka confirméieren, ass, dass en Trafic vu falschen Diplomer an CE-Zertifikater vun eisem Ministère opgedeckt ginn ass, an doropshin hu mer direkt den 10. Abrëll de Parquet saiséiert an dëst och den 12. Abrëll an engem Pressecommuniqué matgedelt.

Et sinn effektiv no eisen Erkenntnisser méi wéi 100 Betriber, déi sech op déi Aart a Weis eng Autorisation erschlach hunn. Mir traitéieren ronn 12.000 Dossieren am Joer, respektéieren dobäi strikt Regeln an der Instruktioun vun den Dossieren, an eise Service „Autorisation“ ass ISO-zertifizéiert, mä kriminell Energie fënnst ëmmer nees e Wee, fir laanscht d'Regelen ze kommen.

Eisen Informatiounen no hunn d'Präisser, fir op dës Aart a Weis un eng Autorisation erunzekommen, téschent 8.000 an 28.000 Euro variéiert. Ech wëll net ofstreiden, dass dat vläicht een der 30.000 bezuelt huet, wéi den Här Henckes elo gesot huet, mä am Prinzip sinn eisen Erkenntnisser no téschent 8.000 an 28.000 Euro bezuelt ginn.

Zur zweeter Fro: Et ass richteg, dass opgrond vun eiser Initiativ eng Instruction judiciaire opgemaach ginn ass, an dass den Ennersuchungsrichter och scho Leit an Untersuchungshaft gesat huet, vun deene mer déi genee Zuel awer net kennen.

Drëtt Fro: Et ass kee vun eisen aktive Beamten inculpéiert. Et gëtt zwee Employéen, déi méi heefeg Kontakt hate

mat eenzelne Leit, déi an den Trafic implizéiert sinn; do leeft allerdéngs eng Enquête.

Véiert Fro dann. Mir sinn eis bewosst, dass d'Zréckzéie vun enger Autorisation eng ganz sensibel Matière ass. Et kann awer net akzeptéiert ginn, dass onberechtigt erlaangten Autorisationen oni Sanktiounen bleiwen. Mir siche mat all Entreprise eng gangbar Léisung ze fannen, fir Schued fir d'Leit an och fir hir Aarbechtsplaz esou wäit wéi méiglech ze vermeiden. Duerfir ginn och all eenzel Entrepreneuren an de Ministère convoquéiert. Si kréien déi vum Gesetz virgesinnene Iwwergangsfristen zougestanen, fir déi bestehend Erfuerdnerisser, déi un de Gérant gestallt ginn, ze erfëllen. Soss muss d'Autorisation definitiv entzu ginn. Dëst betrëfft allerdéngs nëmmen déi administrativ Prozedur.

Et sief och drun erënnert, dass stroferechtlech gesinn d'Produktioun an den Usage de faux e kriminellen Akt ass, an dass doduerjer déi Verantwortelech vun dese Betriber eventuell och nach eng Strof um penale Plang riskéieren.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischten ordinäre Punkt vun eisem Ordre du jour, dass ass d'Diskussion vum Projet de loi 5643, en Ofkommes iwwert d'Conférence européenne de biologie moléculaire, a vum Projet 5644, en Ofkommes iwwert de Laboratoire européen de biologie moléculaire. Béid Projekte ginn an enger Diskussion behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Goerens, Fayot, Mehlen an d'Madame Loschetter.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, déi an enger Diskussion behandelt ginn, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis!

3. 5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» M. Marcel Oberweis (CSV), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, Lëtzebuerg ass am technologeschen Émbroch. Wa mir nach an de 50^{er} Joren am leschte Jorhonnert vun der Minett an dem Stol geschwat hunn, war et an de 60^{er} an an de 70^{er} Joren den uuessende Finanzsektor. An den 80^{er} an 90^{er} Jore koum dunn den opstriedende Sektor vun de Satelliten derbäi. Derniewent ass eis Gesellschaft ëmmer méi vun den elektronische Medien an der mobiler Telekommunikation geprägt ginn. Duerch d'Kreatioun vun de Fuerschungszentren an eiser Universitéit huet awer en neie Wand geblosen.

Dee virleiende Projet de loi gesäit dofir d'Approbation vum Accord iwwert déi Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie vum 13. Februar 1969 vir. Elo kënnst ee soen: Dat huet awer eng laang Zäit gebraucht, bis deen an d'Chamber komm ass! Hei eng kleng Erklärung dozou.

An de 60^{er} Jore vum leschte Jorhonnert hunn d'Wissenschaftler d'Kreatioun vun engem Laboratoire fir Molekularbiologie verlaangt, an am Joer 1964 ass déi Europäesch Organisatioun fir Molekularbiologie gegrënnt ginn. D'Aufgab vun dieser Organisatioun war et deemools, fir Bourssen un déi Wissenschaftler ze verginn, déi de gewünschten europäesche Laboratoire opbaue sollten.

1969 ass dunn déi Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie an d'Liewe geruff ginn. Hiert Haaptzil war et, d'Entwécklung an d'Recherche vun der Molekularbiologie an Europa virunzedreiwen. Doriwwer eraus sollt och d'Ausbildung an d>Weiderbildung vun de Chercheuren op deem wichtege Gebitt ënnerstëtzt ginn.

Lëtzebuerg huet deemools net matgemach, awer aner 25 Länner aus Europa an och Israel an d'Türkei hu scho matgemach. Haut triede mir duerch eise Vote der Konferenz bäi; d'Demande vun der wëssenschaftlecher Fuerschung hei am Land huet dat bewierkt.

D'Molekularbiologie befaasst sech mat der Struktur an der Funktioun vun der DNA op

molekularem Niveau. D'Wëssenschaft stellt fest, dass d'Molekularbiologie ëmmer méi an d'Beräicher wéi Chemie a Biologie andréngt, hei am Besonneschen an d'Genetik an an d'Biochemie. Eng vun de wichtege Aufgaben ass dofir d'Erfuerschung vun de Wiesselbeziungen téschent der DNA an de Proteinen an den Zellen. D'Fuerscher gesinn hei eng ganz Palett vu biochemeschen, mikrobiologeschen, geneschen a gentechnesche Prozesser vir. Lëtzebuerg ka sech elo och do erabrénge.

D'Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie huet hire Sëtz zu Heidelberg an hir Haaptmissioun ass et, den Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie ze finanzéieren.

An der jéngster Vergaangenheet huet si e wëssenschaftleche Programm fir déi europäesch Jonkfuerscher an d'Wee geleet. Duerch sollt de wëssenschaftlechen Nowuess an Europa eng Chance an der Wëssensgesellschaft kréien.

Duerch e weidere Projet gëtt versicht, d'Welt vun de Fuerscher méi no un de breede Public erunzedeeren an domadder fir Transparenz ze suergen. Derniewent besteet awer och eng elektronesch interaktiv Plattform, wou een d'Daten iwwer all Domäne vun de Sciences de la vie agesinn an och erofluede kann.

Duerch de Bäitritt zur Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie ginn der Lëtzebuenger Fuerschungslandschaft nei Weeër opgemaach. D'Demande vu Lëtzebuerg, fir do Member ze ginn, gouf och schon akzeptéiert. Ënner anerem kënnen elo Bourssé fir Fuerscher bereetgestallt ginn a wëssenschaftlech Konferenzen duerchgefëiert ginn.

Wa Lëtzebuerg deser Konferenz elo bäitritt, da kann och de Bäitritt zum Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie duerch e weidere Gesetzesprojet duerchgefëiert ginn. Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, dass déi zwou Ratifikatiounen an engem Intervall vun engem Mount duerchgefëiert missten a sollte ginn. Eis Regierung huet awer eng Derogatioun kritt, esou dass mir haut dann déi zwee Votë mateneen duerchféiere kënnen.

Wat elo de finanziellen Impakt vun deem Bäitritt ubelaangt, esou gëtt hei no engem Schlëssel verfuert wéi dee vun der OCDE festgeluecht ginn ass. Fir Lëtzebuerg mécht de Joresbäitrag 0,21% vum Gesamtbudget vun der Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie aus. Fir dëst Joer gëllt et 32.900 Euro ze investéieren, fir dat nächst Joer 35.400 a fir 2009 38.200 Euro.

Vläicht zum Schluss nach Detailer vum Gesetzesprojet. En ass den 1. Dezember d'lescht Joer an der Chamber vun Här Ausseminister Jean Asselborn déposéiert ginn an de Statsrot huet säin Avis de 14. Februar 2007 eragereecht. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an hirer Sitzung vum 16. Mee 2007 dann elo kuerz mat dem Gesetzesprojet auserneeegesat an och mam Avis vum Statsrot. De Rapport ass de 7. Juni ugeholl ginn, an och do eestëmmege.

Souwuel de Statsrot wéi och mir an der Kommissioun hunn d'Wichtigkeet vun deem Accord fir ons Wëssensgesellschaft ënnerstrach an dowéinst biede mir lech alleguerten em eng breet Ennerstëtzung. Ech bréngen och eisen Accord vun der CSV schonn eran a soen elo Merci fir d'Nolauschteren.

An da fuere mer quasiment eriwwe op den nächste Projet de loi, well dat beienee sollt goen.

Ech fänken erëm eng Kéier un, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin,...

(Hilarité)

...och elo den Här Minister - ech hunn dee virdrun iwwersi gehat, entschëllegt. Jo, mä et soll een ëmmer héiflech am Liewe sinn, dat gouf ech an enger gudder Kannerstoff geléiert. War et net esou? Voilà.

» M. Xavier Bettel (DP).- Très bien.

» M. Marcel Oberweis (CSV), *rapporteur*.- Och hei gëllen déi Gesetzer, déi een doheem geléiert gouf.

...mat dem Gesetzesprojet iwwert den Accord vun der Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie huet Lëtzebuerg elo grad dann d'Dier opgemaach fir d'Fuerschung an engem Beräich vun der Molekularbiologie.

» M. Xavier Bettel (DP).- Nach net.

» M. Marcel Oberweis (CSV), *rapporteur*.- Ech sinn awer schonn der Meinung, dass dat haut passéiert.

» Une voix.- Ah, dann ass et gutt.

» M. Marcel Oberweis (CSV), *rapporteur*.- Dësen Accord ass awer eng Conditio sine qua non fir de Bäitritt zum Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie, deen de Sujet ass vun deem virleiende Gesetzesprojet. Lëtzebuerg huet sech zu Genf den 10. Mee 1973 deemools net deem Laboratoire ugeschloss. 19 Länner aus Europa an och Israel hunn dat deemools awer scho gemach.

Genau wéi den Accord zum Bäitritt zur Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie huet et laang gedauert, bis dese Projet hei an d'Chamber komm ass. Ech hunn d'Erklärung dofir virdu schonn ofginn.

Duerch d'Schafung vun eiser Universitéit kënnst awer elo en neit Emdenken an d'Land. D'Haaptzil vun deem Laboratoire ass et, de Lëtzebuenger Fuerscher all Méiglechkeeten ze ginn, fir vun den Infrastrukturen op deem wichtege Gebitt an Europa ze profitéieren. De Laboratoire huet säin Haaptstëtz zu Heidelberg. Weider Laboratoire, opgedeelt no Fachgebidd, sinn dann zu Monterotondo bei Rom, zu Hamburg, zu Grenoble an zu Hinxtan no bei der Stad Cambridge.

An all dese Laboratoire schaffen zurzäit schonn 1.400 Chercheuren an déi sinn do engagéiert a Gebidd, déi eis muer e Stéck a manche Fuerschungselementer weiderbréngen wäerten.

E weidere wichtege Volet ass awer ganz kloer d'Offer vun der permanenter Weiderbildung fir eis Fuerscher, well jiddferee weess jo: Deen, dee sech net weiderbilt an deem Domän do, dee fällt zréck.

Och wa Lëtzebuerg elo dem Europäesche Laboratoire bäitritt, dann däreft een awer net vergiessen, dass hei am Land schonn eng sëlliche Projeten op deem Gebitt duerchgefëiert ginn. Ouni an d'Detailer ze goen, wëll ech hei den CRP-Santé an den CRP Gabriel Lippmann zitéieren, wou iwwer 150 Fuerscher momentan hirem Wëssensdrang noginn.

Duerch d'Kreatioun vun onser Universitéit kënnst et awer elo zu där sougenannter benéidegter Masse critique, fir der Recherche fondamentale an och der Recherche appliquée en neie Stellewäert ze ginn. Derniewent wierken och nach d'Fondation fir Kriibsfuerschung, den CRP Henri Tudor, den Institut viti-vinicole an och de Fonds national de la Recherche an deem interessante Beräich mat.

A wann d'Cité des Sciences zu Esch-Belval emol steet, da kënnen mer eis virstellen, dass eng ganz Rei vu Start-ups an och Spin-offs sech ronderëm d'Molekularbiologie greféiere wäerten. Domat kënnen mir och nei Aarbechtsplaze schafen an doriwwer eraus kënnen mir och jonk Fuerscher, déi momentan am Ausland sinn a gäre géifen zréckkommen, erëm zréck an eis Fuerschungslandschaft erëbréngen.

Wat de finanziellen Impakt vun dem Bäitritt zum Europäesche Laboratoire fir d'Molekularbiologie ubelaangt, esou gëtt och hei nom Schlëssel vun der OCDE verfuert. Lëtzebuerg muss 0,21% vum gesamte Budget bäisteieren, dat heescht fir 2007 musse mir 151.500 Euro bezuelen a fir dat nächst Joer 159.500 Euro.

Zum Schluss nach e puer Detailer. Och wéi dat anert Gesetz ass dat hei gemeinsam den 1. Dezember 2006 vum Här Ausseminister Jean Asselborn hei déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass och parallel komm de 14. Abrëll an och an darselwechter Kommissioun, an der Sitzung vum 16. Mee, hu mer eis domat befaasst. De Rapport ass de 7. Juni och eestëmmege ugeholl ginn.

De Statsrot an och ons Kommissioun hunn d'Wichtigkeet vun deem Accord fir ons Wëssensgesellschaft ënnerstrach. Erlaabt mer awer och zum Schluss der Madame Josiane Entringer aus dem Ministère vun der Recherche fir hiren Engagement Merci ze soen, well si huet dat Ganzt esou duergeluecht, dass mir kee Problem haten, déi zwee Gesetzer hei duerchgezéien.

Well Lëtzebuerg sech awer mat deenen zwee Gesetzesprojeten an de Geescht vun der Lissabon-Strategie setzt, déi jo vun ons alleguerten eng Opbrochstëmmege fir d'Wëssensgesellschaft verlaangt, bidden ech hei em eng breet Zoustëmmege. Domat

setze mer e wichtegt Signal fir déi Wëssenschaftler dobaussen, déi sech der Molekularbiologie verschriwwen hunn.

Ech bréngen och hei den Accord vu menger Fraktioun mat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet dann den honorebelen Här Wagner.

Pardon, den Här Goerens.

Discussion générale

►► **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, den Här Oberweis, Rapporteur, huet em eng breet Zoustëmmung gebieden. Opgrond vu sengem exzellente Rapport kann ech mech deem net verweigeren, an dat am Numm vu menger Fraktioun.

►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat hätt den Här Wagner och fäerdeg bruecht.

(Hilarité)

►► **M. le Président.** - Merci, Här Goerens, fir déi däitlech Aussoen. Dann huet den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot!

(Interruptions)

►► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt zwou, dräi Remarquen zu deenen zwee Projekte maachen.

Déi éischt Remarque: Deen Accord iwwert dee Laboratoire fir Biologie moléculaire ass jo en interessanten Accord, well et eng intergouvernemental Initiativ ass, déi also ausserhalb vun de Strukture vun der Europäescher Unioun stattfënnt op engem Gebitt vun der Recherche de pointe an Europa. D'Iddi ass jo, wéi de Rapporteur dat hei exzellent gesot huet, fir eng zentral Struktur ze hunn, dee Laboratoire zu Heidelberg mat deene Satelliten, véier anere Satelliten a verschiddene Länner, fir d'Recherche ze encouragéieren um Gebitt vum Vivant.

Den Här Oberweis huet a sengem Rapport selbstverständlech akribesch déi Institutionen, déi zu Lëtzebuerg mat der Recherche du vivant befaasst sinn, opgezielt. Et ass allerdéngs keng Indicatioun komm, firwat déi Adhésioun fir deen Zentrum do, dee jo säit 1974 besteet, elo kënnt. Et kann ee sech natierlech virstellen, dass et elo kënnt, well mer an enger Phas sinn, wou d'Lëtzebuurger Recherche sech ëmmer weider dévloppéiert a wou d'Regierung jo och wëllt d'Prozentsatz fir d'Recherche ëmmer méi eropsetzen. Mir sinn ongeféier bei 0,3 bis 0,4 a mir wëlle jo op 1% ëm 2010 kommen. Et kann also domat zesummenhänken.

Ech wär awer interesséiert, wann d'Madame Statssekretärin ons kënnt soen, ob an deenen Instituter, déi elo mat Recherche du vivant befaasst sinn, prezis Besoinë si fir all déi Offeren, déi eben dee Laboratoire do bitt. Dat si jo vill Offeren. Den Här Oberweis huet et jo duergestallt. Et sinn net nëmme Facilitéite fir Recherche, dat si Formationen, dat si Seminare fir Studenten oder fir Leit, déi amgaange sinn, eng Formation ze maachen. Et wär also interessant ze wëssen, ob do sech eppes an dësem Abléck mécht.

Dann hat ech och an der Kommissioun gefrot, wéi bei deene villen Instituter, déi sech zu Lëtzebuerg mat Recherche du vivant ofginn, d'Koordinatioun ass. Den Här Decker, den zoustänneg Mann am Ministère de la Recherche, hat ons gesot, do géif geschafft ginn no de Recommandatiounen vun der OCDE.

Ech hunn dat am Rapport iwwert d'Recherche vun 2006 nogelies, an do gétt effektivt och gesot, dass Enn 2006 dru geschafft géif téschent dem Ministère de l'Économie, dee jo fir Luxinnovation zoustänneg ass, an dem Ministère de la Recherche, dee fir déi eigentlech Recherche zoustänneg ass, fir éischters e Conseil supérieur de la recherche et de l'innovation opzebauen - ech wär interesséiert ze wëssen, wéi wäit a wou deen ass -, an zweetens dann och fir dee Contrat de performance pluriannuel auszeschaffen, deen also zwëschent dem Stat an deene verschiddenen Acteuren an der Recherche kéint ofgeschloss ginn. Dat si jo d'CRPen,

den CRP-Santé, den CRP Lippmann, héchstwahrscheinlech och den CRP Tudor, dat ass d'Universitéit, et ass de Fonds national de la Recherche, et ass och de CEPS engersäits an dann natierlech Luxinnovation anersäits. Et ass also en interessante Projet.

Ech mengen, et ass kee Problem, dass mir als LSAP deem zoustëmmen. Mä ech mengen, wann een elo vläicht iwwert déi reng formal Approbatioun, déi mer hei ginn, an och iwwert déi puer méi finanziell Aspekter ewechgeet, ass et awer interessant sech ze froen, wat dann elo mat deem Accord geschitt a wat fir direkt Initiative mer mat deem Accord huelen, well do vill Potenzialitéiten dra sinn, déi mer och solle benotzen.

Merci.

►► **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nächsten...

(Interruptions diverses et hilarité)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot? Ech hunn lech zwar héieren.

►► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wollt dem Här Fayot félicitéieren.

►► **M. le Président.** - Dann ass et un der Madame Loschetter.

(Interruption)

Den Här Adam huet d'Wuert.

►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

►► **M. le Président.** - Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, et wär sécher munches och zu dësem Projet ze soen. Ech wëll mech de Mercien un de Rapporteur uschleissen, deen och net zu Onrecht drop higewisen huet, wéi wichteg datt d'Recherche an dësem Domän ass.

Zwou Remarquen dozou. Recherche ass wichteg, a wa mir do wëllen an Zukunft weider participéieren, an dat ass onausweichlech noutwendeg fir eis Économie, da muss mer eis och Gedanke maachen iwwer eis Basisformatioun, fir datt mer och jonk Leit genuch herno kënnen an dee Secteur do drainéieren. Do hu mer e riseg Problem.

Dat Zweet ass: Mir hunn d'Chiffere vum Rapporteur héieren, wat dat hei als Kontributioun pro Joer kascht. Mir sinn der Meinung, datt dat de Statsbudget net wäert an den Déséquilibre bréngen, ou contraire, datt déi dach relativ modest Zomm hei hoffentlech, denken ech, gutt wäert investéiert sinn, an domat wëll ech och den Accord vun eisem Grupp hei bréngen.

►► **Une voix.** - Den Här Bodry huet och nach eppes ze soen.

►► **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. D'Madame Modert huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Här Bodry, wann Dir den Ausféierunge vum Här Fayot eppes bäizéieren hutt, da géif ech lech bieden, erop op d'Tribün ze kommen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Sou, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

►► **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz eppes där ganzer Saach bäifügen, well viles hei gesot ginn ass, besonnesch vum Rapporteur - Merci villmools dofir -, an zwar datt de Bättréit vu Lëtzebuerg zu der Europäescher Konferenz an dem Laboratoire vun der Molekularbiologie ganz an de Linne vun eiser Forschungspolitik läit, well mir domadder Member gi vun engem ganz staarken Netzwerk, wat hei an Europa ass. Mir soe jo normalerweis, mir hunn der ze vill an Amerika an net genuch hei an Europa. Dëst ass eent vun deene ganz bekannten a vu ganz internationalem Niveau hei an Europa.

Well eis jonk Forscher vun hei déi ganz prestigiéis Bourssé vun dësem Institut da kréie kënnen, dat heescht, fir entweder an deem Laboratoire do oder an engem anere Memberland vun dem EMBL hiert Doktorat oder hir Post-Doktorat-Studië kënnen ze maachen, well eis jonk Forscher, eis Forscher vun hei d'Méiglechkeet kréien, fir aacht Joer Maximum an den EMBL schaffe kënnen ze goen, heescht dat, hei kënnen nei Forschungs-carrièren entstoen, wat an dësem Beräich och méi Ureiz gétt fir zukünfteg Studenten, fir d'Molekularbiologie wëllen ze studéieren.

Well eis Forschungsinstituter vun de Laboen a vun den Aktivitéiten hei profitéieren vun der

Molekularbiologie, déi ebe wéi gesot op internationalem Niveau héchste Renommée hunn an déi als dat Bescht gehandelt ginn, wat Europa am Beräich vun der Molekularbiologie ze bidden huet, gëtt dat duerfir eise Laboen op där anerer Säit och erëm d'Méiglechkeet a Méiglechkeeten, fir sech selwer op internationalem Niveau ze etabliieren oder herno eventuell ze confirméieren.

Also, d'Virdeeler vun dësem Bättréit sinn nei Forschungs-carrièren, d'Förderung vun enger Culture scientifique hei am Land, den Accès op sämtlech Infrastrukturen a Kollaboratiounen an d'Netzwerk, wat d'EMBC u sech bitt.

Da kann een natierlech froen, firwat mer dat haut eréischt gemaach hunn.

Well mir engersäits eng nei Entwécklung hunn, souwuel an eiser Forschungslandschaft, nodeem mer eng Uni kritt hunn, nodeem mer 1999 en FNR agesat hunn an nodeem mer dee Moment also méi etabliert sinn am Forschungsberäich an eis Forschungsinstituter sech och e ganz bësse vum applizierten op den Transfert de technologie eriwuer op heiansdo e puer fundamental Aspekter bewegen.

An op där anerer Säit a ganz besonnesch, well den EMBL sech vun enger ganz strikter Grondlageforschung och eriwuer beweegt huet op e bësse méi applizéiert Forschung, do um Niveau och Spin-offen, do um Niveau och Transfert de technologie. Dat heescht, mir hunn eis elo ganz no beienee beweegt an den Interessi ass vill méi grouss haut, fir do Member ze ginn, wéi dat virun enger Zäit war.

Op d'Fro vum Ben Fayot: Eis Laboen, déi jo hei zu Lëtzebuerg am Beräich tätég si vun der Molekularbiologie an der Medezin, déi schaffen och haaptsächlech am Beräich vun der Cancérologie, den Neurosciences, der Immunologie, den Informatiounsprozesser oder awer och der Bioinformatik, der Modellisatioun vun Zellprozesser an och an der Agrarbiotechnologie. Dat heescht, do si ganz konkret Moosnamen, déi mir direkt wëllen aktivéieren.

D'Aktivitéite vun dëse Laboen hunn dann dee Moment och en direkte Bezuch...

(Interruption)

...zu den Aktivitéiten - Herr Bettel! - vum EMBL...

(Interruption)

Ech mengen, den Här Bettel kennt och eppes méi dovunner.

(Hilarité et interruptions diverses)

Oh, Merci fir d'Joffer, mä ech si manner Joffer wéi Dir vläicht.

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

►► **M. le Président.** - Sou! Da géif ech biede weiderzefueren, Madame Modert!

(Brouhaha général)

Madame Modert!

(Interruption et hilarité)

►► **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ech hunn och guer net wëlles, dat alles wëllen ze wëssen.

Et deet mer leed, datt ech lech elo ënnerbrach hunn, ech wollt nämlech just dem Här Ben Fayot seng Äntwert fäerdeg maachen.

...well och aner Instituter op indirektem Wee vun dësen Aktivitéite vum EMBL profitéieren kënnen oder matmaache kënnen. Et sinn der schonn en Deel dovunner opgezielt ginn.

Wat de Conseil supérieur vun de la recherche et de l'innovation ubelaangt, dee si mer amgaangen anzesetzen. Dat heescht, mir sinn um Punkt fir d'Formalisatioun vun deem Asetzen ze maachen. D'Leit sinn amgaang kontaktéiert ze ginn. Mir hunn dat zesumme gemaach, déi Leit erauszésichen, an zwar souwuel mam Economiesminister wéi och mam Gesondheitsminister, esou datt mer do esou gutt wéi fäerdeg sinn.

Duerfir kann ech zum Schluss nach just soen, datt d'Molekularbiologie och e Forschungsfeld vum 21. Jorhonnert ass - et ass wichteg also hei bäizetrieden -, an datt selbstverständlech d'Käschten, déi dat kascht, éischters net esou grouss sinn, an zweetens natierlech zielen, fir de Prozentsaz am PIB vu Lëtzebuerg, deen an d'Fuerschung geet, mat an d'Luucht ze dreiwen.

Merci villmools.

►► **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin. Domadder ass d'Diskusioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote vun ofengesetzten zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt den Text, deen am Document parlementaire 5643³ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5643 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5644.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5644 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Michel Wolter), Marcel Sauber (par M. Lucien Clement), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Colette Flesch), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet iwwert de Bau vun engem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech. Et si bis elo ageschriwwen: do ass den Här Wagner ageschriwwen - den Här Goerens net -, den Här Scheuer an den Här Henckes. D'Wuert huet

elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement!

4. 5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Projet, deen ech haut virstellen, ass de 6. Februar vum Bauteminister Claude Wiseler déposéiert ginn. De 24. Abrëll huet de Statsrot säin Avis dozou publizéiert. De 7. Mee sinn ech als Rapporteur genannt ginn. An den 21. Mee hu mir an der Bautekommissioun de Rapport zu dësem Projet ugeholl. Esou vill zu de Formalitéiten.

Komme mer awer elo zu deem, wourëms et an dësem Projet u sech geet: de Finanzement an de Bau vun engem Dépôt souwéi den administrative Raimlechkeete fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech.

Déijéineg, déi sech vun lech zu Réimech auskennen, wëssen, datt et batter néideg ass, datt d'Ponts et Chaussées zu Réimech en neien Dépôt kréien. Momentan sinn d'Servicer vu Ponts et Chaussées laut Projet de loi u véier verschidde Siten zu Réimech verdeelt, wat natierlech viles onnéideg verkomplizéiert.

Sou muss sech zum Beispill den administrative Service vu Ponts et Chaussées Réimech e Gebai an der Rue de la Gare mam Enregistrement deelen. An der Annex zu dësem Gebai sinn nach d'Atelieren an d'Raimlechkeete vum Service d'intervention ënnerbruecht. Den Dépôt vun der Brigade 2 vum regionale Ponts-et-Chaussées-Service huet en eegene Site an der Route de Mondorf, wat u sech awer e rengt Wunnegebitt souzesoe matzen a Réimech ass.

De Bureau de recette befënt sech, esou de Projet de loi, an engem gelounten Haus, well zu Réimech soss keng passend Raimlechkeete fonnt konnte ginn. Hei mécht de Projet de loi awer menger Meenung no e klengen Denkfeeler. Ech hu mech, vu datt ech och vu Réimech sinn, iwwerall zu Réimech ëmgehéiert an ëmfrot, konnt awer net erausfannen, datt Ponts et Chaussées e Bureau de recette hätt, an och net wou e wier. Zousätzlech weess ech och net firwat se ee brächten.

Wat stëmmt, dat ass, datt Ponts et Chaussées tëschent Réimech a Stadriedemes ënnen op der Muselstrooss emol Raimlechkeeten hat. Ech weess awer net, ob si do Locataire oder Propriétaire vun deem Gebai waren. Ech denken, datt den Här Wiseler eis herno Opschloss doriwwer kéint ginn an och dës Froe beäntwert kann.

Deen neien eenheetleche Site wäert den Austausch tëschent deenen eenzelne Servicer an Departementer vu Ponts et Chaussées vu Réimech bedeitend verbesseren an eventuell zu Synergie mat de Servicer vun den Nopeschgemenge féieren. Selbstverständlech ass fir déi aktuell 27 Leit, déi um Site Réimech schaffen - während de Wanterméint sinn et der sechs méi fir de Service hiver -, mam Bau vun dësem Gebai e méi rationellt Schaffe méiglech.

Här President, e weidert wichtegt Argument fir dësen neien Dépôt ass nieft der Feststellung, datt Ponts et Chaussées zu Réimech op dräi Sitë verdeelt ass, d'Tatsaach, datt déi aktuell Installatioun komplett veraltet sinn a bei Wäitem net méi deem Standard entsprechen, deem se eigentlech missten entsprechen. D'Gebai, an deem den administrative Service ënnerbruecht ass, datéiert Enn vum 19. Jorhonnert. Do ass fir d'lescht 1958 restauréiert an ëmgebaut ginn.

Am Laf vun deene leschte Jore si verschidden Infrastrukture vu Ponts et Chaussées Réimech och vun der ITM zouge- maach ginn, well se net méi konform mat eiser Léiglatioun waren. Déi aktuell Atelier- en hätte missen dréngend moderniséiert ginn, well et hei verschidde Problemer gëtt. Et ass éischters emol e schlechten Accès; et si keng Garagen do; keng Lager fir Produiten oder aner Saachen ze stockéieren; keen adequaten Dépôt fir liicht brennbar Produiten; e Faarwenatelier, deen net méi konform mat eiser Gesetzgebung ass.

Am Dépôt vun der Brigade 2 sinn déi sanitär Anlage méi wéi rudimentaire an entsprechen och mat Sécherheet net méi deenen aktuellen Normen. De virgeschloenen Neibau wäert, denken ech, all dës Problemer léisen, an d'Gebaillechkeete vu Ponts et Chaussées vu Réimech sinn dann erëm iwwer Jore konform.

E weidere wichtige Punkt, dee fir den Neibau schwätzt, ass dee ville Kaméidi, deen entsteet, well d'Brigade 2 - wéi ech dat scho virdrun ernimmt hunn - matzen an engem Wunnegebitt ënnerbruecht ass. Et ass virun allem am Wanter fir d'Awunner vun der Route de Mondorf immens penibel, wann d'Streeween do, déi nuets mussen erausfuere, opgeluecht musse ginn. Doduerch, datt deen neien Dépôt net méi an engem Wunnegebitt läit, mä an enger Zone d'activités locale, kënnen esou Stéierungen an Zukunft évitéiert ginn.

Här President, erlaabt mer, datt ech kuerz deen neie Projet virstellen. Den Terrain läit - wéi schonns gesot - an der Zone d'activité Jongebesch. Dës Zon läit, wann ee vu Réimech Richtung Bus fiert, uewen op der Kopp riets vun der Nationalstrooss. An dëser Zone d'activité huet och d'Post, nieft verschidde Handwerksbetreiber an engem gréisseren Geschäft, virun net allze laanger Zäit en neit Gebai, e Centre de distribution régional, opgeriicht. De Bau vun deem neien Dépôt weist eng typesch industriell Architektur op. D'Plaz um Site selwer gëtt esou gutt an esou effizient wéi méiglech genotzt.

D'Pläng gesinn dräi Gebaier vir: op där enger Säit dat administratiiv Gebai souwéi dat Gebai mat den Dépöten an de Locaux sociaux; op där anerer Säit d'Hal mat deene verschidde Atelieren an de Garagen. Den natierlechen Héichtenënnerscheed vum Terrain erlaabt et zwou Entréeeën an zwou Sortien op zwou verschidde Niveaue virzegesinn an esou nieft engem passenden Accès fir de Public gläichzäiteg eng optimal intern Zirkulatioun bei de Garagen a bei den Atelieren ze garantéieren. D'Entrée fir de Public ass vun der Nationalstrooss aus ze gesinn an ass selbstverständlech och handicapéiertgerecht ugeluecht.

Fir elo d'Käschten e bësselchen ze drécken, sinn déi zwou éischt Gebaier eng massiv Konstruktioun. D'Atelieren an d'Garagë sinn awer éischer am Leichtbau gehalen. Beim Ausschaffe vun de Pläng ass besonnesch Wäert geluecht ginn op ekologesch Aspekter; dat haaptsächlech wat d'Energiekonzeptioun betrëfft.

Ech wëll lech elo op dëser Plaz net weider mat deenen dach éischer langweiligen technesch Detailer konfrontéieren.

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Dofir verweisen ech lech op mäi schrëftleche Rapport, wou Der dat alles erëmfanne wäert. Ech mengen, den Här Scheuer kennt se, well hien huet se ewell gelies.

» **Une voix.** - Mir nach net.

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Jo, dat ass awer Äre Problem, wann Der et net gelies hutt. Dat ass awer net mäi Problem.

» **Une voix.** - Voilà!

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Wat elo dee wichtige Volet vun de Finanzen awer betrëfft, esou d'äerf de Projet net méi wéi 9,920 Milliounen Euro kaschten. An do wëll ech drop hiweisen, datt a mengem schrëftleche Rapport en Tippfeeler ënnerlaf ass, well do steet 9,22 Milliounen. Ech wëll elo ouni grouss Formalitéiten awer vun dëser Plaz aus redigéieren, datt dat 9,920 Milliounen sinn. D'Frais de consommation ginn op 31.940 Euro pro Joer geschat an de järelechen Ënnerhalt op 171.473 Euro.

Et bleift nach ze erwähnen, datt d'Zon selwer mat engem Réseau de gaz do ass, deen da selbstverständlech och an Usproch geholl wäert ginn.

A sengem Avis vum 24. Abrëll 2007 huet de Statsrot och nach d'Noutwendegkeet vun den neie Gebaillechkeete fir d'Ponts et Chaussées ervirgehewen an e kritiséiert souguer, datt net schon éischer op déi schlecht Situatioun reagéiert ginn ass. De Conseil d'État werft weider och d'Fro op, ob net nach fir aner Sitë vun de Servicer vun de Ponts et Chaussées en adequate Plan d'investissement misst etabléiert ginn a wéi et dorëm bestallt ass.

Ech denken, datt den Här Minister eis herno nach d'Fro ka beäntwerten, wéi et mat deene Servicer vun de regionale Ponts et Chaussées uechtert d'Land ass, wéi do d'Gebaillechkeeten an d'Raimlechkeete sinn.

De Conseil d'État huet sech awer och d'Fro gestallt, ob déi Zone d'activité, an där deen neien Dépôt gebaut gëtt, eng Zone régionale ass, fir déi de Wirtschaftsministère da misst säin Accord ginn, oder ob et eng Zone communale ass, fir déi d'Gemeng da responsabel ass an de Ministère dann och keng Autorisatioun brauch ze ginn.

Heizou ass ze preziséieren, datt et eng Zone communale ass, an datt d'Stad Réimech dem Stat den Terrain fir de Bau vun deem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées iwwerlooss huet. Als Contrepartie dofir huet d'Stad Réimech dat aalt Ponts-et-Chaussées-Gebai an der Route de Mondorf kritt.

D'Infrastrukturkäschten, déi de Site selwer betreffen, belafe sech op ronn 350.000 Euro laut Projet a si vun der Stad Réimech virfinanziéiert ginn. Dëse Montant steet och am Projet dran a kann, wa mir elo dat Gesetz gestëmmt hunn, der Stad Réimech rembourséiert ginn.

Sou vill, Här President, vu menger Säit. Ech soen lech Merci fir d'Nolasschtere a brénge selbstverständlech awer och nach den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Wagner huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Carlo Wagner (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Clement, félicitéiere fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Sou wéi hien et richteg ervirgestrach huet, ass et jo esou, datt effectivement déi verschidde Servicer vu Ponts et Chaussées op véier verschidde Sitë verspreet sinn, wat selbstverständlech och dee Moment e rationellt Schaffe ganz schwéier mécht. Wéi gesot, déi administrativ Servicer befanne sech an engem Gebai, dat 1880 genau gebaut ginn ass. An deem Gebai befënt sech iwwerengs och e Büro vum Enregistrement. Déi lescht Transformatioun ginn och sage und schreibe op 1958 zrëck, esou datt jiddfere sech virstelle kann, a wéi engem vétusten Zoustand déi Gebaillechkeete waren.

Dann ass et jo och esou, datt am Laf vun de Jore schon eng ganz Rei vun Infrastrukture vu Ponts et Chaussées vun der Inspection du Travail et des Mines zouge- maach gi sinn, well se ganz einfach der Léiglatioun iwwert d'Établissements incommodes net méi entsprach hunn.

Aus Sécherheetsgrënn - ech mengen, dat hat den Här Clement net gesot - war et och souguer esou, datt huet missen eng Bensinspompel zouge- maach ginn, well déi matzen an engem Residenzvéierel louch.

Hien huet och richtegerweis drop hiweisen, datt de Salzdépôt och matzen an engem Residenzvéierel war, wat deene Leit effectivement ganz vill Nuisancë bruecht huet, wësse mer dach, datt am Wanter selbstverständlech do dee Moment Dag an Nuecht a besonnesch an der Nuecht och ganz vill Circulatioun ass.

Hien huet och richtegerweis drop hiweisen, datt sämtlech Atelieren onbedéngt eng Modernisatioun brauchen. Wéi gesot, et gëtt genuch Grënn, fir alleguerten déi dote Servicer elo op ee Site unique ze bréngen. Ech mengen, dat ass selbstverständlech am Intérêt vu all deene Leit, déi do schaffen. Et ass awer och am Intérêt vun deene Leit, déi bis elo ganz seriösen Nuisancen ausgesat waren, an et ass och finalement am Intérêt vun der Allgemeinheit, mengen ech, well mir alleguerte profitéieren dovun, wann d'Ponts et Chaussées ënner ideale Konditiounen kënnen schaffen.

Ech wëll awer hei op dëser Plaz och nach dem Buergermeeschter vun der Stad Réimech, dem Jeannot Belling, a senge Schäfte félicitéieren, datt se et fäerdeg bruecht hunn,...

(Interruption)

...fir eng adequat Plaz ze fannen, well mir wëssen alleguerten, duerch d'Configuratioun vun der Gemeng ass et net evident...

» **Une voix.** - Wéi heescht dee Schaffen?

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Wéi ee Schaffen?

» **M. Carlo Wagner (DP).**- Déi zwou Schaffen, de Schaffen an d'Schäffin. Dir wollt sécher héieren, datt och eng Schäffin do ass.

(Hilarité)

Duerfir hu se eis dat elo gesot, Madame Loschetter.

Wéi gesot, och hinne Félicitatiounen, well wierklech, et ass an där Gemeng net vill Raum iwwer bliwwen.

Finalement mengen ech, ass och déi Re- marque oder déi Suerg vum Conseil d'État honnert Prozent zoutreffend, datt een onbedéngt muss kucken, ob net nach op anere Plazen hei am Land ähnlech Zoustänn walten, esou datt och do misst ganz schnell Remedur geschaf ginn.

Aus all deene Grënn, déi ech elo évoquéiert hunn, ass et selbstverständlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt ech och am Numm vu menger Partei, der Demokratescher Partei, d'Zoustëmmung zu dësem flotte Projet ginn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wagner. Als nächste Riedner ass et de Vize-Président vun der Chamber, den Här Jos Scheuer, deen d'Wuert huet.

» **Plusieurs voix.** - Ah!

» **M. Jos Scheuer (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Rapporteur huet gesot, säi Rapport wär relativ langweilig. Dat ass guer net wouer. De Rapport vum Rapporteur war exzellent. En huet alles opgezielt, wat zu deem Neibau ze soen ass, an den Här Wagner huet duerno och drop higewisen op eng richteg Aart a Weis, wou d'Problemer zu Réimech leien. Am Numm vu menger Partei, der LSAP, schléissen ech mech deene schéine Wiederer un.

D'LSAP begréisst, datt zu Réimech endlech Remedur geschaf gëtt. Dee Bau war noutwendeg, well d'Ponts et Chaussées op verschidde Siten hu misse schaffen an hir Aarbecht, déi se am Intérêt vun alle Bierger, wéi den Här Wagner dat treffend gesot huet, maachen, elo ëmsou besser maache kënnen. Den Haff Réimech ass e Raum, an deem och op d'Ponts et Chaussées vill méi Chargen zoukomm sinn an der leschter Zäit. Och dat huet den Här Wagner gesot, an dowéinst ass et héich Zäit ginn, datt mer endlech dee Bau esou stëmmen, wéi en elo virläit.

De Bau ass funktionell, en ass baulech propper, en ass integréiert an déi Zon. E gehéiert och an déi Zon an en ass esou konzipéiert, datt d'Ponts et Chaussées hir vill Servicer, hir vill Funktiounen, déi se ze erfëllen hunn, kënnen vollzéien.

Ech wollt just déi Fro stellen, déi och den Här Wagner gestallt huet, nämlech ob dru geduecht gëtt, fir an anere Regiounen och d'Ponts et Chaussées besser ënnerdaach ze kréien, ob Neibaute geplangt sinn. Et ass jo esou, dat ass och um Beispill vu Réimech ze demonstréieren, datt déi Servicer bal organesch gewuess sinn, hir Chargë si gewuess, hir Kompetenze si gewuess, gläichzäiteg sinn awer hir Moyenen zwar finanziell opgestockt ginn, mä hiert Instrumentarium, dat se zur Verfügung hunn, an hir Infrastrukturen entsprechen net deene Chargen, déi se ze erfëllen hunn.

An da wëll ech op eppes hiweisen, wat och schon ugeklongen ass: Et muss Synergie gemaach gi mat de Gemengen. D'Gemenge sinn am Wanterdëngscht op d'Ponts et Chaussées ugewisen. Et kann een och virdrun nach Synergie maachen, an dat ass eng Aarbecht, déi misst een och institutionaliséieren. Et misst een administrativ kucken, fir déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen do, wou se sech ergëtt, dann op eng richteg Bunn ze bréngen, quitte datt do indeminiséiert gëtt.

Domadder bréngen ech zu deem gudde Projet och den Accord vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Den Här Mehlen ass leschte Riedner zu dësem Projet.

(Interruption et brouhaha général)

Oh, pardon! D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Här Weiler, ganz kuerz, ech wollt just den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem heite Projet ginn. Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Entschëllegt, Madame Loschetter, mä Dir waart net ageschriwwen hei op mengem Ziedel. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur. En huet eis daitlech gesot, ëm wat et geet a wou d'Problemer leien.

Ech soen, datt et eigentlech erstaunlech ass, datt de Stat deenen anere Leit virschreift, wéi hir Betriber ze sinn hunn aus Sécherheetsgrënn an esou weider, an et fäerdeg bréngt, fir sech selwer an Infractioun mat sengen eegene Gesetzer ze bréngen, well mer liesen am Projet, datt verschidden Infrastrukturen hätte missen zougemaach ginn «pour des raisons de non-conformité à la législation en matière d'établissements incommodes». Dat ënnersträicht jo, datt et absolut noutwendeg ass, datt eppes geschitt. Dofir wäert et och keen hei wonneren, datt mir och mat dësem Projet d'accord sinn.

Ech wëll awer soen, datt, och wann dat hei eng regional Infrastruktur ass, de Präis vun annähernd 10 Milliounen Euro - 400 Milliounen där aler Frangen - dach en héije Präis ass, an et muss ee sech als Member vun der Bautekommissioun oder vun der Budgetkontrollkommissioun ëmmer erëm d'Fro stellen, wéi deier datt de Stat baut fir eng bestëmmten Infrastruktur par rapport zum Privatsecteur. Wuelverstanen, selbstverständlech si mer och der Meenung, datt alles dat, wat néideg gebraucht gëtt, muss gemaach ginn. D'Fro stellt sech just, ob net awer munchmol an der Aart a Weis, wéi gebaut gëtt, iwwert d'Sträng geschloe gëtt.

Ech wëll dat soen an enger Situatioun, wou mer wëssen, datt et net zum Beschten ëm d'Statsfinanze bestallt ass an datt mer gefuerdert sinn eis ëmmer an ëmmer erëm op en Neits d'Fro ze stellen, ob mer net verschidden Dépenses e bëssen iwwerdreiwé par rapport zu deem, wat et eventuell kéint sinn.

En anere Punkt ass dee vun der Ëmwelt, deen ech och hei kuerz wollt uschneiden. Ech hat dat och schonn an der Kommissioun gesot. Et gesäit een am Projet, wat geplangt ass. Mir hunn dat am Detail virgestallt kritt. Do sinn natierlech eng Partie Raimlechkeeten, déi mussen uerdentlech temperéiert sinn de Wanter. Mä mir gesinn awer, datt bei de lafende Käschten Energie thermique beim Gas virgesinn ass, eng Dépense vun 12.600 Euro am Joer. Dat ass och erëm esou ronn eng hallef Millioun där aler Frange Gas, wou awer e groussen Deal Hale sinn, déi sollen op enger Mindesttemperatur vu 5 Grad de Wanter gehale sinn. Esou wéi de Klimawandel sech elo ukënnegt, wäerte mer dofir net schrecklech vill brauchen.

Da muss ech awer soen: Wa mer déi héichgestachen Ziler kucken, déi Kyoto eis virgëtt, oder Après-Kyoto, wat d'Wëssenschaftler eis soen, da fannen ech, obscho mer gesot kritt hunn, hei wär wierklech de leschte Stand vun der Technik agesat ginn, datt dat nach eng héich Consummatioun ass fir e Gebai, wat fir d'Zukunft gebaut gëtt. Do wäerte mer ganz sécher déi Aspierung vun Energie an déi Ziler, déi ugepeilt gi fir eist Klima ze retten - fäerten ech ganz -, net errechen, wann net aner Efforté gemaach ginn, à moins datt dat hei an enger Hypothese opgestallt ginn ass, datt mer wierklech extrem kal Wantere géife kréien - wat ech mer awer net gutt ka virstellen.

Dat gesot: Trotzdeem, Här President, wäerte mir selbstverständlech dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Och vu menger Säit dem Rapporteur an der ganzer Kommissioun Merci fir déi gutt Aarbecht an déi flott Kollaboratioun.

E puer Froe si gestallt ginn, zousätzlech zu deem, wat alles de Rapporteur schonn explizéiert huet.

Den Här Wagner huet hei d'Datume vun de Gebaier genannt. 1880 huet Ponts et Chaussées dat hei Gebai occupéiert. An Zwëschenzäit ass et e puermol frësch gemaach ginn, scho laang. Ponts et Chaussées ass eng Administratioun mat enger grousser an enger laanger Traditioun, déi och eng gutt Aarbecht mécht.

Mä et ass awer och gradesou evident, datt mer momentan op e Punkt komm sinn, wou mer musse kucke fir där Administratioun en neie Kader ze ginn. Dat, wat Der haut zum

Stëmme virleien hutt, dat ass a sech nëmmen ee kleng Punkt vun deem Programm vu Modernisatioun vu Ponts et Chaussées, dee mer amgaange sinn ze maachen.

Just e puer Beispiller, well dat och gefrot ginn ass. Mir sinn amgaange momentan e Kadergesetz vun der Administratioun selwer, mat enger neier Definitioun vun de Missiounen, mat enger neier Opdeelung, mat enger neier Aart a Weis, wéi Ponts et Chaussées mat deene modernen technesche Moyennë soll an Zukunft schaffen, virzubereeden. Ech hoffen, datt ech dat nach ka virun der Vakanz hei an der Chamber déposéieren, fir datt mer och déi administrativ Strukturen der Modernitéit vun haut upassen.

En zweet Beispill, an dat kennt Der: Mir sinn amgaange déi zentral Ateliere vu Bartreng an engem ganz grousser Projet ze moderniséieren, well mer einfach soen, d'Aart a Weis, wéi haut geschaff gëtt, wéi haut d'Autobunnen an der Rei gehale ginn, wéi haut d'Sécherheet op de Stroosse gemaach gëtt, wéi haut d'Surveillance vun CITA vun den Tunnelen muss gemaach ginn, dat ass eppes héich Technesch, wat mer mussen zentraliséieren, wat mer mussen esou an de Grëff kréien, datt mer déi Sécherheet och kënnen assuréieren.

Dofir ganz grouss Investissementer, déi an den zentral Ateliere, an den zentral Surveillancestellen zu Bartreng gemaach ginn. Déi, déi dee Projet scho kucke waren, wëssen, wéi vill mer do investéieren a wat mer do alles hierstellen. Dat ass impressionnant.

An da selbstverständlech ass et och kloer, datt mer déi regional Andeelungen, quitte datt mer se vläicht e weineg anescht gestalten am Kadergesetz, wëlle bäibehalen, well et an eisen Ae ganz wichteg ass, datt déi Proximitéit, déi déi Administratioun vu Ponts et Chaussées notament mat de Gemengen huet, och bestoe bleift. Well et ass e Service, dee lokal muss kënnen agräifen, dee sur place muss kënnen sinn an deen och sur place muss seng Infrastrukturen hunn.

Dofir déi hei Infrastruktur, déi mer frësch maachen, well dat och hei deene lokale Services déi noutwendeg Modernitéit gëtt, op där enger Säit. Op där anerer Säit - an dat ass jo och gefrot gi vum Rapporteur a vun e puer anere Leit, déi elo geschwat hunn - hu mer och e ganze Programm, wéi mer an Zukunft sollen déi nächst regional Ateliere vun de Ponts et Chaussées an de Grëff kréien; an dee Programm ass grouss.

Ech wëll awer och soen, datt dat hei een Deel war vun deene Moosnamen, déi virun zwee Joer geholl gi sinn, wou mer gesot hunn, mir mussen eng Rei Ekonomien an eisen Investissemmentsprogrammer maachen. Do sinn eng Rei Ateliere vu Ponts et Chaussées, déi zréckgestallt gi sinn. Dat ass gemaach ginn, well einfach hu missen eng Rei Décisiounen geholl gi sengerzäit. Dat heescht net, datt mer se net maachen. Dat heescht, datt mer se zréckstellen.

Déi Zäit war jiddferen d'accord mam Zréckstellen. Et kann een elo haut net soen, et misst alles schonn direkt gemaach ginn. Et ass dat eent an et ass dat anert. Et muss ee logesch a konsequent bleiwen.

D'Prioritéit vun deenen nächsten Ateliere, déi kommen, dat ass den Dépôt vu Miersch an den Dépôt vun lechternach, déi déi éischt Prioritéit hunn. Miersch ganz einfach, well mer och wëllen do, wat d'Nordstrooss ugeet, eng zentral Verdeelungsstelle maachen, fir d'Surveillance vun der Nordstrooss vu Miersch aus ze maachen; logescherweis, well dat ongeféier an der Mëtt läit.

Zweet Prioritéit, dat ass déi zentral Ateliere vu Bartreng fäerdeg ze maachen. Den Dépôt vu Miersch, den Dépôt vu Walfer, den Dépôt Potaaschiërg. An drëtt Prioritéit, dat ass den Dépôt vu Klierf an den Dépôt vun Dikrech - fir déi, déi wëllen eise Programm wëssen. Dee Programm, deen ass nach laang an deen ass nach substanzuell.

An dann déi drëtt Saach, déi ech wëll soen, dat ass déi vum Präis, déi hei genannt ginn ass. Ech hunn dat natierlech nokucke gelooss, well Der mer dat jo schonn an der Kommissioun als Remarque gemaach hat.

Mir hunn hei en Atelierspräis, wann ech just deen Deel kucken, deen op 212 Euro de Meter Kibb läit, wat awer absolut comparable ass zu deem, wat op anere Plaze fir ähnlech Strukturen gebaut ginn ass. De Präis vun deem Deel, deen dann e Büro ass, ass méi héich: Deen ass op 410 Euro de Meter Kibb, wat awer och e Präis ass esou wéi mer en a ganz villen anere Gebaier kennen, wat e Coût moyen vun 331 Euro de Meter Kibb mécht.

Et kann een awer net higoen a soen, op där enger Säit, Dir sidd ze deier, an op där anerer Säit och nach soen, alles dat, wat mer investéiert hu fir Economie ze spueren fir am Kyotoprogramm ze bleiwen, dat hätt nach kënnen méi gemaach ginn. Well wa mer elo nach méi gemaach hätten, da wär et selbstverständlech nach e Stéckche méi deier ginn.

Also iergendwéi seet een dat eent oder et seet een dat anert.

Ech mengen, datt mer hei awer an deene Choixen, déi mer gemaach hunn, fir Energie ze spueren, och net schlecht do leien; wann een einfach weess, datt fir Habitatiounen mer ustriewen op 50 kW erofzekommen, datt mer bei den administrative Gebaier zwëschent 70 an 100 kW wëllen erofkommen, an een hei weess, datt dat hei en Ateliersgebai ass, wou jo awer ganz aner Konditiounen kommen a wou mer denken, datt mer op eng approximativ Valeur vun 80 kW kënnen erofkommen, wat den Energieverbrauch ugeet; datt mer da relativ gutt mat dësem Gebai do leien, mat deene Moyenen a mat deenen Investissementer, déi mer hei maachen. Do brauche mer eis, mengen ech, wierklech net ze schummen.

Dat waren déi Präzisatiounen, déi ech nach wollt derbäi soen.

Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet vum Bau vun engem Dépôt fir Ponts et Chaussées zu Réimech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5677, Här Minister, ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Heitogaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Lycée technique fir Gesondheetsberuffer. Bis elo sinn ageschriwwen: den honorabelen Här Krieps, den Här Diederich, den Här Henckes an d'Madame Loschetter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den Här Ali Kaes.

5. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5678 ass e ganz wichtige Projet, deen endlech de Studenten, déi e

Gesondheetsberuff wëlle léieren, adequat Infrastrukturen hei an der Stad bréngt.

De Projet ass de 6. Februar 2007 vun eise Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, déposéiert ginn. Nodeem de Statsrot säin Avis de 24. Abrëll ginn huet, huet d'Bautekommissioun mech den 21. Mee zum Rapporteur ernannt. De Rapport hu mer dunn an der Kommissiounssëtzung vum 7. Juni 2007 ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ganz einfach bei dësem Projet drëm, e Lycée technique pour Professions de Santé hei an der Stad, méi prezis zu Bouneweg, tëschent der Pénétrante Sud an der Diddenhewener Strooss ze bauen. Eier ech op de Projet aginn, wëll ech kuerz resüméieren, wat e Lycée technique pour Professions de Santé ass.

D'Gesetz vum 11. Januar 1995 huet de Lycée technique pour Professions de Santé gegrënnt. Ënner enger administrativer Struktur si folgend véier Centres de formation vereent: de Siège engersäits an de Centre de formation anersäits an der Stad, de Centre de formation Ettelbréck zu Waarken an zu gudder Lescht de Centre Esch-Uelzecht am Domän Schlassgoart. Insgesamt waren am Schouljoer 2005/2006 794 Schüler ageschriwwen.

Am LTPS ginn a sech d'Schüler fir néng verschidde Gesondheetsberuffer ausgebild: Infirmier, Aide-soignant, Assistant technique médical de laboratoire, Assistant technique médical de radiologie, Infirmier en anesthésie et réanimation, Infirmier en pédiatrie, Infirmier psychiatrique, Hiefamm an Assistant technique médical de chirurgie. An zënter der Rentrée 2006/2007 ginn och Apdiktesch-Assistenten ausgebild.

Zënter der Grënnung vum LTPS, also scho viru méi wéi zwielef Joer, ginn et keng definitiv Infrastrukturen, esou datt den Unterrecht op deene verschiddene Plazen entweder a gelounten oder a provisoeresche Raimlechkeete gehale gëtt. Am Moment gesäit et esou aus, datt déi Klasse vum Siège op der Nummer 27 an der Rue Barbelé an an engem gelounte Gebai ënnerbruecht sinn. De Centre de formation Lëtzebuerg ass an engem provisoeresche Pavillon un Val Saint-André beim Centre de Logopédie ënnerbruecht. D'Gebailechkeete bei der Zithaklinik hu scho missen 2003 aus Sécherheetsgrënn opgi ginn.

Déi zwee aktuell Gebaier hei an der Stad ziele momentan zwielef normal Klassen, zwee kleng Säll an eeleez special Säll, wou-vun der sechs fir Demonstratiounen sinn. Déi aner special Säll sinn e Laboratoire, en Informatikssäll an dräi Säll fir special Formatiounen.

Zënter der Grënnung vum LTPS '95 huet sech awer d'Schülerzuel bal verduebelt. Waren et am Ufank ronn 250 Schülerinnen a Schüler, esou hate sech der am Schouljoer 2005/2006 ëmmerhi schonn 433 ageschriwwen. Dës si verdeelt ginn op 24 Klassen, wat der natierlech vill ze vill si fir déi bestehend Infrastrukturen. Den Educatiounsministère geet souguer dovun aus, datt d'Schülerzuel bis 2009/2010 op d'mannst op 680 Schüler klamme wäert, verdeelt op 38 Klassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo scho méi laang esou, datt d'Raimlechkeete ganz einfach den Ufuerderung vun der Ausbildung net méi gerecht ginn, souwuel vun der Fonctionnalitéit wéi och vun der Capacitéit hier. Well et do derniewent awer och nach keng Sportsinfrastrukture gëtt, mussen d'Schüler, wat d'Sportsstonden ubelaangt, op aner Lycéeën zréckgräifen, wat ganz sécher d'Schoulorganisatioun net vereinfacht.

Zudeem gëtt et och eng ëmmer méi grouss Demande no Zëmmeren am Internat. Dat ass doduerch bedéngt, datt ganz einfach verschidde Schüler weinst de Schaffzäite während hire Stagen oder der grousser Distanz zu hirem Doheim net kënnen all Dag hin- an hierfuere. Dir gesitt also, et ass absolut noutwendeg, datt den LTPS nei Raimlechkeete kritt, déi den heitegen Ufuerderung gerecht ginn, sief dat vum Ausbildungstechneschen, pedagogeschen oder sportleche Standpunkt aus gesinn.

A genau dat geschitt elo hei mat dësem Gesetz. Nom neien Text sollen a sech déi zwee Stater Siten elo zu engem Site unique zesummegeholl ginn an deem et dann 41 Klassenäll wäerte ginn, dovun 20 normal Säll - wéi scho gesot, bis elo zwielef -, aacht Labossäll - bis elo just een. Do gesitt Der den Ënnerscheid. Do kommen dann nach zwee Infossäll, endlech och eng adequat Sportshal, déi aus zwou Unitéite besteet, véier Sciencesäll, ee spezielle Radiologiesäll a fënnf zousätzlech speziell Säll derbäi. Niewent den Unterrechtssäll gëtt et

och eng Cafeteria, eng Kantine an awer och en Internat fir 53 Schüler a Schülerinnen. Natierlech sinn och déi noutwendeg administrativ Infrastrukturen, e Schoulhaff an e Parking virgesinn.

Bei deem techneschen an architektonischen Deel wëll ech mech ganz kuerz halen, d'Detailer kënnen der jo dann a mengem schrëftleche Rapport noliesen. De Site vun 1,6 ha läit, wéi scho gesot, op enger strategesch ganz gënschterger Plaz tëschent zwou wichtege Verkëiersachsen, an awer och no bei der Gare a bei de Busquaien. Doduerch ass dës Lycée vum ganze Land aus a sech gutt ze erreechen.

Bei der Architektur vum Schoulgebai ass op verschidde Facteure vill Wäert geluecht ginn, esou zum Beispill e méiglechst klengen Impakt vum Stroossen- an Zuchverkéier op d'Schoul. Bannen am Gebai soll een a sech näischt vum Stroosseverkéier matkréien. Ausserhalb vum Gebai soll e rouegen, gemittlechen Espace entsto, wou d'Schüler da kënnen entspannen. D'Klasseräll si Richtung Osten an Norde gedréint, fir datt am Summer d'Säll net ze vill ophëtzen. De gesamten neie Schoulkomplex besteet aus zwee L-förmege Gebaier an do derzweeschent steet d'Sportshal.

Wéi scho gesot, erzielen ech lech elo hei keng endlos Geschichten iwwert d'Architektur. Et soll just nach gesot sinn, datt alles deenen neisten an héchsten Uspréich a puncto Sécherheet entsprécht.

Nach e ganz wichtege Punkt ass a sech d'Energiekonzept. Et ass hei gelongen, eng Schoulinfrastruktur ze schafe mat engem ganz niddregen Energieverbrauch. Alles ass esou ausgeriicht, fir méiglechst vill Confort de Benotzer ze erméiglechen a gläichzäitig déi technesch Installatiounen op engem strikte Minimum ze halen, fir de Verbrauch ze reduzéieren. Dës ass immens gutt gelongen, esou datt dat neit Gebai vum LTPS de Standard vum engem Niddregenergiehaus erfüllt.

Ech wëll an dësem Zesammenhang nach erwähnen, datt a sech mat 1% supplementären Invest bei der Konstruktioun den Energieverbrauch ëm zirka 10% reduzéiert gëtt, wat also genau an déi Richtung geet, déi den Här Minister Claude Wiseler viru kuerzem a puncto CO₂-Reduzéierung an den öffentleche Gebaier ugekënnegt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech zum Schluss vu menger Presentatioun kommen, nach e ganz wichtege Aspekt, nämlech dee vun de Finanzen. Insgesamt kascht eis dësen Neibau 67.450.000 Euro. Do komme pro Joer Verbrauch- an Ënnerhaltskäschte vun 2.298.000 Euro derbäi. D'Ausbildung vun eise Gesondheetsberuffer muss eis awer dës Zomm wäert sinn, wa mer wëllen, datt mer och an Zukunft ee gutt forméiert Personal an eise Kliniken a Spideeler am Asaz hunn.

Zu gudder Lescht wëll ech och kuerz op en Thema agoen, wat och vum Statsrot opgegraff ginn ass. De Conseil d'État huet sech nämlech gefrot, ob dës neit Gebai dann elo an Zukunft genuch Plaz géif bidden, fir all d'Schüler opzehuelen. Déi héich Kierperschaft stellt d'Iwwerleeung un, ob een net soll bei der Geleehetheit vum Bau vum engem neie Gebai am Norde vum eisem Land eng aner Opdeelung vun de Coursé virgesinn, fir de schouleschen Ufuerderung besser gerecht ze ginn. Dës ass eng Iddi, déi vun der Bautekommissioun gedeelt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen och perséinlech, datt an deem Sënn den Norde vum eisem Land och esou séier wéi méiglech eng nei an adequat Infrastruktur kritt, fir d'Gesondheetsberuffer ze léieren. Hei huet d'Stad Ettelbréck schonn een Terrain bei der aler Klinik Saint-Louis proposéiert. Wat d'Upassung vum Bauindex ubelaangt, huet d'Kommissioun de Statsrot aus deene bekannte Grënn net suivéiert.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Sait zu dësem wichtege Projet de loi, zu deem ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen. Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kaes. Dann huet den honorablen Här Alexandre Krieps d'Wuert.

(**Interruption**)

Dir sidd Ärer Zäit viraus, Här Bettel.

Discussion générale

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Et freet mech, dat ze wëssen.

» **M. le Président.** - Ech hat awer net lech gemengt, Här Krieps.

(**Hilarité**)

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo. Neen. Ech gleewen dat. Ech hu mech elo op déi doten Ausso net virbereet gehat,...

(**Hilarité**)

...mä ech wäert dat d'nächste Kéier dann nohuelen.

» **M. le Président.** - Ech wëll et awer net ausschléissen.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, neen. Absolut.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech soen dem Rapporteur Ali Kaes Merci, haaptsächlech och, dass hien den Norde verdeedegt huet. Mir haten an de 60^{er} Joren - ech kommen ëmmer op d'Geschicht vun der Chamber an der Regierung zrëck, well ech e laange Verhalt hunn - e Minister, deen huet vun Dikrech gestaamt. Hie war Vizepresident vun der Regierung tëschent '64 an '68, wéi mer fréi wile gaange sinn. Deen huet ëmmer gesot, d'Ländche géif zu Beggen ophalen. Deen huet sech ëmmer beschwéiert, dass am Norden näischt geschéich. Mä dat ass also scho laang hier.

Hei ass also nach e Projet de loi, deen d'DP voll ënnerstëtzt; méi voll wéi dee vu gëschter an der Infrastruktur. D'Schülerpopulationen am Zentrum vum LTPS gi permanent an d'Luucht. Ech kommen dorobber zrëck. D'geographesch Implantatioun ass onser Meenung no gutt gewielt, mat engem einfachen Accès zu den öffentlechen Transportsystemer. D'Fonction vum engem Internat ass doudsécher - déi Internater gëschtere jo och schonn 30 Joer am Public - eng ganz gutt Saach a mengem Aen.

D'Feele vun de Sportsinfrastrukture gëtt bedauert; wéi gëschter och am Projet vun Dummeldeng. Mir gleewen, dass de Sportsminister - fir säin Numm net ze nennen - nach méi populär wär, wann hien am Regierungsrat bei allen neie Schoulinfrastrukturen, wa keng Sportsinstallatioun virgesinn ass, säi Veto aléich. Da géif ech mengen, da wär hien nach méi populär, a speziell beim COSL.

Mä ech soen dem Rapporteur Ali Kaes Merci fir säi Rapport. Mir froen ons natierlech, firwat am Rapport vun der Chamberskommissioun d'Zuele vun de Schüler am Zentrum ëm 66 Unitéiten - 14% - méi déif leien, wéi an der Rentrée am Hierscht 2006. Ech hunn hei déi Donnéeën: Et sinn der 499 tëscht deenen zwee Siten; Zentral a Lëtzebuerg. Am Chambersrapport geet Rieds vu 433. Wann déi Progressioun natierlech iwwer fënnf Joer - 66 Schüler d'Joer méi - esou viruheet, dann ass e schonn ze kleng ier en opgeet, ier de Bau fäerdeg ass. Dat muss een hei soen, well dann ass d'Capacitéit vu 780 ze kleng.

Ech ginn elo net hei op d'baulech, architektonesch, energetesch Detailer an. Dat ass am Rapport duergeluecht ginn. An dat soll och hautdésdags esou sinn. Mir gleewen och net, dass mer hei sollen iwwert déi ugebuede Formatiounen an den Zuelen an an de Qualitéite schwätzen, déi an deem Lycée ugebuede ginn, well do kéint een nach vill aner Formatiounen virgesinn. Dat wär eng Diskussioun wäert, wann de Béton eng Kéier dréchen ass. An ech hoffen, dass mer dorobber zrëckkommen. Dat fällt ënner aner Kompetenzen natierlech wéi déi vum Bauteminister.

Dee gréissten Nodeel vun dësem Projet ass natierlech: E sacrificiéiert déi provisoersch Implantatioun op deem geplangte Site vum LTPS elo vun der Fixerstoff. E Provisorium, deen tëschent der Regierung an der Gemeng Lëtzebuerg ofgemaach gi war, a wou den heitege Bauteminister deemools an der Gemeng Lëtzebuerg Schäfte war. Mir wäeren als DP ganz frou, fir d'Positioun vun der Regierung - well dat ass e Regierungsdossier - a Bezuch op déi nei Implantatioun vun där noutwendeger Fixerstoff matgedeelt ze kréien.

Et gi jo méi Drogéierter ausserhalb vun der Gemeng Lëtzebuerg wéi an der Gemeng Lëtzebuerg. Dofir wäer mir frou ze wëssen aus dem Mond vun de Verrieder vun der Regierung heibannen, ob mir schonn aner Gemengen hunn, déi sech fräiwëlleg gemellt hunn, fir d'Fixerstoff oder en Deel dovunner opzehuelen am Sënn vum „burden share“. Wat sinn déi noutwendeg Kompensatiounen, déi fir déi Gemenge virgesi sinn - well ech mengen, do muss ee kompenséieren -, déi sech do fräiwëlleg mellen? Wéini kënn mir mat enger fester, definitiver, kohärenter Informatioun vun dëser Regierung an dësem wichtege Dossier rechnen?

Dësen Dossier ass extrem wichtege. Ech ginn natierlech hei den Accord vun onser Fraktioun zum Projet de loi vum LTPS an ech soen lech villmools Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorablen Här Diederich.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, ech wëll mech de Wiederer vu mengem Virriedner uschléissen. Ech wollt just soen, datt elo grad d'Zuel genannt ginn ass vun de Schüler, déi massiv zouhëlt. Ech sinn awer frou, op där anerer Sait, datt een dat och ka begréissen, nämlech wann ee feststellt, datt eng ganz Rei Leit gebraucht ginn. Ech war déi lescht Zäit an dräi, véier Ariichtungen, CIPA, Maison de retraite, an och d'lescht elo nei Strukture kucken zu lerpeldeng, wou mer déi Fro do och meeschtens gestallt kréien. Do feelt et massiv u Leit, besonnesch och u Leit ënnert dem Infirmièresberuff; dat heescht Aide-soignante.

(**Interruption**)

An ech wier frou, wa mer kéinten op deen dote Wee goen, fir och deene Leit, déi dann dohinner wëlle goen, fir esou Tâchen ze léieren a spéider da kënnen auszuféieren, passend Strukturen hei am Land kënnen unzebidden. Wann et hei net méi geet, wann et ze kleng ass, sinn ech och wéi den Här Kaes der Meenung, datt een och da kéint eventuell e bëssen dezentraliséiere Richtung Norden.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de legislative Parcours vun dësem neie Schoulgebai huet plus ou moins ee Joer gedauert. De Minister huet de Projet de loi am Februar 2006 déposéiert. De Statsrot huet 14 Méint duerno - am Abrëll 2007 - säin Avis matgedeelt. De Statsrot gesäit och d'Urgence vum Bau a recommandéiert esou séier wéi méiglech unzefänken. Schued, datt mer esou laang hu misse waarden, fir den Avis vum Statsrot, dat eenzeg Dokument, wat mer eigentlech gebraucht hunn an der Chamberskommissioun, ze kréien!

De Bau ass interessant als Schoulbau. Mir Gréng sinn nämlech der Meenung, datt et a Saache Schoulhalen a Schoulgebai eng enklariatioun gëtt, an datt e Schoulbau net en einfacht a pedagogesch neutraalt Gebai ass, mä et gehéiert als Hardware zur Software, déi herno dra programmiert gëtt.

(**M. Laurent Mosar prend la Présidence**)

Dës ass hei an dësem Gebai gelongen, an zwar op méi wéi engem Punkt. Den urbanisteschen an och den architektonischen Aspekt kann een och als pedagogesch Aspekt gesinn. Eng Rei vun Diecher, ënner anerem d'Sportshal, ass e vegetalen Daach mat enger extensiver Vegetatioun.

D'Energie, déi d'Gebai brauch fir ze hëtzen, rechent sech ronderëm 30 kW pro m² pro Joer. Dat ass effektiv an der Grenz vun engem Niddregenergiebau. Dës Zuele ginn erreicht duerch eng effizient Isoléierung vum Gebai an e performante Lüftungssystem, deen all Verbëtzung ausschléisst. Et ass awer trotzdeem schued, datt net och nach zousätzlech op erneierbar Energien zrëckgegraff gëtt.

Am Projet de loi gëtt dës och e bëssen tendenziös duergestallt. Ech zitieren: «plutôt que d'investir excessivement dans des techniques d'énergies renouvelables coûteuses et peu rentables».

Ech hunn awer energetesch an zugläich och pedagogesch gutt Erfahrungen a Beispiller gesinn, wou zousätzlech zu enger optimaler Energieeffizienzpolitik, déi zu Niddregenergiegebaier féiert, och nach alternativ oder erneierbar Energien agesat gi sinn. Duerch elektronesch Compteure matzen am Gebai konnten an deene flotte Beispiller d'Schüler an d'Schülerinnen, mä och d'Enseignanten an d'Enseignante gesinn, wéi vill Energie op déi Manéier produzéiert ginn ass a wéi vill CO₂-Emissiounen op déi Manéier och agespuert gi sinn.

D'Gebai gëtt un d'Stater Cogénérationsanlag ugeschloss, wat och en energieeffiziente Charakter huet an domadder och substanzuell awer zu CO₂-Aspuerunge matdréit.

Ech géif lech gäre just informéieren, datt d'Cogénérationsanlagen an der Stad Lëtzebuerg ronn 50% vun den CO₂-Emissiounen aspuert par rapport zu enger konventioneller Energieproduktioun.

De Schoulhaff ass flott aménagéiert. Fir en iwwerdaachte Préau ass och gesuergt. Wat mir och interessant fannen, ass eng Produktiounskichen an e Restaurant scolaire am Gebai. Dovunner kënn verschidde

Schoulgebai, och nei gebaute Gebaier, nëmmen dreemen. Wichteg ass et herno, datt dës Restaurant scolaire attraktiv gestallt gëtt, fir datt d'Schüler an d'Schülerinnen och wierklech dohinner ginn an net op d'Tankstell niendru sech iergendeng Knaschtere kafe ginn.

Et ass en Internat virgesi mat flotten Ënnerandeelunge vun de Raimleckeeten, dem noutwendige Confort, an et ass och fir eng convivial Raimleckeetsgestaltung gesuergt ginn. Och dat soll méi oft an de postprimäre Gebaier virgesi ginn. Ech denken, datt e Besoin do ass, fir Internater an/oder nielt de Lycéeën ze hunn. Et erlaabt d'Méiglecheit, eng Rei vu Jugendlechen ze ënnerstëtzen, hinnen e strukturéierten Alltags gestalten, ouni hinnen awer déi noutwendeg Fräiheet ewechzehuelen oder se anzuschranken.

Internater sinn eng vun deene ville Méiglecheeten, fir dem Abandon entgéintzewierke vun deene ronn iwwer 20% Décrocheuren, heiansdo och Décrocheuren - mä et sinn awer meeschtens Jongen -, dat heescht vun deene Jugendlechen, déi d'Schoul ouni iergendee Certificat verlossen. Internater sinn eng Méiglecheit, deem entgéintzewierken.

Hei ass, wéi ech et och scho virdu beschriwwen hunn, e gutt Beispill, wéi d'Konzeptioun vum engem Schoulgebai oder vum engem Gebai op e pedagogesch Konzept oder op e Konzept en général kann zrëckwierken.

Am Projet de loi steet beschriwwen an et steet och berechent, datt méi Schüler a Schülerinnen erwaart ginn. Dat ass eng gutt Saach, well mir all wëssen, datt am Moment vill net Lëtzebuerger Persounen an net résident Persounen dës paramedezinesche Beruffer hei am Land ausüben. Mä bon, ech denken, duerfir gëtt et och aner Ursache wéi en onattraktiv Gebai.

Da wollt ech, Här President, wann Dir et erlaabt, just zwou Minutte vum strikten Thema, awer net vum Site ewechkommen an dem Minister als engem vun de Membere vun der Regierung e puer Iwwerleeunge vun der grénger Fraktioun mat an de Regierungsrat ginn.

Mir hunn ons nämlech d'Fro gestallt, wéi séier dës Aarbechte vun deem Lycée technique kënnen um Site ugoen. An do hu mer eis och logescherweis d'Fro gestallt: Wat geschitt da mat deem, wat de Moment um Site ass?

Am Moment ass op deem Site ee Container, dee vu Méindeg bis Freideg zu bestëmmte Stonnen op ass, fir schwéier Drogenoffhänger opzefänken. Dës Container, och Fixerstoff genannt, ass bekanntlech an zu Recht net onëmstridden.

Dës Regierung huet matgedeelt, datt se plangt e richtege Centre d'accueil pour toxicomanes ze bauen, vis-à-vis, op der anerer Sait wou haut de Container steet a wou muer da soll de Lycée technique des Professions de Santé seng Dieren opmachen.

Ech huele staark un, Här President, datt de Bauteminister net einfach e Gebai baut an da kuckt, datt een anere Minister do ass fir e Programm ze élaboréieren fir an dat Gebai.

Duerfir d'Fro vun der grénger Fraktioun:

Gëtt et schonn e fäerdeg nationaalt a kohärent Gesamtkonzept zur Drogeproblematik en rapport mat dem Centre d'accueil pour toxicomanes? E Konzept, an deem de Bauteminister sech kann orientéieren fir ze bauen? E gesamt nationaalt Konzept, wou net nëmmen déi concernéiert Gemengen informéiert ginn, mä och hir Awunner an hir Awunnerinnen?

Wat fir eng aner Gemeng - d'Fro ass scho gestallt ginn an interesséiert eis och - ausser der Gemeng Lëtzebuerg huet sech bereit erkläert, an dësem nationale Projet eng Hand mat unzepaken?

Wéi gedenkt d'Regierung d'Transitzäit um Site LTPS ze organiséieren?

Mir fannen et awer erstaunlech, datt an dësem Projet de loi hei keen eenzeg Wuert bis haut doriwwer gefall ass. Normalerweis hätt jo de Bauteminister ons missen an der Kommissioun informéieren, entweder datt de Container seng Dieren zoumëcht, well en net méi gebraucht gëtt, oder hien hätt eis

misse matdeelen, wou a wéini a wéi dës Institutioon Container geplënnert gëtt.

Hei si mer manifestement an engem net iwwergräifenden Zäitplang, esou wéi en awer ugekënnegt ginn ass a Saache Baute-politik. Dës aktuell Struktur hëlleft sécherlech punktuell e puer Leit an extremer Misär, mä si fonctionnéiert schlecht faute de moyens en personnel et en infrastructures.

Här President, ech géif gären ofschléissend dem Bauteminister de Message matginn, datt d'Regierung gutt berode wier, esou séier wéi méiglech en nationaal kohärent Konzept ze presentéieren, a matzedeelen, a wéi enge Gemengen e Centre d'accueil virgessinn ass a wéi si sech d'Informatioun un d'Bierger an un d'Biergerinne virstellt.

Dës Recommandatioun gemaach, fanne mir dee Projet vum LTPS vun haut gutt preparéiert, flott, mir fannen e kohärent, en ass IVL-gerecht, en ass energiepolitesch korrekt, en ass pedagogesch sënnavoll, an duerfir stëmme mir dese Projet mat.

» M. le Président. - Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Fir d'éischt meng Mercien un de Rapporteur, den Här Kaes, deen a ganz treffenden an detailléierte Wieder d'Noutwendegkeet vun deem Projet hei ervirgestrach huet an och gesot huet, datt et e wichtige Projet ass, well mer elo schonn dräi an en halleft Joer drop waarden, fir eng Léisung, fir en neit Gebai ze kréien. Et wäert och nach eng Zäitchen daueren, bis dat Gebai do steet, well zënter dem Januar 2003 ass e Provisorium virgessinn an en fonction. Ganz oft seet een: «Il n'y a que le provisoire qui dure.» Duerfir sinn ech frou, datt mer haut kënnen dee Projet hei stëmmen.

Nach muss ee soen, datt déi 433 Schüler awer wäerte mat e puer Problemer konfrontéiert sinn. Ee vun deenen ass jo och am Rapport ugeschwat ginn, dat ass, datt vill vun deene Schüler och nach Studentewunnenge sichen an déi och brauchen, wou se kéinten an der Géigend ënnerdaach kommen.

Dann ass ee Problem, deen awer och vun e puer Riedner hei ugeschwat ginn ass. Dat ass de Problem vum Site selwer. Meng gréng Virriednerin huet virdru gesot, datt d'Leit, d'Schülerinnen an d'Schüler munnech Knaschtereien an den Tankstelle kéinte kafen.

Wat ech éischer fäerten, dat ass, datt se op deem neie Site, wa vis-à-vis e Centre d'accueil pour toxicomanes ass mat enger Fixerstuff an engem Centre d'hébergement mat 58 Better - anscheinend sinn dat déi Zuelen, déi an der Diskussioun sinn -, da riskéieren eventuell och nach aner Saachen ze kafen, déi vill méi schlëmm sinn, well se mëtten am Drogenzentrum dra sinn a just vis-à-vis déi Infrastruktur do hunn.

Ech muss éierlech soen, datt ech heiansdo d'Stad Lëtzebuerg net verstinn, wa se justement dee Site op där Plaz do proposéiert, mëtten am Quartier résidentiel. An duerfir mengen ech ass d'Regierung awer och geduerdert, fir mat der Stad Lëtzebuerg ze kucken, ob et net aner Méiglechkeete gëtt, en anere Site gëtt.

Ech wollt hei just nëmmen d'Problematik opwerfen. Et wier gutt wann Der vläicht, Här Bauteminister, kéint mat Ärem Kolleg vun dem Transportministère schwätzen. Et ass och nach d'Méiglechkeet, fir esou e Centre d'accueil ze bauen um Parking vun der CFL no bei der Bréck; do wiere vill manner Problemer fir déi ganz Infrastruktur ënnerdaach ze bréngen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet bréngen.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Henckes Merci an elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Bauteminister Claude Wiseler.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Merci, Här President. Ech wëll ufänken andeem ech d'Madame Delvaux haut de Mëtten erschëllegen. Si wollt hei sinn. Duerch déi tragesch Evéne-

menter zu Reims huet se awer drop gehalen, selwer dohinner ze fueren. An ech mengen, Dir verstitt dat all, wa se de Mëtten net hei ass. Ech soen also déi Wieder, dat wat ech elo hei soen, fir si mat an an hirem Numm och.

Hei ass ee vun deene ville Projeten, déi mer amgaang sinn ze maache fir d'Éducation nationale. Ee vun deene ville Projeten, déi mer, fir deene grouse Besoinë gerecht ze ginn, déi mer duerch d'ganz Land hunn, fir all déi Formatiounen hinze kréien, déi mer wëllen ubidden, brauchen.

Et ass och e Projet, esou wéi en elo gemaach gëtt, deen dem Plan sectoriel entsprécht; deen och do virgessinn ass mat deem Konzept, datt mer déi hei Formatiounen, wat jo ganz spezifesch Formatiounen sinn, net iwwerall kënnen ubidden, mä awer och net wëlle just op enger Plaz, zentral ubidden, mä op dräi Plazen duerch d'Land wëllen ubidden: zu Esch, an der Stad Lëtzebuerg an an der Nordstad - loosse mer eis emol esou ausdrécken.

Dat fannen ech och wichtig, well dat och zu engem Deel deem entsprécht, wéi mer eis Soinen organiséieren, an dofir mengen ech ass dat Konzept schonn e richtegt Konzept. Dat heescht och, datt mer wëllen an deenen nächste Joren op deenen anere Plazen, notamment an der Nordstad - dat ass schonn ugeschwat ginn -, mä notamment awer och zu Esch, déi ganz Formatiounen an aner Gebaier kréien. Et ass noutwendeg.

Mir sinn nach net, notament an der Nordstad, notament zu Ettelbréck, definitiv fäerdeg. Et sinn eng Rei Projeten, Propositionen, déi amgaang sinn op hir Faisabilitéit analyséiert ze ginn, an d'Regierung, de Bauteministère ass deen Éischten, dee Jo dozou seet, wa mer e Projet fannen, deen da faisabel ass, dee machbar ass an och deene Konditiounen vun haut entsprécht.

Ech wëll dann hannendru soen, datt ech gutt nogelasscht hunn, och wat haaptsächlech d'Madame Loschetter iwwert d'Architektur an iwwert déi pedagogesch Konzepter, déi sech an der Architektur ausdrécken, gesot huet. Ech hunn am Fong net vill do hannendru ze soen, well et ass richteg, datt ee vun de grouse Soucien ass, dee mer an deene leschte Joren hunn, datt mer fir dat, wat mer wëllen op dem Terrain ëmsetzen, déi pedagogesch Konzepter, déi mer gär hätten, och déi architektonesch Forme brauchen och kucken ze kréien, déi mer dofir brauchen.

Architektur kann eng Aart a Weis bedeiten, wéi ee lieft. Architektur kann dat dohinner setzen, wat ee wëllt am pedagogesche Konzept och errechen. Dat maache mer hei, probéiere mer och op anere Plazen ze maachen. Wa mer dat dann och nach hikeréien zu engem korrekten Präis, esou wéi dat hei de Fall ass, desto besser.

Dir hutt et besser beschriwwen, Madame Loschetter, wéi ech dat kéint, wat alles hei fir Effortë fir den Niddregenergiebau gemaach gëtt. Dir sidd net 100%eg zefridden, mä Dir hutt awer schonn zouginn - an domat sinn ech da schonn zefridden -, datt mer extrem vill Efforten hei gemaach hunn. An déi Effortë sollen net nëmmen hei, mä och op alle Projeten, déi mer an Zukunft wëlle maachen, weidergefouert ginn.

De Problem vum Site ass och ugeschwat ginn. Ech mengen, dese Site, esou wéi mer en hei erausgesicht hunn zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, par ailleurs scho virun enger Rei Joren, scho vun der fréierer Educatiounsministère, déi elo am Schafferot vun der Stad Lëtzebuerg ass, ass e Site, deen net als Site fir d'Implantatioun vun esou engem Lycée Schwierigkeete stellt, well en am Fong no de Charakteristiken, wéi en erausgewielt ass, extrem konform ass zu deem, wat mer mat de Schoule wëllen. Well en einfach no bei alle Verkéiersméiglechkeeten ass. Well en einfach déi Accessibilitéit huet, déi mer brauchen. A well - dat muss ech dann awer och dobäi soen - en zu enger Quartiersliewensverschëinerung - well wann Der dee Projet kuckt, ass et e schéine Projet - wäert substanzial baidroen.

Fuert emol eng Kéier bei der Gare iwwert d'Bréck, kuckt lech u wat elo do ass, verhaalt dat gutt a fuert a fénnef Joer dodriwwer. An da soen ech lech, dat wäert e ganz grouse Qualitéitsfortschritt sinn, an dofir si mer mat der Stad Lëtzebuerg eens, fir och op deem Wee do weiderzegoen.

Dann hunn ech eppes net verstanen, an deem wat deen een oder anere vun deenen, déi hei Riede gehalen hunn, gesot huet. Dat ass, datt mer elo keng Sportsinfrastrukturen dobäi hätten. Dat ass net richteg.

An deem Projet ass e gréisseren Turnsall mat a sech zwee gréisseren Terrainë ganz einfach dran, wat dann och deene Besoinen entsprécht, déi mer fir d'Turnen zumindest op deem do Site hunn. Et ass einfach dran,

dofir wëll ech déi Informatioun schlicht als Informatioun weiderginn a richtegstellen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dee leschte Punkt, dat ass deen, wéini kënnen mer ufänken, verbonne mat där Problematik vum Foyer fir Toxicomanes sans domicile, wat keng einfach Problematik ass. Ech kennen déi nach aus fréiere Joren, wou ech Sozialschäfte an der Stad Lëtzebuerg war an dofir och ganz enk deen Opbau vun deene Containeren, déi haut dostinn, sui-véiert hunn.

Ech kann lech elo net op all déi Basisfroen äntwerten, déi Der zum Programm fir Toxicomanie gestallt hutt, well dat ganz einfach net mäi Ressort ass. Déi Froe wäert ech weiderginn, sécherlech un de Gesondheitsminister.

Ech soen awer hannendru, datt et ganz kloer a mengen Aen ass, datt muss eng Alternativ do sinn, éier mer déi Containeren, déi elo dostinn, ewechhuelen. Well ech ka mer net virstellen, datt mer ouni Alternativ géifen dat einfach ewechhuelen. Well et einfach a mengen Aen eng Infrastruktur ass, déi mer brauchen an där doter Géigend. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Et ass och an Tëschenzäit - Madame Loschetter, Dir wësst dat, well Der jo awer och an Ärer anerer Fonctioun Member vum Schafferot vun der Stad Lëtzebuerg sidd - eng Plaz fonnt ginn, déi contestéiert ass, mä trotzdem eng Plaz fonnt ginn, tëscht dem Gesondheitsministère zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, wou och den Travaux-publics-Ministère an Zwëschenzäit eng ganz Rei Pläng fäerdeg gemaach huet, wéi dann esou e Foyer pour toxicomanes kéint ausgesinn a wéi mer en op där Plaz, vis-à-vis vun de Containeren, déi elo dostinn, kéinten ariichten.

Mir hunn och mat der Stad Lëtzebuerg ofgemaach, datt de Gesondheitsminister an den Travaux-publics-Minister zesumme mat der Stad Lëtzebuerg wäerte sur place goen, well et eis logesch an normal schéngt, datt mer de Leit, déi dat interesséiert, och genau virstellen, wat sollt gemaach ginn, an haaptsächlech wéi et sollt duerno an der Praxis och funktionéieren. Et ass wichtig, datt dat erkläert gëtt. Et ass wichtig, datt dat transparent gëtt, an et ass och wichtig, datt d'Leit genau wëssen, wat d'Autoritéitë wëlles hunn op där Plaz ze maachen.

Dat als provisoiresch Äntwert zu deem Dossier.

Ech mengen, datt mer esou eng Struktur brauchen, an ech mengen, datt mer net kënnen déi, déi elo provisoiresch do ass, ewechhuelen, wa mer keng aner Alternativ hunn, fir all déi Problemer, déi déi Leit hunn, ze bewältegen; déi, déi elo sur place sinn.

Ech soen lech Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi.

(Interruption)

Bon, mir reportéieren de Vote op méi spéit, well d'Écranen hei net richteg funktionéieren.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5691, de Protokoll zum Ofkommen iwwert d'Schaffung vun der Commission Internationale pour le Service International de Recherches. Den honorabelen Här Ben Fayot als Rapporteur huet d'Wuert.

6. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur. - Här President, 1943, nach mëtten am Zweete Weltkrich, gouf zu London e Suchdéngscht, e Bureau de recherches am Kader vum Roude Kräiz ageriicht, an dee Service huet deemools schonn ugefaangen déi Milliounen vu Leit, déi déplacéiert oder dout waren, ze sichen an ze enregistreieren.

1945 hunn déi Alliéiert an Däitschland riseg Archive fonnt, well jo bekanntlech den Nazi-Sta a senger Grëndlechkeet alles opgezeecht huet, all Grausamkeeten opgezeecht huet an a Karteie festgehalten

huet. D'alliéiert Forcen hunn och dozou nach 1944-45 ganz besonnesch Recherchen iwwer Zwangsarbechter a Réfugiéen an Zentraleuropa ënnerholl.

1946 gouf de Bureau de recherches definitiv zu Bad Arolsen an Däitschland instaléiert, wou en haut nach ass. Firwat Bad Arolsen? Well en do am geographeschen Zentrum vun Däitschland war, dat jo bekanntlech deemools a véier Besatzungszonen agedeelt war, an e krut och do den heitegen Numm „Service International de Recherches“, op Englesch „International Tracing Service“ an op Däitsch „Internationaler Suchdienst“.

1955 goufen zu Bonn Accorden zwëschen néng Länner, nämlech der Belsch, Frankräich, der Bundesrepublik, Israel, Italien, Lëtzebuerg, Holland, Groussbritannien an de Vereenegte Staten ofgeschloss. Déi Accorden hunn eng international Kommissioun geschaf, an där déi néng Länner vertrat sinn. D'Direktioun an d'Verwaltung dovunner gi vum Internationale Comité vum Roude Kräiz assuréiert an d'Bundesrepublik bezilt d'Aarbechte vum „Service International de Recherches“. 1956 koum dann nach Griichenland derbäi, an am Joer 2000 Polen.

Dir gesitt un där Zuel vu Länner, eelef, an och un der Qualitéit vun deene Länner, dass all déi Länner, déi vum Krich betraff waren, net allegueren dra sinn, well jo och 1947 de Kale Krich ugaangen ass. Dat hänkt mat der Deelung vun Europa zesummen, déi bis 1990 gedauert huet. Et sinn also nach vill Archiven a Länner, déi net vun deem Suchdienst do erfaasst goufen.

De Suchdienst huet 60 Joer laang geschafft an Informatiounen iwwer folgend Gruppe vu Leit ginn: Leit, déi an de KZer an Däitschland an an de besetzte Gebidder zwëschen 1933 an 1945 waren, deportéiert Judden, Zwangsarbechter am Räich zwëschen 1939 an 1945, déplacéiert Leit a Flüchtlingen, Kanner, déi zwëschen 1927 an 1945 gebuer goufen a vun hiren Eltere getrennt goufen.

Den „Service International de Recherches“ huet e Fichier vu 47 Milliounen Fichen, déi Accès ginn zu Dokumenter iwwer 17 Milliounen verfollegt Zivilisten. An nach haut, méi wéi 60 Joer nom Enn vum Krich, kritt deen „Service International de Recherches“ nach all Joer 10.000 Demanden no Informatiounen iwwer vermësste Leit. 10.000 all Joer!

30 Milliounen Dokumenter leien zu Bad Arolsen, déi eng phantastesch Dokumentatioun iwwert d'Verbriche vun den Nazien duerstellen. Déi Dokumenter konnte bis elo nëmmen vun den Opfer selwer, esou wäit wéi se dat nach konnten, oder hirer Famill consultéiert ginn. D'Fro war laang, wéi dann déi Dokumentatioun kënn fir d'Recherche historique zougängeg gemaach ginn. Et ass laang dorunner kalennert gi wéi dat maachen, well jo eng grouss Schwierigkeet bei deenen Dokumenter besteet, si bezéie sech op Persounen a si bezéie sech op Donnéeën, ganz intim Donnéeën, ganz perséinlech Donnéeën, déi och oft nach gefälscht sinn, iwwert déi Persounen, well dat si jo Donnéeën, déi oft vun den Nazie selwer komm sinn an also och verdréit gi sinn.

Dunn am Mee 2006 huet déi international Kommissioun an hirer jährecher Sitzung zu Lëtzebuerg en Auswee fonnt, deen doranner besteet, dass all Land, wat ebe Partie vun deenen Accorden ass, also déi eelef Länner, eng eenzeg Kopie pro Land natierlech vun deenen Archivfonge ka kréien, déi elo zu Bad Arolsen leien. A well deen Accord fonnt ginn ass, muss natierlech elo deen Accord vun 1955 geännert ginn, an et ass dat wat mer haut mat deem Projet de loi maachen.

Déi Dokumenter kënnen natierlech net einfach fotokopéiert ginn, si sinn amgaangen numériséiert ze ginn, dat heescht informatesch opgeholl ze ginn. Dat soll bis 2011 fäerdeg sinn, wat dann natierlech net nëmmen erlaabt, déi original Dokumenter ze schützen, déi extrem friabel an extrem schwéier ze handhabe sinn, mä och d'Recherche an där Dokumentatioun ze vereinfachen.

An der Sitzung vun der internationaler Kommissioun zu Amsterdam elo am Mee, de 14. an de 15. Mee 2007, hunn aacht Länner ugemellt esou eng Copie numérique ze kréien. De Lëtzebuurger Vertrieeder an der internationaler Kommissioun, den Här Paul Dostert, deem ech iwwregens vun hei aus wëll Merci soe fir seng Informatiounen a seng Matarbecht bei der Behandlung vun deem Dossier an der Kommissioun, huet ons an der Kommissioun erkläert, firwat Lëtzebuerg net ënner deenen aacht ass, dat heescht, Lëtzebuerg huet fir den Abléck keen Usproch op esou eng Kopie vun där Dokumentatioun.

Esou eng Kopie huet nämlech, wa se fäerdeg ass - ech soen lech elo Saachen, déi mech dépasséieren -, sechs bis aacht Terabytes, also 10^{12} , woubäi een Terabyte dausend Milliarden duerstellt, wat géif bedéngen, wa Lëtzebuerg esou eng Kopie kréich, natierlech een extraen Informatiker ze engagéieren, fir esou eng Kopie ze behandelen, an natierlech och e Service an e seriösen Element vu Stockage anzeriichten, wou mer déi Informatiounen do kënnen ënnerbréngen a wou se och da kënnte vun de Chercheure consultéiert ginn.

Natierlech ka Lëtzebuerg nach ëmmer op déi Décisioun zréckkommen - ass ons gesot ginn -, a wann d'Numérisatioun fäerdeg ass vun all där Dokumentatioun, da kënnen allerdéngs och d'Lëtzebuurger Chercheuren nach ëmmer op Bad Arolsen recherchéiere goen. Si kënnen och zu Bréissel - d'Belsch huet och eng Kopie gefrot - an zu Paräis déi Dokumenter consultéieren.

Et ass also fir den Abléck eng, mengen ech, verstänneg Approche, fir éischtens emol ofzawaarden, bis déi Numérisatioun fäerdeg ass, an dann och ze kucken, wéi d'Demande ënnerst de Chercheuren ass, fir déi Dokumentatioun anzegesinn. Natierlech muss een och wëssen, dass och nach ëmmer eng seriö Fro, wat d'Protektioun vun den Données personelles ugeet, do ass, an de Statsrot huet a sengem Avis ënnerstrach, dass onst Gesetz vun 2002 iwwert d'Protection des données à caractère personnel sech géif applizéieren, wann dann emol esou eng Kopie zu Lëtzebuerg wär.

Dat waren, Här President, e puer Donnéeën zu engem Projet, deen a sech eigentlech eng reng Formsach ass, mä deen awer op eng Partie Elementer hiweist, déi d'Mémoire vun Europa, och d'Mémoire vun onsem Land betreffen. An ech menge schonn, dass et derwäert ass, fir dat am Kapp ze behalen, wat an där Mémoire ass, och fir d'Zukunft.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir léif Kolleegen, den Här Fayot huet opgehale mat der Remarque, et wier eng reng Formsach, an dat zum Ofschloss vun engem ganz gudde Rapport, fir deen ech him d'ailleurs Merci soen.

Hie leet hei de Fanger op eng Wonn, an et ass wichteg, dass dat gemaach gétt, well dat wat à la fin du compte bleift, fir dem Négationnisme ze opposéieren, dat si ganz zolidd etabliert historesch Fakten. De Culte mémoriel geet a sech net duer, well d'Mémoire ass a sech défailante, si eliminéiert, si vergësst, si léisst Saachen duerchgoen, si ass selektiv; par contre d'historesch Fakten, dat sinn etabliert Fakten, déi net méi kënnen diskutéiert ginn.

Zu den historesch etablierte Fakte gehéieren zum Beispill d'Nürnberg Akten. Elo kann ee soen: Do gouf et nëmmer e puer, an déi 30 Inculpationen an e puer an déi 20 Condamnationen, dat geet bei Wäitem net duer, fir de Victimé vum Zweete Weltkrich Gerechtigkeet widderfuere ze loossen. Dat stëmmt. Mä et geet awer ëmmerhin duer, fir en Ufank vu Geschichtsschreiwung ze maachen. Deen Effort ass deemools ugaangen, en huet sech weiderentwéckelt, an et si Gott sei Dank nieft deene legale Weeër, fir Archiven zesummenzesetzen, och eng Partie illegal Weeër gewielt ginn.

Ech erënneren zum Beispill un déi phantasiesch Aarbecht, déi de Centre de documentation juive contemporaine, deen zu Paräis am Marais an der Rue Geoffroy l'Asnier etabliert ass, nom Krich gemaach huet, well en engersäits d'Hand geluecht huet op eng Partie Naziarchiven, déi soss wahrscheinlech eliminéiert gi wieren, an och op d'Archive vum Vichy-Regime.

Firwat ass dat wichteg gewiescht? Mä ënner anerem konnt virun eppes manner wéi 20 Joer de Klaus Barbie opgrond vun Dokumenter, vun Originalpiécken, déi de Centre de documentation juive contemporaine zesummegebroen hat, condamnéiert ginn.

Dat hei ass also souwuel gutt fir engersäits de Victimé gerecht ze ginn, anerersäits dem Négationnisme ze opposéieren. An ech fannen et och gutt, dass Lëtzebuerg en Accès krit, aus deene Grënn.

Ech kann dem Här Fayot dat net falsch maachen, dass et net méiglech ass, fir elo hei am Land déi Datefluten do alleguer ze meeschteren. Wichteg ass, dass mer deen

Accès behalen. A wichteg ass, dass mer och eng Partie Lacunen, déi et an deenen dote Recherche leider nach ëmmer gétt, kënnen komplettéieren.

Et wier och gutt - an ech mengen, haut ass vläicht net Zäit dofir -, dass mer eis eng Kéier an der Kommissioun géif driwwer ënnerhalen, wéi een am Fong kéint eis Informatiounsquellen, déi mer an där Hisiicht hunn, alleguer matenee vernetzen, fir un déi Donnéeën ze kommen, déi gebraucht ginn. Ech erënneren drun, dass zum Beispill d'Freie Universität Berlin och elo Dépositaire ass vu sämtleche Piécken, déi de Steven Spielberg iwwert d'Joren zesummegebroen huet; och dat erëm eng Kéier als Lutte géint d'Vergessen. Dat si fest etabliert Témoignagen.

An deem Sënn ass dat, wat hei elo op engem legale Wee gemaach gétt, absolut ze ënnerstetzen, an duerfir bréngen och den Accord vu menger Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Wa soss kee méi eppes bäizefügen huet a jiddferen d'Ausféierunge vum Här Fayot a vum Här Goerens deelt, da kënnen mer zum Vote vun dësem Projet kommen.

(Interruptions)

Neen, mir stëmmen elo deen heite Projet.

(Interruptions diverses)

Dann, jo, vu dass d'Elektronik de Vote iwwert de Projet iwwert d'Professions de Santé, iwwert de Lycée technique pour Professions de Santé uweist, stëmme mer deen och.

7. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5678 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Christine Doerner), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 20 (suite)

Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet, deen den honorabelen Här Fayot eis elo just exposéiert huet, de 5691.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5691 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Michel Wolter), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer op eiser Dagesuerdnung d'Naturalisationen. Duerfir muss ech de Huis clos aussprieche. Ech géif d'Regierung bidden, sech zréckzezéien.

(Le huis clos est prononcé à 16.26 heures.)

(Le huis clos est levé à 16.29 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider, zwar net méi ganz laang, mä si geet weider.

D'Chamber huet an hiner net öffentlecher Sitzung 79 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnf Ännerunge vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 14 juin 2007

1. ADRIAS Melody, née le 2 mai 1967 à Siniloan/Laguna (Philippines), demeurant à Differdange

2. AJDARPASIĆ Ramzija, né le 25 janvier 1968 à Vrševo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Canach

3. BALIĆ Belka, née le 15 octobre 1968 à Zminac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Canach

4. AIHI Mohamed, né le 27 décembre 1969 à Ouarzazate (Maroc), demeurant à Moutfort

5. AMORIM DA SILVA Samuel Luís, né le 2 juillet 1984 à Louredo/Póvoa de Lanhoso (Portugal), demeurant à Steinfort

6. BERGIN Sabrina, née le 20 août 1984 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Lellig

7. BISCHOF Birgit Cécilia Wilhelmine, née le 19 juillet 1955 à Quierschied (Allemagne), demeurant à Heisdorf

8. BOGUSCHEWSKI Monika, née le 16 janvier 1962 à Schönberg (Allemagne), demeurant à Mullendorf

9. BOUKHARROUBA Said, né le 16 février 1970 à Hussein (Algérie), demeurant à Rumelange

10. BRENDT Doris Katharina, née le 9 janvier 1940 à Düsseldorf (Allemagne), demeurant à Fischbach/Mersch

11. CHEN Qianhui, née le 8 novembre 1984 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

12. CHOUCANE Faïçal, né le 11 août 1955 à Ksibet El Mediouni (Tunisie), demeurant à Merscheid

13. BOURAOUI Amna, née le 11 mai 1957 à Ksibet El Mediouni (Tunisie), demeurant à Merscheid

14. CLOESEN André Philippe, né le 8 juin 1965 à Liège (Belgique), demeurant à Strassen

15. LEMAIRE Sylvie Yvonne, née le 18 avril 1969 à Liège (Belgique), demeurant à Strassen

16. CUNHA Paula Maria, née le 12 octobre 1977 à Metz (France), demeurant à Trintange

17. DEDE Ali Baba, né le 18 décembre 1983 à Dinka (Soudan), demeurant à Luxembourg

18. DELFINO Michele, né le 14 janvier 1952 à Minervino Murge/Bari (Italie), demeurant à Luxembourg

19. DE RUYVER Monique Berthe Marie, née le 4 juillet 1957 à Berchem-Saint-Agathe (Belgique), demeurant à Leudelange

20. DOMINGUES DA SILVA MOREIRA Orlando, né le 4 avril 1968 à Lavra/Matosinhos (Portugal), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter le nom et prénom de MOREIRA Orlando.

21. DONG Zhongming, né le 8 septembre 1979 à Zhejiang (Chine), demeurant à Goetzingen

22. DZOGOVIC Elvis, né le 29 novembre 1985 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rodange

23. EGOVORA Marina, née le 20 février 1970 à Tcheboksary (Russie), demeurant à Esch-sur-Alzette

24. EHDAIE Farhad, né le 7 janvier 1961 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

25. ELSER Anna Katharina, née le 12 mai 1963 à Dasburg (Allemagne), demeurant à Kalborn

26. EL OUIARRAK Maria, née le 27 mai 1981 à Marrakech (Maroc), demeurant à Strassen

27. EMPAIN Gilbert Roger, né le 3 mai 1956 à Ixelles (Belgique), demeurant à Lasauvage

28. FISCHER Angela, née le 12 juin 1979 à Kaufbeuren (Allemagne), demeurant à Sandweiler

29. FONSECA LIMA Carlos Alberto, né le 9 mai 1962 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Howald

30. FONTANAUD Bernard André, né le 29 décembre 1969 à Saint-Junien (France), demeurant à Weiler-la-Tour

31. GABRIEL Céline, née le 18 février 1976 à Köln-Ehrendfeld (Allemagne), demeurant à Wiltz

32. GASHONGA Sandrine, née le 12 juillet 1977 à Nyarugenge/Kigali (Rwanda), demeurant à Soleuvre

33. GORGINPOUR Shararéh, née le 5 juin 1972 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

34. GUEMO YEMTE Hélène, née le 1^{er} février 1979 à Yaoundé (Cameroun), demeurant à Luxembourg

35. HAGHTALAB Touran, née le 25 novembre 1952 à Ferdos (Iran), demeurant à Luxembourg

36. HALIMI Sokol, né le 1^{er} février 1980 à Zaplluxhe/Dragash (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Oberpallen

37. HAMEL Sebastian Frédérique, né le 16 septembre 1975 à Ottawa-Carleton (Canada), demeurant à Saeul

38. HASANOVIĆ Ahmet, né le 29 mars 1968 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Harlange

39. HASANOVIĆ Džemila, née le 27 avril 1964 à Miljanovci/Kalesija (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Sprinkange

40. HENKES Erwin Leonard Anton, né le 23 juillet 1957 à St. Vith (Arlon), demeurant à Breidfeld

41. HODZIĆ Emir, né le 2 avril 1987 à Kakanj (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

42. IDRIZOVIĆ Idriz, né le 21 janvier 1983 à Kotor (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

43. JACOBS Peter Jacobus Franciscus, né le 6 septembre 1960 à Heerlen (Pays-Bas), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de JACOBS Pierre Jacques François.

44. KASTER Brigitte Elisabeth, née le 10 mars 1963 à Hillesheim (Allemagne), demeurant à Weiswampach

45. KOCAN Nela, née le 1^{er} avril 1983 à Niksic (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

46. KOLB Bernd, né le 4 décembre 1972 à Karlsruhe (Allemagne), demeurant à Bascharage

47. KOLOGLU Sevgi Banu, née le 26 avril 1970 à Ankara (Turquie), demeurant à Strassen

48. KONZER Manfred Josef, né le 19 novembre 1937 à Trier (Allemagne), demeurant à Biwerbach

49. KOTOBELLI Mamica, née le 12 août 1979 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

50. KOTOBELLI Vladimir, né le 9 octobre 1953 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

51. DASHMIRI Liljana, née le 31 mars 1957 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

52. LALIC BAGANG Gigette, née le 6 avril 1970 à Lubao/Pampang (Philippines), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LALIC Gigette.

53. LIN Bi, née le 11 novembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

54. LOPEDOTE Arcangela, née le 15 septembre 1951 à Monopoli (Italie), demeurant à Wasserbillig

55. LOURENÇO CANAIS Antonio, née le 11 décembre 1964 à Sebal Grande/Condeixa-a-Nova (Portugal), demeurant à Bettembourg

56. MANSOUR Monia, née le 27 septembre 1956 à Le Bardo (Tunisie), demeurant à Luxembourg

57. MARCHITELLI Giuseppe, né le 13 juillet 1958 à Noci (Italie), demeurant à Luxembourg

58. MARTINO Estela Milena, née le 12 mai 1979 à Lisbonne (Portugal), demeurant à Echternach

59. MUSTAFIĆ Emir, né le 23 mai 1982 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Strassen

60. NIMMESGERN Elisabeth Maria, née le 15 août 1957 à Weiskirchen (Allemagne), demeurant à Wiltz

61. OLIVEIRA João da Conceição, né le 31 juillet 1966 à Santa Maria Maior/Chaves (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de OLIVEIRA Jean.

62. OUCHEVA Irena, née le 3 juin 1965 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Belvaux

63. OUZAHIM Malika, née le 16 septembre 1970 à Ait Sedrate Sahel (Maroc), demeurant à Bettembourg

64. POBA-MASSANGA Jaria, née le 15 janvier 1986 à Woluwe-Saint-Lambert (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de POBA Jaria.

65. ROCHA DAVID Filomena, née le 14 juillet 1967 à Santo Antonio das Pombas (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

66. RODRIGUES DE ALMEIDA André Filipe, né le 6 décembre 1987 à Macinhata do Vouga/Agueda (Portugal), demeurant à Niederborn

67. SAPUTO Massimo, né le 23 février 1976 à Palermo (Italie), demeurant à Folschette

68. SCHULZ Sascha André, né le 19 juillet 1972 à Dortmund (Allemagne), demeurant à Leudelange

69. SHATROLI Arsim, né le 15 septembre 1970 à Brece (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

70. HATROLI Kujtim, né le 20 avril 1978 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

71. SKRIJELJ Alma, née le 29 novembre 1983 à Podgorica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

72. SKRIJELJ Rifat, né le 9 septembre 1985 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Noertzange

73. SPERL Helmuth, né le 28 avril 1977 à Bruck an der Mur (Autriche), demeurant à Luxembourg

74. TEOFILOVIĆ Radmilo, né le 29 septembre 1950 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

75. TUBIĆ Zejnir, né le 16 juin 1965 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

76. VALOY PINEDA Nancy Margarita, née le 2 janvier 1982 à Santo Domingo (République dominicaine), demeurant à Luxembourg

77. VELOSO Katia, née le 8 février 1955 à Três-Pontas (Brésil), demeurant à Strassen

78. WEN Dawei, né le 27 janvier 1980 à Shaanxi/Xian (Chine), demeurant à Strassen

79. ZHU Chaochun, né le 5 août 1983 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

10. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 19., 20. an 21. Juni. D'Conférence des Présidents huet haut de Moie folgenden Ordre du jour virgeschloen:

En Dönschdeg um dräi Auer, fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, dann de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Belval, duerno de Projet iwwert de Bau vun engem Lycée zu Belval, dann eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Sécherheet op der Route nationale 7 a Richtung Wämperhaart an eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert den Espace scolaire vu Miersch.

E Mëttwoch, den 20. Juni, um hallwer dräi d'Interpellatioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Familljepolitik an de Projet de loi iwwert de Bau vun engem neie Friddensgericht zu Esch.

En Donneschdeg, den 21. Juni, um hallwer dräi d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Juegd. Duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Braz iwwert d'Aféierung vun der numerescher Televisioun. Dann de Projet de loi 5638, en Nato-Ofkommens iwwert d'Kommunikatioun, a schlussendlech de Projet 5650, en Ofkommens iwwert de Statut vu verschiddeenen Arméien.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.30 heures)

Chamber TV



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense

- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

et

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

4. Ordre du jour

5. 5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch

(Discussion générale - Motion - Vote)

7. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wempehard

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

» M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe:

1. **5731** - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

2. **5732** - Projet de loi 1) modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 2) abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

3. **5735** - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

4. **5736** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

3) En date du 5 juin 2007 a été remise la pétition N°283 contre le projet de construction d'un nouveau foyer pour toxicomanes à Bonnevoie.

4) Par lettre du 15 juin 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 9 au 10 mai 2007:

- Résolution sur le sommet UE-Russie qui aura lieu à Samara le 18 mai 2007;

- résolution sur la future politique régionale en matière de capacité d'innovation de l'Union européenne;

- résolution sur le renforcement de la législation européenne dans le domaine de l'information et de la consultation des travailleurs.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun dëser Woch hate mer d'lescht Woch arrétéiert. Mir hunn haut de Mëtteg fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Duerno komme mer un déi zwee Projeten, wat de Lycée Belval ubelaangt. Ech wëll lech soen, dass mer fir d'éischt d'Diskussioun vun deenen zwee Projete maachen an eréischt wann déi Diskussioun ofgeschloss ass d'Regierung wäert dozou Stellung huelen, wa mer d'Debatt vun deenen zwee Projete fäerdeg hunn.

Elo d'Froestonn un d'Regierung vun haut de Mëtteg. Dir wësst, dass laut dem Chamberreglement all Deputéierten zwou Minutten Zäit huet, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorober ze äntworten. D'Froe kommen ofwieselnd vu Majoritéit an Oppositioun, an déi éischt Fro kënn vum honorabelen Här Thiel, eng Fro relative à la libéralisation des services postaux, adresséiert un den Här Kommunikatiounsminister. Här Thiel!

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

» M. Lucien Thiel (CSV).- Merci, Här President. Ech mengen déi lescht Deeg a Wochen ass des Öfteren hei iwwert d'Liberaliséierung vun der Bréifpost geschwat ginn. Et ass en Dossier, deen eis besonnesch énnert d'Haut geet a wou Lëtzebuerg och eng speziell Positioun bis elo ëmmer ageholl huet. Net méi spéit wéi leschten Donneschdeg huet nach den zoustännege Minister hei op eng Fro vum Kollege Félix Braz geäntwert.

D'Faits nouveaux iwwerstierze sech allerdéngs. Notamment war gëschter Owend déi zoustännege Kommissioun vum Europaparlament zesummen an haut de Moie war och de Ministerrot zesummen, an et wär wahrscheinlech net oninteressant, wann de Minister eis géif soen, wat dann elo déi lescht Entwécklung wären, ebe well esou vill fir Lëtzebuerg um Spill steet an ebe well Lëtzebuerg do eng ganz speziell Positioun bis elo ageholl huet.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

» M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv en Dossier, dee vill an der Aktualitéit ass an deene leschten Deeg.

Dir erlaabt mer fir d'éischt véier Elementer an Erënnerung ze ruffen.

Mir sinn am Conseil an deem Sënn isoléiert, datt just nach zwee Länner fir d'Equivalenz „Service réservé - Service universel“ plädéieren. Et ass richtig, datt eng ganz Rei aner Länner och Problemer mam Mode de financement hunn.

Dat Zweet, dat ass, datt d'Commission „Transports“ effektiv de Moien oder gëschter Owend plütôt dem Här Ferber säi Kompromëss entérinéiert huet, a contrairement zu deem, wat ech d'lescht Woch hei gesot hunn - ech hat dee Moment d'Pressemat-deelung fënnf Minutte laang am Grapp -, ass et net ëm ee Joer zréckgesat ginn an deem Kompromëss, mä ëm zwee Joer. Dat heescht, wat ech d'lescht Woch hei gesot hunn, war an deem Sënn net richtig. An da sinn eng Rei Länner, déi nei États membres plus déi mat der Topographie difficile, wéi Inseln zum Beispill, déi géife bis op 2013 goen. D'Guidelines ginn och nach am Conseil diskutéiert.

Wat elo déi Positioun ass vu Lëtzebuerg, mengen ech, datt ech soe kann, no Consultatioun mat de Sozialpartner, datt et illusoresch wär, fir déi Positioun bäizebehalen, nämlech einfach stur ze plädéiere „Service réservé - Service universel“. Domadder gi mer an d'Mauer.

Déi zwee Joer, déi mer am Europaparlament erausgeschloen hu mat Hëllef vun de Lëtzebuurger Europaparlamentarier, c'est déjà ça de gagné - véier Joer wäer selbsterständlech besser. Mir poursuivéieren och parallel déi Optioun „last mile“, dat heescht, fir de Service réservé ënner enger anerer Form op der „last mile“, dat heescht an der Distribution, bäizebehalen.

Wat elo déi nei Elementer ubelaangt, géif ech dem honorabelen Här Thiel gäre Folgendes soen zu deenen dräi neien Elementer, déi ech haut kann ubréngen; abstraction faite vun deem Vote vun der Kommissioun, dee bekannt ass:

Dat éischt neit Element ass, datt de Parti Populaire Européen, d'EVP, am Plenum wäert en Amendement tabléieren, wat Lëtzebuerg géif op 2013 bréngen. Dat heescht, dat ass en Amendement, deen vun der Fraktioun presentéiert gëtt. Et ass also kee vun deene klasseschen Amendementen, déi net vill Chancen hunn duerchzegoen.

Selbsterständlech invitéieren ech hei och déi, déi Kontakt hu mat hire respektive Frak-

tiounen am Europaparlament, deen Amendement ze ënnerstëtzen.

Ech hat Kontakter de Moie mam zoustännege Lëtzebuergeschen Deputéierte vum PSE, dem Robert Goebbels, dee mer gesot huet, dass hien och a senger Fraktioun géif kucken, fir datt mer deen Amendement ënnerstëtzt kréien. Wa mer also am Europaparlament déi zwou grouss Fraktiounen op d'mannst hunn, vläicht och nach déi gréng Fraktioun, da wäeren et dräi Fraktiounen, déi deen Amendement géifen ënnerstëtzen, da géift dat schonn net esou schlecht ausgesinn als Amendement.

Ech wollt der Madame Lulling Merci soen, déi extrem hëllefriich war an deem Zesummenhang hei.

Ech hunn och mam Här Ferber doriwwer geschwat, dee mer dunn och gesot huet, hie wär à même, deen Amendement positiv ze begleeden. Dir wësst, dass de Mann net ganz flexibel ass bei verschiddene Saachen, mä hien ass awer bereet dat hei positiv ze begleeden.

Ech hunn him parallell dobäi gesot, dass ech awer géif am Conseil meng Optioun „last mile“ poursuivieren, dass heescht, dass d'Distributioun weider ënnert dem Service réservé géif leien, an dat ass mäin zweet neit Element vun haut. Mir hunn de Moien am Groupe de travail effektiv déi Positioun „last mile“ als Lëtzebuerg eraginn an déi gétt ënnert der portugisescher Présidence considéiert.

Här President, dat drëtt neit an och net onwichtig Element, dat ass, dass erstmoleg de Moien am Groupe de travail vum Conseil d'Kommissioun eng Disponibilitéit signaléiert huet fir nei Délaien, wat also e positiven Développement ass. Si huet dobäi gesot, dass déi Inselléisung hinnen net géif gefalen, dat heescht, déi griichesche Optioun, déi déi iwwert d'Parlament poursuivéiert ginn ass, wäert also wahrscheinlech net zum Droe kommen. D'Kommissioun huet de Moie gesot, dass déi Länner, déi méi laang géife brauchen, dass si Verständnis dofir hätten, an dass do nei Délaien géife kommen. Dat heescht, do ass och eng kleng Ouvertür ze verzechnen.

Alles an allem, compte tenu des circonstances, compte tenu do vun der éischter Circonstance, dass mer isoléiert si mat dem Prinzip Maintien vum „Service réservé - Service universel“, denken ech, dass déi Evolutiounen do alles Evolutiounen sinn, déi an déi richteg Richtung ginn.

Et gétt substanzuell Elementer am Europaparlament, notament deen Amendement vum Parti Populaire Européen, dass mer do op 2013 kommen. D'Kommissioun signaléiert eng Disponibilitéit fir iwwer zousätzlech Délaien ze diskutieren, an eisen Amendement vun der „last mile“ ass elo entre-temps och um Dësch.

Ech wëll an Erënnerung ruffen, dass mer selbstverständlech och mat deenen neie Regeln am Kader vun de Guidelines nach eng Rei Méiglechkeeten hunn, déi mer voll ausschöpfe wäerten. Déi dräi Elementer sinn also dräi nei positiv Elementer, déi an déi richteg Richtung weisen, a mir wäerte weider um Ball bleiwen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabelen Madame Colette Flesch un den Här Minister vun de Classes moyennes, dem Tourismus an dem Logement iwwert d'Zensvergënschtung beim Kaf vun enger Wunneng. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

» Mme Colette Flesch (DP). - Merci, Här President. Den Artikel 9 vum Règlement grand-ducal modifié vum 23. Juli 1983 iwwert d'Primen an d'Subventiounen beim Logement, déi virgise sinn am Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aides au

logement, seet aus, dass, wann een d'Logement, fir dat een eng Bähëllef kriit huet, veräussert virun engem Délai vun zéng Joer, dann déi Bähëllef direkt muss zrëckerstatt, dat heescht rembourséiert ginn.

Mä, seet deen Artikel, wann d'Transmissioun vum subventionéierte Logement duerch e Changement du régime matrimonial oder duerch Mariage stattfënt, dann ass dat net eng Aliénatioun, pour autant dass déi Wunneng och d'Wunneng vun der Famill bleift.

Dat ass eng gutt Bestëmmung, an ech hunn domadder och kee Problem. Meng Fro stellt sech folgendermoossen:

Déi Leit, déi am Regime vum Partenariat sinn, si par rapport zu de bestuete Leit bei deene Bestëmmungen defavoriséiert, well si mussen, wa se wëllen de Logement un de Partenaire weiderginn, dann direkt - innerhalb vun engem Délai vun zéng Joer - d'Aide rembourséieren. Also bestuete Leit net, Leit am Partenariat jo. Or, d'Gesetz iwwert d'Partenariat ass vun 2004, also postérieur zu deenen zwou Bestëmmungen, déi ech virun erwähnt hunn, an dat Gesetz vun 2004 gesäit ausdrécklech a sengem Artikel 9 eng Protektioun „du logement du couple qui a conclu un partenariat“ vir.

Deementspriedend froen ech dann elo de Minister, Här President, ob hien net der Meinung ass, dass de Règlement grand-ducal vun 1983 a méiglecherweis och d'Gesetz vun 1979 mussen ofgeännert ginn, fir dass eng Egalitéit hiergestallt gétt tëschent de Koppelen, déi bestuet sinn, an de Koppelen, déi am Partenariat liewen. Ech wëll ausdrécklech ervirhiewen, Här President, dass ech an deser Fro keen Intérêt hunn.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Den Här Wunnungsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

» M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Flesch huet Recht, dass an deem Artikel 9 vum modifizéierte Règlement vun 1983 de Partenariat nach net virgeseinn ass, well en deemools nach net bestanen huet. Ech hunn awer guer kee Problem a mir sinn amgaangen dat Règlement ofzënnere, fir och de Partenariat an deem Artikel ze considéieren, fir deen also gläichzestelle mat dem Mariage.

Mir hu bis elo nach keen esou e Fall gehat, a wann esou e Fall géif kommen, mussen d'Leit net direkt rembourséieren, well an deem Alinéa duerno vun deem Artikel steet, dass de Minister kann Dispensé ginn en tenant compte notament de la situation familiale. An do wär jo e Changement vun der Situation familiale; ech kéint deem also Rechnung droen.

Par ailleurs wëll ech awer soen, wat d'Protektioun vun de Partenaires an enger Wunneng ubelaangt, do hu mer deem beim Mietgesetz deemools och scho Rechnung gedroen an esou ass een éischte Geste gemaach ginn. Ech hu kee Problem fir et hei och ze maachen.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Roger Negri un den Transportminister iwwert d'Eisebunnsverbindungen tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, méi prezis tëschent Lëtzebuerg an Tréier oder Lëtzebuerg a Mäerzeg.

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports

» M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch ass an der Press Rieds gaangen iwwert d'Eisebunnsverbindunge vu Lëtzebuerg no Däitschland. Engersäits déi Verbindunge vu Lëtzebuerg op Tréier, wou mer jo alleguete wëssen, dass et Problemer ginn hannert der Grenz, notament zu Konz, wou et schwiereg ass mat enger grousser Vitesse ze fueren a wou och eng eegleiseg Streck ass, e sougenannten „bottleneck“, e Fläschchenhals also, wou et wierklech schwiereg ass virunzuekommen.

Des Weidere wësse mer, dass d'Verbindunge vu Lëtzebuerg-Tréier viruginn op Koblenz, mat ville Problemer, wou jo och Koblenz net un den ICE ugeschloss ass. Sengerzäit ass dann och Rieds gaangen, do kann ech mech erënneren, 1996 hat ech scho matgeholfel un engem Dokument ze schaffen fir de Lëtzebuerg Landesverband vun den Eisebunner, wou mer eng Streck proposéiert hu vu Lëtzebuerg iwwer Beete-

buerg Richtung Mäerzeg. Déi Streck sollt ongeféier 40 km laang sinn, an do hat ech ausgerechent, wann een elo Mannheim hëlt, wat ee vun den Haaptknuetepunkten ass an Däitschland mat den ICE-Verbindungen, dass een do iwwert dee Wee 1 Stonn 20 kéint Zäit gewannen, vu Lëtzebuerg aus gesinn. Wann een elo kuckt, wat do an der Press diskutéiert gëtt: Wéi gesäit et mat der Verbindung aus no Waasserbëlleg-Tréier vu Lëtzebuerg aus, respektiv vu Lëtzebuerg op Mäerzeg?

Do wollt ech wëssen, wéi d'Positioun vun der Regierung an där Saach ass. Ob engersäits och ugeduecht ass, dass eent oder dat anert oder béides eventuell ze maachen. Wéi géif et da mat enger finanzieller Bedeelegung an deenen zwou Projeten ausgesinn?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

» M. le Président. - Merci, Här Negri. Den Här Transportminister Lucien Lux huet d'Wuert.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, den Här Negri huet a sech zwou Froen zu deenen zwou Strecken, déi mer am Moment diskutieren.

Ech wëll vläicht fir d'éischt op déi kommen, déi op Saarbrécken iwwer Mäerzeg kéint geplangt ginn. Ech wëll hei ganz daitlech soen, dass mer eis - iwwerengs konform zu deem, wat och an der Regierungserklärung zu deem Thema steet -, den Här Georgie, mä saarlänneschen Homologue an ech, eens gi sinn d'lescht Woch iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Machbarkeetsstudie an och enger Potenzialanalys iwwer eng méiglech nei Streck vu Lëtzebuerg-Beetebuerg iwwer Mäerzeg op Saarbrécken.

Mir wäerten nach am Juli eng Table-ronde zesummeruffen tëschent deenen zwou Regierungen vu Lëtzebuerg a vum Saarland, awer och tëschent de Stied Saarbrécken, Mäerzeg an och Lëtzebuerg, wéi iwwerengs der DB an der CFL, fir iwwert déi Studien do ze diskutieren an ze kucken, wat fir eng Elementer hei musse mat berücksichtegt ginn. Mir halen dat fir ganz wichteg, well dat och den Uschloss un d'ICE-Gare Saarbrécken géif erlaben. Dofir ass d'Lëtzebuerg Regierung och bereet, déi néideg finanziell Méttelen ze ginn, fir an hirer éischer Phas déi Machbarkeetsstudie do ze finanzieren.

Déi zweet Fro ass e bësse méi komplex. Dat ass déi vun der Moderniséierung an dem Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg-Tréier-Koblenz. Ech wëll och hei ganz daitlech soen, dass ech mengen, dass et elo Zäit gétt dofir ze suergen, dass dat net zu enger „never-ending story“ gétt an dass et méi wéi jee Zäit gétt fir Neel mat Käpp an deem Dossier ze maachen. Dass mer net esou richteg vun der Plaz kommen, jiddefalls net no deem Rhythmus, deen ech mer géif virstellen, huet, mengen ech, manner mat der rheinland-pfälzescher Regierung ze dinn, wéi mat deem schwierigen Dräiecksverhältnis tëschent Berlin, Mainz an natierlech och der Privatfirma DB-AG, déi hei e wichteg Wuert matzeschwätzen huet.

Mä rheinland-pfälzeschen Homologue, den Här Hendrick Hering, huet mer de 14. November 2006 och d'Fro gestallt, niewent dem Projet selwer, ob Lëtzebuerg bereet wär, eng finanziell Bedeelegung an d'Wo ze geheien, fir de Projet weiderzedreiwen. Ech hunn him schonn den 1. Dezember, also zwou Woche méi spéit, gesot, dass Lëtzebuerg déi Ufro positiv géif beäntweren a bereet wär, eng finanziell Bedeelegung och op der däitscher Säit, ähnlech wéi beim TGV, ze leeschten; awer ënnert der klorer Bedéngung, dass mer natierlech, och wat d'Betriebskonzept ubelaangt, staark interesséiert wäer mat ze diskutieren an ze négociieren, wat fir eng Leeschtungen dass fir Lëtzebuerg dobäi géifen erausfallen.

Ech menge mir kafen hei keng Kaz am Sak a sinn net bereet, wéi mer dat iwwerengs och net beim TGV waren, fir nëmme Suen op e Kont ze iwwerweisen, ouni dass ee mat eis diskutéiert, wat da soll geschéien, a wat fir ee Konzept, dat heescht, wat fir eng Frequenzen, wat fir eng Dessertën, wat fir eng Qualitéit herno mat engem eventueller finanzieller Apport och verbonne wär.

Ech hu gläichzäitig den 22. Januar déiselwecht Diskussioun mam Här Tiefensee gehat, dee mer gesot huet, dass de Bund bereet wär, ab 2008 de Projet a säi Plurianuel mat eranzehuelen an deementspriedend och Diskussiounen mat der DB-AG ze féieren.

Ech hoffen, dass all déi Zousoen dozou féieren, dass mer déi Tractatiounen elo kënnen zu Enn féieren. Well an deene leschte Méint, muss ech soen, sinn d'Kontakter mat der Lëtzebuerg Säit op engem

Nullpunkt gewiescht. Mir hu keng Diskussiounen méi gefouert, an ech hunn dofir d'lescht Woch - nodeem a Rheinland-Pfalz duerch en Interview, deen ech ginn hunn, a wou ech gesot hunn, dass keng konkret Ufro vun der däitscher Säit géif virleien, déi awer fir eis noutwendeg ass, fir dass mer eis definitiv kënnen positionéieren, e bësse Polemik entstanen ass - zrëckbehalen, dass schonn den nächste Méindeg den Här Hering an ech eis zu Tréier an der Métt wäerte gesinn, fir endlech dofir ze suergen, dass mer an deem Dossier, wéi gesot, Neel mat Käpp maachen.

Jiddefalls, d'Wuert vu Lëtzebuerg steet. Mir si bereet, och eng finanziell Bedeelegung op däitscher Säit ze leeschten, ënnert der Virleeschung awer, dass mer dann eng seriö Négociatioun féieren iwwert dat wat dat u Qualitéit fir de Konsument, fir de Client herno och fir Lëtzebuerg ka bedeuten.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro un deeselwechte Minister, déi vum honorabelen Här Braz iwwert de Projet Tram. Här Braz!

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Nodeems an deene leschte scho méi laange Jore ganz vill iwwert den Tram geschwat ginn ass, ass zu Lëtzebuerg awer häerzlech wéineg geschitt. Et gouf laang Jore Blocagen an deem doten Thema an et gouf och laang Joren ënner anerem doduerch Blocagen, well et tëschent der Regierung an der Haaptstad net méiglech war, en Accord ze fannen. Dat ass elo an de leschte Jore glécklecherweis anescht ginn, ënner anerem zënter de leschte Gemeengewahlen, well de Stater Schäfferot mat méi Offenheet zu deem Thema dosteet.

Et gesäit esou aus, wéi wann effektiv zënterhier d'Aarbechte gutt virukommen an effektiv eng seriö Perspektiv besteet, dass en Tram zu Lëtzebuerg an den nächste Jore kéint un d'Rulle kommen.

Elo hu mer awer net iwwel gestaunt, wéi de leschte Weekend um RTL 92,5 de Fraktiounschef vun der gréisster Regierungspartei nach eng Kéier - an et ass jo net fir d'éischte Kéier - bekräftegt huet, dass hien der Meinung wier, dass et eng falsch Prioritéit wär à ce stade den Tram ze maachen, well hien der Meinung wier, dass aner Prioritéiten an deem dote Beräich nach méi Drénglechkeet hätten, notament mam Verweis op d'finanziell Situatioun vun de Statsfinanzen.

Mir wëllen als gréng Fraktioun dann awer elo wëssen, wéi et vu Regierungssäit, vun der Majoritéitssäit aus par rapport zum Tram ausgesäit.

Ass den Tram op där Schinn, wou och gemengt gétt an der Opinion publique, dass en am Moment wier? Oder ass et esou, dass et bannert der Majoritéit en Ausschere vun der gréisster Regierungspartei a vun hirer Fraktioun op där doter Fro gétt?

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Braz. Den Här Lucien Lux huet d'Wuert.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här President, de Projet vum Tram an der Stad gehéiert zu den absolute Prioritéiten vun der Regierung, an ech wëll soen, dass dat konform ass zum Regierungsprogramm, dass dat konform ass zu deenen - wéi Dir et selwer gesot hutt - wichtege Schrëtt, déi mer an deene leschten zwou Jore besonnesch an deem Dossier gemaach hunn, dank deem scho bal historieschen Accord tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat an deem Beräich.

Duerfir halen ech en Donneschdeg déi offiziell Grënnung vun engem Groupement d'intérêt économique tëschent deenen zwou Partner fir e weideren entscheidende Schrëtt an d'Richtung vun der Realiséierung vun deem Projet.

Ech huele fir déi Ausso do och pour preuve d'Aussoe vum Statsminister nach viru kuerzem hei am Parlament zur Lag vun der Natioun den 9. Mee, wou hie gesot huet, um Dossier Tram an um Dossier vun de Gares périphériques gétt mat Nodrock geschafft. An ech huelen och pour preuve dofir, dass dat - mengen ech - vu villen esou gedeelt gétt, d'Aussoe vum Kolleg Laurent Mosar, Fraktiounschef vun der CSV am Stater Gemengerot, deen an engem Interview vum „Wort“ gesot huet: „Es ist vor allem an der Zeit, Nägel mit Köpfen zu machen. Die Regierung und die Stadt Luxemburg sollten ihre definitiven Vorschläge auf den Tisch legen zum Projekt Tram.“

(Interruption)

Esou dass ech also mengen, dass et vun dohier aus kloer ass, dass mer un deem Projet do mat Nodrock - fir d'Wierder ze gebrauche vum Statsminister - wëlle schaffen.

Gläichzäiteg - an net, fir et mer elo einfach ze maachen - mengen ech awer, dass de Kolleeg Michel Wolter a senger Ausso och e Brin vu Recht huet, wann hien drop hiweist, dass den Investitiounsvolume vun all deene Projeten, déi souwuel aus mobilitéit.lu wéi och aus de Motiounen vun der Chamber wéi och vum Stater Gemengerot erausginn, dass dat, fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen, en décke Batz Geld ass an dass sécherlech eng Kéier de Moment kënnt, wou tëschent deene ville Projeten - zwou nei Strecke vu Lëtzebuerg bis op Esch, vu Lëtzebuerg bis op Beetebuerg; déi international Verbindungen, vun deenen ech elo grad nach geschwat hunn, hin op Tréier an op Koblenz; eng méiglech nei Streck op Saarbrécken; d'Bedeelung och un eisem Projet vum Eurocap-Rail plus déi national a plurinational Investitiounen am Beräich vun de Gare-périphérique wéi vum Tram - e Phasage sécherlech wäert noutwendeg ginn, fir ze kucken, wéi sech d'Prioritéiten dorausser erginn. Dat schéngt mer evident ze sinn.

Ech wëll awer soen, dass, par rapport zu där Problematik, déi dëst Land huet, virun allem an der Noutwendegkeet vun engem Désenclavement vun der Stad Lëtzebuerg all Moien an all Owend an de Spëtzenzäiten, fir mech selwer d'Projete vun de Gare-périphériques, an un eisichter Stell d'Realisierung elo vun der Eisebunnsstreck, där neier Eisebunnsstreck vun der Gare centrale iwwert de Findel op de Kierchbierg Virrang hunn, an do hannendrun dann d'Realisierung vum Tram kënnt, well soss ergëtt dee Projet nämlech och kee Sënn, deen an der leschter Legislaturperiod hei gestëmmt ginn ass. Et ass also noutwendeg, dat ze maachen.

Fir mech ass et esou, dass d'Realisierung vun där neier Streck, d'Realisierung vun de Gare-périphériques an dem Tram jiddefalls zu de Prioritéite gehéieren, fir déi de Lëtzebuerg Stat endlech muss dann d'finanziell Moyene bereetstellen an och vläicht iwwer nei innovativ Finanzierungsmodeller muss diskutieren, fir dat fäerdeg ze bréngen. Ech mengen, dat ass dat, wat mer musse maachen.

Ech wëll doniewent soen, dass, wa mer net dofir gesuergt hätten, fir aus deem Projet, dee vun der Chamber scho gestëmmt ginn ass, dem Train-Tram-Projet, wa mer net eng Kurswendung, eng Trendwendung gemaach hätten, da wäere mer elo schonn amgang mat engem Projet, dee vill méi deier kascht hätt an och technesch vill méi schwéier ze realisieren gewiescht wier, mä virun allem e vill méi en héijen Investitiounsvolume kascht hätt wéi dee vum Tram léger. Dat war e Projet, deen awer hei scho gestëmmt war.

Duerfir, mengen ech, géllt fir mech - iwwerengens huet déi grouss Majoritéit, déi ech gëschter am Stater Gemengerot gesinn hunn, mat nëmmer enger Géigestëmm dofir gestëmmt -, dass...

(Coups de cloche de la Présidence)

...de GIE endlech ze constituieren ass. An och an der Regierung ass de leschte Freideg d'Décisioun gefall, dat ze maachen, fir dass mer an deem Projet do - ech géif bal soen - endlech, endlech virukommen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann...

(Interruptions)

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech hätt gär d'Wuert pour fait personnel, well ech net richtig zitiiert si ginn.

» **M. le Président.** - Très bien. Dann hutt Dir d'Wuert, Här Wolter.

» **Une voix.** - Et ass net einfach, wann een an enger Partei Affekoten, Baueren a Gewerkschaftler huet.

» **Une autre voix.** - Do hutt Dir et méi einfach.

(Hilarité)

Anscheinend geet eppes op bei lech.

(Hilarité et interruptions)

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, entschëllegt,...

» **M. le Président.** - Den Här Wolter huet d'Wuert.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - ...ech weess, dass et net zu den Usagé gehéiert, fir am Kader vun esou enger Debatt d'Wuert ze froen. Mä dans la mesure wou ech der Meenung sinn, dass de gréngen Deputéierte Braz meng Interventioun vum leschte Samschdeg um Radio falsch duergestallt

huet, mengen ech, dass ech d'Recht hätt, fir dat kënnen aneschtlers duerzestellen. Ausser Dir géift mer soen, dass dat net de Fall wier, da ginn ech mech selbstverständlech nees setzen.

» **Une voix.** - Eng Stonn!

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, ech huele mer keng Stonn.

Ech wëll just eppes soen, dat ass, dass ech dru gleewen, dass den öffentliche Transport de wesentlechen Entwécklungsvektor vun eisem Land ass, a wa mer an e Land ginn, wat op Richtung 700.000 Awunner geet, dass en „modal split“ vu 25% eng Viraussetzung ass, fir kënnen iwwerhaupt nach e geregelt Liewen an engem Land ze erméiglechen - wéi d'ailleurs eng Rei vun anere Punkten och.

Mir hunn en IVL gemaach an an deem IVL, iwwert dee jo ganz vill geschwat gëtt, sinn eng Rei Saache gesot ginn. Ech hu leschte Samschdeg um Radio d'Konklusioun vum IVL am Fong resuméiert. An déi bestinn doranner, dass gesot ginn ass, dass dat Wichtigst, wat mer zu Lëtzebuerg misste maachen, ass, eng Épine dorsale ze schafen, fir aus dem Ausland eraus op Lëtzebuerg an a Lëtzebuerg en Dispatching vu Leit ze maachen, deen IVL-konform ass.

Den IVL ass dovun ausgaangen, dass mer en „modal split“ vu 25% brächten. Dat heescht, dass eng Bewegung op véier géif mat dem öffentliche Transport an haapt-sächlech um Zuch stattfannen.

Den IVL huet och gesot, dass déi gréisst Erausforderung, déi mer hunn, déi ass, dass mer d'Leit, a besonnesch déi Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg géife wunnen, op Lëtzebuerg géife bréngen op hir Aarbechtsplaz an nees heem. Dat ass nämlech de wesentleche Facteur, fir den „modal split“ op 25% ze kréien. An duerfir hunn d'Experten an och d'Regierung decidéiert, oder gemengt an de Konklusioun vum IVL soen ze missen, dass et méi wichteg wär, an enger éischer Etapp d'Reckgrat ze bauen, also sécherzestellen, dass een aus dem Ausland vun iwwerall an och vu Lëtzebuerg aus déi wesentlech Punkte vum Land géif kënnen usteieren, an dass een an enger zweeter Etapp en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg kéint envisagéieren, wann awer d'Viraussetzung geschaf si ginn, fir den „modal split“ vu 25% ze erfüllen.

Et ass also net, an dat wëll ech kloer an daitlech, Här President, dem Här Braz soen, dass de Fraktiounspresident vun der CSV sech géint en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ausgeschat huet, mä dass hie sech fir en Ordre de priorité fir dat ausgeschat huet, wat den IVL decidéiert huet oder proposéiert huet, nämlech fir d'éischt d'Reckgrat ze bauen, well mer domadder en „modal split“ vu 25% géife kréien, an dann un den Tram ginn.

En Tram - dat hunn ech e Samschdeg och nach eng Kéier gesot - ouni Gares périphériques; en Tram ouni Ubannung op Esch an op d'Universitéit vun Esch; en Tram, deen en fin de compte just e Bus ersetzt, ouni am „modal split“ op iergendeng Aart a Weis eng Verbesserung bäizeféieren, bréngt en Investitiounsvolumen - dat huet de Minister richtig gesot -, deen et mat sech bréngt, dass mer déi aner Saachen, déi am IVL als méi prioritär ugesi gi sinn, höchstwahrscheinlech net méi kënnen bauen, well et sech bei de Suen, déi mer zur Verfügung hunn, ëm enorm Chifferen handelt, déi mer dann doranner investéieren, dass mer fir d'éischt en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg bauen.

Ech hunn nach eppes gesot a schonn e puermol gesot, dass et och eng Politik aus der Stad Lëtzebuerg gëtt. Déi Zäit, wou ech Minister war, wou mer iwwert den IVL diskutéiert hunn, war d'Politik vun der Stad Lëtzebuerg déi - ech weess net, ob se sech geännert huet entre-temps - fir ze soen: Mir wëllen d'Betribler lues a lues aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg erauszéien op d'Peripherie. Mir wëllen nees méi Leit an den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg erakréien, fir dass se do wunnen. Mir wëllen, dass mer eng Rei vu Schoulen, déi haut ongëschteg leien am Kär vun der Stad Lëtzebuerg, an déi zum Deel deen Encombement op de Spëttestonne provozéieren, an enger laangfristeger Strategie iwwer 20 Joer eraus...

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Jo?

» **Une voix.** - Firwat dépasséiert den Här Wolter?

» **M. le Président.** - Den Här Wolter huet fënnf Minutten Zäit am Kader vum Fait personnel - an ech denke schonn, dass et e Fait personnel war -, fir seng Erklärungen ze ginn.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech war op véier Minutten an dräi Sekonnen. Ech hu fënnf Minutten Zäit, an ech war praktesch fäerdeg.

Ech wollt just nach derbäifügen, dass zu deenen Elementer vun der Politik vun der Stad Lëtzebuerg, wéi se mir deemools communiquéiert gi sinn, an enger laangfristeger Strategie d'Uplanze vun neien an och bestehende Schoulinfrastrukturen IVL-konform sinn. D'ailleurs, wéi mer dat d'lescht Woch hei decidéiert hunn, dass mer zu Dummeldeng géifen eng Schoul bauen, ass dat an déi Richtung gaangen. A wann ech d'Kombinatioun huelen tëschent méi Leit...

» **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Si ass gebaut ginn.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo.

...an d'Stad Lëtzebuerg bréngen, d'Betribler an d'Peripherie setzen an d'Schoulen aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg eraushuelen, bleift fir mech déi Konklusioun, dass et méi wichteg ass fir den Intérêt vum Lëtzebuerg Land, fir prioritär dat ze maachen, wat mer am IVL deemools zrëckbehalen hunn, nämlech d'Épine dorsale ze maachen, a wa mer an enger zweeter Etapp Moyenen, Suen a Wëllen hunn, fir et ze maachen, dann en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ze bauen. Et ass also net e prinzipiellen Neen,...

» **M. le Président.** - Dir musst zum Schluss kommen.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - ...mä et ass eng Zäitschinn, op déi mer argumentéieren.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Dann, d'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Ben Fayot un de Minister vun der Défense, den Här Jean-Louis Schiltz. Et geet hei ëm d'Antirakéitesystemer vun den Amerikaner.

- **Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense**

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, vum Tram op de Bouclier antimissiles ass e gewëssene Sprong, e gewotene Sprong.

(**Brouhaha et coups de cloche de la Présidence**)

» **M. le Président.** - Ech bieden ëm Är Opmierksamkeet!

(Interruptions diverses)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech entschëllege mech bei de Kollegen, wann ech déi Fro hei stellen, mä ech wollt drun erënneren, dass virun e puer Méint grouss Opreegung a ganz Europa war, well Amerika proposéiert huet, a Polen an an Tschechien en Ofwierscheld mat Missilen anzeriichten. Do ass da vill diskutéiert ginn.

Duerno huet um Sommet vun de G8 zu Heiligendamm den Här Putin proposéiert, dass ee jo dofir kéint deen Ofwierssystem an Aserbaidschan huelen. An elo leschten Donneschdeg hunn d'Veerdeedegungsministeren vun der NATO och Décisiounen geholl iwwert dee Bouclier antimissiles en ce sens, fir eng Étude de faisabilité ze maachen, fir e Rakéitenofwierscheld ab der Süd-Ost-Flank...

Jo, Här Minister. Här President, ech wollt den Här Minister froen - dofir stellen ech jo elo déi Fro -, fir genee gewuer ze ginn, wat se decidéiert hunn. Mä Kenntnisstand ass deen, dass se decidéiert hunn, eng Étude de faisabilité ze maachen, fir d'Süd-Ost-Flank vun der NATO ze protégéieren, déi complémentaire zu deem System a Polen an an Tschechien wier...

(Brouhaha)

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech soen, wann den Här Fayot sollt deen een oder anere stéieren, da géif ech hie bieden, ee Moment opzehalen, bis d'Gesprécher fäerdeg sinn. Da kann hie weiderfueren.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, ech muss lech soen, den Tram interesséiert mech ganz stark. Ech hunn och munches dozou ze soen. Net méi spéit wéi am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg hu mer gëschter och doriwwer geschwat. Dat war och ganz interessant. Dofir, also wéi gesot, Här President, ech wëll elo net do op den Tram agoen, mä ech wëll da bei mengem Bouclier antimissiles bleiwen.

Ech wollt vum Här Minister wëssen, éischtens emol, wat se dann elo iwwert dee Bouclier antimissiles vun den Amerikaner a Polen an an Tschechien decidéiert hunn, ob se iwwerhaupt eng Décisioun dozou geholl hunn.

An zweetens, wann déi Étude de faisabilité vun deem Bouclier antimissiles op der Süd-Ost-Flank vun der NATO géif decidéiert ginn, wa se géif weisen, dass se misst decidéiert ginn, wat dat och als Konsequenzen, besonnesch um finanzielle Plang, fir Lëtzebuerg kéint kréien, well mer jo gesot ginn ass, do wär 2006 eng Etüd vun 10.000 Säite gemaach ginn, déi awer deemools op d'Säit geluecht gi wär, well et sech gewisen hätt, datt et ze vill deier wär.

Merci, Här President.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Verdeeedegungsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Fayot a fënnf oder sechs Punkten äntwerten.

» **M. le Président.** - A véier Minutten.

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense.** - Jo, ma se si ganz kuerz. Elo hunn ech schonn dräi Sekonne verluer.

Éischtens, de Sujet vum Bouclier antimissiles ass keen neien an der NATO. Et besteet, wéi den Här Fayot et richtig gesot huet, eng Etüd aus dem Joer 2006 iwwer 10.000 Säiten. Um Sommet vu Riga vun de Stats- a Regierungschefen, wou d'Ausseministeren an d'Défenseministere selbstverständlech och present waren, ass decidéiert ginn, déi Etüd weiderzeféieren. D'Diskussioun sinn ënner anerem och am Ausseministeschronum 27. an 28. Abrëll geféiert gi vun der NATO. Mir kruten en Update presentéiert vun där Etüd. Mir hunn dovunner Kenntnis geholl.

Dat, wat elo mat gekuckt gëtt, dat sinn och all déi Aspekter, déi mat deenen amerikaneschen, tschecheschen a polneschen Pläng ze dinn hunn. Dat heescht, déi Etüden do gi weider an déi Elementer fléissen do mat an déi Etüd eran; Tschechien a Polen op där enger Säit, an Amerika op där anerer Säit.

Zweete Punkt: Wat ech als positiv considéieren, ass, datt driwwer geschwat gëtt an datt matenee geschwat gëtt. Ech hunn dat schonn zu München gesot, wou ech present war, wou den Här Putin seng Ried gehalen huet, datt ech et wichteg géif fannen, datt weider matenee geschwat gëtt. Et ass zu Heiligendamm matenee geschwat ginn. Dir hutt déi Offer vun Aserbaidschan ugeschwat, wat och e positiv Element ass.

Drëttens: Ech denken, datt jiddfereen haut unerkent, datt de Risque vun där Menace effektiv reell ass. Wann d'Russen déi Menace net géifen iergendwéi gesinn, hätte se Aserbaidschan net brächten ze proposéieren. Duerfir ass et och gutt, datt déi Etüde weidergedriwwen ginn.

Véiertens: Mir hunn dat doten och am Russland-Rot diskutéiert; dat heescht, mam russeschen Défenseminister. Déi Diskussiounen waren à tous les points de vues calme, mesuréiert, konstruktiv a sachlech. Dat heescht, d'Gesprécher gi weider.

Fënnfte Punkt: Ech plädéiere fir mäin Deel, fir weiderhi balancéiert an zillorientéiert Diskussiounen a Gesprécher. Et si bilateral Initiativen amgaangen: Déi ginn am Kader vun der Allianz diskutéiert. Dat ass gutt esou. Den Dialog mat Russland soll weidergoen. Eis Efforten déngen méi Sécherheet, an net manner Sécherheet. Fir méi Sécherheet ze kréien, brauche mer Vertrauen. Fir Vertrauen hierzestellen, musse mer am Gespréich bleiwen. Wa mer kee Vertraue méi hunn, bauen Ängschte sech op, an da féiert dat zu manner Sécherheet. Dat war scho mäin Fazit zu München. Dat ass och mäin Fazit haut. Et ass eng kompléiert Fro, wou d'Etüde weiderginn. Et gëtt haut keng 08/15-Äntwert op déi Fro.

Den nächste wichtige Rendez-vous - et kommen och nach Zwësche-Rendez-vousen - ass de Sommet vun de Stats- a Regierungschefen zu Riga (lisez: Bucarest), wou all déi Etüde sollen da virgeluecht ginn, wann deen Zäitplang, wéi en dann haut virläit, agehale gëtt. Alles an allem ass et also e Sujet, dee scho laang um Dësch ass an dee weider um Dësch wäert bleiwen, an deen och um Dësch vun den Diskussiounen mat Russland ass a wäert bleiwen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum Här Robert Mehlen un den Tourismusminister iwwert d'Jugendherbergen. Här Mehlen!

- **Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Et kéint ee mer elo soen, ech géif mech un de falsche Minister adresséieren, mä wa mer vu Jugendherberge schwätzen, da schwätze mer och vun Tourismus. An et ass effektiv esou, dass de Sec-teur vum Tourismus, oder méi speziell dee vun der Hôtellerie hei concernéiert ass. Ech explizéiere mech.

Et gëtt vu Säite vun der Hôtellerie gesot, dass d'Jugendherbergen hei am Land ëmmer méi a Konkurrenz géifen trieden zu den Hotelten. Et wär fréier esou gewiescht, dass, esou wéi d'Wuert et och seet, prak-tesch nëmme Jonker do zougelooos waren. Dat schéngt elo net méi de Fall ze sinn.

Si géifen och haaptsächlech präislech staark a Konkurrenz zur Hôtellerie trieden an domat eng Concurrence déloyale maachen. Et geet aus engem Incident, deen elo kierzlech war, ervir, dass och - wéinstens plazeweis - bei Wäitem net déi Surveillance an déi Sécherheet fir déi Leit, déi do hébergéiert sinn, spillt, wéi dat als Obligatioun fir en Hotelier géilt, sou dass ee wierklech vu Concurrence déloyale ka schwätzen.

Duerfir meng Froen, net un d'Familljem-inistesesch, mä un den Tourismusminister:

Ass dat dem Tourismusminister bewosst? Gesäit hien dat och esou? Wéi steet et an deem Domän mat der néideger Koordi-natioun téschent deenen zwee Ministären, an ass gegebenfalls den Tourismusmi-nister bereet, bei der Madame Famillje-ministesesch ze intervenéieren, fir dass d'Jugendherberge sech op dat limitéieren, fir dat se eigentlech geduecht sinn?

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Deputéierte Mehlen huet drop higewisen, dass am Fong net den Tourismusminister zoustänneg ass fir de Fonctionnement vun de Jugendherbergen, mä dass et éischter an d'Kompetenz vu menger Kolleege, der Ministesch fir d'Jugend, erageet; mä ech sinn natierlech als Tourismusminister ganz staark um Fonct-ionnement vun de Jugendherbergen interesséiert.

Ech wëll dem Här Mehlen och soen, dass zënter méi wéi 20 Joer weltwäit an de Jugendherbergen net méi nëmme Jonker ënner 25 Joer opgeholl ginn, mä och Adulten. Dat ass also eng Bewegung, déi scho méi laang leeft. Ech wëll awer och dobäi soen, dass d'Jugendherbergen an d'Hôtellerie am Fong zwee Segmenter sinn, déi net ganz vill Gemeinsamkeiten hunn a verschidde Leit unzéien.

An engem Artikel, wou de Generalsekretär vun de Jugendherbergen op déi Reprochen agaangen ass - en Artikel, dee viru kuerzem am „Wort“ stoung -, huet hie kloer drop higewisen, dass d'Clientèle vun de Jugendherbergen ass: 70% vun deene Leit, déi an d'Jugendherberge kommen, sinn entweder Schoukllassen oder Gruppen. Da bleiwen 30%. Vun deenen 30% ass d'Halschent, dat sinn da 15%, ënner 25 Joer. Dat sinn da Jonker. An déi aner 15% sinn dann ebe Leit, déi iwwer 25 Joer hunn. Dat heescht, et gesäit een, dass d'grouss Majoritéit vun deene Leit, déi an d'Jugendherberge kommen, keng sinn, déi der Hôtellerie direkt Konkurrenz maachen.

Et muss een och soen, dass d'Missioun vun de Jugendherberge wesentlech méi diversifizéiert ass, wéi déi vun der Hôtellerie. D'Jugendherberge maachen eng Prise en charge vu Klassen, si maachen eng Prise en charge vu Gruppen a si organiséieren eng ganz Rei vun Aktivitéite fir esou Gruppen. Mir haten am Tourismus ëmmer

eng trei Clientèle, zum Beispill vu Belsch, déi awer leider Gottes ëmmer méi al gëtt. An duerfir muss een alles maachen, fir nei jonk Touristen ze fidéliséieren a fir déi herno, wa se méi grouss gi sinn a wa se eng Famill gegrënnt hunn, op Lëtzebuerg ze zéien.

Duerfir mengen ech, dass den Impakt fir en nohaltegen Tourismus hei zu Lëtzebuerg, fir nei Clienten unzezéien an d'Roll vun der Jugendherberge ganz grouss ass, an dass déi Aktivitéiten, déi se ubidden, déi Zefrid-denheet, déi déi Gäscht an der Jugendherberge kréien, eben och eng wichteg Tromp ass fir den Tourismus.

Ech wëll dobäi och soen, dass d'Jugendherbergzentral ganz enk zesummeschafft mat den Entente-touristiquen an deene verschidde Regiounen. Dat ass d'ailleurs och an dem Bericht vum ETI vun 2002, wou se de Bilan gezunn hunn, virgeschloe ginn, dass déi eng an déi aner zesummeschaffen, wéi gesot, fir Animatiounspro-grammer ze maachen, déi op sinn net nëmme fir déi Leit, déi an de Jugendherbergen iwwernuechten, mä och fir Leit, déi Tourist an där Region sinn.

D'ailleurs kënnen och d'Gäscht vun den Hotelten vun där Animatioun profitéieren. An ech weess, dass d'Jugendherbergzentral den Hotelten aus der Géigend Prospekter gëtt iwwert déi Animatiounen, déi se ubidden, fir dass hir Clienten, wéi gesot, kënnen dovunner profitéieren a se dann e Complément maache vun där Offer, déi d'Hôtellerie selwer hire Clienten offréiert.

Also ech mengen, dass een déi zwee net soll als Konkurrenten, als Géigner gesinn, wou een deem anere géif eng Concurrence déloyale maachen, mä als Partner, wou eng gewësse Complémentaritéit besteet. Et duerf ee jo net vergiessen, dass, wéi gesot, Gäscht, déi eemol an der Jugendherberge waren, spéider wahrscheinlech mat hirer Famill och an Hotelten erëmkommen, sou dass ech déi Angscht do net gesinn.

Ech hunn och festgestallt a festgehalten - a mir hate jo och Diskussiounen mat der Zentral doriwuer, wéi gewëssen Abusën hätte kënnen festgestallt ginn -, dass si sech solle beschränken op d'Betreiung vun deene Leit, déi bei hinne sinn, Animatioun fir si ze maachen an dass se awer sollen dovun ofgesinn, fir Fester oder soss Saache bei hinnen ze organiséieren. De General-sekretär vun der Centrale huet jo och gesot, dass si ganz vill Demanden hätten, fir esou Feieren ze organiséieren, dass se déi awer ëmmer géife refuséieren. An ech mengen do misst et an engem normalen a gudde Gespréich téschent deenen zwee zu engem gudde Verhältniss kommen.

Ech muss och soen, dass ech méi positiv Echoe kréien - och vun Hôtellerie - wéi negativer. Et ass also net esou, dass jiddfer Hotelier an de Jugendherbergen e Kon-kurrent gesäit, mä au contraire, ganz vill gesinn dat och als eng Tromp fir si selwer, well se ëmmer méi ubidden.

An ech muss och soen, dass mir als Touris-musministère encouragéiert hunn, dass an de leschte Jore ganz vill an d'Jugendherbergen investéiert ginn ass. Si sinn a Konkurrenz mat auslännesche Jugendherbergen, an am leschte Fënnfjoresplang si 7,1 Milliounen investéiert gi vum Touris-musministère an d'Erneuerung vun de Ju-gendherbergen. Déi wesentlech Dépense waren déi vun der Stad Lëtzebuerg an déi vun der Stad lechternach.

Do gesäit een, dass déi Erneuerung ganz vill méi Gäscht dohinner bruecht huet an dass se och vill méi eng grouss Animatioun kënnen maache fir d'ganz Regioun. Also, wéi gesot, ech gesi Jugendherbergen an Hôtellerie éischter als Partner. Et gëtt do vill Synergien, déi ee soll notzen, an ech mengen et soll ee kucke fir, wa Schwiereg-keeten optauchen, déi zesummen ze iwwer-brécken.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Déi nächst Fro ass déi vun honorabelen Här Alexandre Krieps un den Transportminister iwwert d'Helm-licht fir d'Cyclisten.

- **Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports**

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech hunn déi heite Fro gestallt un de Minister Lux nëmme aus Suerg iwwert d'Gesondheet vun onse Vëlofuierer, Kanner oder Erwuessenen. Mir wëssen, dass zéngmol méi Leit stierwen, wa se an der Trap eroffalen, an och sechsmol méi Foussgänger op der Strooss em-kommen, wéi Vëlofuierer. Mä d'Vëlofuieren -

zum Här Bausch senger Satisfaktioun - er-lieft eng richteg Renaissance, och mat sen-ger Hëllef.

(**Hilarité**)

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Och zu menger Zäit.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo, och zu Ärer Zäit. Ech weess, dass Dir eng pas-sionéiert Vëlofuiererinn sidd,...

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - D'Madame Brasseur an ech si mam Vëlo hei.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech weess dat.

...och an der Fräizäit, an et gëtt souguer Leit, déi op d'Aarbecht fuere. Ech kennen der zwar net vill, déi all Dag de Klausener Bierg e puermol eropfuere, mä ofgesinn dovunner gleewen ech,...

(**Interruption**)

...Här Bausch, dass dat an de Stied an aus-serhalb vun de Stied e Problem gëtt. Mir wëssen natierlech, dass et vill Helmer gëtt, déi zu der Ästhetik vum Vëlofuieren net bäidroen, an et ass och gefaart ginn, dass doduerch manner Vëlo gefuer géif ginn, wann dat eng Obligatioun géif ginn. Mä souguer wann een net frontal an en Obstacle oder an e Gefier erarent, riskéiert ee sech awer och gutt wéi ze doen. Mir hunn dat an onser Fraktioun och erlieft, rezent.

(**Hilarité**)

» **Une voix.** - Ass e vum Vëlo gefall?

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, en ass derniewent gefall.

» **Une voix.** - Dat ass just wann een net Vëlo fuere kann!

(**Hilarité**)

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Identifizéiert Vëlospisté lafen natierlech oft géint de Verkéier oder duerch den dichte Verkéier, an an Zukunft kann ee sech - obschonns ech elo héieren hu vum Här Wolter, et wär keng...

» **Une voix.** - Här Krieps, hutt Der keng Fro ze stellen?

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, ech stellen déi Fro.

Den Här Wolter huet elo grad gesot, et wär keng Prioritéit fir den Tram anzeféieren, mä ech ka mech och drun erënneren, wéi an de 50er Jore meng Mamm eng Kéier an d'Tramschinne komm war an huet misse gebutt ginn.

» **Une voix.** - Zitéiert en elo net falsch!

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech zitéieren e guer net falsch. Deemools sinn natierlech manner Autoe gefuer.

Ech wollt, Här President, hie subsidiaresch - et ass jo eng Question orale, ech hunn dem Här Lux zwar eng schrëftlech Fro eraginn - hei froen, ob hie bei sengem Regierungskolleeg, dem Här Wiseler, als Baute-minister, agetratt ass, fir dass deen an Zukunft nëmme méi Stroossen eneeiert oder nei Stroosse baut, wou eng Vëlospisté der-niewent ass,...

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Très bien!

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - ...oder - jo, den Här Gira gëtt mer do Recht - an den Duerfkäre bei de Schoulen Zone-30en aféiert - dat fällt jo ënnert den Här Baute-minister.

» **M. le Président.** - Här Krieps.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech soen lech Merci an ech hoffe jo net, dass d'Helmlicht...

» **Une voix.** - Bis eng aner Kéier.

(**Hilarité**)

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, net bis eng aner Kéier.

...vun den Assurancen agefuert muss ginn.

» **M. le Président.** - Här Krieps, Dir schéngt Äre Parteikolleeg, den Här Goerens, provozéiert ze hunn. Här Goerens, wat ass de Problem?

(**Hilarité**)

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här Pre-sident, ech froe Fait personnel, well den Här Krieps mäin Zoustand net richteg beschri-wen huet. Ech war net op de Kapp gefall.

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Den Här Transport-minister Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Trans-ports.** - Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, den Här Krieps geet op e Sujet

an, wou een driwwer ka schmunzelen, mä ech mengen dass d'Essenz vun deem, wat e gefrot huet, schonn e Problem ass, deen ee soll eescht huere.

Ech mengen, dass mer, wat de Bilan ge-nerell ubelaangt vun den Accidenter hei zu Lëtzebuerg, jo e mitigéierte Bilan hunn, an deem Mooss, dass d'Zuel vun den Doudesfäll bei Accidenter ganz drastesch zréckgeet, mä awer net d'Zuel vun den Accidenter insgesamt. Mir hunn dofir an der Mëttesstonn och nach eng Kéier d'Zuele gekuckt, wat d'Vëlofuierer ubelaangt - dat war jo prezis déi Fro, déi e gestallt huet.

Och do gesäit een, dass mer eng positiv Evolutioun hunn, déi sécherlech begréis-senswäert ass an déi där Renaissance vum Vëlo, déi mer alleguer begréissen, sécherlech wäert hëllef, dass d'Zuel vun de Cyclisten, déi schwéier oder licht bles-séiert gi sinn, vum Joer 2000 mat 46, am Joer 2002 40 an am Joer 2006 24 och drastesch zréckgaangen ass, wat een absolut soll begréissen.

Wann een déi Insgesamtzuel kuckt vun dem Joer 2002 bis den Abrëll 2007, do hate mer insgesamt 258 Cyclisten, déi an engem Accident mat verweckelt waren. Dovunner ware leider zwee Fäll déidlech, 47 schwéier Verletzter an 119 lichter Verletzter; fir einfach och eng Kéier dee gesamte Betrag vu Pro-blemer hei ze kucken.

Ech mengen et ass esou, dass ech lech, wéi Der an der Fro gestallt hutt, iwwert dat, wat dat un Traumatismë verursaacht huet, keng Zuele ka liwweren, jiddéfalls am Trans-transportministère hu mer esou Zuelen net. Vläch fir lech awer och nach ze soen, dass bei de Kategoriën vu Persounen et ganz eendeitig ass, dass virun allem d'Kanner an eeler Leit iwwerproportionell bei deene Verletzten do vertruede sinn.

Zu de Moosnamen hunn ech d'lescht Joer en Aarbechtsgrupp am Transportministère agesat, fir en nationale Vëlospiang aus-zeschaffen, dee mer fir Enn dëst Joer wëlle fäerdeg maachen an an deem all interes-séiert Parteie mat dobäi sinn, déi enzel Ministären. Natierlech de Baute-ministère an och den Innenministère, d'Ponts et Chaus-sées, d'Police, awer och wou déi enzel ONGe wéi d'Lëtzebuurger Vëlosinitiativ, de Mouvement écologique, d'Stad Lëtzebuerg an aner matschaffen.

Zu den Diskussiounen innerhalb vun deem Aarbechtsgrupp gehéiert evidenterweis och d'Fro vum obligatoreschen oder net obliga-toreschen Droe vum Casque. An ech kann lech just soen, dass d'Meenungen an deem Aarbechtsgrupp do relativ wäit auserne ginn. Zum Beispill, dass d'Lëtzebuurger Vëlosinitiativ net Partie prenante ass fir an déi Richtung ze goen. Dass dat bei anere Partner an deem Aarbechtsgrupp awer aneschters géif gesi ginn. Esou dass mer och e Kompromiss proposéiert hunn, dee géif heeschen, dass een den obligato-resche Port vum Casque nëmme géif virgesi fir Kanner ënner zwielef Joer a bei deenen aneren et net esou géif maachen.

Ech hunn net tranchéiert, weder an déi eng nach an déi aner Richtung, well ech wëll ofwaarde bis Enn dës Joers, wou de Grupp insgesamt säi Plan d'action als Projet virleet.

Ech wëll lech awer och bei deenen anere Froe soen, dass et kee Land an der Euro-päescher Unioun gëtt, wat d'obligatoresch Droe vum Casque virgesäit. Keent. Och kann ech lech soen, dass an deenen Diskussiounen mat der Kommissioun och ganz kloer ervirgaangen ass, dass d'Kommissioun net wëlles huet ze légi-férieren, dat heescht also eng Proposition de directive an déi Richtung do ze maachen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ganz kloer, dass de Code de la route en Obligatorium net virgesäit, mä dass mer awer bei sportleche Manifestatiounen oder och schoulesche Manifestatiounen den obligatoresche Port hu fir déi spezifesche Manifestatiounen, mä net en général.

Mir hunn ee Land fonnt, an der Mëttesstonn, wat den Obligatorium agefuert hat, an dat ass Australien gewiescht. Australien hat also dee Port agefuert, an et ginn dann zwou Zuelen, déi ee géigeniwwer muss stellen. Déi eng Zuel ass déi, dass effektiv d'Zuel vun den Accidenter an Australien an där Period vum Obligatorium ëm 17% zréckgaangen ass. Dass awer op där anerer Säit och d'Zuel vu Cyclisten iwwerhaapt ëm 35% zréckgaangen ass. Dat heescht, dass ee ganz daitlech gesinn huet, dass deen Obligatorium derzou gefuert huet, dass et eng Brems war fir eng Rei vu Leit sech op de Vëlo ze setzen. An dat huet, well d'Australier jo keng domm Leit sinn, derzou gefuert, dass déi australesch Auto-ritéiten den Obligatorium erëm ofgeschaf hunn an der Zwëschenzäit, fir ebe just

Mardi,
19 juin 2007

deenen doten Entwécklungen och gerecht ze ginn.

Ech wëll also ofschléissend dem Här Krieps soen, dass mer d'Arbechte vum Aarbechtsgrupp ofwaarden an dann ze tranchéieren hunn, a wat fir eng Richtung dass mer hei ginn; hält awer haut schonn de Préjugé favorabel fir ze mengen, dass een net ëmmer ze vill reglementéiere soll.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zur leschter Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen un de Landwirtschaftsminister iwwert dat neit Agrargesetz. Här Mehlen!

- **Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Den Zoufall wollt haut, dass de Moien an der Agrarkommissioun schonn iwwert dee Sujet geschwat ginn ass, mä vu datt d'Fro awer vun öffentlechem Interessi ass, ass se sécher derwärt fir hei nach eng Kéier widerholl ze ginn.

Här President, zënter dem 31. Dezember d'lescht Joer ass dat aalt Agrargesetz ofgelaf. Mir sinn an engem Vide juridique de Moment. Et ass awer wichteg fir d'Betribler, datt eng deementspriedend Législatioun do ass. Et muss ee wëssen, datt d'Betribler Planungssécherheet brauchen, datt dat Agrargesetz traditionell e Finanzéierungsgesetz ass, wat zu engem groussen Deel d'Finanzkonditiounen, d'Aide financière festleet fir d'Restructuratioun an d'Modernisatioun an de Betribler.

Mir sinn elo praktesch sechs Méint oui Gesetz. Mir wëssen, datt Gespräicher lafen tëschent Bréssel a Lëtzebuerg, datt mer déi ganz Prozedur do mussen duerchlafen. Trotzdem wär et Zäit, datt mer do géifen en Enn gesinn, datt mer vun der Plaz kéimen.

Duerfir meng Froen un de Minister: Wou si mer drun an där ganzer Prozedur? Wat wëllt de Ministère hei zu Lëtzebuerg maachen, fir de Projet de loi esou séier wéi méiglech kënnen op den Instanzeweze ze bréngen? Wat sinn - last but not least - d'Pronosticë vum Minister fir d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz?

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Den Här Goerens huet eng Fro, déi an déiselwecht Richtung geet. Här Goerens, stellt déi direkt, da kann den Här Minister déi zwou matenee beäntwerten.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, meng Fro huet och Bezuch op dat neit Agrargesetz. An zwar, wéi mäi Virriedner scho gesot huet, ass dat aalt ofgelaf de leschten Dezember 2006. Et sinn zwar Virkéierunge getraff ginn, fir déi Dispositiounen auslafen ze loossen. Toujours est-il datt mer elo nach keen neit Gesetz hunn.

Mir haten och schonn de Moien an der Agrarkommissioun Rieds doriwwer. Meng Fro war awer virdu schonn eragereecht, an dat, wat ech wollt spezifesch zousätzlech froen, ass Folgendes:

Mir kenne jo der Kommissioun vu Bréssel hire Programm vun 2007 bis 2013. D'Lëtzebuerger Regierung huet doropshin eng Virslag gemaach. Déi hu mer och schonn an der Agrarkommissioun diskutéiert. Ech ginn och dovun aus, datt d'Regierung amgang ass, en Avant-projet de loi auszeschaffen.

Mir wëssen awer och, datt elo no der iwwernächster Woch dann nach eng Woch Chamber kënn an dann, virum hallwe Juli, wäerte mer ophalen, an dann hu mer déi éischt utile Sëtzung, wou mer kéinten e Gesetz verabschieden, wa mer bis dohinner fäerdeg wieren, uganks Oktober. Ech mengen, et misst een da prett sinn. Et hänkt natierlech of vun der Kommissioun vu Bréssel.

Meng prezis Fro ass déi, ob de Minister eis elo scho kéint de façon informelle en Avant-projet de loi an d'Agrarkommissioun ginn, fir datt mer kéinte mat eisen Examenen, Analysen ufänken. A wann dann de Bescheid vu Bréssel definitiv do wier, dann hätte mer duerno nëmme just nach bräichten den offizielle Projet de loi ze diskutéieren, en Examen des articles an e Commentaire dozou ze maachen. Da kéint d'Gesetz esou séier wéi méiglech a Kraaft trieden, fir och der Landwirtschaft dobausse Planungs-sécherheet ze ginn.

Ofschléissend, Här President, wollt ech lech soen, datt ech an deem Zesummenhang och e Bréif ginn hunn, fir d'Agrarkommissioun ze froen - wann de Minister bereet wär, eis den Avant-projet de loi ze ginn -, esou séier wéi méiglech mat hiren Examenen unzefänken.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Voilà! Dann huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Mehlen an den Här Goerens gesot hunn, hu mer de Moien an der Agrarkommissioun iwwert dës Problematik diskutéiert. Ech hunn och erklärt, wou mer dru sinn. Ech wëll dat dann och hei nach eng Kéier maachen an am Detail soen, wéi d'Prozedur gelaf ass.

Den 11. August 2006 hu mer op informell Aart a Weis der Kommissioun déi Haaptfichen, wat d'Moosnamen ubelaangt vum PDR, zougestallt. Dat konnte mer net offiziell maachen, well d'Applikatiounsreglementer vun der Kommissioun eréischt méi spéit komm sinn. Den 19. Dezember hu mer dat dann offiziell op Bréssel geschéckt. De 7. Februar 2007 huet d'Kommissioun eis éischt Observatiounen a Remarqueng zougeschéckt, a mir hunn de 16. Februar - also eelef Deeg duerno - dunn der Kommissioun eng kompletéiert Versioun vum PDR zougeschéckt, a si huet dee Moment deklaréiert, datt eise PDR recevabel wär.

Dat heescht also, de Startpunkt ass de 16. Februar 2007. D'Kommissioun huet en Délai vu sechs Méint, fir de PDR ze approvéeieren. Dat heescht, si huet Zäit bis an den August. Do muss een natierlech wëssen, datt all Kéiers wa se Observatiounen a Remarqueng maachen, d'Zäit gestoppt gëtt. Dat heescht en fait, wa se nei Remarqueng maachen, geet dat iwwert déi sechs Méint eraus, esou datt se Zäit hunn op d'mannst bis Méit September, ier se mussen den Accord ginn.

De 6. Juni, also viru ganz kuerzer Zäit, huet d'Kommissioun dann elo offiziell Stellung bezunn an eis éischt Observatiounen a Remarqueng zu eisem PDR zougestallt. Mir sinn amgangen eis Äntwerte fäerdeg ze stellen, an ech kann lech nëmme soen, datt d'Kommissioun ëmmer ganz vill Froen stellt, Bemierkunge mécht an Argumentatioune gären hätt.

Mir hunn och Kontakt opgeholl mat der Kommissioun, fir datt dat soll esou gutt an esou schnell wéi méiglech geschéien, datt net duerno erëm nei Froen a Problemer opgeworf ginn. Mir wäerten Enn vun dëser Woch oder Ufank nächster Woch der Kommissioun eis Äntwerten zustellen.

Um Kalenner huet d'Kommissioun de Moment virgesinn, datt an hirem Comité Développement rural - dat ass dee Comité, deen de PDR approvéeiert - den 19. September 2007 eise PDR zur Sprooch kënn.

Den Här Goerens an den Här Mehlen hu gefrot, wéi wäit eis Viraarbechte fir d'Agrargesetz sinn. Ech hat dat scho gesot hei an der Chamber. Mir hunn ugefaange mat de Viraarbechten. Mir si relativ wäit fortgeschratt, sou datt mer zimlech kuerzfristeg eisen Avant-projet kënnen fäerdeg stellen. Mä Dir wësst, datt een et nëmme kann definitiv maachen, wa mer den Accord vu Bréssel hunn.

Mir hate jo och - an dat ass och eng Fro vum Här Goerens gewiescht, déi e mer eraginn huet - de Besuch vun der Kommissäarin den 31. Mee hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn natierlech och bei deem Besuch, zwar net den Detail, mä den Timing vum PDR ugeschwat. Mir hunn d'Madame Kommissäarin drop higewisen, datt mir hei eng laang legislativ Prozedur hunn, wat déi aner Länner net kennen. Dat muss een och vläicht eng Kéier iwwerleeën, ob een ëmmer esou ka virueren. Mir mussen also nach e Gesetz maachen, nodeem datt den Accord vu Bréssel komm ass. Dat dauert jo eng gewëssen Zäit.

(**Interruption**)

Neen, neen a Frankräich geet dat iwwer en Décret, an anere Länner. Dat geet rapidissime.

(**Interruption**)

Neen, et muss jo awer bei d'Chambre-professionnellë goen, déi mussen Avisé maachen; et muss bei de Conseil d'État goen, dee muss en Avis maachen, an da kann een et eréischt an der Chamber diskutéieren.

E Gesetz geet net an enger Woch, dat wësse mer alleguer. Dat heescht, et ass eng laangwierig Prozedur.

Mir hunn d'Kommissäarin also sensibiliséiert, fir Efforten ze maachen, fir eise PDR net eréischt am September ze approvéeieren an hirem Comité, mä schonn am Juli. Si war och ganz op fir déi Saachen, mä si sot, si hätten an der Kommissioun eng ganz Rei vun aneren Direction-généralen ze consul-téieren, déi och hiren Avis mussen ofginn. Dat ass och eng laangwierig Prozedur. Ech kann lech dat do duerfir net garantéieren.

Dat heescht, wa mer elo Ufank nächster Woch eis definitiv Remarqueng eraschécken, da geet dat an déi Consultatioun. Wann et zäitlech méiglech ass, dann hoffe mer, datt dat nach am Juli op den Ordre du jour vun dem Comité kënn, wann net, wéi gesot, dann ass et programméiert fir den 19. September.

Mir wäerten awer trotz allem de Projet de loi wëllen am Juli dem Conseil de Gouvernement virleeën, fir datt deen approvéeiert gëtt, an dann och an déi néideg Consultatioun schécken, datt domadder kann ugefaange ginn, wéi hei och gefrot ginn ass - quitte datt mer wëssen, datt eventuell nach no deem 19. September, wann den Accord vu Bréssel kënn, dat eent oder anert vläicht ofgeännert muss ginn.

Dat ass jo awer éischer, géif ech soen, fir d'Reglementer, wéi datt dat elo direkt fir d'Gesetz ass - obschonn een dat net ausschléisse kann. Mä ech sinn op fir déi Suggestioun, datt mer soen, loosse mer kucke fir am Juli en Accord vum Conseil ze kréien, da gi mer de Gesetzesprojet op den Instanzeweze, da ka jiddfreen an der Vakanz sech dat zu Gemitt féieren, an da kënnen mer vläicht och relativ fréi an der Chamberskommissioun ufänken doriwwer ze diskutéieren. Mir wëssen alleguer, datt d'Avisen dovunner net wäerten am August geschriwwen ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm.

Mir kommen elo zu der Diskussioun vum Projet de loi 5607 iwwert d'Schafung vun engem Lycée op Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgellecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, den Här Meisch, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här...

(**Interruption**)

Jo, zum Fait, dass mer Är Informatiounen extrem spéit kruten, si se och nach inverséiert. Da maachen ech dat och nach richtig. Dann huet elo den honorabelen Här John Castegnaro als Rapporteur d'Wuert.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President!

» **M. le Président.** - D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

4. Ordre du jour

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech wollt eng Fro zum Ordre du jour stellen, an zwar, ob mer zwou getrennten Diskussiounen maachen?

Mir hunn drop gehalen, dass déi Projeten haut sollen zesummen hei an de Plenum kommen. Dat eent, dat ass iwwert de Bau vum Lycée an dat anert iwwert de Fonctionnement. An dat entsprécht och enger Motioun, déi d'Chamber virun e puer Joer geholl huet, fir datt et ons net passéiert, dass mer e Bau dostoene hunn, deen net ka funktionnéieren, well mer deen Text nach net hunn.

Esou wéi ech et an der Kommissioun verstanen hat, sollt dat och mateneen diskutéiert ginn, quitte dass verschidden Orateuren och do sinn, mä dat eent gräift awer an dat anert an. An duerfir géif ech proposéieren, dass mer fir d'éischt déi zwee Rap-porteure géifen héieren an dann all d'Ora-teuren, well et ass ganz schwéier an der Diskussioun dat eent vun deem aneren ze trennen.

» **M. le Président.** - D'Conférence des Présidents hat dat anescht gesinn, mä wann dann awer, Madame Brasseur, Äre Wunsch sollt op breet Zoustëmmung hei an deem Haus stoussen, dann hunn ech näischt dergéint. Dat d'autant plus elo schonn déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Delvaux, present ass.

Sinn d'Fraktiounen mat der Propositioun vun der Madame Brasseur d'accord?

(**Assentiment**)

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Da maache mer dat esou. Fir d'éischt also elo den honorabelen

Här Castegnaro an duerno d'Madame Andrich-Duval, an da maache mer d'Diskussioun. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

5. 5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir fueren dann e bëssen ëmgedrëint am Géigesaz zu fréier. Mir schwätzen dann haut fir d'éischt iwwert de Fonctionnement an duerno baue mer dann de Lycée. Mä am Endeffekt ass dat egal.

Doduerch, dass mer dat elo liicht änneren, erlaben ech mer dann och zwou, dräi lwwerleeunge méi ze maachen, déi vläicht iwwert déi vum Rapporteur erausginn.

(**Interruption**)

Et kënn een de Mëtteg soen: Schon erëm en neie Lycée! Mä a sech ass dat jo eng gutt Saach, well mer konfrontéiert si mat enger Zounahm vu ronn 1.000 Schüler am Préscolaire pro Joer an domadder an enger Situatioun sinn, déi eis an d'Enk dreift, an doduerch eben e staarken Handlungsbedarf besteet. Et ass also net vu Muttwëll, dass mer hei ewell regelméisseg nei Lycéeën decidéieren.

De Lycée, dës Kéier zu Belval, dee soll ab September 2010 de Betrib ophuelen. Virausgesat, an ech widerhuele mech, dass dat héicht Haus herno net nëmme de Projet 5607 votéiert, mä och de Projet 5657, wou et dann ëm de Bau vun deem Lycée geet. Mä wéi gesot, dat soll der Kaz kee Bockel maachen, et soll virun allem e konkret Resultat dobäi erauskommen.

Mir wëssen, ech hunn dat ervirgestrach am Ufank, dass mer mat enger regelrechter Schülerexplosioun an de leschte Jore konfrontéiert sinn, an domat quasi an en Noutstand am gesamte Schoulberäich eragerode sinn, well mer souwuel Infrastrukturen hunn, déi feelen, wéi och beim Léierpersonal Problemer hunn, wat jo op där anerer Säit zum Resultat huet, dass mer mat enger anerer Problematik konfrontéiert sinn, nämlech mat där vun de Chargés de cours, wou mer jo och drop waarden, eng Léisung ze fannen.

Begrëssenswäert ass, dass mer an de leschte Méint eben eng ganz Rei vun Décisiounen iwwert de Bau an de Fonctionnement vu Lycéeën getraff hunn. Aner Décisiounen stinn aus, wa mer deem Problem wëlle bäikommen.

Ech wëll haut hei ervirsträchen, dass mat der Realiséierung vum Lycée Belval an hoffentlech och geschwënn dem Lycée Jonglënster mer eigentlech dat ëngesat hunn, wat am éischte Plan sectoriel «Lycées» virgesinn ass an och huet missen ëngesat ginn.

Ech wëll meng Hoffnung ausdrécken, dass mer schnellstens en zweete Plan sectoriel «Lycées» kréien, fir dass mer och geziilt déi zweet Phas do kënnen ugoen, fir déi iwwerfällg, well noutwendeg Realiséierung - also Bau a Fonctionnement vu Lycéeën - ze erméiglechen, an dass parallell derzou jo och nach eng Etüd leeft, déi Opschluss soll ginn iwwert déi feelend noutwendeg sportlech Infrastrukturen am Schoulberäich, an dass dat Ganzt dann och ofgewéckelt gëtt, net nëmme am Sënn vun de Plans sectoriels, mä och am Sënn vun IVL an deene Regeln, déi mer eis do selwer virginn hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, oui dem zweete Plan sectoriel wëlle virzegräifen, erlaben ech mer e puer lwwerleeungen:

Éischstens, mir däreffe keng Zäit verléiere bei der Opstellung an duerno der Realiséierung;

zweetens muss mer d'Prioritéite richtig aschätzen, dat heescht, d'Standuerter

richteg auswielen, also no bei der Mass vun de Schüler, och Rechnung droen, dass déi Lycéeën eng gutt Ubannung zum öffentliche Transport hunn, an och derzou bäidroen, dass eng Entlaaschtung vu bestehende Lycéeë méiglech ass.

Do bidde sech eng Rei vu Standuerter un, wann een deem wëllt einfach virausgräifen. Ech denken un den Nordstad-Lycée, mä ech denken och un Déifferdeng a Beetebuerg-Diddeleng, déi sech hiert fir de Bau vun zousätzleche Lycéeën, no deene Prinzipien, wéi ech se virdru genannt hunn.

Mir hunn an der Kommissioun um Rand vu Belval iwwert déi Problematik forcément diskutéiert. Ech wollt dat och haut hei esou gesot hunn. Mir mussen dem Wuesstum an deene Regiounen, wou e wirklech stattfënnt, Rechnung droen an entsprechend och vun der Proximitéit vum Bau vun de Lycéeën eben optimal Léisunge fannen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vun eiser Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle gëtt ausféierlech en Iwwer- an en Abléck iwwert den Objet vun deem Projet de loi, deen haut zur Diskussioun an zur Décisioun steet. Mir wëssen an der Tëschenzäit alleguer, dass dee Lycée Belval op deem elo scho legendäre Site Esch-Belval soll gebaut ginn, an domat innerhalb vum Pôle d'enseignement Sud.

De Lycée Belval erlieft dat, wat aner Lycéeë virun him erlieft hunn, nämlech e beschtméiglechen - ech hoffen optimalen - Encadrement, fir kënnen den Échec scolaire op en absolute Minimum ze reduzéieren, andeem och dem Léierpersonal d'Ausübung vu senger eigentlecher Tätigkeet a Missioun erliichtert gëtt. Mir schwätzen hei vun engem Lycée, dee ronn 1.500 Schüler erwaart an dee sech opdeelt an 81 Klassen. Et ass also eng méi, wéi am Rapport vun eiser Kommissioun steet. Ech wollt dat domat rectifiéiert hunn.

Vun deenen 81 Klasse fonctionnéieren der 66 à plein temps. Mir hunn 171 Enseignants, déi d'Ofleef solle garantéieren, nieft deene 37 un zousätzlechem Personal, wat hiert derzou bäidréit, fir eben eng optimal Organisatioun ze erméiglechen. Dat si Leit am administrative Beräich; dat si Psychologen; dat sinn Assistants sociaux; zwee Educateurs gradués; fënnf Educateurs; Handwierker an esou weider.

Wat d'Dénominatioun «Lycée Belval» ubelaangt, esou geschitt déi op der Basis vum Artikel 46 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycées an de Lycées techniques, wou jo och festgehale gëtt, dass déi Lycéeën, wou eng Mëschung vu Lycée classique a Lycée technique besteet, duerchaus d'Bezeichnung «Lycée» dierfen droen; also en tout court «Lycée Belval» an deem Fall hei dāerf heeschen. D'Kommissioun huet och drop gehalen, dat esou duerchezéien, trotz den Awänn vum Statsrot.

Fir de Rescht war de Statsrot positiv, am Géigesaz eigentlech zur Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi zwar de Prinzip vun der Schafung vum Lycée Belval net a Fro stellt, mä Bedenken zum Konzept vun neie Lycée umellt, ouni allerdéngs ze preziséieren, wat dann d'Suergen oder d'Kritik kéinte sinn.

Mä virun allem mécht déi Chamber sech Gedanken iwwert déi 37 Leit, déi also zousätzlech zu den Enseignants agestallt ginn. Déi Suerge beruffe sech eigentlech op d'Problematik vun den Décharges bei den Enseignants, déi hirer Meenung no ganz oder drastesch kéinte reduzéiert ginn, wat eigentlech net den Hannergrond vun den Iwwerleeungen, souwuel vun der Madame Minister nach vun den Diskussiounen an eiser Kommissioun, war. An da schlussendlech setzt déi Chamber sech kritesch dermat ausernee, dass nëmme fënnf Educateurs géife recrutéiert ginn; wat hirer Meenung no ongenügend wier, fir déi Aufgaben, déi déi hätten, kënnen ze erleedegen.

Bon, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll net op weider Detailler hei agoen. Ech wëll just e puer Schwéierpunkten zu deem Lycée Belval ennersträchen:

Éischtens: De Lycée ass gutt accessibel iwwert d'Strooss an iwwert d'Eisebunn. Bei der Eisebunn gëllt dat awer nëmme fir ee Wee, net fir deen aneren. Do hoffe mer, dass iergendwann eng Kéier an der Zukunft dann och Léisunge kënnen fonnt ginn.

Zweetens: De Lycée Belval soll bestehend Lycéeën an deem Pôle Sud donidden entlaaschten.

Drëtens: D'Schüler aus dem sechste Schouljoer kënnen hir Schoulpflicht am Lycée Belval ofschléissen, andeem se sech entweder an d'Septième d'enseignement secondaire oder d'Septième d'enseignement secondaire technique et régime préparatoire aschreien;

an véiertens: De Lycée Belval focaliséiert sech haaptsächlech op d'Domäne vun der Mécanique a vum Mécanicien d'auto.

Et ass also an deem Sënn kloer, dee Lycée offrëiert de Regime vun der Formation Technicien am Cycle complet de la division mécanique, section mécanique générale et section mécanique d'automobiles. An en offrëiert am Régime professionnel d'Métiers et professions vun der Mécanique, mécaniciens d'usinage, mécaniciens industriels, mécaniciens d'automobiles, magasiniers du secteur automobile, mécatroniciens, les carrossiers, débosseleurs et les peintres d'autos. Derbäi kënn eng Formation fir déi Berufuer, déi mat der Gestiou vu Gebaier zesummenhänken; wéi Installateurs sanitaires, Installateurs de chauffage, vu Ventilation a Klimatisatioun.

Insgesamt komplettéiert dee Lycée Belval déi Offre scolaire, déi am Pôle Sud besteet. Hie mécht also do en zousätzlech Ugebuet, mat Ausnahm vu gewësse Berufuer, déi an deene spezialiséierte Lycéeën do forméiert ginn: de Génie civil, d'Hôtellerie, den Tourisme, d'Agriculture an d'Professions sociales.

Voilà! Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ennersträchen, dass d'Kommissioun de Rapport unanime ugeholl huet. An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, souwuel den Dammen an den Hären aus der Kommissioun Merci ze soen, dem Sekretariat an all deenen, déi an iergendenger Form mat un der Auserbechtung vun deem Projet deelgeholl hunn. Et mussen der vill sinn, fir zu engem Resultat ze kommen.

Ech wëll mer och erlaben ervirzestrichen, dass dat net Konzept, wat och hei weidergefuert gëtt, keng raimlech Trennung virgesäit fir Schüler ab dem zwoelfte Liwensjoer an entsprechend opraunt mat der künstlecher Trennung. Dat bedeit méi demokratesch Ofleef. Dat bedeit méi Chancéglichheit, an domat manner Échec, an am Endeffekt - an dorém geet et eis jo alleguer - positiv Perspektive fir déi Betreffen, fir spéider op dem Aarbechtsmaart kënnen ze réusséieren.

Ech wëll ervirzestrichen, dass d'LSAP dee Projet votéiere wäert.

» **M. le Président.** - Här Castegnaro, eng Fro vum Här Grethen.

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - Natierlech.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, ech wollt de Rapporteur froen, ob an der Kommissioun Reflexiounen iwwert den Numm vum Lycée gefouert goufen. Soll dee Lycée «Lycée à Belval» heeschen oder soll dee Lycée en Numm kréien? Sollt en nämlech en Numm kréien, géif ech zum Beispill suggéieren, dass een deen nom fréieren Aarbechtsminister an Escher Buergermeeschter Antoine Krier géif nennen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - Wie kann dann do nach Nee soen?

(Brouhaha)

Mä ech géif mengen, do géifen et nach e puer aner Leit ginn, déi mat dierften...

(Interruption)

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - Dir hutt et erausfonnt, Här Jaerling! Mä ech mengen et sollt een déi Propos do unhuelen a se do diskutéieren, wou se higeiéiert.

Merci alleguer.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Rapportrice vum Projet de loi 5657, déi honorebel Madame Sylvie Andrich-Duval, d'Wuert. Madame Andrich!

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an

Dir Hären, mat deem heite Gesetzesprojet stëmme mer dann elo de Bau vun deem neie Lycée op der Industriebrooch zu Belval. E puer Widderhuelunge wäerten dann och net ausbleiwe vun deem, wat mä Virriedner eventuell schonn ugeschnidden huet. De Lycée Belval, e wichtege Projet an där ganzer Rëtsch vun Investissementer vum Stat an aneren Acteuren, déi aus Belval eng nei städtesch Zon wäerte maachen an doriwwer eraus zum Opbléie vun der ganzer Region Süde bäidroe wäerten.

De Projet de loi 5657 ass vum Här Baute-minister Claude Wiseler den 20. Dezember 2006 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert an et louche Pläng, en Devis an och eng Finanzfiche bäi. Bei deser Geleeënheet wëll ech drop hiweisen, wéi mer et elo just virdru héieren hunn, dass d'Educationministesch den 31. August 2006 de Projet de loi 5607 déposéiert huet, deen d'Schafung vun deem neie Lycée zu Belval virgesäit, an esou huet et sech als sënnvoll ugesinn - d'Madame Brasseur huet schonn drop higewisen -, fir déi zwee Gesetzesprojeten an dārselwechter Chamberssitzung ze stëmmen.

De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz 2007 ofginn. Doropshi gouf ech an der Bautekommissioun vum 7. Mee als Rapportrice bestëmt, an an dārselwechter Sitzung sinn och de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De schrëftleche Rapport gouf dann an der Sitzung vum 21. Mee eestëmmeg ugeholl.

D'Décisioun vum Bau vun engem Lycée zu Belval op dem Terrain vun der Suessemer Gemeng entsprécht de Besoinen u Schoulinfrastrukturen, esou wéi se am sektorielle Plang fir d'Lycéeë virgesi sinn. Et ass grad am Süden, wou dës Besoinen am stäerkste sinn.

Do ginn zousätzlech nei Plaze fir insgesamt 3.260 Schüler gebraucht. Dobäi kommen dann nach 50% vun deene ronn 10.000 jëtzege Schüler aus dem Süden, déi sech de Moment nach an aner Lycéeën, also vun anere Géigenden, déplacéieren. Si sollen hire Schoulwee duerch dës Dezentralisatioun verkierzt kréien. D'Schüler fir den neie Lycée sollen haaptsächlech aus de Gemenge Suessem, Monnrech, Schëffleng, Esch, Keel, Rëmeleng a Reckeng op der Mess kommen. D'Opnahmefähigkeit vum Lycée Belval läit tëschent 1.216 an 1.513 Schüler, déi a 67 Vollzäitklassen an a 14 Deelzäitklassen opgedeeelt sinn.

Ech wëll kuerz ervirhiewen, dass dës Gebai ausserhalb vun de Schoulstonnen och der Kollektivitéit zur Verfügung steet an nei Austauschméiglechkeeten hei offrëiert.

E besonnesche Virdeel vun deem Site Belval ass - et ass och scho gesot ginn -, dass en iwwer eng exzellente Ubannung un den öffentliche Transport verfüge wäert. Den Uschloss un d'Schinnennetz geschitt iwwert den Tracé Péiteng-Esch-Beetebuerg-Lëtzebuerg. E speziellen Zucharrët Belval-Lycée, deen tëschent der Zuchantenne Belval-Usine a Bieles-Stadhaus geschaf gëtt, erméiglecht de Schüler en einfachen Zougang zum Lycée.

Den Accès un den öffentliche Transport iwwert d'Strooss ass och beschtens garantéiert an op déi Uertschaften zougesechnitten, wou d'Schüler hierkommen. Eng Autobusgare gëtt provisoersch op dem Site vun dem zukünftege Sportszentrum ageriicht bis de Site definitiv aménagéiert ass. Zousätzlech ass de Site dann ugebonnen duerch eng regulär regional Transportlinn tëschent den Uertschaften.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och kuerz ze widderhuelen, wéi eng Schouloffer am Lycée ugebuede gëtt, well d'Gebai jo och deenen Ufuerderungen entspreche muss.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Schouloffer begräift déi ënnescht Divisioun vum Secondaire classique souwéi den ënneschten Zyklus an de Régime préparatoire vum Secondaire technique, ausserdeem nach de kompletten Zyklus vun der genereller technescher Divisioun an de mëttleren Zyklus vun de Gesondheets- a Sozialberuffer. Da kënn nach de Regime vun der Technikerausbildung mat den Divisiounen Mécanique générale an Automéchanik derbäi.

Beim Régime professionnel begräift d'Offer Beruffer vun de Mécaniciens d'usinage souwéi déi aus der Industrie an Autosbranche. Zousätzlech steet och eng polyvalent Infrastruktur zur Verfügung mat zwee Atelieren, fir déi Schüler, déi eng Léiermaachen, um leschte Stand vun der Technik ze halen. Et ass och eng Klass vun der Éducation différenciée virgesi fir Schüler mat spezielle Besoinen.

Fir weider Informatiounen zu där Schouloffer verweisen ech awer op den Exposé des motifs vum Gesetzesprojet, deen heirobber vill méi am Detail ageet.

De Bauprogramm fir dës Schouloffer baséiert schlussendlech op engem Standardprogramm, deen extra vum Educationministère opgestallt gouf, fir dass dës Bauprojet méi séier sollte prett sinn. Hei a graffen Zich, wat alles virgesinn ass:

56 Schoulsäll, 21 spezial Säll a 25 Atelieren. Fir den Accueil vun de Schüler an enger gudder Ambiance sinn e Festsall, eng Kantine mat 400 Plazen, eng Cafeteria mat 100 Plazen an eng Bibliothék mat Liessall geplang. D'Sportsinfrastruktur besteet aus enger Sportshal mat dräi Säll, engem polyvalente Sall an engem Dëschtentennissall. Weider verfügt se och iwwer genuch Vestiären. Eng Piscine kënn eréischt am Kader vum Bau vun engem zukünftege regionale Sportszentrum derbäi. D'Administratioun schlussendlech gesäit Büroe fir d'Direktioun an déi administrativ Servicer, Lokaler fir d'Enseignant an technesch Lokaler vir.

Dann e puer Kommentaren zur Architektur vun deem Projet, well de Lycée hei reit sech urbanistescht gutt an de Parc Belval an a verbënnt d'Squaremille mat deem neie Wunnquartier Belval-West. D'Architektur dréit der Schafung vun engem gënschtegen Ëmfeld fir d'Schüler Rechnung, déi esou mann wéi méiglech duerch äusser Eemstänn gestéiert gi sollen, zumools well hei ronderëm jo nach während Jore Chantieré wäerte sinn.

D'Gebai ass op véier Niveauë verdeelt. Besonnesch ervirzestrichen ass, dass iwwerall natierleche Liicht erakënn an och d'Raimleckeete manuell kënnen geléit ginn. Um Rez-de-chaussée sinn haaptsächlech d'Infrastrukture fir den Accueil virgesinn, dat heescht d'Kantine, d'Cafeteria, d'Bibliothék an de Festsall. E groussen Entréeshalle, deen och als zouene Préau ka genotzt ginn, stellt déi zentral Zirkulationsachs duer. D'Klassesäll an déi speziell Säll sinn op deenen ieweschte Stäck verdeelt, wougéint d'Atelieren an déi technesch Lokaler um allerënneschten Niveau un Rez-de-jardin ze fanne sinn.

Des Weidere wëll ech ennersträchen, dass den Energiekonzept gutt iwwerducht ass an en niddregen Energieverbrauch erméiglecht. De Lycée gëtt un dat städtesch Netz, dat de ganze Site beliwert, ugeschloss.

Dann e Punkt, deen net esou onwichtig ass, dat sinn d'Finanzen. De Käschtpunkt vum Bauprojet ass op 110.875.000 Euro beim Bauindex vum 1. Abrëll 2006 chiffriert. De Projet gëtt vum Établissement public vun Fonds Belval ausgefuert fir de Stat. Wat dann d'Entretienskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou ginn déi pro Joer op 872.400 Euro geschat. Déi jährléich Consumatiounskäschte solle sech op 1.120.900 Euro belafen.

Bei den Diskussiounen da vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun alle Remarques a Suggestiounen vum Statsrot, déi all redaktioneller Natur waren, Rechnung gedroen, ausser där, déi sech op de Bauindex bezitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss och nach e puer Mercien auszedeelen, un éischer Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Baute-minister a seng Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet a soe Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci der Madame Andrich. Als éischt ageschriwwen Riednerin hu mer d'Madame Hetto.

Discussion générale

» **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech emol dem Rapporteur, dem Här Castegnaro, villmoos Merci soe fir säi flotten an och komplette Rapport. Ech mengen, et ass scho vill gesot ginn. Ech versichen dat dann esou gutt et geet ze compléieren.

Wann een neie Lycée geschaf gëtt, da muss dat souwuel vum Choix vum Site hier wéi awer och virun allem vun der Offre scolaire hier gutt duerchducht sinn. De Lycée Belval ass niewent Réiden a Jonglënster deen zweete vun dräi Lycéeën, deenen d'Regierung absolut Prioritéit zougesot huet. Et ass awer och deen zweeten no Réiden, deen op der neier Organisatioun vun de Schoulinfrastrukture baséiert, esou wéi se am Plan sectoriel «Lycées» virgesi sinn.

De Plan sectoriel «Lycées» gesäit bis 2010 eng Croissance vun 1.000 Schüler pro Joer vir, an dat fir de gesamten Enseignement secondaire a secondaire technique hei am Land, woubäi déi héchste Croissance natierlech am Süden ze erwaarden ass. Et läit am Fong geholl vun dohier op der Hand, dass dann deen neie Lycée och op Belval kënnt, Belval mat ronderëm senge grouse Wunngebäidder Esch, Bieles, Eilereng, Monnerech, Féiz a Schëffleng.

De Virdeel vum Site Belval besteet en plus doranner, dass en immens einfach fir d'Schüler aus de Gemenge ronderëm ze errechen ass; sief et iwwert d'Strooss, mam Auto, mam Bus oder via den Eisebunnsréseau. D'Schüler aus dem Süde si méi séier zu Belval wéi an der Stad. Et kann ee sech dohier am Fong geholl och gutt virstellen, dass de Choix vum Gebai, dat ee sech eraussicht fir ze studéieren, dann do derduerch och vereinfacht gëtt. Laang Transportzäite si fir kee vu Virdeel. A wann ee se kann évitéieren, tant mieux.

Et ass sännvoll, dass d'Kanner aus de Gemenge ronderëm op Belval via den öffentlechen Transport kommen, amplatz 20 km iwwert eis Stroosse bis an d'Stad zréckzeleeën. Wa mer awer elo wëllen d'Schüler fir den öffentlechen Transport sensibiliséieren an hinnen den Accès op de Site Belval wëllen erméiglechen, oni dass se mussen en cours de route ëmsteigen, dann ass et awer och kloer, dass an deem heite Fall eng direkt Verbindung tëschent dem Lycée an Uewerkuer-Déifferdeng misst geschaf ginn.

Den Tunnel, deen tëschent der Schmelz Belval an der Schmelz Déifferdeng besteet, ass am Moment fir de rengen Giddertransport geduecht, also fir de Stoltransport. An deem Tunnel, dee misst wierklech fir de Personentransport ëm- an ausgebaut ginn.

Also et ass sécher, dat ass elo net déi bëllegst Léisung, mä si ass awer sännvoll. Dohier och vun hei aus elo wierklech en Appel un de Bauten- an un den Transportminister, déi elo leider net heibanen sinn, mä ech hoffen, dass se de Message awer kréien, fir dës nei Direktverbindung ze schafen.

D'Distanz zum Gebai, wou d'Schüler an d'Schoul ginn, dat ass ee Kritär. Mä e ganz anere spillt beim Choix vum enger Schoul och hei mat, an dat ass an deem heite Fall d'Attraktivitéit vum Site.

Wann nämlech dee ganze Site op Belval bis fäerdeg ass, dann ass do e formidable Zentrum entstanen. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, dem Lycée an deene villen aneren Infrastrukturen, déi nach dohinner kommen oder déi et och schonn do gëtt. Ech denken do zum Beispill un d'Rockhal.

Belval gëtt also engersäits en Zentrum vum Wëssen an op där anerer Säit en Zentrum vun der Fräizäit. E Lieu de rencontre fir jonk Leit, e Site mam Flair vun enger Unisstad - also e ganz liewege Quartier.

Belval mat senger attraktiver Architektur wäert och spéider als en Ensemble wierken, deen net hétéroclite zesummegewierfelt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Site ass deen ee Volet, d'Offre scolaire deen aneren.

Am Lycée Belval ginn de Cycle inférieur am Secondaire, de Cycle inférieur moyen a supérieur am Secondaire technique an awer och de Régime préparatoire ugebueden.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hirem Avis d'Fro opgeworf, ob et noutwendeg ass, dass all Lycée technique déi dräi Cyclé vum Secondaire muss offréieren.

Wat den Technique ubelaangt, esou gëtt sech heibäi op d'Formation vum der Mécanique an der Mécanique automobile spezialiséiert. Dës Ausbildungen, dat hu mer och héieren, ergänzen d'Offer vun deenen anere Lycéeën am Süden, esou dass elo an der Südregioun wierklech sämtlech Formationen, déi et an eisem Schoulsystem gëtt, ugebuede ginn. Mat Ausnahm vun deenen, fir déi et spezialiséiert Etablissementer gëtt, wéi zum Beispill d'Hôtellerie, d'Agrikultur oder och d'Gesondheitsberuffer.

Heiduerch gewënnt also d'Regioun Süde weider u Selbstständigkeit an et kann dem Verkéiersopkomme vum Süden a Richtung Stad entgéintgewierkt ginn.

Här President, erlaabt mer nach kuerz op d'Lëscht vun deene Leit anzugeen, déi am neie Lycée Belval wäerte fir den optimalen Encadrement vun de Schüler suergen.

Dës Lëscht schéngt relativ komplett ze sinn. Allerdéngs sinn ech der Meenung, dass op 1.500 Schüler ee Psycholog carrément ze wéineg ass. An enger Zäit, wou ëmmer méi jonk Leit psychesch a séilesch Problemer

hunn, wou Mobbing an Aggressiounen ënner deene Jonke permanent zouhuelen, do ass et eng Urgence, dass eng spezialiséiert Equipe den Enseignanten zur Säit steet an och d'Schüler ënnerstëtzt.

An enger Zäit, wou Elteren duerch hire Beruff ëmmer manner Zäit hu fir sech ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmere, ginn Educateuren, Pedagogen a Psychologe gebraucht, fir deene jonke Leit zur Säit ze stoen.

Mir mussen alleguer bedenken, dass e Schüler vu Septième just bis e puer Méint virdrun zum Deel de ganzen Dag an der Maison relais encadréiert war, an elo, véier Méint méi spéit, wou en an der grousser Schoul ass, dacks sech selwer iwwerlooss ass. Mir sollten also net op der falscher Plaz spueren.

Fir ofzeschléissen hätt ech nach eng Fro un d'Madame Minister. Ech wollt vun lech wëssen, Madame, ob am Lycée Belval och esou speziell Classes mosaïque virgesi sinn, an där verhalensopfälleg Jonker opgefaange ginn, eier se dann duerno nees an hiren regulärer Klass integréiert ginn. Klassen, déi et zum Moment och schonn zu Bouneweg an och am Aline-Mayrisch gëtt.

Esou Klasse sinn eng absolut luewenswäert Initiativ, well mer de Schüler net mat senge Problemer eleng loossen, mä mir ginn de Problem aktiv un. Mir bidden eng Hëllefstellung un an erméiglechen et, se duerno nees am normale reguläre Parcours ze integréieren. Awer: Mir ginn och hiren Klass an hiren Enseignanten d'Chance zur Rou ze kommen.

Esou vill vu menger Säit. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Madame Hetto. Dann huet den honorablen Här Meisch d'Wuert.

» M. Claude Meisch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer deenen zwee Rapporturen, der Madame Andrich an och dem Här Castegnaro, ze félicitéieren fir hire mëndleche wéi schrëftleche Rapport; deen een iwwert de Bau, deen aneren iwwert de Fonctionnement vum Lycée um Belval.

Et ass e puermol schonn ugeklungen: Et ass wichteg, dat mer net fir d'éischt iwwert de Bau schwätzen, e Gebai plangen, ufänke mat bauen, eventuell de Bau ofschléissen an dann eis eréischt Gedanke maachen, wéi dee Bau dann herno soll intern fonctionnéieren, wéi e mat Liewe soll geféllt ginn, wat fir en Enseignement soll drakommen a wéi dat Gebai herno soll richtig genotzt ginn. An duerfir ass et absolut ze begréissen, dat mer hei Bau a Fonctionnement an der Chamber zäitgläich, souguer an eng Sëtzung kënnen huelen, kënnen d'Diskussioun och zesumme féieren.

Well et ass kloer, dat de Bau ëmmer iergendwéi a Fonctionnement vum Fonctionnement ass, a beim Fonctionnement, wann ee weess, wat een herno do wëllt ubidden, muss natierlech och gläichzäitig gekuckt ginn, dat d'Gebai deem Fonctionnement ugepasst ass.

Wichteg ass och, wann d'Gesetz gestëmmt ass iwwert de Fonctionnement vum Lycée, wann d'Etablissement gestëmmt ass, dat dann och kënnen éischt Démarché geholl ginn, fir zum Beispill eng Direktioun ze schafen, fir och Leit do scho kënnen ze chargéieren mat der Organisation, déi och am Virfeld vum Fonctionnement vun der Ouvertür vun engem Lycée ganz wichteg ass; a wichteg Aarbechte kënnen maachen, fir zum Beispill schonn am Virfeld de Projet d'établissement kënnen auszeschaffen, ze preparéieren; a fir eben och Suerg ze droen, dat an der Phas vum Bau wierklech och d'Interesse vun der Offre scolaire mat berücksichtig ginn.

D'lescht Woch hu mer iwwer en anere Lycée geschwat, nämlech dee vu Schengen-Pärel; e grenziwwerschreidende Lycée, e Lycée mat enger ganz grousser Symbolik.

Nun, dese Lycée vu Belval dréit net manner Symbolik a sech, ganz eleng scho wéinst dem Site. Well mer wëssen, dat de Site Esch-Belval wéi keen anere fir de Strukturwandel an der ganzer Südregioun steet. Well mer wëssen, dat Dausende vun Aarbechtsplazen am Laf vun deenen nächste Jore wäerten do nei geschaf ginn. Aarbechtsplaze vläicht an enger Form, déi bis ewell fir de Süden éischer ongewinnt waren. Well mer wëssen, dat och do héich qualitative Wunraum wäert geschaf ginn. Do wou fréier geschaff ginn ass, wou elo zanter enger Rei vu Joren eng Friche industrielle ass, wäerten herno Leit schaffen, se wäerte wunnen.

Et wäerten eng ganz Rei vu staatlechen Arichtungen dohinner kommen, déi jo scho geplangt sinn; wou d'Planung op d'mannst gradsou wäit virugaangen ass wéi bis ewell déi hei vum Lycée vu Belval. An dat am Laf vum leschte Joer - dat wësse mer jo och - d'Dexia hir Dieren um Belval opgemaach huet. Deen héije rouden Tuerm, deen elo do iwwert de Minett erausragt, dee vu ville Säite ka bewonnert ginn, ass och ee Symbol fir den neie Süden, fir de Süde vu muer. A ganz vill jonk a manner jonk Leit treffe sech jo och an der Rockhal fir do Concerté lauschteren ze goen.

Dat heescht, dat wat zur Symbolik an deem Site Esch-Belval drastéicht, ass zum Deel scho Realitéit ginn, a mat deem Vote vum Projet de loi haut iwwert d'Schafung vun engem weidere Lycée op deem dote Site am Süde komme mer där Realitéit e weidert Stéck méi no.

Op dem Site selwer wäerten eng ronn 6.000 Leit herno wunnen, nieft deene vill méi Leit, déi do schaffen. Do wësse mer awer och, dat an där ganzer Südregioun, an eng Rei vun de Virriedner hunn dat och schonn ënnerstrach, eng grouss staark dynamesch demographesch Entwécklung stattfont huet an och nach déi nächst Jore stattfanne wäert, esou dat ganz besonnesch de Besoin am Süde besteet, fir weider esou Schoulinfrastrukturen ze plangen an ze bauen an natierlech och duerno a Betrib ze huelen.

Ech wëll op een Aspekt agoen, dee mer opgefall ass am Avis vun der Chambre des Employés privés, déi kritiséiert hunn, dat d'Konzept vum Lycée nach relativ vag ass. Elo kann dat domadder zesummenhänken, dat mer awer eréischt plange fir 2010 d'Dieren an deem Lycée opzemaachen.

Trotzdem mengen ech awer, wéi ech virdu gesot hunn, dat op där enger Säit Konzept a Bau enk musse matenee reliéiert sinn, an dat virun allem och d'Konzept muss deem Rechnung droen, wat den Aarbechtsmaart freet. Mir stelle fest, dat mer en Aarbechtsmaart hunn, wou vill Aarbechtsplaze geschaf ginn, a mir stellen och fest, dat mer oft jonk Leit, déi hei am Land eng Formation gemaach hunn, net ëmmer deem Besoin do Rechnung droen. Also muss mer kucken, wa mer nei Schoule plangen, dat do och dem Besoin vum Aarbechtsmaart Rechnung gedroe gëtt, och dem Aarbechtsmaart an där Regioun.

Wann ech gesot hunn, dat hei 6.000 Leit herno wäerten op Esch-Belval wunnen kommen an dat et duerfir scho Grond genuch ass, dat dann och dee Site do, deen neie Quartier am Häerz vum Süden e Lycée kritt, da wëll ech awer och ze bedenke ginn, dat eng Stad wéi Déifferdeng zum Beispill mat ëmmerhin 20.000 Awunner haut nach ëmmer kee Lycée huet. Dir wësst, wu wat ech schwätzen.

Ech wëll nach emol zréckkucken op eng Rei vun Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber haten, wou mer souguer scho Motioun gestëmmt hunn, dat d'Regierung soll kucken, dach och endlech emol eng deementspreechend Schoulinfrastruktur am Secondaire op Déifferdeng ze setzen.

Mir wëssen, dat momentan d'Prozedur leeft am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», no deem jo nach e weidere Secondaire an de Süde soll kommen, a mir als Déifferdenger op jidde Fall ginn eis Hoffnung net op, dat mer och dann an deem Kontext do eng Kéier zum Zuch wäerte kommen am Interessi vun deene ganz ville jonke Leit bei eis an der Gemeng.

De Süden ass eng Regioun, déi sech dynamesch virun allem um demographesch Plang entwéckelt, wou ganz vill jonk Leit wunnen. Wann een d'Demographie awer nach emol bei eis an der Gemeng speziell kuckt, da si mer nach eng Kéier eng vun deene jéngste Gemengen an der ganzer Südregioun. Do dernieft hu mer och eng ganz staark dynamesch Entwécklung bei eis an der Gemeng. Ech hu gesot, mir sinn haut iwwer 20.000 Awunner - 20.400, fir méi prezis ze sinn.

A mir hunn awer och schonn Estimatiounen opgestallt, dat mer am Laf vun deenen zéng Joer op d'mannst nach eng Kéier 15%, dat heescht op d'mannst 3.000 Awunner kënnen bäikréien, wann déi Wunnensbauprojekte realiséiert ginn, déi och bei eis um Territoire elo momentan do an der Planung sinn, ugeduecht si respektiv souguer schonn an der Realisatiounsphas sinn.

Vläicht nach just ee Chiffer derbäi: Wa mer kucken, wéi vill Kanner mer haut an deenen éischten dräi Joer vun der Primärschoul bei eis an der Gemeng hunn, da sinn dat der net manner wéi 928. A wa mer elo sechs Joer virausdenken - a mer wësse jo, dat et heiansdo ganz laang brauch hei am Land

vun der Décisioun, fir e Lycée anzewusch ze implantéieren, bis dee Lycée da wierklech seng Fonction kann ophuelen -, wa mer also sechs Joer virausdenken, da sinn dat lauter Kanner, déi dann an de Cycle inférieur vum Secondaire oder Secondaire technique wäerte goen. Dat heescht, quasi 1.000 Schüler, déi dann aus der Gemeng Déifferdeng eleng kéinten den Ennergrad vun engem Gebai ausmaachen. Also nach e Grond méi, fir wierklech hei no Déifferdeng ze kucken.

Dir wësst, dat d'Gemeng Déifferdeng viles an d'Wëer geleet huet, fir deen Dossier do ze preparéieren. Enner anerem hu mer och an eisem Bebauungsplan en Terrain reservéiert. Mir hunn en Terrain reservéiert, dee ganz zentral läit tëscht deenen einzelnen Uertschaften Déifferdeng, Uewerkuer a Foussbann, wat jo och net ëmmer méi méiglech ass an anere bestehende Stied, fir matzen an enger Uertschaft och esou eng Schoulinfrastruktur kënnen ze implantéieren, wat och zur Beliewung vun der Uertschaft bäidréit, a gläichzäitig esou zentral läit, dat se ganz no ugebonden ass un déi eenzel Verbindungsweeër vum privaten an och vum öffentlechen Transport.

Wéi gesot, mir Déifferdenger ginn d'Hoffnung net op, dat och eis Kanner eng Kéier kënnen an en eegestännege Lycée bei eis an der Gemeng goen.

Nach ee Wuert zu deem Tunnel, deen d'Madame Hetto ugeschwat hat. Effektiv, et gëtt Iwwerleeungen an der Regioun tëscht de Gemenge Suessem an Déifferdeng an awer och bei de staatlechen Instanzen, fir d'Verkéisplanung nei ze iwwerdenken an deem doten Eck - och well mer wëssen, dat duerch de Projet Esch-Belval an duerch déi Leit, déi dohinner wunnen a schaffe kommen an herno och wäerten an d'Schoul kommen d'Verkéisplanung eng aner muss sinn, wéi se haut nach momentan ass. Mir wëssen, dat do nei Zuchstrecken ugeduecht sinn, dat do nei Stroosseverbindungen ugeduecht sinn.

Nun, d'Gemenge Suessem an Déifferdeng hu viru kuerzem d'Initiativ geholl, fir zesummen eng Rei vu Propositionen an deem doten Domän ze maachen, wou och eng ganz konkret Proposition dann dran ass, fir déi Zuchverbindung auszubauen tëscht Esch-Belval, Belval-Mairie an den Uertschaften Uewerkuer, Déifferdeng, Nidderkuer, weider dohinner, wou effektiv en Tunnel dra virgesinn ass, an do dernieft och wéi gesot d'Proposition, fir de Stroosse- réseau nei unzedenken.

Déi Propositionen hu mer mat de Ponts et Chaussées a mat ganz villen anere staatlechen Instanze bis ewell diskutéiert. Mir als Gemenge wollten do och eng Kéier aktiv e Leadership iwwerhuelen a Propositione maachen, déi dann herno, wa se vun de staatlechen Instanzen iwwerholl ginn, och direkt bei de Gemengen op e fruchtbare Buedem stoussen.

Dat gesot, wëll ech lech Merci soen a selbstverständlech nach eng Kéier op den initiale Sujet zréckkommen, nämlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu deenen zwee Projets de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Meisch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

» Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Merci, Här President. Et ass also gewosst, d'Schülerzuele wuessen an déi bestehend Lycéeë plazen aus allen Néit. De Plan sectoriel fir d'Lycéeë gesäit vir, dass an deem Beräich Neel mat Käpp gemaach ginn, fir dass aus deene villen Noutléisungen, déi op ville Plazen am Land entstane sinn, keng Normalitéit gëtt. An dat ass och gutt esou.

E Merci der Rapportrice, déi och an hirem ausféierleche Rapport iwwert de bauleche Volet rappelléiert huet, wéi dréngend de Bedarf un neie Schoulgebäier ass, an och natierlech e Merci un de Rapporteur iwwert de pedagogesche Volet, deen ontrennbar mat allen Infrastruktoplage verbonden ass.

Genuch Schoulraum ze hunn, deen de Besoiné gerecht gëtt, ass méi wéi nëmme

eng Noutwendegkeet, mä eigentlech d'Grundvoraussetzung fir méi Chancëgerechtegkeet a fir d'Verbesserung vun der Startpositioun vun eise jonke Leit um Wee an hiert spéidert Beruffsliewen. D'Zukunft vun eisem Land hänkt zu engem ganz groussen Deel dovunner of, dass mer esou vill wéi méiglech gutt qualifizéiert Leit kréien. Mir wäerten och an Zukunft drop ugewise sinn an och Demandeur sinn, dass aus dem Ausland Leit bei eis op Lëtzebuerg schaffe kommen, mä et ass och oder grad wichteg, dass déi Jugendlech, déi hei opwuessen, eng besser Chance op eisem Aarbechtsmaart kréien, deen ëmmer méi onerbittlech gëtt fir Jonker, déi keng uerdentlech Ausbildung hunn.

Den Trend, dass mer a grousser Zuel nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage net zäitgläich am selwechte Mooss erfgeet, muss gebrach ginn. Den Zukunftsprojet Esch-Belval weist besonnesch gutt, wéi d'Zäite sech geännert hunn. De Wiessel vun enger Ekonomie, déi virrangeg un d'Industrie gekoppelt war, zu enger Ekonomie, déi zousätzlech den Déngschtleeschungssecteur viséiert a ronderëm d'Universitéit, d'Recherche an d'Innovation d'Wëssensgesellschaft preparéiert, ass hei ganz gräifbar.

Dëse Wiessel bréngt enorm Chancë mat sech. An zwar net nëmme fir d'Regioun Süden, awer am Besonnesche fir d'Regioun Süden. Bildung ass e Schlësselelement fir eis Zukunft. An d'Aart a Weis, wéi mer Jugendlecher ausbilden, muss adaptéiert ginn am Groussen a Ganzen. Déi Zäiten, wou d'Lëtzebuerg Schoul ganz Generatiounen ausgebild huet, fir op d'Schmelz schaffen ze goen, hu sech geännert, an de Spektrum vun den Erausforderunge gëtt ëmmer méi breet.

D'Schoulreform, un där am Moment geschafft gëtt, ass dréngend noutwendeg. An déi strukturell Reformen, déi do drunhänken, mussen esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn.

Am Kader vum Budget, wou strukturell Adaptatiounen onerlässelech sinn, ass et oft net einfach ze ënnerscheeden tëschent verzichtbaren Dépensen an deenen Zukunftsinvestitiounen, ouni déi mer eise Standard um wirtschaftlechen a bildungspolitesche Plang net méi kënnen hale respektiv weider verbesseren.

Bildung ass deemno ganz eendeitig ee vun deene Piliere, wou mer net dierfe spueren. Eis Schoule brauche keng Palaisen ze sinn, mä an engem iwwerfällte Container, an deem et am Wanter ze kal ass an am Summer onerträglech waarm, ass et schwéier, wann net souguer onméiglech, fir déi richtig Aarbechtsatmosphär opzebauen.

D'Regierung ass sech däers bewosst. Dat wësse mir heibannen. Dat weist den Nodrock och, mat där si de Plan sectoriel ëmsetzt. De Lycée Belval ass een Element dovunner, wou fir ronn 1.500 Schüler an 170 Enseignanten déi ausräichend an net iwwerdriwwe finanziell Moyerë gezielt a rationell affektéiert ginn. Et gëtt virun allem investéiert an eng professionell Struktur an an d'Aarbechtsmaterial, zu deem och d'Atelier gehéieren. Meng Virgänger si scho ganz am Detail dorobber agangen, esou dass ech dee Passage elo ganz ewechloossen.

Qualitativ méi héichwärtig gëtt de Projet sécher och mam integréierten Energiekonzept. Och dat ass eng Ausgab, déi sech net nëmme rechtfertige léisst, mä an enger nohalteger Optik onerlässelech ass. Et ass e Surcoût, dee sech amortéiert an dee virun allem eise Verflechtungen am Beräich vum Klimaschutz Rechnung dréit.

Wa mer vu Klimaschutz schwätzen, an dat maache mer jo Gott sei Dank ëmmer méi an deem Haus, ass et net eleng domat geden, e géeegeent Schoulgebai dohinsetzen. Wichteg ass och d'Fro an deem Zusammenhang, wéi déi honnerte vu Schülerinnen a Schüler an hir Enseignanten all Dag an hir Schoul kommen. Och den Ausbau vum öffentlechen Transport a virun allem vum Schinnennetz ass eng Investitioun fir d'Zukunft, déi net därerf ze kuerz kommen.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et ganz positiv, dass de Quai fir den Zuch virun der Schoul fest mat ageplangt ass a soll fonctionnéiere

wann de Lycée opgeet. Vu dass mer um Site Esch-Belval e ganz héijen „modal split“ wëllen errechen, hoffen ech, dass den Ausbau vum Schinnennetz net hei ophält. D'Pläng, fir déi Zuchlinn weiderzeféieren an de Süden iwwer e kohärent Schinnennetz respektiv mam Projet Tram ze verbannen, besti jo schonn zu engem groussen Deel - net fir jiddferee leider - oder sinn amgang diskutéiert ze ginn. E groussen Deel dovun kéint am Laf vun deenen nächsten zéng bis 15 Joer ëmgesat ginn. Och hei stellt sech d'Fro, wivill finanziell Moyerë mir kënnen a wëllen a Projeten investéieren, wou mer elo scho sécher wëssen, wéi wichteg se si fir eis Zukunft.

Mir brauchen deemno a vill méi staarkem Mooss wéi bis elo e Mentalitéitswiessel an eng nei Dynamik, wa mer all den Erausforderungen, déi op eis zoukommen, wëlle gerecht ginn. Wa mer wëlle Gewunnechten änneren, da muss mer an der Schoul kënnen ufänken. D'Schüler solle vun Ufank un d'Erfahrung maachen, dass et Spaass mécht, aktiv ze sinn, an dass ee kann eppes errechen, wann ee sech drugëtt.

Dem Sport kënn he eng ganz wichteg Roll zou, well kierperlech a geeschteg Aktivitéit hänke jo bekannterweis enk zesummen. Mir mussen net iwwerall am Land Wellness-Tempele bauen. Duerfir hu mir - souguer mir! - haut d'Moyenen net méi, mä mir brauchen eng vernünfteg Infrastruktur fir de Schoulsport, deen eis Jugendlech animéiere soll, iwwert déi zwou Stonnen am Schoulprogramm eraus an hirer Fräizäit sportlech aktiv ze ginn. Schüler, déi regelméisseg Sport maachen, si méi gesond a sinn och mental méi fit. Dat schéngt bewisen ze sinn. Wa se de Sprong vum Schoulsport dann och nach an de Sportsveräin packen, da verbessere se och hir sozial Kompetenzen. Dat ass an der Aarbechtswelt vu muer a vun haut mindestens esou wichteg, wéi gutt Punkten op der Zensur.

An deem Projet si Sportssäll fir d'Schüler vum Lycée mat integréiert. Dernieft soll e regionale Sportzenter mat Schwämm gebaut ginn, deen och vum Lycée ka mat benotzt ginn. Ech hoffen, dass dëse Projet ebenfalls zügeg virukënn, fir dass mer net iwwert ze laang Zäit en Enkpass kréien. De Sportzenter ass selbstverständlech net nëmme fir d'Schüler vum Lycée do. Et kann ee sech och keng Universitéit, déi knapps 800 Meter vum Lycée Belval wäert ewechleien, ouni Sportsinfrastruktur virstellen, ofgesinn dovunner, dass zu engem neie Stadedeel, wou ëmmer méi Leit wunnen a schaffe kommen, och eng valabel Sportsinfrastruktur gehéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, de Lycée Belval ass net nëmme eng zousätzlech Schoul am Süden. De Lycée Belval ass ee Baustee vun engem groussen Zukunftsprojet, deen nëmme geléngt kann, wann et zu engem liewigen Austausch kënn tëscht deenen, déi do wunnen, hire Kanner, déi do an d'Schoul ginn, de Studenten an de Fuerscher, déi vu bausse bäikommen, an de Leit, déi do schaffen.

Mir hoffen, dass déi eenzel Elementer vun deem grouse Projet zousätzlech an zäitlech openeen ofgestëmmt a konsequent realiséiert kënnen ginn, fir dass deenen Austausch méiglech gëtt. Eis Fraktioun ass frou, dass de politesche Wëllen dofir am Moment eendeitig do ass, an hofft, dass déi Dynamik, déi ronderëm de Site Esch-Belval entstanen ass, an deenen nächste Joren ongebremsst viru ka goen. Ech kann dofir ofschléissend déi onageschränkten Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem Projet mat op de Wee ginn.

» M. le Président - Merci, Madame Mutsch. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 5607 décidéiere mer, dat mir e Lycée zu Bieleles schafen, a mam Projet de loi 5657 décidéiere mer, dat mer e bauen. Ech beschränke mech op de Projet de loi 5607. Iwwerschneidunge sinn - an dat hunn och scho meng Virriedner gesot - net ze vermeiden. Dat sinn zwee ganz wichteg Gesetzer, mä et ass scho villes gesot ginn, an dat wäert mer et erlaben, mech kuerz ze halen.

De Bau vun deem Lycée ass am Plan sectoriel «Lycées» virgessinn. Et sollen hei 1.500 Schüler ënnerdaach kommen. Déi meescht wäerte vun Esch, Bieleles, Éilereng, Monnerech, Féiz a Schëffleng kommen. Den neie Lycée ass gutt accessibel iwwert d'Eisebunn a mat Bussen, mä - et ass och scho vun deene meeschte Virriedner gesot ginn - och hei sinn nach Verbesserungen dran. Ech denken do an eng Verbindung a Richtung Déifferdeng, ënnert der Belval-Märei erduerch.

Am Lycée ginn an deenen ënneschte Klassen d'Schüler aus deenen dräi Regimer enseignéiert: dem Secondaire technique, dem Secondaire préparatoire an dem Secondaire. Am Cycle moyen a supérieur vum Enseignement secondaire technique ginn eng Rei Formatiounen ugebueden als Ergänzung zu deene Lycéeën, déi et schonns am Pôle Sud gëtt. Et ass urgent, dat mer dëse Lycée bauen. Hie gëtt e wichteg Glidd am Pôle d'enseignement Sud.

Mir begrëisse selbstverständlech, dat dësen neie Lycée op Esch-Belval gebaut gëtt. Mir hunn awer och zur Kenntnis geholl, dat domat de Mangel un adequate Schoulstrukturen am Süde vum Land net geléist ass. Am Exposé des motifs geet Rieds vun 3.649 Schülerplazen, déi bis 2010 misste geschaf ginn. Dat ënnersträicht d'Urgence fir dëse Lycée ze bauen. Dat ënnersträicht awer och, dat mir domat nach net fäerdeg sinn a weider Schoulinfrastrukturen am Süde brauchen, grad wéi am Rescht vum Land.

Mir si frou, dat de Bau vun engem zweeten neie Lycée am Süde schonn diskutéiert gëtt, a mir erwaarden eis, dat et och bei deem Bau zügeg mat Plangen a Baue virugeet. Et weist awer och wéi schwiereng eng Planung vu Schoulinfrastrukturen ass, a wéi schnell eis Pläng vun der Realitéit iwwerholl ginn, well och déi Zuelen, déi am sektorielle Lycéesplang stinn, mussen elo schonns no uewe revidéiert ginn.

Op d'Avisen zu deem Projet de loi ass den honorabele Rapporteur, den Här John Castegnar, jo och schonn agang. Ech soen him Merci fir säi Rapport. Et huet sech jo och keen Avis géint de Bau an d'Schafung vun deem Lycée ausgeschwat.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics war nawell ganz kritesch an hirem Rapport. Dat si sech nach ëmmer d'Fro stellt, ob et eng gutt Iddi ass, dat all Schüler vun engem Ordre d'enseignement an den ënneschte Klassen an engem Gebai sinn, dat kenne mer jo scho vun deenen anere Projeten. Fir déi Gréng - an ech menge mëttlerweil och fir eis alleguer - ass d'Äntwert ganz einfach: Jo, dat ass eng gutt Iddi.

E bësse méi seriö huele mer da schonn d'Kritik vun deem Kummer, ob d'Éducateuren an d'Éducatrice genuch forméiert sinn, fir hire schwierere Aufgaben an de Lycéeën nozekommen. Mir mengen, dat mir do mussen Erfahrung sammelen. A wann déi sollten negativ sinn, da muss mer eventuell mat Éduteur- an Éducatrice-graduéeën norüsten.

Mir bedauere selbstverständlech och, dat dëse Lycée net mat engem innovativ pedagogesche Konzept richtungweisend ass, zemoos wou mer hei op engem absolut zukunftsweisende Site sinn, wou Schoul, Uni, Recherche an Economie phantastesch Synergie kënnen agoen. Mir hunn hei keng Ganzdagsschoul an och keen Internat geplangt, wat op deem Site hei eigentlech net ze verstoen ass.

Domat soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

» M. le Président - Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, wann ech gelift!

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kréien a leschter Zäit eng etlech Gesetzesprojete virgeluecht iwwert d'Méiglechkeet fir Lycéeën ze bauen an och fir natierlech d'Gestioun dovunner ze organisieren. Ech wëll och deenen zwee Rapporteur, der Madame Andrich-Duval an dem Här Castegnar, villmools Merci soe fir hir detailéiert Rapporten.

Ech hunn déi eenzel Artikelen vum Projet de loi portant création d'un lycée à Belval ganz andächtig duerchgelies. Et gesäit een, dat do effektiv all interessant an noutwendeg Artikelen dra sinn. Et sinn der am Ganze sechs.

Ech erënnere mech awer, Madame Ministerin, dat, wéi mer de Lycée vun Dummeldeng diskutéiert hunn, do nach e siwenten Artikel derbäi war. Dee feelt des Kéier. Et ass deen, wou gesot gëtt, wien dann Direkter soll ginn am Lycée. Dofir wollt ech d'Madame Ministerin froen, firwat dann elo des Kéier esou en Artikel heidra feelt? Ass dat, well dat elo vläicht e Revirement ass an der Politik vun der Regierung, dat se dat an Zukunft dem Gesetz iwwerléisst? Oder ass et eng Kéier esou an eng Kéier esou, jee nodeem wien dann elo soll Direkter ginn?

Duerfir wëll ech och froen, Madame Ministerin, ob Der mer kënn soen, wien dann elo Direkter hei gëtt an deem Lycée.

Well et schéngt e bësselchen esou ze sinn, dat dat schéin arrangéiert gëtt.

(Interruption)

Dofir mengen ech, dat ee sech e puer Froe stelle kann, woufir dat heite Gesetz keen Artikel 7 huet. Vlächicht wäert et an deem nächste Lycée nees entsto. Bref, ech wollt déi Problematik awer kuerz uschniden.

Da muss een och festhalen, dat mer des Kéier e Lycée fir 1.500 Schüler bauen. Zu Dummeldeng war et ee fir 800 Schüler.

(Interruption)

Jo, ech verstinn an der Tëschenzäit och, dat, wann een en Directeur fantôme huet, da kann deen dat natierlech och nure maache fir d'Halschecht vun...

(Interruption)

...därselwechter Pai, mä da muss en natierlech manner Aarbecht hunn. Do gesäit een, dat also mat verschiddene Mesurë geschafft gëtt.

D'Fro stellt sech och, wat dann nun d'Richtlinn ass vun der Regierung iwwert d'Zuel vu Schüler, déi mussen oder kënnen an engem Lycée sinn.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Dat ass eng wichteg Fro, dat!

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Entweder 800...

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här Henckes, hutt Dir déi Schoul zu Dummeldeng gestëmmt am Joer 2002 oder net? Jo oder Neen?

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - 2003 hu mer se gestëmmt...

» M. Ben Fayot (LSAP). - Voilà! Très bien.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ...mä do als eng Annex vum Lycée technique du Centre, fir deen ze décongestionnéieren.

» Une voix. - Dir loosst lech net provozieren.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - An do wollt ech och nach ervirsträchen, dat mer elo also 1.500 Schüler hunn, an dat mer am Lycée technique du Centre 2.700 Schüler hunn, mat deenen, déi an den Owescoursë sinn 3.700, an ee sech also d'Fro muss stellen, ob do net en Dédoublement vun deem Lycée soll erfollegen, wann een déi Norm hei vu 1.500 soll respektieren.

Dofir wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soen, ob elo déi Norm vu 1.500, 1.200 bis 1.500 - et muss jo ëmmer eng kleng Variatioun sinn an de Schülerzuelen -, ob dat elo déi offiziell Norm ass, no deenen allequerten d'Lycéeë wäerten envisagéiert ginn, oder ass dat nees erëm verschidde vu Lycée zu Lycée. Ech erënnere drun, dat et a Frankräich 800 bis 1.000 ass pro Lycée.

Da gesäit een och, dat mer, grad wéi am Lycée zu Dummeldeng, e Personnel d'encadrement hunn, haaptsächlech Psychologen an Éduteurs gradués oder simples, dat een also och do en Encadrement muss hunn. Mir fannen dat och eng gutt Saach. Mä och do gesäit een, oder et schéngt mer wéinstens esou, dat déi Proportiounen tëschent deenen, déi zu Dummeldeng engagiert sinn, au niveau Éduteur an Éduteur gradué a Psycholog, dat mer der do méi hunn, wéi hei. An och do wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soen, op wat fir engen Normen dat dote baséiert, well jo am Prinzip déiselwecht Gewichtung steet, mä an de Proportionen schéngt dat heiten awer net de Fall ze sinn.

Da muss een och feststellen, dat mer generell e Problem wäerte kréien, an dat mat den Effektiver u qualifizierten Enseignanten. Et gesäit een aus deenen Zuelen, déi ons zur Verfügung stinn, dat tëschent 1990 an 2005 d'Zuel vun de Schüler vu 14.539 op 19.432 eropgange ass. Dat ass eng fantastesch Augmentatioun, an den Trend geet nach ëmmer an deem Sënn weider.

Wat déi genee Pronosticen ugeet, do weess een näischt Genaues, well an deenen zwee Rapporten gëtt de Statec mat Donnéeën zitiiert, déi elo schonn net méi aktuell schéngen ze sinn. Mir gesinn hei vir, dat mer hei 171 Enseignantë brauche fir dëse Lycée, an et muss ee sech d'Fro stellen: Wou komme se hier? Wann ech déi Donnéeë kucken, déi mer gesot gi sinn, da gesäit een aus eisen Unien, dat lëtzebuergesch Enseignantë wäerten ufänken ze feelen, dat mer do an d'Labrante kommen, an dat mer also muss kucken, fir eventuell den Enseignement méi wäit opzemaache fir Leit, déi eng Qualifikatioun am Ausland hunn an déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

Dofir wollt ech also och do wëssen, ob d'Madame Ministerin eis soe kann, wéi déi Evolutioun virgesi sinn, wat d'Besoinen un Enseignantë sinn, ob mer hei um lëtzebuergesche Maart genügend Enseignantë kennen an Zukunft fannen. D'autant plus, datt sech och eng Fro stellt iwwert d'Durée wou d'Enseignantë studéieren mussen, well elo hu mer der, déi véier Joer Uni maachen. An Zukunft wäerten et där sinn, déi fënnef Joer Uni maachen, wat also den Délai vergréissere wäert bis se am Enseignement kënnen postulieren a well mer mussen évitéieren, datt mer déi zwou Duréee vum Enseignement, fënnef Joer a véier Joer, wou d'Leit mussen am Ausland studéieren, datt mer déi op een Nenner loossen.

Dat sinn eng etlech Froen, déi debattéiert gi sollen. Ech wollt se hei kuerz nuren uschneiden. Ech menge mir wäerten an der zoustänneger Kommissioun an och soss an der Chamber nach e puermol dozou d'Méiglechkeet kréien, fir ze debattéieren, mä ech wär awer frou, Madame Ministerin, wann Der hei an der Chamber an domat och der Öffentlechkeet e puer Indikatiounen kéint ginn, wéi sech déi Problematik do stellt.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen, a well ech schonn dobäi sinn och den Accord zu deem zweete Projet de loi, dee vun der Madame Andrich-Duval als Rapportrice virgestallt ginn ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Aly Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, deenen zwee Rapporteurs vum menger Säit och Félicitatiounen fir hiren explizite Rapport. Ech mengen, et ass fir mech besonnesch begrëssenswäert, dass dës neien technesche Lycée op Esch kënt, och wann en op Belval kënt. Naja.

» **Une voix.** - Dat ass net wäit fort.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - D'Rapporten hunn am Fong déi technesch a strukturell Elementer hei all virgedroen, déi beim Bau vun esou engem Lycée wichteg sinn, an och de Käschtepunkt vun deem Ganzen hei virbruecht, ausser vun engem Element, an dat ass de Käschtepunkt vum Terrain.

De Präis vum Ar vum Terrain, fir staatlech Infrastrukturen um Site Belval ze bauen, ass zwar gesetzlech festgeluecht, mä de Gesamtkäschtepunkt vum Terrain gëtt an deem Rapport net ernimmt. Dofir wollt ech och vun der Regierung wëssen, wéi de Präis vun deem Terrain ass an deem eis dann haut och matzedeelen, fir dass dee Rapport komplett ass.

Da géif ech och gäre wëssen, op wat fir eng Aart a Weis datt den Terrain entsuergt gëtt a wat mat deem verseuchte Buedem, deen do jo awer ass, geschitt. Gëtt e wéi all déi aner Biedem einfach um Hellege-Geescht-Plateau op e Koup getippt a versigelt? Wann dat de Fall ass a wann dat an Zukunft soll esou weidergoe mam Optippen, da kënnen mer do geschwënn eng Biergetapp vun der Flèche du Sud aplangen.

Des Weidere wollt ech op de Käschtepunkt hiweisen, dee mer deemools matgedeelt gouf iwwert den Terrain, deen zum Beispill op Terres Rouges hätt misse sanéiert gi wéi do sollt e klassesche Lycée gebaut ginn. Do wären anscheinend 4,7 Milliounen Euro noutwendeg gewiesch fir dës Sanéierung, fir de Buedemaustausch. Fir d'Portance vum Terrain wären nach eng kéier 10,3 Milliounen noutwendeg gewiesch a fir d'Ofrappe vun ale Gebailechkeeten nach eng kéier 5,4 Milliounen.

Fir d'éischt hat d'Agora do Buedeanalyse gemaach an den Terrain ass als bebaubar deklaréiert ginn. De Bau vun engem klassesche Lycée gouf dann och do ugekënnegt a guttgeheescht. Duerno kommescherweis ass dann eng Analys vun de staatleche Laboratoire gemaach ginn, an hoppla, du war den Terrain verseucht, d'Sanéierung ze deier an net méi bebaubar, an dat haaptsächlech wéinst dem Käschtepunkt vu bal 21 Milliounen Euro fir d'Sanéierung.

Do stellt sech dann awer och d'Fro, wat de Käschtepunkt vun där Sanéierung da bei dësem Projet ass. Da muss ee sech d'Fro stellen iwwer all deen entsuergte Buedem, deen um Hellege-Geescht-Plateau vum Site Belval opgetippt gëtt. Wien huet doriwier d'Analyse gemaach a wéi fiabel si se, well déi vun der Agora, déi si jo anscheinend net fiabel, soss hätt de Ministère jo keng zousätzlech fir d'Terres Rouges misste maachen.

Oder war dat Ganzt nëmme eng Inszenéierung, fir de Bau vun engem Lycée op Terres Rouges ze verhënnern? Op de Site

Belval kommen op jidde Fall Leit wunnen, et komme Kanner studéieren, an do muss awer d'Gesondheet an d'Sécherheet Virrang hunn. Duerfir, Här President, wär ech frou, wann d'Regierung mer op déi Froen awer elo géif eng Äntwert ginn.

An ech wär och frou gewuer ze ginn, ob de Site Terres Rouges dann elo aus alle Planungen eraus ass, well d'Sanéierung ze deier gëtt, oder wou mer do op deem Site histeieren. Schliesslech hu mer jo awer do nach 11 ha Terrain zur Verfügung an déi kënnent genotzt ginn, ebe fir e klassesche Lycée ze bauen, well de Lycée Hubert-Clément zu Esch net méi duergeet an aus allen Néite platz.

Et kann ee jiddefalls op kee Fall d'accord si mat Projeten, déi da soen, de klassesche Lycée Hubert-Clément, do géif bäigebaut ginn, well en typescht Beispill zu Esch hu mer scho vun engem Lycée, dee bäigebaut ginn ass, dat heescht dat war den technesche Lycée op der Plaz Victor Hugo. Dat Gebai, wat virun 100 Joer gebaut ginn ass, dat steet nach, mä dat, wat hannendru bäigebaut ginn ass, ass no 20 Joer zesummegefall. Also esou een Abenteuer géif ech dann awer roden net méi anzegoen, mä direkt ze kucken en neie klassesche Lycée op Esch ze bauen, fir de Lycée Hubert-Clément dann awer ze entlaaschten.

An och wann dann d'Sanéierung vun deem Terrain Terres Rouges och esou deier gëtt wéi en elo ass, ech sinn awer der Meinung, dass mer dat solle maachen, well hei si jo schonn esou vill Suen an de Sand gesat gi fir iwwerdeiert Projeten. Esou Suen an e Lycée ze investéieren, ass keen ewechgeheint Geld, zumools wann ee weess, datt e blutnoutwendeg ass, an zumools wann een hei aus alle Reien ëmmer erméiert, dass mer mussen an d'Education investéieren, dass d'Education déi eenzeg Chance ass, fir eise Kanner spéider Aarbechtsplazen ze ginn. Ech géif mengen, da soll een hei net ufänken iwwert de Präis ze diskutéieren, mä da soll een éischer...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech muss net, Här President. Ech hu siwe Minutten. Mä well Dir et sidd, halen ech dann awer elo op.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschtenen.

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Leschte Riedner ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen dann als Member vun der Bautekommissioun an domadder wëll ech och direkt nach eng kéier prezisieren, datt effektiv dee Projet de loi dem Plan sectoriel «Lycées» och entsprécht. En huet och grad am Kontext vun deem Plan sectoriel eng gewëssen Urgence; wat mer och als solch unerkennen.

Eng ronn 50% vun de jonke Leit, déi am Süde wunnen, fuere bis an d'Stad respektiv bis weider erop an den Norden. Ech denken och, dass dës Verhalten net nëmme mat dem Mangel u Plaz ze dinn huet. Sécherlech wëllen och eng Rei vu Jugendlechen an d'Stad an d'Schoul goen, anerer maachen eng Formatioun, déi net iwwerall ugebuede gëtt, a mussen duerfir vläicht bis op Dikrech oder op Ettelbréck oder op Miersch fueren. Heiansdo spillt och d'Attraktivitéit vun engem Gebai eng wesentlech Roll bei der Auswiel vun engem Schüler oder vun enger Schülerin a souguer vun hiren Eltere beim Choix wou een dann elo an d'Schoul geet.

Mat enger Rei vu subjektive Kritäre kann dës geplangte Lycée awer sécherlech opräumen, well seng Gestaltung soll herno erlaben, zimlech zentral um Site Belval ze sinn, an engem Park, deen och vill Rencontre-Méiglechkeeten ubitt.

E puer Remarquen zu der Konzeptioun.

De Site ass IVL-gerecht, wat enorm wichteg ass fir 1.500 Schüler a Schülerinnen ze empfänken an d'Zuel vun deenen dozougehéierende Proffen. Ech denken, dat dierf een ni vergiessen. Et komme jo och eng ganz Retsch Proffen all Dag an dat Gebai.

Hei och, gradso wéi beim Lycéesprojet vun där leschter Woch, gëtt versicht, niddreg Energiewärter ze errechen an eng optimal Energieeffizienz am Gebai ze gestalten.

Mir begrëissen och - obwuel mer mussen ënnersträichen, datt eigentlech kee Bauteprojet sech eng aner Approche leeschte kann -, datt mir dat eng flott Approche

fannen. Ech huelen un, och de Bauteminister gesäit dat d'selwecht wéi mir.

Ech hunn awer allerdéngs e puer Froen. Vlächicht kënt Dir drop äntwerten, Madame Ministesch?

Firwat ass bei enger estimierter Capacitéit vu 1.500 Schüler a Schülerinnen e Restaurant scolaire virgesi fir nëmme 400 Schüler a Schülerinnen? Gëtt et do eng Masse critique, déi dës Proportionalitéit géif justifiéieren?

Eng zweet Fro wier, ob all Installatiounen behënnerterecht sinn. Et ass jo e Lift do, dee behënnerterecht ass, mä ganz oft mierkt een, och an nei gebaute Gebaier, datt dann awer d'Toilette oder d'Toilettendier net esou behënnerterecht ass. Dofir meng Fro: Sinn all Installatiounen behënnerterecht?

Ech wëll déi Fro och stellen, well jo eng gewësse Kollaboratioun och mat der EDIFF virgesinn ass. Elo si se net alleguerten natierlech un de Rollstull gebonnen, mä ëmmerhin denken ech ass dat jo och eng Verflüchtung, déi e Bauteministère awer muss virgesinn.

Et ass och schued, datt un deem Site net dru geduecht ginn ass, wéi zum Beispill zu Bouneweg oder wéi zum Beispill zu Miersch, fir eng Offer un Internat virzugesinn. D'Argument ka jo net eleng sinn, dass dës Jugendlech all an der Süd-géigend wunnen an dass dofir keen Internat gebraucht gëtt, well mir gesinn eben d'Offer un Internater als eng pedagogesch Mesure fir verschidde Jugendlecher. Ech hunn dat schonn d'lescht Woch hei erkläert. Dat ass e wichteg Element.

Mir wënschen ons, datt dese Site um Lycée Belval et wäert erméiglechen, an e batter noutwendegen, och enke Kontakt mat der Aarbechtswelt, de Betriber ze kommen. Ech erënneren drun, datt och d'Pépinieres d'entreprises sollen op de Site Belval kommen an datt sech wäerte kënnen Synergie kréieren tëscht der Schoul, tëscht de Betriber, vlächicht och tëscht der Uni, déi um Site sech wäerten implantéieren.

Dann ass virgesinn, datt dee Bau fäerdeg ass am Joer 2011. Dat kléngt immens wäit ewech vun elo 2007. An trotzdeem meng Fro: Ass dat wierklech e realistesch Datum oder ass do eng kleng Sécherheitspufferzon agebaut ginn? Ass et eventuell méiglech, datt dee Lycée souguer éischer wéi 2011 fäerdeg gëtt?

Voilà, dës Remarquë gemaach respektiv dës Froe gestallt, wëll ech och den Accord zum Bauteprojet da vum Lycée Belval vun der grénger Fraktioun ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Unterrechtsminister Mady Delvaux.

» **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann am Numm vun der Regierung an och vu mengem Kolleg, dem Här Wiseler, op d'Froen ze äntwerten. Hie kënt méi spéit. Wann dann nach Froen opbleiwen, ass e jo zur Verfügung, fir eventuell den Deputéierten nach dorobber ze äntwerten - wann ech dann net sollt komplett sinn.

Ech wëll lech fir d'éischt Merci soen, de Rapporteurs, awer och all menge Virriedner, an ech freee mech iwwert dee Konsens - dat gëtt jo eng Unanimitéit - fir déi zwee Bauteprojeten. Ech freee mech natierlech, dass mer e Vote haut kréie fir en neie Lycée ze bauen am Süde vum Land. Et ass elo awer net esou, dass ech net méi aus der Freed géif erauskommen.

(**Hilarité**)

Éischtens sinn ech frou, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, de Bau an d'Fonctionnement zesummen ze stëmmen. Ech ka mech erënneren, dass ech an der Chamber war, wou mer eng Motioun gestëmmt hunn, dass ëmmer misst, wann en neit Gebai gebaut gëtt, d'Fonctionnement derbäi geregelt ginn. Dat hu mer hei esou gemaach an dat wäerte mer och an Zukunft esou weiderféieren.

Ech bestätegen och déi Aussoen, déi gemaach gi si vu verschiddenen Deputéierten, dass dat Gebai och eng Symbolik kritt. An enger Region zu Belval, wou eigentlech Friche de Moment sinn, dass do en neie Lycée entsteet, soll eng Opbrochstëmmung gi fir eng ganz Region. Ech denken, dass dee Lycée där Roll soll gerecht ginn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass de Lycée natierlech nëmme een Element ass an enger ganzer Planifikatioun vun enger Friche. Hei sinn e ganze Koup Remarquë gemaach gi vum Ubannen, vun der Uni, déi do-

hinner gebaut gëtt, vun deene Wunnengen, déi dohinner gebaut ginn. Do soll jo eigentlech eng nei Stad praktesch oder en neie Quartier entstoan an dee Lycée soll een Element dovunner sinn.

Selbstverständlech sinn och nach Sportsinfrastrukture geplangt. Et soll jo nach eng regional Piscine dohinner kommen. All dat ass an der Maach.

Mä ech sinn elo frou, dass mer mam Lycée weiderkommen, well mer - wéi jo jiddereen hei ënnerstrach huet - eng Urgence hu fir Schoulraum ze schafen.

Wichtig war natierlech, dass mir, d'Éducation nationale, wa mer en neie Lycée bauen, mussen e Bauprogramm eraginn. Mir musse soen, wat fir eng Formatiounen ginn ugebueden an där neier Schoul, well soss ka jo net sënnvoll geplangt ginn. Dat ass geschitt. Ech mengen, meng Virriedner hunn et alleguerte gesot. Et kënt e Cycle inférieure dohinner. Selbstverständlech déi dräi Ordres d'enseignement.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dass dat eng Konstant ass. Et ass wichteg, dass mer dee Mélange hikréien zwësche Kanner aus dem Classique, aus dem Technique an aus dem Préparatoire. Well all Erkenntnisser weisen, dass d'Kanner ee vun deem anere léieren. Dass et net ass fir Ghettoen ze maache fir déi eng a fir déi aner, well et ass net profitabel fir déi eng a fir déi aner.

Derniewent kënt jo dann e Cycle moyen dohinner, d'Professions de santé an d'Professions d'éducation, an et kënt e ganze Régime technique dohinner. Da kënt e Régime technicien dohinner fir éischer alles wat Mécanique an Automécanique ass an datselwecht fir de CATP.

Esou wäit hu mir eis misse virschaffen. Ech wëllt awer elo bei all deene Froen, déi hei gestallt gi sinn zum Fonctionnement, ënnersträichen, dass mir elo am Joer 2007 dat Gesetz hei stëmmen. Dass mer am Gesetz stoen hunn, dass Personal, niewent de Professoren, kann hors Numerus clausus recrutiert ginn. Selbstverständlech gëtt dat Personal elo all zesumme recrutiert, mä wichteg ass et awer, dass mer eng kleng Equipe recrutéieren, déi dann e Projet pédagogique fir déi Schoulkanner ausschafft.

Mir sinn elo 2007. De Lycée geet hoffentlech, mä ech sinn awer net sécher, d'Réentrée 2010 un. Dann hätte mer gutt geschafft. Wann et 2011 gëtt, dann ass et ee Joer méi spéit, mä dat heescht, mir hunn dräi bis véier Joer Zäit, fir dee Projet pédagogique mat deene Leit, déi sech dann dofir interesséieren an déi sech mellen, auszeschaffen.

An dat mécht och den Ënnerscheid mat engem Lycée, wou mer schonn eng Infrastruktur hunn an nëmme de Fonctionnement stëmmen, well do si jo schonn d'Schüler do, d'Infrastruktur ass do an et muss schnell un d'Funktioniéiere goen. An dësem Fall hu mer dräi bis véier Joer Zäit, fir elo eng Equipe ze sichen, déi e Projet fir déi Schoul do ausschafft.

Ech wëll awer och op déi Fro vun der Madame Hetto äntwerten, déi gefrot huet, ob Classes mosaïque dohinner kommen. All Schoule solle Classes mosaïque bilden, also och déi Schoul hei, mä wéi gesot, si fänkt un am Joer 2010 respektiv am Joer 2011.

Et ware ganz prezis Froe gestallt ginn zur Installatioun, a wat d'Kantin ugeet, firwat nëmme Plaz fir 400 Leit do ass. Effektiv, de Lycée soll 1.500 Schüler ophuelen, mä mir wëllen net an enger Schoul - dat, mengen ech, wär e bësse Verschwendung - soen, mir bauen eng Kantin, wou all Kand zur gläicher Zäit kann iessen. Mir kréie jo Schüler dohinner vu verschiddenem Alter, an dat soll da mat engem Roulement funktionéieren, sou datt eng Equipe no där anerer iesse geet, awer net alleguerte mateneen.

D'Installatiounen sinn alleguerte behënnerterecht. Si sollen alleguerten esou funktionéieren.

Betreffend d'Froen, déi den Här Jaerling gestallt huet, war ech mer d'Informatiounen erop sichen a probéieren lech se esou gutt ze beäntwerten, wéi ech kann.

De Stat huet op de Frichë Belval 27 ha am Ganzen. Dovunner gi 5,12 ha fir de Lycée

gebraucht an déi aner sti fir déi aner Infrastrukturen zur Verfügung, an do hunn d'Spezialisten ausgerechent, dass dat 30.000 Euro den Ar entsprécht. De Präis, dee beuelt ginn ass, war 82 Milliounen Euro. Déi huet de Stat beuelt fir déi 27 Hektar, a wann een dat ëmrechent, da wäeren dat 30.000 Euro den Ar.

Den Terrain ass net verseucht. Et gëtt gesot no deene Sondagen, déi gemaach gi sinn, dass allerdéngs de Problem besteet, dass den Terrain eventuell kéint rétschen, an duerfir muss preventiv Piliere gebaut ginn an de Buedem, fir dass en net verrétscht.

Dir wësst jo och, dass de Fonds Belval hei baut. Et sinn also net d'Travaux publics, déi bauen, oder Bâtiments publics; et ass de Fonds Belval, dee baut. Dir wësst och, dass e Concours war, fir deen Architekt vun deem Gebai do erauszesichen. Mäi Wonsch ass am Fong elo, dass mer esou séier wéi méiglech kënne mam Bau ufänken.

Ech wollt och eppes zum Plan sectoriel «Lycées» soen - vu dass vill verschidden Intervenanten hei eigentlech iwwert dëse Lycée eraus diskutéiert hunn, well, wéi Der richtig sot, mam Vote vun dësem Gesetz a mam Bau vun deem Lycée eis Besoinen un Infrastrukture jo nach net ganz gedeckt sinn. Mir mussen jo nach weider plangen a mir sinn zügeg amgaangen.

Dir wësst, dass de Plan sectoriel «Lycées» 2003 presentéiert an diskutéiert ginn ass. En ass och am Mémorial publizéiert. Et ass jo eng laangwiereg Prozedur an de Plan sectoriel «Lycées» gesäit vir, an deem Stadium, wéi en hei ass, dass déi Schoulen, déi gebaut ginn, 1.500 Schüler kréien. Dat ass d'Äntwert op d'Fro vum Här Henckes.

Also, ech hale mech elo, wat déi allgemeng Lycéeën, net wat elo spezifesch sektoriell Lycéeën ugeet, mä wat déi allgemeng Schoulen ugeet, strikt un de Plan sectoriel «Lycées». Do steet dran, dass d'Schoulen tëschent 1.200 a 1.500 Schüler hunn.

An där éischter Phas ware virgesinn, wéi et richtig gesot ginn ass: de Lycée Réiden, de Lycée Belval an de Lycée Jonglënster. De Lycée Jonglënster soll nach virun der Vakanz hei déposéiert ginn.

An da komme mer an déi zweet Phas vun dësem Plan sectoriel, an dee gesäit vir, dass nach dräi weider Schoulen derbäikommen, dovunner eng am Norde vum Land. Ech mengen, do huet d'Regierung elo an der Zwëschenzäit d'Décisioun geholl, dass dat Klierf gëtt. Da sinn nach zwee Lycéeën am Süde geplangt, een am Pôle Sud an een éischter am Centre Sud.

D'Etüde fir déi zwee Lycéeën, déi nach vun der éischter Phas bleiwen, sinn amgaangen. Déi sinn och relativ wäit fortgeschritt, an do wäerten d'Décisiounen an nächster Zäit geholl ginn. Dann denken ech, mussen mer eng Evaluatioun maachen a kucken, wéi dann déi nächst Phas vun Plan sectoriel «Lycées» gëtt. Mä ech mengen net, dass et gudd ass, all puer Joer alles op d'Kopp ze geheien, mä dass, wann ee sech eng Prozedur gëtt, ee sech dorunner hale soll. Ech wëll just soen, dass d'Regierung sech hei ganz strikt an deem Kader do beweegt.

Sou, dat gesot, Här President, soen ech Merci am Numm vun der Regierung fir dee breede Konsens, a wéi gesot, ech freeë mech op deen Dag, wou de Bagger leeft, an da geet d'Aarbecht u vum Plange vum Konzept vun deem neie Lycée zu Belval.

Ech soe Merci.

» M. le Président. - Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm vun deenen zwee Projeten a mir kommen elo zum Vote. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5607.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5607 ass eestëmmege uegheoll mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel

Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer zum Vote vun deem nächste Projet. Dat ass de Projet de loi 5657.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel (Interruption et hilarité)

Här Bettel, ech kann lech soen, dass de Projet de loi 5657 eestëmmege uegheoll ass mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hätten elo um Ordre du jour d'Heure d'actualité, déi vun der CSV uegheoll ginn ass iwwert d'Sécherheet op der Route nationale N7. Vu dass awer den Här Minister Wiseler nach net hei ass, géif ech der Chamber proposéieren, dass mer fir d'éischt d'Heure d'actualité huelen, déi vun deene Gréngen uegheoll ginn ass iwwert den Espace scolaire vu Miersch, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, dass keng Opposition dozou ass. Dann huet elo de Verrieder vun der grénger Fraktioun, den honorabelen Här Adam, d'Wuert.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉ GRÉNG au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch

» M. Claude Adam (DÉ GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Plan directeur sectoriel «Lycées» gesäit Miersch net als Schoulstanduert fir en eegestännege Lycée vir. Dat hat déi deemoleg gréng Deputéiert Madame Dagmar Reuter-Angelsberg schonn 2003 bedauert an dat hat si motivéiert, hei an der Chamber een Ausbau vun der Annex vum Dikrecher Lycée zu Miersch ze froen, fir datt dëse Lycée kéint bestoe bleiwen a sech kéint weiderentwéckelen.

Plan directeur sectoriel «Lycées» hin oder hier, haut gesäit d'Schoulsituatioun zu Miersch anescht aus. Haut ass zu Miersch net just eng Annex vum LCD. Et sinn zënter dem Hierscht 2006 och eng 240 Studente vum Lycée technique des Professions éducatives et sociales op 14° zu Miersch. An et ass och kloer, datt en neie Lycée op Miersch kënn. Dat werft eng Rei Froen op, an ech wëll duerfir kuerz op déi aktuell Situatioun vun dëse Schoulen agoen a meng Froen un d'Madame Minister stellen.

Fir d'éischt zum Lycée vun den éducativen a soziale Beruffer. Wann zu Miersch alles schnell geet, da soll fir d'Schouljoer 2010/2011 déi nei Schoul stoen. De Bail vum LTPES zu Léiweng leeft mengen Informatiounen no schonn 2008 of. Ass schonn en Accord do, fir de Bail ze verlängeren?

De Projet soll jo an enger PPP, an enger „public private partnership“ gebaut ginn. D'Planunge lafe gutt. Dovunner konnte mer eis de Moien och nach an der Finanzkommissioun iwwerzeegen. Mä wéi ass de parlamentaresche Wee vun dësem Projet?

Am Moment sinn eng 700 Schüler an dësem Lycée ageschriwwen, an dat op de Klassen 12°, 13° a 14°. Dat sinn esou vill Schüler wéi nach ni. Dat hat och schonn den honora-bele Kolleg Marc Spautz dozou verleet ze froen, ob d'Éducateuren net riskéieren am Chômage ze landen.

Am LTPES zu Miersch sollen 800 bis 900 Schüler kommen. Ass dru geduecht ginn, d'Klassen no ënnen ze erweideren, eventuell duerch eng Dixième an eng Onzième générale an/oder auxiliaire de vie? Oder wëlle mer d'Zuel vun den Éducateursdiplomier, déi mer an dësem Lycée ausstellen, nach déitlech eropsetzen?

Zum neie Lycée. Am Rapport d'activités vum Ministère de l'Éducation nationale steet, den neie Lycée kéim mat 900 Schüler och op déi ehemoleg Cepal-Terrainen zu Miersch, an e soll och 2010/2011 fäerdeg sinn. Am Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vun dësem Lycée steet kloer, datt et sech hei ëm e Lycée fir de Cycle inférieur vum Secondaire technique a préparatoire handelt, a fir de Cycle inférieur an d'Classes polyvalentes vum Secondaire.

Och mat vill guddem Wëllen a mat ganz décke Klasseneffektiver komme mir net op déi 900 Schüler, wa mir beim Cycle inférieur bleiwen. Mir ginn also dovun aus, datt déi Aussoe vum Direkter vum neie Lycée, et géif bis d'Première ausgebaut ginn, net aus der Loft gegruff sinn, an datt d'Madame Minister eventuell méi weess, wéi se op eng Question parlementaire vum Mee 2007 vun der Madame Brasseur geäntwert huet.

Wann een och weess, datt och dëse Lycée soll duerch e PPP gebaut ginn, an datt en en Noper vum LTPES ass, an datt déi zwee Lycéeën solle matenee fäerdeg ginn, da wier et jo schonns bal schlecht geschafft, wann déi zwee Projeten net géife matenee geplangt a gebaut ginn. Dat soll jo och de Fall sinn, hu mer de Moien op alle Fall an der Kommissioun gesot kritt.

Eng éischt Evaluatioun vun dësem Lycée ass jo schonns an der Chamberskommissioun uegekënnegt. Wéi sinn dann elo d'Virstellung vum der Regierung? A wéini däerfe mer mat der Schafung vun enger legaler Basis fir dëse Projet rechnen?

Ganz interessant ass och, datt dës zwee Lycéeën en Internat kréien. Iwwert d'Sportsinfrastrukturen ass awer näischt gewuer ze ginn. Duerfir wiere mer och frou, wann d'Madame Minister eis géif iwwert dës Infrastrukture vun deenen zwee neie Lycéeën informéieren.

Da kommen ech zum Lycée, deen am Moment zu Miersch voll funktionéiert: d'Annex Miersch vum Lycée classique vum Dikrecher. 1994 huet den deemolegen Educatiounsminister Marc Fischbach bei der Direktioun vum Dikrecher Lycée uegklatpt,

mam Wonsch, den LCD sollt e puer Klassen an der Mierscher opmaachen, soss misst dës Schoul zoumaachen. Et ass awer net bei e puer Klasse bliwwen. Den LCD huet direkt déi ganz Organisatioun missen iwwerhuelen, huet ënner net einfache Konditiounen praktesch niewelaanscht zu senge Missiounen zu Dikrecher déi Mierscher Schoul gerett.

Duerch d'Gesetz vun 1996 ass den Ausbau vum Mierscher Lycée decidéiert ginn. Fir d'Réintree 2000 konnten déi nei Raimlechkeeten a Betrib geholl ginn. Haut sinn an der Annex Miersch vum Dikrecher Kolléisch 450 Schüler am Cycle inférieur vum Technique a Classique. Déi Dikrecher hunn hir Aarbecht zu Miersch gutt gemaach an hir Missioun méi wéi erfëllt.

An der Étude sur l'opportunité de la création d'un lycée dans la zone de recrutement prioritaire Clervaux stinn interessant Zuelen iwwert d'Anzugsgebitt vu verschiddene Lycéeën. Fir de Lycée Klierf stinn zum Beispill 1.284 Schüler an der Zone de recrutement insgesamt a 630 fir de Cycle inférieur. An darselwechter Etüd sti fir Miersch 1.526 Schüler an der Zone de recrutement a fir de Cycle inférieur 724.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass ganz kloer keen Argument géint de Bau vun engem Lycée zu Klierf - ee Bau, dee mir jo hei an der Chamber unanime ënnerstëtzt hunn -, mä et ass en Argument fir den Ausbau vun der Annex vum LCD zu Miersch a fir d'Schafe vun engem eegestännege Lycée vu Septième bis Première respektiv Treizième zu Miersch.

Haut sinn am Dikrecher Lycée 2.080 Schüler op dräi Sitë verdeelt. Wa mir dee Mierscher Site selbststännege maachen, da bleiwen nach 1.600 Schüler zu Dikrecher op zwee Siten. Dat misst dach eng grouss genuch Zuel sinn.

Wat déi Mierscher Schoul ugeet, huet den LCD: éischters, d'Kand aus dem Pëtz gezunn; zweetens, d'Kand geléiert goen. Elo misst mir nach d'Kand op zolidd Bee stellen; dat heescht, him och ee Cycle supérieur ginn. An da misst de Lycée kënnen op sengen eegene Bee stoen a goen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir lafen der Entwécklung an eise Secondaireschoulen ëmmer hannendrun. Mir haten dat och elo erëm beim Projet virdu gesot: Mir sinn ëmmer am Retard. Mir hunn net genuch Infrastrukturen. Hei zu Miersch hätte mer emol d'Geleeënheet eng Keier virauszuplengen. Wann aus enger Gemeng, déi net am Plan sectoriel «Lycées» berücksichtigt gouf, éischter duerch Zoufall, well d'Cepal Terrainen huet misse verakafen, eng Schoulstad gëtt, da solle mer et awer vläicht net ganz dem Zoufall iwwerloossen.

Mir brauche Koordinatioun. Mir brauche Wäitsicht, fir am Zentrum vum Land eng nohaltig Schoulpolitik a Schoulinfrastruktur ze schafen. Zu Miersch ass eng Gare, an et gëtt och relativ gutt Busverbindungen mat vilen Nopeschdierfer. Mir kréien deemnächst dräi Lycéeën op Miersch; zwee, déi d'Schüler aus dem ganze Land dierfte recrutéieren. Mir sollten de Lycée de proximité a seng Bedeitung fir de Mierscher Raum doriwwer net vergiessen.

Duerfir deposéiere mir och eng Motioun, wou d'Chamber d'Regierung opfuert, ee kompletten Zyklus am Enseignement secondaire zu Miersch ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en 1996 il était nécessaire de transformer le Lycée technique de Mersch en annexe du Lycée classique de Diekirch (LCD);

- constatant que le Plan directeur sectoriel «Lycées» du Gouvernement mentionne que certains lycées, dont le LCD, «sont trop volumineux» en élèves;

- relevant que sans l'annexe de Mersch, le LCD est toujours au-dessus de la capacité optimale d'un lycée;

- considérant que pour l'annexe de Mersch, l'offre scolaire se limite aux classes de la division inférieure pour l'enseignement secondaire et secondaire technique;

- considérant que la commune de Mersch à une position géographique stratégique et qu'elle offre un accès optimal aux transports en commun;

invite le Gouvernement

- à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Déi Motioun ass baséiert op deenen Ausféierungen, déi ech elo gesot hunn. Ech liese just vir: «...invite le Gouvernement à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire.»

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen op d'Ënnerstëtzung vun deenen anere Fraktiounen fir eis Motioun. Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

Débat

» **Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kanton Miersch zielt méi Awunner - 25.000 - wéi de Réidener Kanton, deen der ongeféier 14.500 huet, oder wéi de Kanton Wolz mat sengen 12.500 Awunner. Trotzdeem gëtt et an dësem zentral geleeeëne Kanton bis haut keen autonome Lycée. D'Autonomie vum fréiere Lycée vu Miersch gouf no enger brutaler Rechute vun de Schülerzuelen opgehewen an aus dem Lycée gouf eng Annex vun Dikrecher Lycée. Dës Mesure war deemools - wann een esou wëllt - och sännvoll. Haut geet den Trend awer a Richtung vu méi klengen Etablissementen.

An deem Kontext hu mer d'lescht Woch decidéiert, d'Dummeldenger Annex vum Lycée technique du Centre zum eegestännegen Uelzecht-Lycée ze erhiewen. De Marcel Oberweis hat d'lescht Joer an enger Question parlementaire d'Madame Educationministesch gefrot, ob si net géif drun denken, deeselwechte Schrëtt mat der Mierscher Annex vum Dikrecher Kolléisch virzehuelen. Leider war d'Madame Minister deemools net en faveur vu senger Propos, mat der Argumentatioun, den Direkter adjoint vum Dikrecher Kolléisch wier jo zoustänneg fir d'Mierscher Annex. Et ass awer net normal, datt zu Miersch op de Strooseschëlde der Dikrecher Lycée verweise gëtt. Dikrech läit 20 km nördlech vu Miersch.

Op Initiativ vum Landwirtschaftsminister Fernand Boden goufen der Cepal am Joer 2004 e puer Terrainen bei der Mierscher Gare ofkaaft, déi de groussen Avantage hunn, IVL-gerecht ze sinn. Duerfir wëllt d'CSV-Fraktioun eiser Regierung, a besonnesch eisem Bauteminister Claude Wiseler, fir hir Décisiounen félicitéieren, den neie Lycée an de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales am Zentrum vun eisem Land, an zwar zu Miersch, ze implantéieren. Een Deel steet schonns. Et ass zwar e Provisorium. Dat ass de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales. Dat ass jo schonn haut de Mëtten e puermol gesot ginn.

D'Implantatioun vun de Schoulen zu Miersch ass en éischte Schrëtt a Richtung Revaloriséierung vun de Mierscher Industriebroochen. Et ass nämlech wichteg, datt net nëmmen d'Industriebrooche vu Belval revaloriséiert ginn, mä och déi an den aneren Deeler vun eisem Land, wéi eben zu Miersch ronderëm d'Fonderie an de Silo-Zenter, oder wéi mat deem geplangte Lycée zu Klierf op dem fréieren Industrieterrain vun der TTI.

Déi Responsabel vum neie Lycée hu schonns an de Medien ugekënnegt, datt si mat hire Preparatiounen ugefaangen hunn, fir d'Schouloffer vun ënneschte Grad op de Mëtten- an Uewergrad auszubauen. Domadder kéinten d'Schüler aus dem Mierscher Kanton d'Chance kréien, an engem Lycée de proximité hir Schoulcarrière integral an hirem Kanton ofzeschléissen.

Domadder géif och vill Zäit am Schülertransport gespuert ginn. Si mussen dann net méi, wéi bis elo, an d'Nordstad oder an d'Stad fuere fir déi lescht Jore vun hirer Schoulcarrière. Dat heescht manner Transport. A manner Transport heescht manner CO₂. Manner CO₂ heescht méi Klimaschutz. A méi Klimaschutz heescht méi nohalteg Entwécklung.

Här President, d'Regierung huet an dëser Legislatur scho vill positiv Moosname fir de Mierscher Kanton decidéiert. D'CSV-Fraktioun wäert d'Regierung op dësem Wee och weider ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Gantenbein. Dann ass et un der Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Anne Brasseur** (DP). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi jëtze

Regierung féiert am Fong dat weider fir d'Revaloriséierung vum Kanton Miersch an der Schoulinfrastruktur, wat déi lescht Regierung schonn ugefaangen huet, wëll ech der Madame Gantenbein soen, well déi lescht Regierung huet nämlech gekuckt, dass mer d'Décisioun geholl hunn, fir beispillsweis beim Centre de Langues eng Succursale op Miersch ze setzen, well mer och do dezentraliséiere wollten.

Genee wéi de Lycée pour Professions de Santé, deen zu Waarken Problemer mat der Infrastruktur hat. Deen ass während enger kuerzer Zäit zu Miersch ënnerkomm, an dat dank dem Zevirkomme vum deemolege Mierscher Schäfferot, mat deem de Ministère de l'Éducation nationale eng exzellente Kollaboratioun hat. Doderch konnt déi Infrastruktur kuerzfristeg do elo etabléiert ginn an de Lycée classique vun Dikrech, dee jo do och eng Annex huet.

Effektiv wëll ech do d'Fro, déi den Här Adam opgeworf huet am Numm vun deene Gréngen, ënnerstëtzen. Hien huet eng Motioun doraus gemaach, ob een net aus där Annex vum Dikrecher Lycée zu Miersch sollt en eegestännegen Lycée maachen. An dat ass effektiv eppes, wat ee sech iwwerleë sollt. Ech hunn déi Motioun nach net kënne liesen an där kuerzer Zäit, mä wat de Résumé ubelaangt, mengen ech, kënnte mer awer wat d'Teneur ubelaangt mat där Motioun d'accord sinn.

Ech sinn och frou, dass mer de Moien an der Kommissioun virgestallt kruten, dass déi zwee Lycéeën, de Lycée pour Professions éducatives et sociales an och den neie Lycée, elo sollen definitiv zu Miersch gebaut ginn, eppes wat jo och schonn envisagéiert war. Dat soll zesumme mat enger Sportsinfrastruktur geschéien. Ech mengen, et ass net hei d'Plaz, am Detail op déi Projeten anzegoen, mä et geet drëm hei, de Site Miersch als Schoulstanduert ze consacrieren, och wann en net am Plan sectoriel «Lycées» virgesi war.

An ech muss lech soen, och wann ech mat d'Responsabilitéit vun deem Plan sectoriel hat, hunn ech mer ëmmer d'Fro gestallt, firwat Miersch net dora virgesi war, well et ass gutt ugebonnen un d'öffentlech Verkéiersmëttel a geographesch läit et jo awer wierklech zentral. De Plan sectoriel huet ëmmer vun engem Vide scolaire geschwat, a mir huet et ëmmer geschéngt, wann ech einfach d'Kaart gekuckt hunn, dass e Vide scolaire bestanen huet téschent dem Zentrum an dem Norden, deen zu Ettelbréck ugefaangen huet mat dem Pôle Nord, wéi dee genannt ginn ass. Miersch läit do dertéischent, mat all där Populatioun, déi Miersch am Moment huet, déi de Mierscher Kanton huet.

Duerfir sinn ech frou, dass elo d'Schoulinfrastruktur zu Miersch ausgebaut gëtt, well dat ass fir de Mierscher Kanton a mengen Aen eng wichteg Saach, fir e Bindeglidd ze sinn, engersäits vun der Agglomeratioun Stad - ech huelen net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg, mä ech huelen d'Agglomeratioun Stad -, an dann op där anerer Säit d'Nordstad, dass mer dertéischent och nach e Pôle kréien, deen zu Miersch ass an domat de Mierscher Kanton englobéiert. Duerfir ënnerstëtze mir als Demokratesch Partei all déi Projeten, déi sollen dozou tendéieren, Miersch als Schoulzentrum auszubauen.

Wann een e Schoulzentrum ausbaut, dann huet een och den Avantage, dass een e kohärenten Transportsystem maache kann, an do hu mer jo elo schonn eng gutt Ubannung. Selbstverständlech mussen d'Detailpläng, wat d'Implantatioun vun deenen zwee neie Lycéeën ubelaangt, gekuckt ginn, notament wat d'Parkingen ubelaangt. Ech mengen, do waren och scho Gespréicher mam Schäfferot vu Miersch. Et gëtt awer Problemer, déi nach net ganz geléist sinn.

Ech hätt zum Schluss nach eng Fro - an do knäppen ech och un dat un, wat den Här Adam gesot huet. Ech hat zwou Questions parlementaires iwwert den neie Lycée gestallt, well den Direkter opgrond vun Interviewen gesot huet, den neie Lycée géif bis d'Première goen. D'Madame Minister huet dat awer net esou gesinn. Ech weess, dass elo a Pourparleren, déi mat der Gemeng Miersch waren, den Direkter vum neie Lycée och gesot huet, et kéimen do Klasse vu Septième bis Première hin. Duerfir wollt ech och wëssen, wat d'Positioun da vun der Regierung elo an deem doten Dossier wier.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Xavier Bettel** (DP). - Très bien, Madame Brasseur.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Diederich d'Wuert fir den Här Scheuer.

» **M. Fernand Diederich** (LSAP). - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen déi Diskussioun de Mëtteg muss mer hei féieren am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», awer och am Kader vum IVL an am Kader vun den Iwwerleeungen, déi am Aménagement du Territoire gefouert ginn iwwert déi nei Opdeelung vum Land a sechs Regiounen, wou mir elo hei zu Miersch an der Région Centre-Nord wieren.

Dozou zielt awer och Dikrech mat deemnächst sechs Lycéeën. Mir stëmmen nach deemnächst dee vun der Nordstad. Mir hätten also zu Dikrech sechs Lycéeën an dann zu Miersch, wéi elo grad scho gesot, zwee Lycéeën mat enger nationaler Bedeitung an nach eng Annex vun Dikrech.

Zu Miersch, et ass elo gesot ginn - ech mengen och vum Här Adam -, fonctionnéiert elo säit kuerzem de Lycée pour Professions éducatives et sociales mat am Moment ronn 270 Schüler op de Klasse vun der 14^e. Déi aner Schüler sinn nach, wéi gesot, zu Léiweng. Dat neit Gebai ass jo geplangt fir 2010.

De Moie war d'Reunioun iwwert de PPP, wou mer schonn iwwert déi Konstruktivitéit och diskutéiert hunn, iwwert de Financement an esou weider. Ech muss soen, datt mer nach frou sinn, wa mer an deem Zesammenhang de Campus scolaire op Miersch kënne kréie mat deem neie Lycée zesummen. Et ass elo grad gesot ginn, et wier keen Internat derbäi. Ech mengen awer soen ze kënnen, datt dat de Fall ass, wou souwuel sportlech Infrastrukturen derbäikommen an och en Internat an e Restaurant. Mir sinn och frou de Moment soen ze kënnen, datt elo provisoresch d'Schüler awer kënnen och a sportlech Infrastrukture goe vun der Gemeng Miersch wéi och vum aktuelle Lycée annexe vun Dikrech.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ass wichteg hei nach eng Kéier ze soen, datt also d'Offre scolaire op alle Fall do och ganz gutt de Moment ass, well mer déi zwou national Schoulen ubidde kënnen. Esou wéi zu Ettelbréck de Lycée technique agricole an zu Dikrech de Lycée technique hôtelier, esou kënne mer hei och dann am Zentrum vum Land, gutt ugebonnen un den öffentlichechen Transport, an och IVL-gerecht, déi zwee aner Lycéeën ubidden.

De Lycée classique vun Dikrech Annex Miersch zielt de Moment Klasse vu Septième, Sixième, Cinquième respektiv Septième, Huitième, Neuvième, mat enger Classe d'adaptation. E begräift - ech mengen et ass scho gesot ginn, ech maachen et da kuerz - 450 Schüler a 25 Klassen. Och do fonctionnéiert de Moment schonn en Internat, wou ronn 60 Schülerinnen dra sinn, och en Deel vun de Schülerinne vun der sougenannter Basketsschoul.

Wa gesot ginn ass, mir missten och de Cycle complet kréien am Lycée annexe zu Dikrech, dann ass dat sécher eng wichteg Saach. Och wa mer soen, mir kréien engersäits am Norden de Lycée Nordstad bäi, am Osten a Westen nei Lycéeën zu Réiden respektiv Jonglënster, da weess een awer och, wéi séier datt d'Schülerzuel déi lescht Zäit wiisst. An ech mengen, et ass scho wichteg, well mer wësse wéi laang et dauert bis en neie Lycée operationell ass, dass mer och higinn an eng Etüd maachen - méi genau -, ob net awer an e puer Joer och de Lycée zu Miersch muss ausgebaut gi bis op d'Première erop.

Ech wëll zum Schluss nach, Här President, Madame Minister, soen, datt d'Regioun Centre-Nord deemnächst eng komplett Offre scolaire vun alle Schoultype kann ubidden, a mir waarde mat vill Freed op d'Realisatioun vun deem leschten neie Schoulgebaai um Campus zu Miersch.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng etlech Problemer mat de Planifikatiounen vun de Lycéeën. Dat huet historesch seng Explikatioun, well mer ganz oft falsch Zuelen haten oder Zuelen ze spéit komm sinn, esou datt de Bau vu Lycéeën heiansdo bis siwe Joer a méi laang gedauert huet, bis e realiséiert war.

Et ass dowéinst heiansdo erstaunlech, wann ee gemierkt huet, datt déi Planifikatiounsinstrumenter, déi mer haten, net adaptéiert goufen an net de Realitéiten ugepasst goufen. Dofir fanne mir déi Initiativ vun de grénge Kollegen hei ganz richtig, fir elo au vu enger bestender Infrastruktur, vu bestehende Problemer an Evolutiounen ze kucken, datt och mat Zäite vläicht déi

eng oder aner Planifikatiounsinstrumenter compléiert ginn.

Mir gesinn, datt Miersch lues a lues sech ëmmer méi zu engem Zentrum fir dee ganze Kanton a seng Émgéigend déelopéiert an datt déi Konnexioun zu deem, wat een Nordstad nennen kann a wat nach e Flou artistique ass, ëmmer méi schwierig gëtt an datt sech do Differenzéierungen erginn. Et gesäit een, datt au vu vun deenen Informatiounen, déi mer beim viregte Projet haten, an an deenen Debatten, déi mer hunn och iwwert de Plan sectoriel, datt also d'Regierung gewëllt ass, bei 1.200 bis 1.500 Schüler e Choix ze maachen, fir eng nei Infrastructure scolaire ze grénnen.

Wann ech dat esou ka festhalen, da gesäit een, datt effektiv zu Miersch elo lues a lues déi Décisioun muss falen, fir do e Lycée ze bauen. Et wär gutt fir dës Regioun. Et hätt och den Avantage, datt mer ee vun deene Problemer, deen ëmmer bei Lycéeën besteet, ewechkréien oder reduzéiert kréien, dat ass dee vum Transport. Et ass net ëmmer gutt, wa Schüler vu Miersch op Dikrech oder vu Miersch an d'Stad transportéiert ginn. Et ass scho méi richtig, wa se an hirer Géigend kënne bleiwen. Dat schéngt déi richtig Léisung ze sinn, an dofir wëll ech och den Accord vun der ADR zu der Motioun vun de grénge Kollege bréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen. Madame Unterrechtsministerin, wann ech gelift.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Merci, Här President, och fir déi interessant Ronn, déi hei an dëser Heure d'actualité gemaach ginn ass. Ech krut eng Rei Froe gestallt. Ech wäert och probéieren dorobber ze äntwerten.

D'Regierung huet decidéiert, vu dass mer e Site zu Miersch hunn, de Cepal-Site, dass mer dee kéinte benotzen, fir Schoulinfrastruktur dropzesetzen. A well mer zwee urgent Besoinen haten, déi net Lycée de proximité sinn, mä dat eent ass de Lycée fir Professions éducatives an dat anert war den neie Lycée, wou mer keen Terrain haten, fir se dropzesetzen, hu mer gesot: Ma zu Miersch hu mer en Terrain. Da kucke mer, ob mer déi zwee Gebaier kënnen dohinner setzen.

Ech wëll drun erënneren, dass de Lycée technique fir Professions éducatives, dee jo net méi konnt zu Fenteng zur Halschent bleiwen, also urgent huet missen eng nei Infrastruktur kréien, an dass mer do frou waren, dass mer konnten op den Terrain vu Miersch zrückgräifen. Do ass studéiert ginn. Dat ass och an déi néideg Kommissiounen gaangen. Et gëtt jo eng Kommissioun, déi studéiert, wou d'Infrastrukture sollen hinkommen. Do ass fonnt ginn, Miersch wär ideal, well et jo am Häerz vum Land läit a well et exzellente ugebonnen ass un de Verkéier.

Dorobberhi gëtt dann also de Site Cepal zu Miersch geholl fir zwee Schoulgebaier dohinner ze setzen - wou ech nach eng Kéier wëll drun erënneren, dass weder deen een nach deen aneren e Lycée ass, e classesche Lycée an deem Sënn. Ech hunn och net héieren hei, dass dat eigentlech contestéiert ginn ass. Dat gëtt jo allgemeng begréisst.

Dozou sinn zwou Froe gestallt ginn. Dat eent ass den Ausbau. Wéi grouss soll de Lycée fir Professions éducatives et sociales ginn? Ech mengen, mir haten déi Fro scho beäntwert. Ech hu se an enger Question parlementaire beäntwert. De Moment gesi mer vir, dass dat ongeféier fir 700 bis 800 Schüler soll sinn an dass et net geduecht ass fir do méi grouss ze gesinn. Ech mengen, dass ee muss an deenen nächste Jore ganz opmierksam suivéieren, wéi d'Entwécklung ass un de Besoinen, um Aarbechtsmaart an och un der Ausbildung, um Profil vun den Éducateuren, fir dann ze decidéieren, wéi vill Leit mer sollte recrutéieren fir déi Formatiounen.

D'Fro ass och gestallt ginn iwwert de Cycle supérieur vum neie Lycée. Also ech wëll lech net verheemlechen, dass souwuel den Direkter wéi sämtlech Elteren, déi Kanner am neie Lycée hunn, Demandeur sinn, fir dass den neie Lycée soll e Cycle supérieur

kréien. Si froen dat alleguerten, a mech wonnert dat net.

Ech wëll awer och soen, dass mer zur gläicher Zäit e Gesetz gestëmmt hunn, wou mer gesot hunn, et ass nëmmen e Cycle inférieure. Ech wëll net do virpreschen, mä ech mengen, d'Chamber huet gefrot, d'Regierung freet eng Evaluatioun vum neie Lycée. Muer hu mer eng Kommissioun, vun der Uni Lëtzebuerg, wou déi éischt Presentatioun gemaach gëtt. Déi geet jo weider. Ech denken, dass een dat soll a Rou déci-déieren.

Ech verschléisse mech net engem Ausbau fir en ieweschte Cycle vum neie Lycée. Mä ech hätt awer gär, dass mer dat en toute objectivité géifen analyséieren a kucken. Dofir kann ech haut keng aner Äntwert gi wéi déi, déi ech an der Question parlementaire gesot hunn. Effektiv ass et en Drock an d'Demande ass do fir dee Cycle auszebauen.

Da komme mer op d'Annex vu Miersch, wat jo eng Annex ass vum Lycée classique vum Dikrech, wou ech och ganz gutt verstinn, dass gesot gëtt: Majo sollte mer dann net dorauer e selbststännege Lycée maachen?

Ech selwer plädéiere jo eigentlech ëmmer an déi Direktioun. Mir hunn elo decidéiert, Dummeldeng zu engem selbststännege Lycée ze maachen. D'Regierung huet och decidéiert - dat ass zwar nach kee Projet de loi -, dass, wann de Lycée géif op Klierf kommen, dat och kee ganze Lycée bis uewenhinner géif ginn, mä dass et e Cycle inférieure géif ginn, awer ee selbststännege Lycée an net eng Annex vum engem anere Lycée.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass dat ëmmer erëm bedeit, dass, wa mer dann de Cycle inférieure hunn, natierlech d'Elteren an d'Schüler soen, mir hätten awer och gär e Cycle supérieur, well elo hu mer eis gewinnt an deem Gebai hei an dat ass e Projet a mir sinn hei integréiert a mir wëllen déi Schoul net verloossen. Dat muss een all Kéiers, wann een esou eng Décisioun hëlt, wëssen, dass dann ëmmer d'Demande kënnt fir de Cycle supérieur dropzesetzen. Dofir denken ech, dass ee sech dat soll iwwerleeën.

Dat huet och mat der Motioun vun deene Gréngen ze dinn. Déi seet jo, dass se gär «l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire» hätten. Dat stellt och d'Fro: Wéi vill Sektione solle mer ubidden am Cycle supérieur? Well deemno wéi vill Sektione ee wëllt ubidden, muss een natierlech ëne breet recrutéieren, fir uewen déi Cyclen alleguerten ze offréieren. Ech mengen, dat sinn all déi Argumenter, déi ee muss weien.

Wat elo d'Planung an d'Motioun ugeet, déi déi Gréng hei déposéiert hunn, wëll ech soen, dass mir natierlech dauernd amgang sinn ze plangen. Ech mengen, ech hat virdu gezeit, beim Plan sectoriel «Lycées» si mer amgang elo déi zweet Phas vun deem éischte Plan sectoriel fäerdeg ze stellen, an dass et da selbstverständlech weidergeet. Dofir hunn ech, wëll ech soen, kee Problem, fir déi Motioun vun deene Gréngen hei unzehuelen; dass mer sollen étudiéieren, ob mer aus där Annex do sollen e selbststännege Lycée maachen.

Ech wär just dankbar, wann dat méiglech wär, dass mer géife soen, mir géifen den Zeenario studéiere fir eng «reconversion en un projet de lycée indépendant offrant le cycle supérieur de l'enseignement secondaire», an net «l'ensemble», well dat schéngt mer wierklech eng e bëssen héich gegriffe Revendicatioun ze sinn. Mä dass mir dat solle studéieren, schéngt mer selbstverständlech, an d'Regierung wäert dat och an deenen nächste Méint a Jore maachen.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Madame Minister. Mir hunn dann d'Motioun vun der grénger Fraktioun doleien. Ech géif proposéieren, datt mer ewell doriwier ofstëmme.

(Interruption)

Här Wolter!

Motion 1

» M. Michel Wolter (CSV). - Ech froen d'Wuert, well et mer awer elo e bëssen ze schnell geet, dat Ganz. Ech hunn näischt dergéint, dass een alles studéiert.

Mir hunn och nach e Lycée zu Mamer, deen ugefaangen huet viru kuerzem, deen och e Cycle inférieure huet. Studéiere mer dann och elo zu Mamer d'Reconversion an e gesamte Lycée, oder alleguerten d'Lycéeën, déi just e Cycle inférieure ubidden?

Also mäi Wëssensstand war ëmmer deen, dass et Haaptlycéeë gëtt a Lycéeën, déi Annex wäeren an déi en Deel géifen ubidden. Wa mer elo ufänken, bei deem engen eng gesamt Etüd ze maachen, ass d'Fro, déi mir eis stellen, déi: Fänke mer dann u bei all Lycée, deen nëmmen en Deel ubitt, eng Etüd elo driwwer ze maachen, dass mer do e volle Lycée ubidden? Well dat jo och awer zum Deel eng ganz aner, och a Point-de-vue vun de Bauten an esou weider, Konstellatioun dee Moment géif ginn.

Ech wär fro, ier mer géifen zum Vote kommen, wann d'Ministesch eis kéint dorobber eng Äntwert ginn.

» M. le Président. - Vlächicht nach Wuertmeldungen zur Motioun? Da kritt d'Madame Minister d'Wuert. Keng méi. Madame Minister, wann ech gelift.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Also, ech hunn déi Motioun esou verstanen, dass mer sollte studéieren, ob mer aus der Annex Lycée classique Dikrech, déi zu Miersch ass, ee selbststännege Gebai maachen a se net méi als Annex fonctionnéiere loossen. Dofir hat ech gesot, ech hätt Problemer mat deem zweete Saz, «...offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire».

Ech ka mer nämlech net virstellen, dass mir dat dote studéiere ginn. Wéi éinescht wëll ech soen, dass ech mer ka virstellen, dass ee seet, an enger Filière kann een och iwwer eng Perspektiv iwwert de Cycle inférieure eraus nodenken, well a menger Erfahrung dat, wat ech elo all Dag gesinn, ass, wann een nëmmen de Cycle inférieure dohinner mécht, dass dann natierlech eng grouss Demande ass, fir ze soen: Solle mer net iwwert de Cycle inférieure eraus och nach en Angebot an der Schoul maachen? - Wat awer net soll heeschen, dass een dat ganz Angebot bis uewenhinner soll maachen.

Mamer huet zum Beispill e Cycle inférieure am Classique, am Technique, am Préparatoire, a si hunn de Cycle supérieur, wat den Technique général ugeet, a si hunn och e Cycle moyen an e Cycle supérieur; si offréieren och eng Formation professionnelle.

Dat ass eigentlech dat, wat mer sollte studéieren, wat awer dann net heescht, zu wat fir enger Konkusioun mer géife kommen. Also, dat heescht jo - ech hunn d'Motioun elo richteg gelies -, dass net drasteet, dass d'Regierung dat soll maachen. D'Regierung soll dat elo studéieren, an net den Ensemble, mä kucken: Wat mécht Sënn an där doter Regioun?

» M. le Président. - Gutt, ech mengen, da kënnt mer zum Vote vun där modifiéierter Motioun kommen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'en 1996 il était nécessaire de transformer le Lycée technique de Mersch en annexe du Lycée classique de Diekirch (LCD);*

- *constatant que le Plan directeur sectoriel «Lycées» du Gouvernement mentionne que certains lycées, dont le LCD, «sont trop volumineux» en élèves;*

- *relevant que sans l'annexe de Mersch, le LCD est toujours au-dessus de la capacité optimale d'un lycée;*

- *considérant que pour l'annexe de Mersch l'offre scolaire se limite aux classes de la division inférieure pour l'enseignement secondaire et secondaire technique;*

- *considérant que la commune de Mersch à une position géographique stratégique et qu'elle offre un accès optimal aux transports en commun;*

invite le Gouvernement

- *à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant des cycles de l'enseignement secondaire.*

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Vote

Kënne mer e Vote par main levée maachen?

(Assentiment)

Wien ass dofir? Dat schéngt d'Unanimité ze sinn.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech? Keen.

Déi modifiéiert Motioun ass ugeho.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. D'CSV-Fraktioun huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Sécherheet op der Route nationale 7 a Richtung Wäpmerhaart ugefrot. Et hu sech schon age-schriwwen: den Här Calmes, den Här Schneider an den Här Gibéryen.

» Une voix. - An den Här Koepp.

» M. le Président. - An den Här Koepp.

(Interruptions)

Den Här Gibéryen verzicht zu Gonschte vum Här Koepp. Dann huet den Här Ali Kaes als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun d'Wuert. Här Kaes, wann ech gelift.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt

» M. Ali Kaes (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi tragesch Accidenter an der Léppschter-Dällt vum 13. Mee a rezentenweis vum 5. Juni mat jeeweils engem Doudechen hu mech a sech dozou beweegt, dës Aktualitéitsstonn unzefroen.

Kolleginnen a Kollegeen, ech froen lech: Muss da wierklech d'hallef Éislek op der N7 de Kapp hänke loossen, bis mer endlech reagéieren?!

» Plusieurs voix. - Oooohhh!

(Interruptions)

» M. Ali Kaes (CSV). - De Sécherheitsproblem op der N7 tëschent dem Rondpoint Fridhaff an der Wäpmerhaart...

(Interruption)

...ass keen neien.

(Interruption)

Ech sinn duerfir der Meenung...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président. - Loosst den Här Kaes seng Ausféierungen développéieren, wann ech gelift! Den Här Kaes huet d'Wuert.

» M. Ali Kaes (CSV). - ...dass et elo endlech Zäit gëtt, dass Neel mat Käpp gemaach ginn, well dat mutwëllegt Stierwen op dëser Streck einfach net méi ze ver-äntwerten an ze erdroen ass. Zu dëser gesamter Problematik haten de 24. Oktober 2006 niewent mir den Deputéierte Marco Schank an den Deputéierte Marcel Oberweis eng Question parlementaire gestallt.

Här President, ech mengen net ze iwwer-dreiwen, wann ech soen, dass dës Strooss eng vun deene geféierlechsten, wann net déi geféierlechst am Lëtzebuergger Stroossennetz ass - jo, et ass eng Horrorstrooss.

Eleng op der Streck tëschent Dikrech an Housen si vun 2002 bis haut 48 Accidenter geschitt. Bilanz: 21 Liichtverletzter, néng Schwiéierverletzter a sechs Doudecher.

Sechs Doudecher, Dir Dammen an Dir Hären, op enger Distanz vun nëmme 17 Kilometer, an dat an nëmme fënnf Joer!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président. - Den Här Kaes huet d'Wuert, wann ech gelift!

» M. Ali Kaes (CSV). - Zielt een d'Accidenter vun Housen a Richtung Wäpmerhaart mat derbäi, da fällt dës negativ Bilanz nach vill méi schro aus.

» Une voix. - Très bien.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Et ass eng falsch Politik gemaach ginn.

» M. Ali Kaes (CSV). - Mir kënnen net weider nokucken, wéi d'Leit onnëtz hiert Liewe verléieren oder et onschëlleg geholl kréien an domat Ongléck an déif Trauer iwwer vill Famillje bréngen.

(Interruptions diverses)

Mir müssen elo handelen, fir dass dës wichteg Verkéierssachs endlech esou aménagéiert gëtt, fir dass d'Autoschauffere virun deene geschützt ginn, déi grave Feeler am Verkéier maachen.

Et wier awer elo falsch ze behaupten, et wier guer näischt geschitt, fir d'Verkéis-sécherheet ze verbessern. Ech begriessen, dass de Bauteministère amgang ass, e Sécherheitsaudit iwwert d'N7 ze realiséieren. Plazeweis verbessert Signalisatiounen, en neie Marquage oder och nach déi geplangte fix Radare op besonnesch geféierleche Plaze si ganz luewenswäert Initiativen, mä am Endeffekt

nëmmen déi berühmten Dréps op e waarme Steen.

All dës Mesuré léisen net den eigentleche Problem. Wann een nämlech d'Accidenter am Detail analyséiert, da fällt op, dass éisch-tens d'Accidenter meeschtens op oniw-ersichtlechen Opfahrungen a Kräizunge geschéien, an zweetens verschidde Streckenofschnëtter ëmmer erëm Uert si vu schroen, jo vun déidlechen Accidenter.

Wat den éischte Punkt betrëfft, esou kann ech aus eegener Erfahrung schwätzen. Wann een an de Spëzestonne vum Verkéier an zumools bei Niwwel aus enger Niewe-strooss op d'N7 wëllt ofbéien, dann ass dat bal eng Saach vun der Onméiglechkeet. Et ass ze vergläichen, wéi wann ee géif probéieren, zu Fouss eng Autobunn ze iwwer-queren. E Réaménagement vu villen Op-fahrungen a Kräizungen op der N7 duerch En-nerféierungen oder Brécke géif d'Sécher-heet wesentlech verbessern an de Risque vun Accidenter minimiséieren.

Net all Kräizung muss ëmgebaut ginn, mä verschidder sinn einfach net méi um leschte Stand vun der Verkéierssécherheet. Esou zum Beispill d'Kräizung um Schinkert. Den Deputéierte Koepp hat an enger parla-mentarescher Ufro vum 8. Januar 2004 d'Regierung gefrot, fir op dëser geféier-lecher Kräizung e Rondpoint ze aména-géieren.

» Une voix. - Très bien.

» M. Ali Kaes (CSV). - Deemools gouf geäntwert, e Virentwurf fir d'Neigestaltung géif an deenen nächste Méint presentéiert ginn an et soll ee Kräizungsfräie Ver-kéiersknuet mat enger Bréck entstoen.

De 4. Oktober 2006 huet den Deputéierte Romain Schneider déiselwech Fro gestallt wéi den Här Koepp. D'Äntwert war och déiselwech. Etüde géife lafen. Et misst nach analyséiert ginn an esou weider an esou virun.

Haut schreiw mer den 19. Juni 2007. Ech fannen, et sinn elo genuch Etüde gemaach ginn. Et ass elo genuch analyséiert ginn. Et geet elo wierklech duer domadder. Ausser verongléckte Leit ass bis haut nach näischt Konkretes geschitt.

Duerfir meng Fro: Ass déi Etüd endlech ofgeschloss...

(Interruption)

...a wat sinn d'Resultater? A virun allem: Wat ass konkret virgesinn, fir déi aner onsécher Kräizungen an Opfahre laanscht d'N7 kuerzfristeg méi sécher ze gestalten?

Ech hoffen, de Minister ka mir an deene Leit, déi Dag fir Dag d'N7 benotzen, eng zefridde stellend Äntwert ginn.

Här President, ech wollt elo op de Punkt vun de geféierleche Streckenofschnëtter op der N7 zrëckkommen. Och wann de Sécher-heetsaudit vum Ministère eis op dësem Punkt genee Opschluss wäert ginn, esou handelt et sech virun allem ëm d'Klosdällt, d'Léppschter-Dällt, d'Ëmgehungsstrooss vun Housen an ëm de Lausdorn uewer-halb vun Hengescht. Dës Plaze si laang bekannt fir Accidenter, an et muss elo end-lech gehandelt ginn!

Hei op dëse prezise Plaze muss et primär dorëm goen, d'Chauffere virun de Feeler vun deenen aneren ze schützen. Duerfir plädéieren ech op dëse Plaze fir den Aus-bau vun der N7 op véier Spuren, natierlech mat enger Kalifornescher Mauer. Den Aus-bau op véier Spure misst eigentlech fir dee ganzen Tracé vun der N7 gëllen. Ech si mer awer bewosst, dass een dat net alles a ganz kuerzer Zäit ka realiséieren.

(Interruptions diverses)

Duerfir loosst eis onofhängeg vun de Konkusiounen vum Sécherheitsaudit mat engem Pilotprojekt ufänken an en éischt Stéck véierspureg ausbauen, mat an der Mëtt enger Kalifornescher Mauer.

Ech plädéiere fir déi dräi Kilometer tëschent der Maarkebaach, der Léppschter-Dällt, der Fléiber an der Klosdällt, deen Ofschnëtt, wou déi meesch Accidenter geschéien a wou Plaz genuch ass, fir lénks a riets d'Strooss ouni Problemer op véier Spuren ze verbreederen.

Ech wollt an dësem Kontext och vun der Geleeënheet profitéieren, fir och nach eng Kéier op déi onméiglech Sécherheitssi-tuatioun um Contournement Ettelbréck a Schieren hinweisen. Dëst hat ech schon eng Kéier 2005 am Juli an enger Ried am Detail beschriwwen. Am Kader vun der zukünftiger Entwécklung vun der Nordstad muss et och do zum Ausbau vu véier Piste kommen, soss ass d'Verkéis-sécherheet guer net méi assuréiert an de Chaos per-fekt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewe vun den Autoschaufferen op der N7

kann an dierf eis net méi egal sinn. Loosst eis séier déi konkret Moosname realiséieren, déi ech proposéiert hunn, fir dass d'Stierwen op dëser Streck ophält an d'Billen, wéi mer se nach viru ronn zwou Woche gesinn hunn, endlech der Ver-gaangenheet ugehéieren.

Ech wäert zesumme mat menge Kolleegen aus der CSV-Fraktioun souwéi hoffentlech och mat all deenen aneren Deputéierten derfir suergen, dass dës Problematik net an iergendengem Tirang verschwénnt.

Ech hoffen, de Minister ka mer konkret Zousoe ginn, a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kaes. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes. Här Calmes, wann ech gelift.

Débat

» **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni d'Problematik vun der Situatioun wëllen a Fro ze stellen, bewonneren ech awer d'Determinatioun, mat där den Här Kaes hei un déi Fro erugeet. An ech mengen, d'Sondagen aus dem „Tageblatt“ stiechen him awer e bëssen an de Been,...

(Hilarité)

...fir un dës Problematik hei erunzegen.

Nationale 7 heescht déi Strooss hei. De Bauteminister kann eis soen, wivill där Nationalé mer hunn. Ech weess, datt emol eng - Nummer 23 - bei eis an der Géigend leeft; mä dat geet bestëmmt net duer. D'Problematik, mengen ech, fënnt een op ganz ville vun deenen Nationalen hei erm. Datselwecht, wat mer op der sougenannter Nordstrooss oder der Strooss hanner Ettelbréck hunn, fanne mer zu lechternach erm, an et kéint een x aner Stroossen hei opzielen.

Domat wëll ech elo de Problem hei net erfospillen, mä wéi gesot en huet eng Ähnlechkeet mat anere Stroossen. An déiselwecht Geforepunkten op där Strooss hei fënnt een och op anere Stroossen erm. Wann ee sech Surge mécht em d'Bierger aus dem Norden, wéi déi sech solle bewegen, da misst een an dat Stéck hei och dat Stéck hanner där fäerdeg gestallter Strooss fir an d'Stad, nämlech dat vu Miersch op Koplescht eriwuer, diskutéieren, well do bleiwen der menges Wëssens op d'mannst esou vill leien, wéi op där Streck douewen.

Domat wëll ech awer elo hei nach ëmmer d'Problematik net a Fro stellen. Jiddfereen, deen op enger Strooss stierft, ass selbstverständlech een ze vill. Géif déi Fro net esou laang zrëckleien, da géife mer vläicht haut d'Problematik vun enger anerer Strooss diskutéieren, vu vill méi enger grousser Strooss, wou een da géif mengen, do wier d'Sécherheet da ginn.

De Spriecher - ech woussst dat emol guer net - huet hei Etüden ugesprach. Do froen ech mech dann, wat schlussendlech elo derbäi erauskomm ass, oder firwat datt dat esou laang muss daueren. D'CSV huet dee Ministère elo siwe Joer. Mir kenne keng Resultater vun där Etüd. Mir sinn dann drop gespaant, wat dat hei bréngt. Oder sinn déi Resultater do scho méi laang bekannt? An da freet ee sech a sech, firwat datt een net scho méi laang ugefaangen huet, d'Problemer hei ze léisen.

Mir wëssen, op wat datt den Här Kaes aus ass. Hie gräift hei eng Fro op, déi eis alleguer bekannt ass; dat ass déi vun Klierfer Kanton douewen, wou zanter zéng Joer gefrot gëtt, fir déi Spur elo véierspureg auszubauen. Dat ass d'Fortsetzung a sech vun der Nordautobunn, déi, déi mer elo amgaange sinn ze bauen. Ech mengen, et ass och gutt, datt mer doriwwer diskutéieren, datt déi eng Kéier virugefouert gëtt. Mä mir hunn déi eng nach guer net fäerdeg an da fänke mer schonn erm eng aner Diskussioun un.

Ob se elo als Autobunn ausgebaut gëtt, mengen ech, dat geschitt nach soubal net, well vum Käschtpunkt hier ass dat awer wesentlech, ob ee se soll véierspureg baue mat enger Kalifornescher Mauer. Oh, mon Dieu! Och dat ass net sécher, well och do kann ee Camion duerch d'Mauer rennen an op déi aner Säit geroden.

Mä mer nach och nach driwwer diskutéieren wëllen, da froen ech, firwat a sech, wéi mer elo déi Nordautobunn gebaut hunn, et op eemol ugefaangen huet zu Colmar, bis dohinner wou se véierspureg leeft, plaze-weis op dräi Spuren zrëckzegoen; wat jo de Geforepunkt och op der Nordstrooss douewen ass. Op eemol gi mer op zwou Spuren zrëck, an da fuere mer virun op zwou Spuren. Dat heescht, do hu mer eis a sech scho verbaut a waren net schrecklech

wäitsichteg, well soss hätte mer déi Brécken, déi op Schieren. Ettelbréck gefuer wieren, och misse véierspureg ausbauen. Do baue mer se dann zrëck. Dann hu mer eis do och verbaut.

Eng aner Fro, mengen ech, déi sech awer hei stellt, ass, ob et am Sënn vun de Leit aus dem Éislek an aus dem Norden an all deenen, déi do erm bauen, ass, déi Strooss iwwerhaupt auszubauen op véier Spuren, se méi dichteg ze maachen, wéi een dat seet, well mer jo bekannterweis awer wëssen, datt all Strooss, déi ausgebaut gëtt, méi séier gemaach gëtt, méi kamoud gemaach gëtt, och Verkéier unzitt. An ech weess net, ob d'Etüd och an déi Richtung gaangen ass. Mä den Här Minister kann eis och vläicht eppes an déi Richtung soen.

Et misst een och vläicht dann, wann ee schonn hei derbäi ass - et si schonn x Froe gestallt ginn, ob et den Här Koepp ass oder ech selwer -, froen, wéi et da mat der Verlängerung ass vun der Nordstrooss bis op St. Vith eriwuer, wou d'Belsch a sech hirer Aufgab net nokommen. Mir hu Froe gestallt wéi et mam Contournement op der Wämpferhaart ass. Jee, alles dat gehéiert zu dëser Strooss hei a wäert jo een Deel vun där Etüd sinn, wou de Minister eis da wäert opklären.

Wéi gesot, mat allem Respekt, Här Kaes, fir d'Problematik, mir waarden dann op d'Äntwert vun Minister. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Dann hiere mer den Här Romain Schneider.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heure d'actualité, déi de Mëtteg hei gefouert gëtt iwwert d'Sécherheet op der RN7 an Direktioun Wämpferhaart, ass eng Diskussioun a wäert Äntwerte mat sech bréngen, déi mer scho méi dacks an dëser parlamentarescher Aarbecht ermfonnt hunn. Zeg Questions parlementaires goufen an deene leschte Jore gestallt mat jee weils den Äntwerte vun den zoustännege Ministere.

Dës Strooss, déi d'Verbindung mécht vun der Belsch iwwert den Norde bis an den Zentrum a vice versa, war an deene leschte Joren, wéi hei schonn opgefouert, dacks d'Plaz vu schwéieren Accidenter. Déi lescht Méint waren erm zwee schwéier Onfäll op dëser Streck ze verzechnen, an de Bilan war mat zwee Doudechen an e puer Schwéierverletzten immens gross.

D'Charakteristik vun der Strooss ass eegenaarteg. Éischens ass et op deene meeschte Plazen, a virun allem do, wou d'Accidenter geschéien, eng Schnellstrooss mat dräi Bunnen, déi ofwiesselnd riets a léns mat duerchgezunnene Strécher getrennt ass. Zweetens fanne mer derniewent eng Strooss mat zwou Pisten, wa mer duerch déi eenzel Dierfer fuere, wou d'Geforen op den Autofuerer laueren.

An zu gudder Lescht fanne mer virun Housen eng ganz geféierlech Kräizung um Schinkert erm, wou jiddferee Bammel huet, se ze iwwerqueren. An dësem Kontext sinn ech berouegt an och fro iwwert d'Äntwert vun Bauteminister, datt hien effektiv op de Wee vun engem Kreesverkéier op dëser Plaz wëllt goen, esou wéi hie mer dat schréfflech positiv am Oktober 2006 geäntwert huet; wou nach Etüde lafen, mä wou de Wee opgezeechent ass an dës Richtung.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer awer prinzipiell iwwert d'Problematik vun dëser RN7 schwätzen, mussen mer ënnerscheeden zwëschent op där enger Säit generellen, an op där anerer Säit spezifesch Problemer. De Mëtteg hätt dës Aktualitéitsdebatt och kënnen eng iwwert d'Sécherheet am Verkéier hei zu Lëtzebuerg si respektiv de Bilan an d'Evaluatioun vun den Accidenter an den ugewannte Mesuren, fir deem preventiv entgéintzewierken.

Mä d'Diskussioun geet de Mëtteg em d'RN7. Also kucke mer engersäits déi generell an anerersäits déi spezifesch Problemer, déi mer op dëser Strooss hunn. Déi generell sinn déi, déi mer leider laut Presseberichter, an esou wéi mer dat och matkréie laut Polizeiberichter, bei dëse schwéieren Accidenter zu 90% ermännern. Dat ass: éischens iwwerdriwwe Vitesse an zweetens den Alkohol um Steier.

Den Transportminister Lucien Lux huet hei e kloren Aktiounsplang virbruecht an dem Public presentéiert, deen dobaussen net iwwerall op déi richteg Ouere stéisst, a wou mir och heibanne mat deem engen oder deem anere Problem heiansdo e Problem kréien.

D'Promillgrenz op 0,5 zrëckzesetzen a massiv Vitessekontrollen ze maachen, ass

jiddferengem mat Sécherheet net ëmmer angenehm. A wa mer de Mëtteg iwwert dës punktuell Problematik vun der RN7 schwätzen, da solle mer eis och alleguerten aus der Polemik vun dëse Moosnamen an Zukunft eraushalen an unerkennen, datt et ouni dës Virschreften nun emol net geet; wéi hei dat beschte Beispill ass. D'Lëtzebuenger Sozialistescher Aarbechterpartei op jidde Fall steet vollstens hannert der Regierung an hannert dem Transportminister bei dësem Aktiounsplang, fir deen esou emzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi spezifesch Problemer vun der RN7 leien awer virun allem an der Densitéit vun Verkéier an, wéi ugeschwat vun Deputéierten Ali Kaes, an der Dräispuregkeet. Dës Problematik ass, souwäit meng Informatiounen sinn, de Ministère a seng Verwaltungen amgaangen ze analyséieren a Léisungen ze proposéieren.

Hei kënnen Iddië wéi eng Kalifornesch Mauer, déi op geféierleche Punkte kann operéiert ginn an doduerch verhënnere kann, datt d'Autoen op d'Géigebunn kommen, hëllefren.

Zweetens d'Iddi, déi virun allem an der Belsch an an Holland ugewannt gëtt, datt virun den Uertschaften esou Autobunn-schnellstroossen duerch rout Luuchten oder aner bremsend Méiglechkeete kënnen ënnerbrach ginn. Dat si Pisten, déi och de Risque vun Accidenter op dëse Plaze kënnen verhënnere.

An drëttens, an dat ass och ugeschwat ginn, op deene Plazen, wou et méiglech ass a geféierlech ass, soll effektiv probéiert ginn, déi dräi Bunnen op véier Bunnen auszubauen, do wou ech héieren hunn datt och Terrain verfügbar ass a wou och d'Méiglechkeete bestinn.

Am Allgemenge brauche mer awer, mengen ech, déi zwou Komponenten, déi generell an déi spezifesch, fir an Zukunft Dramen op dëser Strooss an op anere Stroossen ze behiewen, Drame wéi den Doud, déi Leed a Schmärz bei deene verursaachen, déi direkt oder indirekt implizéiert sinn duerch hir Famillje respektiv déi am Frëndeskrees betraff sinn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. Da kritt den Här Koepp d'Wuert.

(Interruption)

Här Koepp, den Här Gira huet sech gemellt.

(Interruption)

Dir sidd lech eeneg, Här Koepp, schwätzt Dir.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Et ass egal.

» **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt de Mëtteg d'Strooss fir an den Norden dorobber, déi och zoufällg laanscht meng Dier féiert, e bëssen an der Diskussioun steet.

Ech mengen, et ass laang hier, datt déi Strooss geféierlech ass. Ech sinn elo 35 Joer do. Do sinn a menger Noperschaft, direkt ënnen eis, ewell fënnf, sechs Leit matenee leie bliwwen. Ech mengen, et wäerten der an déi 20 sinn, déi an deene 35 Joer do leie bliwwe sinn. Mä d'Strooss gëtt ëmmer méi geféierlech, ebe well méi Autoen dropkommen an elo déi lescht zwee Joer ganz vill Camionen aus Däitschland erfokommen, déi ee soss ni gesinn huet.

An dofir sinn och déi Leit, déi moies op der Strooss sinn, wann een all Dag eroffiert, da gesäit een, wéi geféierlech datt iwwerholl gëtt. Dofir, mat enger Kalifornescher Mauer, datt ass gutt gesot, mä ech weess net, ob dat d'Léisung ass. Op deene verschiddenen Inseln, wou d'Inseln nëmme gezeecht sinn, wou se dann iwwerhuelen nach vläicht wäit a queesch driwwer, dat ass jo net ze veräntwerten.

Mä wat ech nach wollt soen, dat ass, ech hunn zwou parlamentaresch Ufroe gemaach - dovun eng beim Här Wiseler - iwwert d'Kräizung um Schinkert, well dat ass déi geféierlechste an déi louch mer nach ëmmer um Häerz. Wann ee selwer do fiert, do kënnst Der mer fräi gleewen, wat do ewell Accidenter op dee leschte Moment évitéiert goufen. Et war eben e Wonner, datt näischt geschitt ass, datt net Busse mat Kanner ganz mam Camion mat ewechgeholl gi sinn. Et sinn nach keng dräi Méint hier, do war de Fall och do.

Also, ech mengen, do huet de Minister mer dann och geäntwert, hie géif do eppes maachen. Et gëtt eng Unterführung gemaach oder wat, mä do hätt ewell laang schonn eppes misse geschitt sinn. Mir hunn e Rondpoint fir an d'Schoul era gemaach zu Wuelessen. Deen Housener ass gemaach

ginn. Mä woufir loosst Der dat esou laang schleidieren, eier do eppes geschitt? Hoffentlech wäert Der awer nach elo op déi Affär hei zrëckkommen an dat esou séier wéi méiglech maachen, well do muss eppes geschéien.

Ech mengen, dat hei ass ee Fall, deen am Norden ass, mä där gëtt et duerch d'ganz Land. Déi Stroosse sinn eben alleguer geféierlech an et muss drop opgepasst ginn. Et wär och wichteg, datt do Radaren histoe kéimen op verschidde Plazen. Ech si prinzipiell och net fir d'Radaren an och net fir d'rout Luuchten, wéi elo hei plädéiert gëtt, well et mécht de Verkéier nëmme méi lues, mä et muss do eppes geschéien. Et geet net ëmmer duer, dass d'Gendarmen dostinn, fir déi kleng Leit ze huelen, déi dann eng Kéier mat 70 fuere. Ech mengen, eng Bomi kennt sech aus, wou se iwwerhuele kann.

Dofir wëll ech hunn, datt eise Minister eis elo emol seet, wat hie wëlles huet do ze maachen. Dat Einfachst an dat Séierst, dat wär emol op deene wichtige Punkten ze maachen. Si hu jo elo uewen an der Fléiber scho geschafft. Dat ass zwar och keng definitiv Léisung, mä et ass eben alt emol eng kleng.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Koepp. Dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot. Här Gira!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob op der N7 proportional méi Accidenter geschéien, wéi op soss enger anerer Route nationale, mä wat ech awer weess, déi ganz tragesch Accidenter, déi viru kuerzem geschitt sinn an déi den Här Kaes hei opgeworf huet, déi hunn op jidde Fall näischt mat der N7 ze dinn.

Wa matzen am Fréjoer d'Strooss voller Knëppelsteng läit a Leit d'Kontroll iwwert den Auto verléieren, dann huet dat vläicht scho mat Klimawandel ze dinn, awer doudsécher näischt mat der N7. A wann e Chauffeur enner Alkoholafloss mat senger Jeep op d'Géigespur geréit an domat eng Fra an den Doud bréngt, dann huet och dat wierklech guer näischt mat der N7 ze dinn.

Eigentlech dierften op der N7, Här President, net méi Accidenter geschéien, wéi op soss enger anerer Strooss. Wuel ass et eng dräispureg Strooss, mä keng méi vun där Zort wéi mer se an der Zäit emol haten, wou ee gläichzäiteg konnt an zwou Richtungen iwwerhuelen, wat da wierklech zu ganz graven Accidenter gefouert huet. Op där ganzer Streck sinn d'Ofschnëtter kloer ausgewisen, wou ee kann iwwerhuelen a wou een net kann iwwerhuelen, an ech si fest iwwerzeegt, wann op der N7 jiddferee sech géif un de Code de la Route halen, da wär dat gradesou eng sécher Strooss, wéi iergendeng aner.

An et deet mer e bësse leed, Här Kaes, mä déi Diskussioun wéi Dir se hei féiert erënnert mech e bëssen un déi mat de Stroossebeem laanscht d'Stroossen, wou et Leit gëtt, déi soen: Do loosse esou vill Leit hiert Liwen hänken; kommt, mer huele sämtlech Beem ewech! Ech hunn nach kee Bam gesinn, deen an d'Strooss gesprongen ass, an ech mengen och do kënnen ze soen, wann all déi Leit sech géifen un de Code de la Route halen an hir Fuere weis un den Zustand vun de Stroossen upassen, da wieren nach net vill Leit an engem Bam hänke bliwwen.

Ech wëll net verleeagnen, dass een déi eng oder aner Kräizung sollt verbesseren, a begrëisse selbstverständlech och, dass um Schinkert, wat, mengen ech, mat déi geféierlechste ass wäit a breet, eppes geschéie soll, a wann anzwousch e Rondpoint ubruecht ass, dann ass dat sécherlech op där Kräizung. Mä nach eng Kéier: Déi Accidenter, déi déi lescht Zäit geschitt sinn, hunn näischt mat deene Kräizungen ze dinn.

Den Här Calmes huet et scho gesot, an ech kann hien nëmme ënnerstetzen: Wat op der N7 geschitt, ass näischt anescht wéi dat, wat soss doruechter geschitt. Mä, ech mengen, de Grondiwwel, dee mer an deem Land nach ze vill hunn, dat ass ze séier fuere, voll mam Auto fuere, iwwerhuelverbueter net respektéieren. An, wéi mer elo

vläicht musse gewuer ginn, och mam Handy während dem Fueren telefonéieren, egal ob et e Bus oder en Auto ass, dass dat als Kavaléiersdelikt ugesi gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou komme mer kee Millimeter weider!

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Déi Gréng hu vun Ufank un, am Géigesaz zu anere Partelen heibannen, deem fréieren Transportminister seng Initiativ, fir de Punkteführerschäin anzeféieren, voll ënnerstëtzt. A mir wäerten och deen heitegen Transportminister voll ënnerstëtzen, wann hien den Taux vun 0,8 op 0,5 erofsetzt. Domat maache mer näischt anescht wéi dat, wat praktesch sämtlech aner ziviliséiert europäesch Länner gemaach hunn, da komme mir endlech och op dee Punkt. A mir sinn am Géigesaz zum Här Koepp absolut fir Radaren, wann ee gesinn huet, wat eng franséisch Regierung, där mir sécherlech net ganz...

(Interruptions diverses)

» **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Ech hu fir Radare geschwat.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här Koepp, Dir hutt hei wuertwärtlech gesot, Dir wäert net vu Radaren a roude Luuchten. Ech kann domadder nëmmen interpretéieren, dass Der net do derfir sidd.

» **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Ech hu gesot, ech si fir d'Radaren, mä net...

» **M. le Président.** - Här Koepp, frot lech d'Wuert an da schwätzt Der!

» **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Jo.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Hien ass falsch verstane ginn.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt just drop hiweisen, dass bei der viregter franséischer Regierung, déi eis fir de Rescht net schrecklech nosteet, een ee positiivt Resultat muss feststellen, dass do an Zäit vun zwee, dräi Joer iwwer 1.000 Mënscheliwe konnte gerett ginn duerch déi Radarsanktiounen. Wa mer hei am Land och nëmmen ee Liewe pro Joer kéinte retten doduerch, dass mer eng Rei Radare géifen opstellen, da wäere mir op jidde Fall dofir.

Här President, mir mussen en anert Bewosstsi kréien. Mir mussen eng aner Sécherheetskultur kréien. Mir mussen och anescht duerchgräifen. Ech wëll lech just soen, dass et Länner gëtt, do gëtt e Chauffeur wéi deen, deen ech elo grad zitëiert hunn, wéinst Doudschlag ugeklot, wann e wierklech voll mam Auto gefuer ass an dat Accident engem anere Mënsch d'Liewe kascht huet. Mir mussen eis iwwerleeën, ob mer net endlech mussen an esou Richtunge goen.

Wat mech awer elo total wonnert, dat ass, dass an Zäite vu Klimaschutz an dem öffentlichen Transport Prioritéit ginn, wou jiddere sonndes dovun schwätzt a méindes déi gutt Prinzipië schonn erëm vergiess sinn, hei elo op eemol fir e véierspurenge Ausbau vun där Strooss do plädéiert gëtt. Ech verstinn hei d'Welt net méi, Här President!

Ech weess net, wéi eescht dass ech nach gewëssen Aussoe vu gewësse Parteien huele soll, wann ech gesinn, dass bei der éischer Diskussioun alles erëm total iwwert d'Kopp gehäit gëtt.

A wa mer sollen investéieren douewen, Här President, da plädéiere mir fir Folgendes: Réckbau vun där Strooss op zwou Spuren an 90 fueren, an déi Sue fir d'Kalifornesch Maueren an aner Astucen, déi huele mer fir en zweegleisegen Ausbau vun der Eisebunn. Dat ass eppes fir d'Sécherheet gemaach.

» **M. le Président.** - Här Gira, et deet mer leed, mä Är Riedezäit ass eriwuer.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

» **M. le Président.** - Merci.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Den Här Koepp huet mech dauernd ënnerbrach.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Dir hat den Här Koepp falsch verstanen. Wierklech.

D'Regierung huet d'Wuert. Als Éische schwätzt den Här Transportminister Lucien Lux.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ganz kuerz am Ufank agoen - éier de Kolleeg Claude Wiseler nach dozou schwätzt - haaptsächlech op déi Froe vum Audit, deen amgaangen ass ëmgesat an duerchgefouert ze ginn, a wäert e puer generell Bemierkunge maachen, fir fir d'Éische dem Interpellant emol ze soen, dass et eis zwee - dem Claude

Wiseler a menger Wéinegkeet - net egal ass, wat op de Stroossen an dësem Land geschitt, an dass mer eis Dag fir Dag a Woch fir Woch mat där Problematik beschäftegen, do op där Plaz, déi mer haut uschwätzen, wéi och op allen anere Plazen, an dass een net den Uschäi soll ginn, dass et just d'Deputéierte wäeren, déi eis géifen drécken, a mir géife schlofen an d'Problemer net gesinn. Ech wëll dat ganz daitlech hei soen, well de Souci vun der Verkéierssécherheet een ass,...

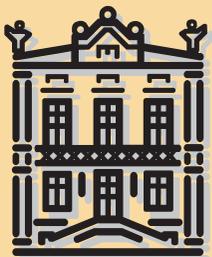
(Interruption)

...deen eis wierklech an der Regierung - a virun allem eis zwee - ganz staark interesséiert, a mer och kucken dat ëmzesetzen.

Zweetens: Generell wëll ech soen, dass all Debatt iwwer Verkéierssécherheet a Problemer wéi där doter op der RN7 missten domadder ugoen, dass mer en Appel maachen un all Automobilisten, sech un de Code de la Route zu halen. Dat misst den éische Saz vun all Ried sinn, déi mer halen. An ech si frou, dass mer an dräi Wochen - huelen ech un - jo en Débat général am Zesammenhang mam Gesetzesprojet iwwert d'Verkéierssécherheet kënnen féieren iwwer all Elementer an all Facetten, déi an deem Sujet do derzou gehéieren.

Mä fir d'Éische musse mer un d'Verantwortung vun de Leit dobaussen appelléieren, sech un de Code de la Route ze halen. Well de Camille Gira huet elo zum Schluss gesot, dass déi zwee lescht Accidents - déi vum 13. Mee a vum 5. Juni - mat objektive Problemer vun der Gestaltung vun der RN7 näischt ze dinn hunn.

Deen een Accident hat eppes mat 10 cm Knëppelsteng ze dinn, déi an deem



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Moment op der Strooss waren, déi dozou gefuert hunn, dass eng Automobilistin, déi laut Polizeibericht mat zwëschent 30 a 40 gefuer ass, un d'Schleidere komm ass. Dat ass eng Situatioun, déi effektiv intenabel an deem Moment war a leider Gottes deen Accident provozéiert huet, deen d'Liewe vun engem 72-jährege Bierger gefuerdert huet. An deen zweeten Accident - et deet mer ganz leed - vum 5. Juni ass een, dee laut Polizeibericht ganz kloer en Accident war duerch iwwerhéichte Vitesse an en alkoholisierten Zoustand vun engem Automobilist, deen dozou gefuert huet.

Ech mengen, et muss een also all Problemer am Zesammenhang mat der Verkéiersproblematik erfuhelen op dat, wat et ass. Hei ass et evident, wa mer Statistike vun deene leschte Jore kucken, dann ass un alleréischter Stell de Problem vun iwwerdriwwener Vitesse; net vu Gestaltung vun enger Strooss. Do gëtt et sécherlech eng Rei vun objektive Punkten, un déi ee muss erugeen. An ech mengen, dat ass jo och d'Aufgab vum Audit, deen amgaangen ass gemaach ze ginn. Mä virun allem, mengen ech, ass et dee Problem wa jiddereen do seng 70 oder seng 90 fiert, wéi se ugewise sinn, da wäerten eng ganz Rei vun Accidenter net geschéien.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Déi Persoun, déi ëmkomm ass, déi hat awer net gedronk. Dat war eng onschëlleg Persoun.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Neen, neen.

(Interruption)

Ech hunn dat jo och net gesot. Déi 32-jähreg Madame, déi ëm d'Liewe komm ass, hat domadder näischt ze dinn. Ech mengen, déi war leider Gottes d'Affer vun engem anere Problem.

» **M. le Président.** - Här Minister, den Här Kaes wëllt eng Fro stellen.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Jo.

» **M. Ali Kaes (CSV).** - Här Minister, sidd Der mat mir d'accord, wann dee Moment bei deenen zwee Accidenter, genau op där Plaz - an et geet genau ëm déi dräi Kilometer, wou ech elo geschwat hunn -, wou et kee Problem ass duerch eng Kalifornesch Mauer oder duerch ebe Leitplanken oder wat och ëmmer ze trennen, dat wann déi do gewiescht wier, da wieren déi Leit net leie bliwwen? Well da wieren déi eng net deem aneren drënnergerannt.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Ech weess just, dass, wann an deem zweeten Accident den Automobilist mat där Verkéiersgeschwindigkeit gefuer wär, wéi de Code de la Route et virgesäit, an net gedronk hätt, wär den Accident net geschitt.

Loosse mer vläicht awer ëmmer bei deem éischte Punkt ufänken, an net beim zweeten oder drëtten Punkt. Den éischte Punkt ass deen, dass mer e Code de la Route hunn,...

(Interruption)

...dee seet, dass ee sech un déi Verkéierslimité soll halen, an dass een net soll an engem alkoholisierten Zoustand fueren. Mir haten op deem Tronçon bis Elwen erop vun 2002 bis de Juni elo 2007 75 Accidenter, mat néng, déi en Doudesfall zur Konsequenz haten, an 20 Accidenter mat gravé Blesséierten. Ech kann haut net soen - mä et wär interessant dat ze maachen -, ob dat méi oder manner ass wéi op anere Plazen, déi mer am Land hunn. Déi Ausso wëll ech hei de Mëtten net maachen. Mä jiddefalls ass dat den Zoustand.

Mir hunn um Niveau vun deem, wat meng Responsabilitéit ass, den 2. Juli an der Commission de Circulation de l'État de Problem vun der Strooss op der Dagesuerdnung stoen, fir d'Limitationsvitesse eng Kéier enger Analys ze ënnerzéien, fir ze kucken, ob déi kënne verännert ginn, ugepasst ginn; méiglecherweis ëmmer no ënnen. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi muss gekuckt ginn.

Derniewent ass d'Fro vun de Radaren. An engem Groupe de travail si mer jo amgaangen och déi Point-noiren ze détectéieren. Ech ginn dovun aus, dass, wann dat esou ass, dat jo dann och eng vun deene Stroossen ass, déi zu deene Point-noiré wäert gehéieren, wou ee muer da Radare kann opstellen.

A schlussendlech, wat mäin Deel ubelaangt, hoffen ech wierklech, dass, wann hei esou eng grouss Emotioun ass - an ech verstinn déi, an déi ass legitim virun der Situatioun -, déiselwecht Begeeschterung an dräi Wochen do ass, wa mer iwwer d'Erofsatzung vun der Promillégrenz diskutéieren. Well och do gëtt et ganz héich Zäit, dass mer eis areien an déi Lëscht vun deenen zivilisierte Länner, déi dat scho laang hunn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci. Den Här Castegnaro stellt eng Fro, Här Minister.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Jo, Här Minister, just well Der elo oft an zu Recht op d'Responsabilitéit vun de Chaufferen oder vun deenen, déi also mat Autoen oder Motoen ënnerwee sinn, appelléiert hutt an eng Rei vu Beispiller genannt hutt: Ech mengen, ee Beispill, wat ganz aktuell an de leschte Stonnen an Deeg ass - leider ass -, ass Handy-Telefonéieren iwwer dem Fueren. Och do hu mer gesetzlech am Code de la Route Bestëmmungen. An zu deem Appel, deen Der lancéiert hutt un d'Responsabilitéit vun all deenen, déi op der Strooss fueren, gehéiert och dat doten derzou; mä och vläicht méi Kontrolle vun deenen, déi derfir zoustänneg sinn.

Merci.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Ech wëll just ee Saz an deem Zesammenhang soen, well et effektiv ganz aktuell ass: dee vum Fuere mam Handy an an Applikatioun hunn. Dat ass net nëmme verbueden, et ass haut nach net Bestanddeel vun de Punkten, déi ofgezu ginn. Dat ass jo eng vun de Froen.

Den November 2007, deen elo gläich kënnt, jährt sech de Punktführerschäi fënnf Joer. Ech hunn duerfir de Servicer den Optrag ginn, fir anlässlich vun deene fënnf Joer e seriöse Bilan virzeleeën, och fir d'Chamber, vun deem Punktführerschäin. Sécherlech wäert dozou gehéieren, dass mer och de Katalog vun de Punkten enger Analys ënnerzéien. An ech zweifelen haut net drun, dass während dem Fuere mam Handy telefonéieren och muer muss zu deene Verfeelungen zielen, wou Punkte mussen ofgezu ginn. Mä ech mengen, déi Revisioun soll een awer ofwaarden, well sécherlech och aner Applikatiounen da wäerten analyséiert ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da kritt d'Wuert den Här Travaux-publics-Minister Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Dat, wat den Här Lux gesot huet vum Souci vun der Regierung, wat d'Sécherheet op der Strooss betrëfft, do ass et evident, dass dat eng vun eise Prioritéiten ass. Dofir hu mer och déi ganz Programmer vun Auditen iwwer déi Stroossen, déi mer als net onproblematisch ëmfannen, als eng vun de Prioritéiten op de Programm gesat. Mir sinn der och eng Rei amgaang duerchzekucken. Mir hunn och e Groupe de travail interministériel zesummegeat, deen eng ganz Rei vu präzise Punkte soll analyséieren.

Fir d'éischt d'Eliminatioun vun de Point-noiren. Ech schwätzen elo net just vun der N7, well ech dat Ganzt wëll an de Kader setze fir unzefänke mat där ganzer Aktioun, déi mer amgaange sinn ze maachen. D'Eliminatioun vun de Point-noiren: Där hu mer eng Rei am Land. Déi mussen evidenterweis traitéiert ginn.

Dann och d'Analys vu ganze Stroossen-tronçonnen, wou e puer Saache mussen op der Strooss analyséiert ginn. Fir d'éischt selbstverständlech d'Qualitéit vun der Strooss selwer, de Revêtement an och de Marquage, deen op der Strooss ass. Dann den Equipement vun der Strooss. Wéi ass se équipéiert? Ass se korrekt équipéiert mat de richtege Glissiëren op deene richtege Plazen? Ass d'Signalisation verticale richtig? Hu mer och an deene Kéieren, wou Gefore si fir d'Motorradfuerer, déi och speziell Sécherheete brauchen, déi richtig Projektiounen? Wat och e wesentleche Punkt a mengen Aen ass.

D'drëtt Fro, déi all Kéiers analyséiert gëtt, dat sinn d'Visibilitéitskonditiounen. Ass op

Stroossen, wou eng Vitesse vun 90 respektiv vun 110 praktizéiert gëtt, wa se à double sens ass, och d'Visibilitéit grouss genuch? Wéini mussen mer d'Vitesse op 60, 70 erfotzen? Wéi kann dat alles fonctionnéieren?

En anere Punkt, deen analyséiert gëtt, dat sinn déi Plazen, wou e grouse Risque ass vun Niwwel respektiv vu Verglas op der Strooss: Wéi kann een déi traitéieren? Well do och ganz besonnesch muss drun erugaange ginn; haaptsächlech, wat d'Signalisatioun ugeet respektiv och d'Carrefouren, wou mer gesinn, dass et gewëssen Dénivelé do ass, dee mer also net anescht an de Grëff kréien.

Deen Aarbechtsgrupp ass amgaang déi sensibel Punkten do, wou mer mierken, dass mer Schwierigkeeten hunn, am Detail ze analyséieren. Mir hunn och am Kader vun där Direktiv, der 97/11/CE, déi Der virun e puer Wochen hei an der Chamber gestëmmt hutt, d'Méiglechkeet, éier mer eng Strooss bauen, éier mer an d'Praxis dat Ganzt ëmsetzen, fir e Sécuritétsaudit antérieur ze maachen. Dat heescht, ganz genau d'Sécherheet ze analyséieren, ob se op all deene Punkten, wou kéinte Schwachpunkte sinn, och réaliséiert gëtt a mer direkt, éier d'Strooss gebaut gëtt, de Maximum vun Efforten ëmsetzen. Dat ass elo de grouse Kader an deem mer schaffen.

Fir iwwer d'N7 e puer Wuert ze soen: Do ass et kloer, dass d'N7 an der Capacitéit, déi se haut huet, eng genügend Assise huet. Mir wëssen awer och, dass mer mat deem Stroossebau, dee kënnt - der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss op där enger Säit, an dann, wa mer wëssen, wat an der Belsch fir Stroossepläng gemaach ginn, dass nach eng zousätzlech Strooss vu St. Viith erof op d'Wämpferhaart soll kommen, wéi och ëmmer a wat fir eng Décisioun si dann do huelen, dat ass net a menger Kompetenz -, an Zukunft wahrscheinlech net manner Verkéier wäerten op där Strooss kréien, esou dass mer ganz gutt musse kucken, wat gemaach gëtt.

Zwee vun deene grouse Punkten sinn, dass mer am Kader vum Plan sectoriel «Transports» analyséieren, wéi et mat de Contournementen vun Housen a vun Hengescht ass, als wesentlech Punkten; wat och Saache sinn, déi vun deene Gemenge gefrot gi sinn.

Wat dann elo déi prezis Punkten, déi den Här Kaes ugeschwat huet, ugeet, ass et esou, dass mer op där Strooss en Audit de sécurité amgaang sinn ze maachen. Ech wëll elo net haut, well den Här Kaes elo just fir haut déi Fro gestallt huet, déi grouss Mesuren annonciéieren, well mer nach net am Detail all Mesure kënnen annonciéieren, well den Audit de sécurité net fäerdeg ass, awer amgaang ass gemaach ze ginn, an och kuerzfristig wäert fäerdeg sinn a mer da genau wëssen, wat gemaach gëtt.

Ech wëll just soen, dass all déi Propositionen, déi een esou einfach am Handumdrehe mécht, well dat engem emol direkt logesch schéngt, awer ganz oft esou sinn, dass wann s de se da méchs, dann hues de zéng aner Gefore kreéiert, wann s de net oppass, wéi s de et méchs, a wann s de se net an de ganze Konzept setz, esou dass s de muss ganz virsiichteg domadder ëmgoen.

Ech soen lech awer elo, wat fir eng Sécherheitsmoosname fir eis envisageabel sinn op där Streck an déi mer amgaang si fir déi eenzel Punkte vun der Streck genau ze analyséieren, fir ze wëssen, wat mer wou solle maachen.

D'Punkten, déi mer also amgaang sinn ze analyséieren, ass éischtens de Marquage op der Strooss. Mir mengen, dass et bei verschiddene Punkte vun där Strooss wesentlech ass, dass mer en Doublement vun de kontinuierleche Linne maachen an dass

mer och wat mer e Marquage sonore nennen op déi Strooss opbréngen - dat hutt Dir och selwer genannt.

Dat, kombinéiert mat engem Allongement vun den Transitionszonen zwëschent dem Passage wou se op zwou oder eng Zon eriwwer ginn, also dass mer dat wesentlech méi kënne verlängeren, dréit zu engem groussen Deel zur Sécherheet bäi. Well ee vun de Geforepunkten, dat ass jo do wou s de vun zwou op eng eriwwer kënn, an d'Leit dann - illegal, sécher, mä trotzdem - heiansdo Vitessen drop hunn, an dann, wann dat ze vill schnell eriwwer geet, a Geforesituatiounen kommen, déi mer duerch en Allongement vun deene Sécherheitszonen eventuell kënne vermeiden.

Also och de Marquage sonore op der Strooss kann eis wesentlech hëllef, well, wann owes gefuer gëtt an d'Leit duerch Inattention op déi aner Spur fueren, dass dann awer duerch e relatiivt groust Geräisch, wat doduerch ausgeléist gëtt, d'Leit erm an d'Spur zrëckbruecht solle ginn, wann ech mech esou därerf ausdrécken.

Dat Zweet ass, dass mer och mengen, dass d'Belichtung op der Strooss muss eng Kéier iwwerkuckt ginn, haaptsächlech op deene Kräizungen, déi mer als besonnesch geféierlech ëmfannen, esou wéi et kierlech op der Klosdällt réaliséiert ginn ass. Och aner Kräizunge sollen op deem Niveau wat d'Belichtung ugeet iwwerkuckt ginn.

Den drëtten Punkt ass, dass mer der Meinung sinn, dass ee vläicht op där doter Strooss kënnt op verschiddene Punkten envisagéieren, fir d'Signalisatioun, d'Stroosseschëlde, anescht ze maachen. Net dass mer aner Schëlde wëllen dohinner setzen, well mir halen eis selbstverständlech, Här Transportminister, un de Code de la Route. Mä et kann ee sech awer iwwerleeën, ob een, esou wéi d'Schëlde op den Autobunnen ausgesinn - d'Gréisst vun de Schëlde, d'Reflektionscapacitéit -, net op den Autobunnssystem iwwergeet. Dat heescht, dass mer déi Type vu Schëlde, esou wéi ee se heiansdo op der Autobunn gebraucht, déi also méi grouss sinn, déi ee besser gesäit an och vu méi wäit gesäit an déi also dee Moment och méi d'Attention vun Chauffeur unzéien, och kënnen op verschiddene geféierleche Plazen - déi den Audit als geféierlech emfénnt - installéieren. Dat wär zum Beispill och eng Moosnam, déi kënnt geholl ginn.

Déi véiert Moosnam ass déi, dass een och muss analyséieren, fir op verschiddene Punkten Avertisseurs de vitesse hinsetzen. Dat sinn déi Schëlde, déi dech opmierksam maachen, mat wéi vills de fiers a wou s de der emol heiansdo bewusst gëss, dass de wesentlech ze schnell bass, wou dann eng ganz Rei vun de Chauffeuren aus psychologische Grënn ofbremsen.

(Interruption)

Net alleguer, ganz sécher, mä eng ganz Rei, déi awer da méi lues fueren.

De fënnefte Punkt ass, dass mer op verschiddenen Tracéë probéieren, fir den Traktorsverkéier erof vun der Strooss ze huelen an haaptsächlech op Cheminruralen niewendrun ze huelen. Do gëtt et der eng ganz Rei, déi mer kënnen dofir gebrauchen an ouni ze vill Käschten aménergéiere kënnen.

Dat hëlt eis dann och schonn e Geforepunkt vun där Strooss ewech, well mer wëssen, dass de Vitessenënnerscheed schonn heiansdo ganz geféierlech ka sinn. Mir haten och esou deen een oder deen aneren Accident, well den Trakter ganz einfach méi lues fiert an dofir e Geforepunkt, deemno wéi, ka sinn. Dat ass also, wéi gesot, och eng Moosnam, déi op verschiddene Punkte kann envisagéiert ginn.

Dann eppes, wat verschidde Leit vun hei gefrot hunn, notament den Här Koopp, mä awer och den Här Kaes, dat ass den Traitement vu verschiddene Kräizungen, wou mer musse kucken, ob mer kënne Rondpointen dohinner kréien. Dat ass op zwee Punkten de Fall. Dat eent ass de Kippenhaff...

(Interruption)

...Koeppenhaff, jo okay.

Dat ass deen, wou eng Etüd amgaangen ass, wéi mer et solle maachen, a soubal déi Etüd ofgeschloss ass, kënnen mer och kucken, wat méiglech ass a wéi mer et maachen.

An da wëll ech lech soen, datt, well dat vun lech méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn ass, de Schinkert, déi Etüden och ofgeschloss sinn an datt déi Ausschreibung vu mir ënnerschriwwe ginn ass viru ronn 14 Deeg - wann ech mech gutt erënneren -, esou datt dat elo kuerzfristeg wäert als Ausschreibung an d'Zeitung kommen.

Do soll an enger éischer Etapp e Rondpoint gemaach ginn, deen also schon en Deel vun der Problematik kann opfänken. Da muss mer analyséieren, ob dat elo dat ass, wat mer dann och, wann eventuell méi Verkéier dohinner kënnt, brauchen. Mir hunn de Rondpoint awer esou konzipéiert, datt een an enger zweeter Etapp dat, wat mer e Carrefour dénivelé nennen, deen also méi schnell ka goe mat deeneselwechte Sécherheetskritären, och nach ka maachen, wann een da gesäit, datt een nach niewent dem Rondpoint eng zousätzlech Moosnam misst maachen.

Dat ass also elo ënnerwee, an déi Aarbechte missten an engem räsonnablen Délai och kënnen ugefaange ginn, soubal déi Ausschreibungsprozeduren an dat alles gemaach ass.

Dann ass déi Fro vun der Verbreederung vun der Assise routière, wat jo, wéi ech héieren hunn, schon eng Diskussioun ass. Et ass verständlech, datt ee sech déi Fro, déi sech do stellt, plus déi Fro vun der Véierspuregkeet an dem Mur californien an der Mëtt stellt. Et ass awer net ëmmer ganz einfach, eng Äntwert dorop ze hunn. An ech soen net, datt mer net mengen, datt et op verschidde Plazen net ubruecht wär. Ech wëll awer, éier mer decidéieren, ob oder ob net, a wou, datt mer deen Audit ofwaarden, fir genau ze gesinn, wou mer dru sinn.

Well et muss een einfach wëssen, datt esou Moosnamen, wa mer se maachen, net nëmmen zousätzlech Sécherheet bréngen. Si kënnen op verschidde Plazen zousätzlech Sécherheet bréngen, mä si kënnen awer och eng ganz Rei zousätzlech Risquen hunn. Et ass ganz kloer, datt dann, wann der vun dräi op véier Spure fuert, natierlech och d'Tentatioun do ass, fir nach méi schnell ze fueren. D'Tentatioun vun engem Supplément u Vitesse ass do evident, esou datt ee ganz gutt muss oppassen, wéi a wou een dat mécht. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, datt all Kéiers wann der eng véierspureg Pist maacht, a mir kënnen se net kontinuéierlech maachen, well mer selbstverständlech eng ganz Rei Dierfer a Gemengen hunn, wou mer net véier Spure mat voll Karacho derduerch fuere kënnen, a well mer eng ganz Rei Ouvrage-d'arten op där Strooss hunn, déi mer och net kënnen einfach esou verbreeden, well soss muss mer eng nei Bréck niewendru bauen - wéi och ëmmer, also dat geet guer net esou einfach -, der selbstverständlech erëm e Geforepunkt schaaft, well der dann eng Ofbremsungsfläche muss maachen, well d'Leit sech erëm mussen areien.

Also, nach eng Kéier: Alles dat ass net esou evident.

Ech verstinn awer selbstverständlech déi Suerg an ech mengen, mir hunn och deem Auditgrupp gesot, e soll kucken, op wat fir enge Plaze vun der N7 dat do eis dann eppes bréngt,...

» M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- ...ouni datt dat eis zousätzlech Problemer schaaft.

An domat, Här President, hunn ech alles gesot wat ech wollt soen. Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass den Ordre du jour vun haut ofgeschloss.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn eis muer de Mëtten um hallwer dräi zréck. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications	page 415
Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe	page 415
Ordre du jour	page 415
Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel	pages 415-423
Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes»	pages 423-424
5665 - Projet de loi portant	
a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;	
b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006	pages 424-427
5625 - Projet de loi portant	
1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;	
2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	pages 427-432
Dépôt de deux projets de loi	page 432
Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce	page 433
5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969	
5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973	pages 433-434
5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich	pages 435-436
5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg	pages 436-438 page 439
5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006	pages 438-439
Demandes en naturalisation	pages 439-440
Ordre du jour	page 440
Communications	page 441
Ordre du jour	page 441
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications	pages 441-442
- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	page 442
- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports	page 442
- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports	pages 442-443
- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense	pages 443-444
- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	page 444
- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports	pages 444-445
- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
et	
Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	page 445
Ordre du jour	page 445
5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval	
5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval	pages 445-450
Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch	pages 450-452
Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt	pages 452-456

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1651	M. Laurent Mosar	Recours d'une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément
1686	M. Robert Mehlen	Réserves en eau du lac de la Haute-Sûre
1688	M. Gast Gibéryen	Signalisation routière
1691	M. Carlo Wagner	État d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange
1695	M. Camille Gira	Traitement des demandes d'autorisation dans les délais légaux prévus par la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés
1699	M. Félix Braz	État des travaux du «National Contact Point on Integration» luxembourgeois
1701	M. Félix Braz	Application de la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants - Cours de langue maternelle intégrés
1706	Mme Claudia Dall'Agnol	Mise en service du système «eCall»
1708	M. Marc Spautz	Prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins aux personnes âgées
1717	M. Carlo Wagner	Application de l'article 17 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
1721	M. Marcel Oberweis	Impact de la pollution automobile sur le risque d'infections respiratoires des enfants
1722	M. Carlo Wagner	Réduction des subsides ordinaires de certaines sociétés sportives
1725	M. Gast Gibéryen	Assurances pour animaux de compagnie
1730	M. Henri Kox	Politique d'achat d'électricité de la Cegedel
1732	M. Gast Gibéryen	Implantation de l'entreprise italienne Tontarelli à Bascharage
1735	M. Claude Meisch	Désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques
1736	M. Claude Meisch	Mesures en matière de performance énergétique du parc immobilier
1739	M. Marcel Oberweis	Utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo
1740	Mme Anne Brasseur	Sponsoring des concerts et festivals de musique
1741	M. Jean-Pierre Koepf	Introduction d'une analyse sanguine annuelle complète et gratuite pour les donneurs de sang
1747	M. Camille Gira	Critères de sélection des communes bénéficiant d'une contribution financière de l'État dans le cadre du «Pacte Logement»
1758	M. Roger Negri	Structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS)
1786 urgente	M. Ben Fayot	Organisation d'une fouille de sauvetage dans la maison Lassner à Luxembourg par des archéologues du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) ou du Service des Sites et Monuments

Question 1651 (21.3.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **recours d'une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément**:

Le Tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a tranché en audience publique du 14 mars 2007 l'affaire concernant le recours formé par une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément.

En effet, le Ministère des Transports avait retiré avec effet au 1^{er} mai 2006 l'agrément en tant qu'installateur de taximètres à la société concernée.

Par sa décision du 14 mars 2007 le Tribunal administratif a annulé les décisions ministérielles et condamné l'État aux frais.

Il ressort du jugement que l'État n'était pas représenté à l'audience afin de pouvoir défendre les intérêts du Ministère des Transports.

Au vu des développements antérieurs j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles l'État n'était pas représenté dans la présente affaire?

- Me référant à ma question parlementaire N°1418 du 21 novembre 2006 et la réponse y afférente des Ministres concernés (cf. *compte rendu N°7/2006-2007*), quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner au jugement du Tribunal administratif?

- Le cas échéant, le Gouvernement entend-il interjeter appel contre cette décision?

Réponse (14.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans un litige opposant le Ministre des Transports à Taxis Colux S.A., le Tribunal administratif a annulé le 14 mars 2007 les décisions de Monsieur le Ministre des Transports du 1^{er} mai 2006 portant retrait de l'agrément en tant qu'installateur de taxis de la société précitée.

Or, l'agrément accordé à Colux S.A. par le biais d'un arrêté ministériel du 27 janvier 2004 était venu à échéance le 29 octobre 2006.

La décision de retrait qu'elle soit finalement annulée ou non, est donc de toute façon devenue obsolète vu le fait que l'agrément retiré a de toute façon cessé d'exister le 26 octobre 2006, avant qu'une décision au fond quant au recours ne soit intervenue.

À noter que dans le cadre d'un recours introduit par la société APP S.à.r.l., une société proche de la société Colux S.A., un mémoire en réponse du Ministère des Transports a été déposé le 9 mars 2007

au Tribunal administratif par l'intermédiaire de Maître Albert Rodesch, tendant à déclarer le recours en annulation de la partie adverse irrecevable par défaut d'intérêt pour agir.

Cette affaire est en délibéré.

Question 1686 (16.4.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **réserves en eau du lac de la Haute-Sûre**:

An Zäite vu Klimawandel an enger permanent wuessender Populatioun zu Lëtzebuerg kënn dem Stauséi vun Esch/Sauer eng ëmmer méi grouss Bedeitung als nationalen Dréckwaasserréservoir zou. Besonnesch während laangen Drécheperioden an der Summerzäit wär ouni de Stauséi eng eenegermoosse sécher Waasserversuergung net méi denkbar.

Duerfir misst den Aspekt vun der Waasserversuergung bei der Gestuon vum Stauséi prioritär Berücksichtigung fannen. No deems mer an deene leschte Méint relativ héich Nidderschläéi kannt hunn, hatt een elo kënnen erwaarden, datt den Niveau vum Séi aktuell um Héckstand war, fir mat enger méiglechst grousser Waasserversuergung net méi denkbar.

Dat ass awer, wéi ech mech dëser Deeg iwweezege konnt, bei wäitem net de Fall.

Duerfir meng Froen un lech, Här Minister:

1. Wat sinn d'Ursaache fir dësen Zoustand a wien ass hefir responsible?

2. Sidd Dir bereet, fir beim aktuell nach relativ héijen Zoulaaf d'Reserv vum Séi virum Summer nach sou wäit wéi méiglech opzefüllen?

3. No wat fir enger Philosophie gëtt de Waasserstand vum Séi régléiert? Gëtt et hefir eng kloer Reglementatioun? Wien ass a leschter Konsequenz fir déi betreffend Décisioun verantwortlech a besteeft hei eventuell Handlungsbedarf um Niveau vun der Regierung?

Réponse (20.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

(Wéinst den techneschen Explikatiounen, déj ech dem Här Mehlen muss als Äntwert op seng Froe ginn, hunn ech mer erlaabt, dës ausnahmsweis net an där vum Här Deputéierte gewielte Sprooch ze formuléieren. Ech géif hie bieden, dëst ze entschëllegen.)

J'aimerais, avant de répondre plus précisément aux trois questions posées par Monsieur le Député Mehlen, rappeler quelques principes essentiels régissant les relations entre l'exploitant de la centrale hydro-électrique d'Esch/Sûre, la société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler et l'État luxembourgeois. La convention liant ces deux parties et qui définit les modes et les consignes d'exploitation de la Centrale, distingue deux modes d'exploitation:

a) L'exploitation de la retenue en période hivernale (du 1^{er} novembre au 1^{er} avril) doit se faire de manière à gérer les apports de façon optimale pour que la cote de 317,00 m ne sera dépassée que pour utiliser la tranche entre la cote 317,00 m et la cote 320,00 m pour amortir les crues exceptionnelles.

b) L'exploitation de la retenue en période d'été (du 1^{er} avril au 1^{er} novembre) prévoit une cote de 320,00 m et si l'hydraulicité le permet, l'exploitation de la retenue se fera de façon à ne pas descendre sensiblement en dessous de la cote 315,00 m.

Pour garantir l'alimentation du pays en eau potable en période d'étiage, la production hydroélectrique doit être limitée pour garantir un débit minimum de 1,0 m³/s.

Ceci étant, les questions de l'honorable Député Mehlen comportent de ma part les réponses suivantes:

1. Les apports du mois de mars ont été gérés correctement et au 1^{er} avril la cote se situait à 316,5 m. Pendant le mois d'avril il n'y a pas eu de précipitations, la production hydroélectrique était au minimum et les apports n'ont pas permis de remplir la retenue au-delà de la cote de 317,2 m. Le cycle hydrologique de l'eau permettra certainement un remplissage de la retenue sans pour autant garantir d'atteindre la cote d'exploitation de 320,0 m. La situation au lac d'Esch/Sûre est normale compte tenue de la situation climatique actuelle.

2. Les apports actuels ne permettent pas de remplir la retenue car le débit minimum en aval devra être garanti.

3. Les consignes d'exploitation sont définies de manière à gérer au mieux les deux extrêmes que représentent les crues et les débits d'étiages. En période d'étiage l'exploitation se fera avec priorité sur la production d'eau potable.

J'aimerais pour terminer souligner d'une façon générale que l'honorable Député a certes raison d'affirmer que le lac d'Esch/Sûre joue un rôle très important pour garantir l'alimentation en eau potable du pays. J'aimerais néanmoins ajouter qu'il importe en tout état de cause de ne pas négliger les efforts que chacun devra faire pour écono-

miser l'eau potable, quelque soit le niveau de remplissage du lac.

Question 1688 (17.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **signalisation routière**:

Den Artikel 139 vum Code de la Route seet, datt ausserhalb vun den Uertschaften d'Vitesse op de Landstroossen op 90 km/h an op 130 km/h (bei normalem Wieder) op der Autobunn limitéiert ass.

Elo gëtt et awer Plaze wou entweder méi schnell kann oder méi lues muss gefuer ginn.

Den Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Februar 1955 seet, datt op de Statsstroossen de Stat selwer de Verkéier duerch en entsprechende Règlement grand-ducal oder Règlement ministériel regelt.

Dëst ass geschitt duerch de Règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations, deen duerch de Règlement grand-ducal du 7 avril 2006 ofgeännert gouf.

Anscheinend gëtt et awer nach Plazen op onsen Autobunnen a Landstroossen, wou d'Beschëldung net méi der Reglementatioun entsprécht. Ech ginn hei nëmmen e puer Beispiller un, si mer awer sécher, datt et nach aner Plaze gëtt.

- Escher Autobunn A4 vun der Of-fahrt Foetz un. Do stinn nach Schëlde mat 110 an 90 drop. Datselwecht gëlt fir d'Collectrice du Sud vum Échangeur Lankhëlz u bis op Bascharage (mat Ausnahm vun den Tunnellen).

- D'Vitesseschëlde op sämtlechen Aus- an Opfahrten entsprechen net méi dem Règlement.

- N32 vu Suessem (Reitschoul) bis op Gadderscheier (Kronospan); do entsprechen d'Vitesselimitatiounen och net méi dem Règlement.

Aus dësem Grond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister bekannt, datt et Stroossebeschëldeunge gëtt, déi net méi de Reglementer entsprechen?

2. Wéi ass et méiglech, datt nach net all d'Beschëldeunge der Reglementatioun entsprechen?

3. Wat gedenkt den Har Minister ze ënnerhuelen, fir dës Situatioun sou séier wéi méiglech ze änneren?

Réponse commune (21.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert s'il est de ma connaissance que des signaux routiers actuellement en place ne soient couverts par une réglementation afférente ainsi que, le cas échéant, sur les raisons qui en sont à l'origine et sur les moyens envisageables pour remédier à cette situation.

L'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, définit les limitations de la vitesse applicables sur les tronçons de route tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur des agglomérations de même que sur les autoroutes.

Les limitations de la vitesse dérogatoires ayant un caractère définitif sont énumérées au règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie normale de l'État située en dehors des agglomérations déroge à ces principes. Le règlement

grand-ducal du 29 mars 2004 précité, comporte l'ensemble des vitesses dérogatoires qui sont applicables sur la voirie normale de l'État située à l'extérieur des agglomérations, abstraction faite des limitations de la vitesse dérogatoires applicables sur les autoroutes. Dans ce contexte il convient également de noter que les limitations de la vitesse ayant un caractère temporaire peuvent être réglementées par le biais de règlements ministériels.

En outre, je me permets de préciser que l'article 2 du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 précité, dispose que «toutes les dispositions réglementaires relatives à des limitations de la vitesse dérogatoires aux limitations réglementaires générales de la vitesse énoncées à l'article 139 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont abrogées pour autant qu'elles s'appliquent à la voirie de l'État située en dehors des agglomérations.»

Pour ce qui est des limitations de la vitesse dérogatoires prescrites sur les autoroutes, il convient de signaler qu'elles seront intégrées dans le règlement grand-ducal relatif aux «aires de service» qui est sur le point d'être finalisé. Dans ce contexte il a été nécessaire de procéder à un examen détaillé de tous les échangeurs sur les autoroutes qui n'a pu être clôturé que récemment. À ce stade, il ne reste que d'achever la vérification de cette liste des limitations de la vitesse avant que le projet pourra être mis sur la voie procédurale.

En ce qui concerne la signalisation routière à l'extérieur des agglomérations, en l'occurrence le tronçon de la route nationale N32 entre Sanem et Gadderscheier (Kronspan), les limitations de la vitesse ont été réglées par règlement ministériel et seront prochainement confirmées par un règlement grand-ducal.

Question 1691 (20.4.2007) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange:

La loi du 19 décembre 2003 autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0826 de Monsieur le Député Niki Bettendorf (cf. *compte rendu N°9/2005-2006*), Monsieur le Ministre des Travaux publics expose que «les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006, de sorte que les travaux de terrassement sont prévus pour le début de l'année 2007».

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0943 (cf. *compte*

rendu N°9/2005-2006), Monsieur le Ministre de la Santé souligne que la réalisation de la nouvelle infrastructure dans les meilleurs délais relève de la plus haute importance et estime que la fin du chantier pourrait se situer avant les congés collectifs d'été 2010.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que ce calendrier a été respecté?

- Dans la négative, quelles raisons justifient ce retard?

- Quand est-ce que la fin du chantier de la phase 1 concernant les infrastructures du Laboratoire National de Santé à Dudelange peut-elle être envisagée?

Réponse (14.6.2007) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

En réponse à la question parlementaire N°1691 de l'honorable Député Carlo Wagner concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange, je puis fournir les précisions suivantes:

Le planning initial selon lequel les travaux de terrassement avaient été prévus pour le début de l'année 2007 a dû être modifié de manière à reporter le début de ces travaux au mois d'octobre 2007.

Le retard en question était dû à des problèmes liés à l'autorisation d'exploitation du chantier.

L'autorisation sollicitée a été accordée en février 2007 et la soumission «Travaux de terrassement» a pu être lancée début mars 2007 reportant ainsi la date de début des travaux au mois d'octobre prochain.

La fin du chantier relative à la phase 1 est toujours prévue pour la période avant les congés collectifs de l'été 2010.

Question 1695 (23.4.2007) de **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)** concernant le traitement des demandes d'autorisation dans les délais légaux prévus par la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés:

La loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés prévoit des délais qui sont à respecter lors du traitement des dossiers d'autorisation. Or, le rapport annuel du Ministère de l'Environnement révèle qu'en 2006 seulement 70% des demandes d'autorisation ont été traitées dans le délai légal, contre 74,82 % l'année précédente.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des détails concernant les durées de dépassement des

délais légaux et les origines de ces retards?

- Est-ce qu'il est prévu de procéder à une amélioration de la situation? Si oui, quelles sont les mesures envisagées?

Réponse (11.6.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

En 2006, le nombre de dossiers traités et accomplis est supérieur à celui des années précédentes (1.097 en 2006; 1.042 en 2005 et 984 en 2004). Toutefois, le nombre de dossiers de demande introduits en vertu de la loi précitée auprès de l'administration a connu un accroissement de 17,3% en passant de 1.042 en 2004 à 1.154 en 2006.

L'administration constate par ailleurs que le nombre de demandes introduites à contenu minimaliste, ne répondant manifestement pas aux critères de la loi, et nécessitant une liste d'informations supplémentaires adressée au requérant afin de compléter son dossier, s'est accru d'environ 45% à 70% pour les demandes classées 1 et d'environ 18% à 46% pour les demandes de la classe 3 entre 2004 et 2006.

Ainsi, le respect des délais s'est légèrement aggravé.

Question 1699 (24.4.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant l'état des travaux du «National Contact Point on Integration» luxembourgeois:

La Commission européenne a mis en place un réseau de «National Contact Points on Integration».

Dans ce contexte je vous prie de m'informer sur les travaux du «Contact Point luxembourgeois».

- Par qui le Luxembourg y est-il représenté?

- Quels sont les enseignements apportés par les travaux de ce réseau au Ministère de la Famille et de l'Intégration, notamment pour ce qui est de la mise en place d'une politique d'intégration volontariste?

- Quelles sont les perspectives de ces travaux au niveau communautaire?

- Quels sont les liens avec le Conseil National pour Étrangers?

Réponse (11.6.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Le groupe de travail «National Contact Points on Integration» est composé de par son essence de représentants gouvernementaux.

Le Luxembourg y est représenté par le Commissaire du Gouvernement aux Étrangers.

- L'échange d'informations sur les politiques d'intégration permet à chaque point de contact national de se tenir au courant de ce qui se fait dans les autres États membres et de réfléchir si l'une ou l'autre ini-

tiative ou mesure politique pourrait être mise à l'épreuve dans le contexte de son pays respectif.

- Lors de la réunion informelle des Ministres de l'Intégration à Potsdam les 10 et 11 mai 2007, l'intention a été exprimée d'augmenter les compétences des points de contact nationaux sur l'intégration dans le futur.

- L'élaboration de deux manuels d'intégration a été la principale activité de ces NCPI dans les années passées. Le Conseil National pour Étrangers figure sur la liste des organismes nationaux auxquels le deuxième manuel présenté lors de la Conférence à Potsdam va être expédié.

Un site Web «Intégration» est en cours de réalisation. Celui-ci sera accessible à tout intéressé.

Question 1701 (24.4.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant l'application de la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants - cours de langue maternelle intégrés:

Le 25 juillet 1977 le Conseil des Ministres des Communautés européennes a adopté la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants. L'article 3 de cette directive stipule entre autres que l'État membre doit prendre des mesures appropriées en vue de promouvoir, en coordination avec l'enseignement normal, un enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine en faveur des enfants de travailleurs migrants.

Dans ce contexte je voudrais savoir:

- Le Gouvernement luxembourgeois estime-t-il être en accord avec les exigences de cette directive?

Lors de la récente visite-éclair du Président de la République portugaise, le modèle des cours de langue maternelle intégrés a été mis en exergue.

- Quel est le nombre d'élèves portugais qui fréquentent des cours intégrés?

- Quels sont les établissements scolaires où cette offre fonctionne?

- Quels sont les établissements scolaires dans lesquels des cours parallèles sont offerts pour l'année 2006/2007?

- Au cours de la dernière décennie, quelle a été l'évolution du nombre de cours parallèles et intégrés?

- À quoi se heurte la multiplication des cours de langue intégrés?

- Les enseignants luxembourgeois et portugais suivent-ils une formation continue commune?

- Dans quelles autres langues des cours parallèles et intégrés sont-ils offerts?

- Un document d'évaluation des cours intégrés existe-t-il?

Réponse (14.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Le Luxembourg est un des rares pays au monde à offrir des cours en langue maternelle intégrés dans le cadre du programme et de l'horaire scolaire ordinaire.

La plupart des pays ont dû renoncer à intégrer les cours dans l'horaire scolaire, principalement pour des raisons d'organisation et d'équité. Il est en effet impossible d'offrir à chaque élève des cours dans sa langue maternelle. Voilà pourquoi ces cours, organisés par les ambassades ou par des associations, sont généralement offerts en dehors de l'horaire scolaire et sans lien avec le programme scolaire.

Cours intégrés

Dès 1983, le Luxembourg a offert des cours «intégrés» (c'est-à-dire intégrés dans l'horaire et le programme scolaire) en langue espagnole, italienne et portugaise.

Au cours des 25 dernières années, la demande de cours intégrés en langue portugaise a fortement augmenté.

Les cours en espagnol n'ont fonctionné pendant deux ans, et ont été arrêtés, faute de candidats en nombre suffisant.

Les cours intégrés en langue italienne, suivis par 49 élèves en 2005/2006, ont été supprimés par l'Ambassade italienne en plein milieu de cette même année scolaire.

Cours en dehors de l'horaire scolaire

Le Ministère de l'Éducation met à disposition des locaux scolaires pour les cours dits «parallèles», offerts en dehors des horaires scolaires par les ambassades.

Cours de portugais dans l'enseignement secondaire classique

Depuis l'année scolaire 2005/2006, des cours de langue portugaise sont offerts à partir de la classe de III^e de l'enseignement secondaire classique. Chaque année, un sondage est réalisé auprès de tous les élèves de la classe de IV^e, leur demandant s'ils sont intéressés à suivre des cours de portugais (soit des cours de 4^e langue vivante de la section A, soit des cours à option pour les élèves de toutes les sections).

À ce jour, des cours à option sont offerts dans le Lycée des Garçons Luxembourg, le Lycée des Garçons Esch et le Lycée classique de Diekirch.

Le Luxembourg est donc entièrement en accord avec la directive européenne de 1977 qui stipule entre autres que l'État membre doit prendre des mesures appropriées en vue de promouvoir, en coordination avec l'enseignement normal, un enseignement de la langue maternelle et de la culture d'origine en faveur des enfants de travailleurs migrants.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Évolution du nombre d'élèves des cours intégrés et parallèles de 1997/1998 à 2006/2007

Année scolaire	Enseignement primaire			Enseignement secondaire			Total		Total global
	c.intégrés	c.parall.	Total	c.intégrés	c. parall.	Total	c.intégrés	c. parall.	
1997/1998	1295	2294	3589						
1998/1999	1358	2173	3531		872	872	1358	3045	4403
1999/2000	1624	2062	3686		989	989	1624	3051	4675
2000/2001	1811	1963	3774		932	932	1811	2895	4706
2001/2002	1956	1912	3868		998	998	1956	2910	4866
2002/2003	2040	1833	3873		976	976	2040	2809	4849
2003/2004	2133	1852	3985		905	905	2133	2757	4890
2004/2005	2183	1771	3954		947	947	2183	2718	4901
2005/2006	2297	1642	3939		959	959	2297	2601	4898
2006/2007	2270	1548	3818		904	904	2270	2452	4722

Établissements où fonctionnent ces cours

Voir annexes 1, 2, 3

Autres langues

À côté des cours intégrés et parallèles, différents organismes de non communautaires (chinois, bosniaques, etc.) offrent des cours de langue, mais comme ils sont organisés soit par les ambassades, soit par des associations, il est difficile de savoir quels cours fonctionnent actuellement.

Formation continue commune

Les enseignants portugais ont accès à tous les cours de formation continue offerts par le Ministère de l'Éducation nationale du Luxembourg. À notre demande, ces cours sont reconnus par les autorités portugaises et valent également pour l'avancement dans la carrière des enseignants portugais, mais à ce jour, il n'y a pratiquement pas eu d'inscriptions.

Des formations spécifiques communes, ayant comme thème les matières enseignées dans les cours intégrés ou les nouvelles technologies de l'information, sont organisées régulièrement à l'intention tant des enseignants luxembourgeois que des enseignants portugais.

Document d'évaluation

Au cours des années passées, différentes études ont été réalisées sur le fonctionnement des cours intégrés, en collaboration avec l'Ambassade du Portugal et l'Université de Lisbonne.

L'évaluation de l'impact des cours intégrés ayant fait partie des mesures prévues au programme gouvernemental, le Ministère de l'Éducation nationale a effectué une enquête en janvier 2005 auprès de tous les élèves de nationalité portugaise âgés de 15 ans afin d'obtenir des informations sur la fréquentation des cours de/en langue portugaise (cours intégrés, cours parallèles, pas de cours suivis) ainsi que sur l'utilisation et l'impact de la langue portugaise au quotidien. Ces données ont été mises en relation avec différentes données relatives au parcours scolaire de ces élèves, en vue d'évaluer l'impact des cours.

Résultats de l'étude

Pour ce qui est de l'influence sur le parcours scolaire des élèves, on n'a pas pu constater d'influence significative. Il ne s'agit en tout cas pas d'un facteur significatif pouvant influencer dans un sens ou l'autre les chances de réussite dans le système scolaire luxembourgeois. Il n'y a pas non plus de lien avec le niveau scolaire atteint à la fin de l'obligation scolaire.

Par contre, il est indéniable que la valorisation de la langue maternelle a un effet bénéfique sur des

aspects personnels extrascolaires, tels que le sentiment d'appartenance à la communauté portugaise ou un rapprochement à des origines parfois lointaines.

Le rapport de l'étude a été envoyé au Président de la Chambre des Députés, ainsi qu'à tous les partenaires concernés, en novembre 2005. Il figure sur le site Internet du Ministère.

Problèmes et pistes d'action

La multiplication du nombre de cours intégrés se heurte essentiellement à des facteurs d'organisation: nombre insuffisant d'enfants par école et par niveau et nombre insuffisant de salles de classe disponibles.

Comme les cours intégrés ont lieu dans le cadre du programme de l'école primaire luxembourgeoise, et qu'ils doivent être autorisés par les communes, mais organisés par l'Ambassade du Portugal avec des enseignants recrutés et rémunérés par les autorités portugaises, l'organisation des cours ainsi que les responsabilités respectives ne sont pas toujours faciles à régler.

Il arrive qu'il y ait un manque d'enseignants portugais, respectivement que les enseignants arrivent au Luxembourg après le début de l'année scolaire, alors que tous les horaires scolaires sont déjà établis.

Il faut signaler aussi que la pratique de renouveler tous les quatre ans le recrutement des enseignants au Portugal n'est guère favorable à la continuité des cours, ni à l'échange nécessaire entre enseignants luxembourgeois et portugais.

Voilà pourquoi le Ministère entend privilégier plusieurs mesures:

L'assistant de langue maternelle au précoce et au préscolaire, parlant luxembourgeois et portugais. Cette mesure, préconisée dans les circulaires de printemps, est adoptée par quelques communes et donne d'excellents résultats à un moment où la langue maternelle est encore en pleine construction. Par ailleurs, elle facilite l'accès à la langue luxembourgeoise.

Dans le cadre du plan d'action langues pour 2007/2009, différentes actions sont prévues visant la valorisation de la langue et de la culture portugaise.

Les activités d'ouverture aux langues: en vue de favoriser la valorisation des langues maternelles de tous les enfants, le Ministère est en train d'élaborer un projet d'ouverture aux langues s'adressant à tous les enfants. Ces activités ont pour but de

susciter la curiosité des élèves face aux similitudes et différences entre les langues

développer leurs capacités d'observation, d'analyse et de réflexion sur les langues

accroître leur motivation à apprendre les langues

favoriser une attitude positive vis-à-vis de la diversité linguistique et culturelle.

Question 1706 (25.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **mise en service du système «eCall»:**

En cas d'accident, le dispositif «Call» installé dans un véhicule envoie un appel d'urgence au centre de réception des appels d'urgence le plus approprié (PSAP - Public Service Answering Point) et envoie en même temps un certain nombre de données relatives au véhicule, notamment sa localisation précise.

Le système est basé sur l'emploi du numéro d'urgence unique européen, le 112, qui permettra d'assurer son interopérabilité dans toute l'Union européenne. L'appel d'urgence peut être déclenché manuellement par les occupants du véhicule ou automatiquement, en cas d'accident grave, grâce à des capteurs installés dans le véhicule. Selon une communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité Économique et Social européen et au Comité des régions du 26 novembre dernier, le calendrier de mise en œuvre serait le suivant:

- signature du protocole d'accord par les principales parties concernées afin de faire progresser la situation avant la fin 2006;

- définition complète du système «eCall» et début du développement pour la mi-2007;

- essais sur le terrain en vraie grandeur dès le début 2008;

- modernisation par les États membres de leurs PSAP d'ici septembre 2009;

- introduction d'«eCall» comme option standard à bord de tous les véhicules homologués à compter du 1^{er} septembre 2010.

Toujours suite à cette même communication, sept États membres et deux pays associés auraient signé le protocole d'accord «eCall», tandis que dans douze autres États la procédure en vue de sa signature aurait été entamée et en serait à différents stades. Ainsi, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède seraient les trois premiers pays à faire fonctionner «eCall». Alors qu'en France, par exemple, un groupe interministériel aurait été créé pour étudier le déploiement de l'«eCall» en collaboration avec l'industrie, le Luxembourg fait partie des six États membres qui n'auraient pas communiqué d'information sur l'état d'avancement de la procédure dans leur pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à ce système?

- Est-il exact que le Luxembourg n'a pas transmis d'informations sur l'avancement des travaux concernant la mise en service de «eCall»?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quel est l'état actuel des travaux respectivement des discussions au Luxembourg?

Réponse (11.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le système «eCall» est un système paneuropéen d'appel de secours d'urgence, généré, soit directement par messagerie vocale par le conducteur d'une voiture en cas d'un accident, soit automatiquement par des capteurs en cas de choc subi par un véhicule. Dans ce dernier cas, le système lance automatiquement un appel d'urgence au centre de réception des appels d'urgence le plus proche et une série de données est transmise, en particulier les coordonnées géographiques permettant aux opérateurs du centre de réception des appels de repérer sur une cartographie électronique le lieu de l'accident. Ce système doit permettre de minimiser le temps d'intervention des services de secours. Au Luxembourg, le central des secours d'urgence de l'Administration des Services de Secours est le seul point de contact pour tout le pays auquel aboutit le numéro européen unique standardisé, le 112.

Pour réaliser le système «eCall», plusieurs conditions doivent être remplies. Les producteurs d'automobiles doivent développer des standards techniques permettant la transmission automatique en cas d'un appel d'urgence. Les données à envoyer automatiquement au central des secours d'urgence 112 le plus proche sont à fixer par des protocoles standardisés.

Or, actuellement les spécifications des protocoles sont en train d'être élaborées sous la tutelle de l'Institut européen des normes de télécommunication et devraient être prêtes pour la fin de l'année 2007. L'Administration des Services de Secours suit de près l'état d'avancement de ces travaux. Une fois que ces protocoles auront été définitivement fixés, le service technique responsable pour la gestion des équipements du central des secours d'urgence 112, pourra se prononcer sur les équipements et logiciels nécessaires permettant la mise en œuvre technique du système «eCall». Il est à prévoir que le central des secours d'urgence 112 sera opérationnel en matière de «eCall» vers la fin de l'année 2009.

Comme le Luxembourg ne dispose pas de plusieurs centres de réception des appels d'urgence publics ou privés pouvant être joints par le numéro unique 112, une coordination interministérielle s'avère superflue.

Question 1708 (26.4.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins aux personnes âgées:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire N°1603, les Ministres sub-mentionnés donnent à considérer qu'ils ne disposent d'aucune liste des prix d'hébergement pratiqués par les maisons de soins et les centres intégrés pour personnes âgées (cf. *compte rendu N°10/2006-2007*). Ils m'ont également informé de la volonté du Gouvernement de charger un expert externe d'une analyse des coûts dans les différents établissements, de manière à élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'en apprécier les coûts et de proposer des solutions concernant leur prise en compte.

Si une telle démarche doit être saluée, il n'en demeure pas moins que la réalisation de l'analyse prendra des mois et qu'à l'heure actuelle les personnes âgées qui ne peuvent ou qui ne veulent plus rester à la maison, ou leurs familles, ne disposent d'aucune liste ou autre document qui les renseigne sur les prix pratiqués par les différents établissements. À moins de se mettre en contact directement avec tous les établissements en question, ces personnes ne sont pas à même d'effectuer un choix éclairé.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

- si le Gouvernement ne pourrait pas, en attendant les conclusions de l'analyse susmentionnée, mettre à disposition des personnes âgées et/ou de leurs familles une liste des

Chamber TV

weist all
öffentlich Sitzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer

um Kanal S29 / 367.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bärmereng um Kanal

S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech

um Kanal S19 / 287.25 Mhz

•

Zu Iermsdref

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal

S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech um Kanal

S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt,

Meespelt,

Ollem a Nouspelt

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 /

455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach um Kanal

S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Medemach um Kanal

S40 / 455.25 Mhz

•

prix de tous les établissements d'aide et de soins pour personnes âgées répertoriés au Grand-Duché et qui reprenne au moins de manière sommaire les prestations offertes et comprises dans le prix de base.

Réponse commune (15.6.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Comme précisé dans la réponse commune à la question parlementaire N°1603 du 8 mars 2007 de l'honorable Député Marc Spautz, ni le Ministère de la Sécurité sociale ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne dispose d'une liste des prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins (maison de soins et centres intégrés pour personnes âgées).

L'analyse des différents postes coûts dans les établissements, l'élaboration des définitions pour ces différentes prestations et l'examen des coûts afférents ne met actuellement pas en mesure le Gouvernement d'établir une liste des prix de tous les établissements d'aide et de soins et qui reprendrait même de manière sommaire les prestations offertes et comprises dans le prix de base.

Ce travail d'analyse est pourtant nécessaire afin de pouvoir proposer des solutions concernant notamment la prise en compte soit au titre du prix d'hébergement, soit au titre de l'assurance dépendance.

Question 1717 (2.5.2007) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant l'application de l'article 17 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles:

L'article 17 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipule notamment qu'«il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes tels que mares, marécages, marais, sources, pelouses sèches, landes, tourbières, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, haies, broussailles ou bosquets». De plus «le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés».

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, cet article (précédemment article 14) a été appliqué dans un esprit pragmatique tout en suivant une approche responsable et raisonnable en matière de protection de la nature. Or, depuis peu ce nouvel article 17 est souvent interprété et appliqué de façon très stricte ce qui engendre des difficultés en matière de construction d'infrastructures et de logements notamment. On peut même parler de véritable frein à l'encontre de la construction de logements alors qu'il y a pénurie en la matière. Cette mesure risque en outre de pousser les prix des terrains à bâtir encore davantage à la hausse.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une interprétation trop stricte de l'article 17 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles nuit à la construction de logements?

- Ne faudrait-il pas revenir à une application plus pragmatique et souple de l'article en question?

- Qui décide en définitive de ce qui a valeur de biotope, un garde forestier ou un fonctionnaire?

Réponse (11.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad questions 1 et 2

L'honorable Député pourrait se plaindre de la dégradation alarmante de la diversité biologique tout comme de la réduction préoccupante de certains biotopes et habitats au Luxembourg, situation clairement décrite dans le Plan national concernant la protection de la nature arrêté par le Gouvernement en Conseil en avril 2007.

L'honorable Député se réfère à l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Cet article qui constitue un renforcement de l'ancien article 13 de la loi du 11 août 1982 a été élaboré et voté pendant la législature précédente.

L'honorable Député fait erreur en parlant d'interprétation de l'article 17: or, l'interprétation des lois et règlements est réservée in fine au pouvoir judiciaire.

L'application de l'article 17 à l'intérieur du périmètre d'agglomération ne peut en aucun cas être invoquée comme étant un frein à l'encontre de la construction de logements. Jusqu'à ce jour, un seul projet d'urbanisation à l'intérieur du périmètre a été refusé par le Ministre de l'Environnement et ceci en ordre principal à cause de la présence d'une zone Natura 2000. D'ailleurs cette décision du Ministre a été confirmée par un jugement de la Cour administrative.

Les instructions d'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, revendiquées par l'ensemble des acteurs concernés depuis des années et arrêtées par le Ministre de l'Environnement en décembre 2006, garantissent une application pragmatique et souple des dispositions de l'article 17.

Ces instructions élaborées après une large concertation, ont été saluées par tous les acteurs intéressés.

Elles définissent clairement la notion de biotope en se limitant aux biotopes rares et/ou menacés couvrant des surfaces minimales. Le même document explique pour chaque type de biotope, les interventions qui sont à considérer comme destruction, réduction ou changement et qui tombent dès lors sous le champ d'application des dispositions de l'article 17.

Dans un souci de sécurité de planification et en vue de faciliter l'action des agents de l'Administration des Eaux et Forêts sur le terrain, un cadastre national de ces biotopes est en cours de réalisation et ceci sur base de critères scientifiques et selon un processus transparent.

Enfin, la nécessité de protéger les biotopes sur l'ensemble du territoire national ne ressort pas seulement de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles mais est également partie intégrante du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général d'une commune. Les articles 23 à 26 de ce règlement exigent l'élaboration d'un concept de mise en valeur des paysages et des espaces libres intra-urbains, et en particulier le maintien d'une trame verte ainsi que la conservation d'arbres et de haies en des endroits précis.

Ad question 3

La décision de ce qui a valeur de biotope ressort clairement des instructions d'application précitées et

sera appliquée uniformément par l'ensemble des agents de l'Administration des Eaux et Forêts et les fonctionnaires du Ministère de l'Environnement dans leurs avis respectifs.

Question 1721 (3.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'impact de la pollution automobile sur le risque d'infections respiratoires des enfants:

Durant les dernières années, de nombreuses études ont évalué l'impact que pouvait avoir sur la respiration le fait de vivre à proximité des grands axes routiers. La pollution liée aux gaz d'échappement des automobiles favorise les infections respiratoires ainsi que les signes d'asthme et d'allergie chez les jeunes enfants.

Une étude récente réalisée aux Pays-Bas sur plus 4.000 enfants de 0 à 4 ans conforte ces résultats alarmants et démontre outre une corrélation entre l'exposition à la pollution automobile et l'asthme et l'allergie chez les enfants, une corrélation avec d'autres pathologies telles que les infections ORL, les gripes et les rhumes sévères.

Selon cette étude, le risque d'avoir de l'asthme est majoré de 30% par rapport à celui d'un enfant non exposé. Pour les autres affections, le risque est augmenté de 20%. Les auteurs ont également mis en évidence une association entre la pollution aérienne et le fait d'avoir une sensibilité spécifique aux allergènes alimentaires habituels.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?

- Existe-t-il des chiffres pour le Grand-Duché du Luxembourg?

- Quels sont les efforts réalisés en la matière en vue de réduire le risque d'infections respiratoires des enfants?

Réponse (11.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'étude néerlandaise dont l'honorable Député fait mention dans sa question parlementaire a été menée par Monsieur Bauer et a été publiée le 25 avril 2007 dans l'European Respiratory Journal.

Cette étude met en relation la prévalence d'asthme et d'autres affections avec la présence de NO₂ et de particules fines (PM) sur une cohorte de 4.000 enfants âgés de 0 à 4 ans.

Les résultats de cette étude confirment ce qu'une multitude d'autres études avaient déjà annoncé auparavant: il existe bien une relation quantitative entre la pollution automobile et l'asthme ainsi que des allergies IgE dépendantes.

D'autres études publiées dans la revue Respiratory Medicine montrent une augmentation significative des problèmes respiratoires cutanés et alimentaires chez les personnes soumises à une pollution atmosphérique de proximité, même si les valeurs tolérées par l'OMS (40mg/m³ pour NO₂ et 10 µg/m³ pour les PM) ne sont pas dépassées.

Avec une prévalence de 30% dans le monde, les allergies chez l'enfant constituent un problème certain de santé publique. Il n'existe pas de chiffres spécifiquement pour le Luxembourg, mais l'on peut admettre que la situation chez nous est sensiblement la même que dans les autres pays développés.

C'est surtout pour les particules fines que le bilan d'émission des moteurs à diesel est défavorable

par rapport aux moteurs à essence. Une harmonisation communautaire imposant d'équiper les moteurs à diesel d'un filtre à particules serait de nature à améliorer sensiblement la situation.

Question 1722 (3.5.2007) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant la réduction des subsides ordinaires de certaines sociétés sportives:

Les clubs sportifs, les fédérations ainsi que le C.O.S.L. forment l'ossature du sport au Luxembourg. Le Gouvernement déclare dans son programme de 2004: «Comme, d'un côté, cette organisation repose aujourd'hui en grande partie sur le bénévolat et que, de l'autre côté, tant le travail que les responsabilités incombant aux bénévoles deviennent de plus en plus pesantes, le soutien public devra tenir compte de cette situation et être adapté en conséquence.»

Or, force est de constater que le département ministériel des Sports vient de décider une réduction des subsides ordinaires pour certaines sociétés sportives de dix pour cent, alors que le budget de l'État pour l'exercice 2007 ne prévoit qu'une réduction de 1,75% des moyens financiers (Art. 33.010).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons de cette réduction des subsides? Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ensemble des fédérations et clubs sportifs est concerné par cette mesure? Dans l'affirmative, les subsides sont-ils réduits de façon égale pour toutes les associations sportives?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette décision est contraire aux déclarations susmentionnées?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette décision peut avoir des conséquences négatives pour les clubs sportifs et l'engagement de nombre de bénévoles?

- Une enquête récente sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents a permis d'identifier diverses déficiences. Vu les résultats alarmants de cette étude, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de soutenir plus activement les clubs sportifs luxembourgeois dans leur mission importante?

Réponse (14.6.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

Pour le budget 2007, il y eut la ligne de conduite générale du Gouvernement de réduire les dépenses de fonctionnement de 10%.

À l'article 11.4.33.010 qui se partage en trois enveloppes distinctes:

- une première pour les subsides ordinaires aux clubs;

- une deuxième pour les subsides extraordinaires dans l'intérêt des représentations internationales des fédérations et clubs sportifs;

- et une troisième pour subsidier les activités sportives des personnes handicapées,

la diminution de 10% a été répartie sur les subsides ordinaires aux clubs. Le montant retranché restait insignifiant et devait pouvoir être compensé par les collectivités locales puisque se sont elles en premier lieu qui ont à garantir le fonctionnement de leur vie associative.

Pour répondre aux détails demandés par l'honorable Député Carlo Wagner, la réduction a été appliquée uniformément à l'ensemble des clubs ayant bénéficié

d'une aide en 2006 et il n'y a pas eu de différenciation au niveau des disciplines.

Faut-il de même expliquer que les crédits supplémentaires préservés aux fédérations reviennent en fait directement aux clubs qui sont moins sollicités pour contribuer à financer les activités sportives fédérales internationales et les indemnités des cadres techniques et administratifs fédéraux.

Au regard des évolutions budgétaires actuelles qui sont plus favorables, je crois pouvoir m'engager que la mesure restrictive a été unique. J'entends d'ailleurs renforcer dès le budget 2008 l'appui direct pour les sportifs notamment au niveau de l'encadrement. Le bénévolat en bénéficiera par ricochet.

L'appui pour le bénévolat ne se reflète pas seulement dans la mise à disposition de cadres techniques et administratifs fédéraux. Elle se concrétise à travers d'autres mesures indirectes renforcées telles entre autres la couverture de l'assurance collective aux personnels bénévoles œuvrant dans l'intérêt des clubs.

Finalement je salue que Monsieur Wagner fasse référence à l'enquête récente sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents. Celle-ci est alarmante et nécessite tout un programme d'actions. Or, la mise à disposition de crédits spécifiques à ce sujet fut dès le budget 2006 une priorité absolue pour le Département ministériel des Sports qui «nolens volens» a dû accepter d'autres réductions de fonds afin de disposer des moyens dans l'intérêt des campagnes de promotion contre l'obésité et le manque de mouvement.

Question 1725 (7.5.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant les assurances pour animaux de compagnie:

E puer dausend Leit besëtzen en Hausdéier wéi eng Kaz oder en Hond. Ass datt Déier mol krank a muss operéiert ginn, da komme gréisser Käschten, oft e puer dausend Euro op een zou. An onsem Nopeschland Däitschland kann ee säin Hausdéier bei enger Assurance krankerversécheren. Dat heescht et bezilt een all Mount eng festzeleeënd Cotatioun an am Fall vun enger noutwendeger Operatioun ginn d'Käschte vun der Assurance iwwerholl. Dat geet an Däitschland awer nëmmen dann, wann ee säi Wunnstëtz an Däitschland huet.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Besteet zu Lëtzebuerg déi gesetzlech Basis, fir datt eng Assurance eng «Krankeversicherung» fir Hausdéieren ubidde kann?

2. Wa jo, kann de Minister mer soen ob et hei am Land eng Assurance gétt, déi dës Service ubitt?

3. Wann neen, kann de Minister sech virstellen déi gesetzlech Basis dofir ze schafen?

Réponse (20.6.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

A senger Ufro, déi den Här Députéierte Gast Gibéryen de 7. Mee 2007 un de Wirtschaftsminister gestallt huet, an déi hien dem Trésors- a Budgetsminister zwecks Kompetenz weidergereecht huet, ginn e puer Froen iwwert d'Versécherbarkeit vu Krankheetskäschte vun Hausdéiere wéi Honn a Kazen gestallt.

Dozou wollt ech folgend Äntwerte ginn:

1. Souwuel dat modifizéiert Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancesecteur wéi och dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert de Versécherungsvertrag opposéiere sech net, datt eng Versécherungsgesellschaft, déi fir d'Versécherungsspart «Pertes pécuniaires diverses» zougelooss ass, eng «Krankeversicherung» fir Hausdéiere wéi Honn a Kazen ubitt.

2. Eng Enquête vum Commissariat aux Assurances bei deene betreffende Gesellschaften huet allerdéngs erginn, datt am Abléck keng eenzeg vun hinnen esou e Produkt ubitt. Als Grond gëtt genannt, datt keng gréisser Demande géif bestoen an datt esou e Produkt souwiso relativ deier fir de Client wier, besonnesch well eng staark «anti-sélection» géif bestoen: Nëmme déi Propriétaire vum Hausdéieren, déi al an/oder krank wieren, géifen op esou eng Assurance zréckgräfen.

Et schéngt awer esou ze sinn, datt eng Rei auslännesch Gesellschaften, besonnesch an Däitschland, sou e Produkt offrëieren. Näischt vehënnert, datt dës Gesellschaften hire Produkt och zu Lëtzebuerg ubidden, ënnert der Bedingung, datt si déi néideg Notificatiounen am Kader vun der Déngschtleeschungsfräiheet an der EU maachen.

3. Et gëtt deemno kee Grond eng nei gesetzlech Basis fir «Krankeversicherungen» fir Hausdéieren ze schafen.

donc dépendante d'une multiplicité de facteurs, dont le critère du prix d'achat de l'électricité.

- Quant au deuxième volet de la question, il reste à souligner que les fournisseurs d'électricité se dotent en général dans leur approvisionnement d'un bouquet bien diversifié qui est choisi suivant une multitude de critères dont notamment l'économicité, les quantités disponibles et l'intégration dans le profil de consommation. Ce bouquet contient généralement une partie plus ou moins importante acquise aux bourses de l'électricité dont l'origine est en large mesure fonction du mixe des pays limitrophes au Luxembourg qui ont tous dans leur mixe électrique des parts très considérables d'électricité nucléaire. L'organisation d'un portefeuille diversifié d'approvisionnement ne semble aucunement contraire à une campagne marketing pour la promotion d'une offre d'énergie renouvelable à un prix compétitif.

- S'agissant enfin du troisième volet de la question, j'estime qu'il appartient au plus grand actionnaire de Cegedel qu'est l'État de soutenir toute politique d'achat qui garantit au Luxembourg un approvisionnement en électricité sûr, diversifié, protecteur de l'environnement et économiquement viable, voire compétitif.

Question 1732 (9.5.2007) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**implantation de l'entreprise italienne Tontarelli à Bascharage**:

Den 2. November 2005 huet de Wirtschaftsminister an enger Pressekonferenz d'Usiidlung vun der italienescher Firma Tontarelli zu Bascharage ugekënnegt. An dësem Zesammenhang huet den Här Wirtschaftsminister und gesot, datt dës Usiidlung keng Auswirkungen op déi zu Longlaville a Frankräich implantéiert Usine vun Tontarelli wäert hunn an datt et zu kengem Transfert vun Aarbechtsplaz vu Frankräich op Lëtzebuerg géif kommen.

Wéi et schéngt ass Tontarelli-Frankräich awer elo amgaangen an der franséischer Usine zu Longlaville d'Maschinen ofzerappen a fir den Transfert op Lëtzebuerg virzubereeden.

Dofir géif ech dem Här Minister gären folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun dëser Entwécklung? A wa jo, wéi schätzt den Här Minister dës Entwécklung an?

2. Wéi wier en eventuellen Aarbechtsplaz-Ofbau an der Franséischer Usine mat Ärer Ausso vun deemools ze vereinbaren?

Réponse (6.6.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Je voudrais signaler d'emblée que les installations technique et administrative de l'usine Tontarelli à Bascharage sont sur le point d'être achevées.

Le démarrage des activités sur le site de production à Bascharage n'aura pas d'effet négatif sur le centre de production français localisé à Longlaville. Au contraire, la collaboration entre les deux usines sera prononcée, surtout au niveau de la formation de la main-d'œuvre spécialisée.

L'information d'un démontage et d'un transfert d'équipements du site de Longlaville vers Bascharage est erronée et trouve l'explication suivante: La société luxembourgeoise a entrestocké une partie des équipements livrés, notamment du mobilier de bureau à Longlaville en attendant l'achèvement des locaux à Bascharage en vue de permettre leur installation.

Question 1735 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques**:

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement allait procéder à une désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques («Och déi, déi mam Stat zesumme schaffen, wäerte mierken, datt mer d'Inflation mat den Häre wëllen huelen, iwwerall do wou mer se ze pake kréien: d'Ministeren ënnerschreiw keng Kontrakter méi déi voll indexéiert sinn. Wann eng Indextranche erfält d'äerf dat net länger zur Konsequenz hunn, datt all Kontrakter mam Stat automatesch 2,5 Prozent méi deier ginn. Dat war bis elo esou. Dat ass elo eriwuer».).

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. La désindexation des contrats conclus par l'État fut une des mesures discutées.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de contrats ont été conclus depuis mai 2006 par les administrations de l'État? Combien de ces contrats contiennent une clause de désindexation? Au cas où aucun contrat ne contenait une telle clause, Monsieur le Ministre peut-il m'en indiquer les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant aux économies prévues dues à la désindexation des contrats?

Réponse (21.6.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Chaque département ministériel étant lui-même compétent pour conclure des contrats relevant de son activité, le Ministre du Trésor et du Budget n'a pas connaissance de ces contrats.

Quant aux nouveaux contrats conclus par le Ministère des Finances, il s'agit essentiellement de contrats de bail.

Les nouveaux contrats de bail conclus par l'État en tant que locataire depuis mai 2006 ne contiennent pas de clause d'adaptation automatique du loyer en cas d'augmentation de l'indice.

Question 1736 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **mesures en matière de performance énergétique du parc immobilier**:

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre a insisté sur la nécessité, dans un souci de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique, de prendre des mesures en matière de performance énergétique de notre parc immobilier («Hei kënnt de Moosname fir eng méi héich Energieperformanz vun den Häiser a fir d'energetesch Sanéierung vun de bestehende Gebaier d'Haaptopmierksamkeet zou. Bis zu 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren. Eng Marketingstrategie fir Niddregenergiehäiser gëtt ab 2007 vum Umweltminister lancéiert».).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur

le Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel montant a déjà été investi dans l'assainissement énergétique des bâtiments publics depuis l'annonce faite par le Premier Ministre?

- En quoi consiste exactement la stratégie marketing du Ministère de l'Environnement pour la promotion de maisons à basse consommation énergétique?

- Quand cette stratégie marketing sera-t-elle lancée?

Réponse commune (21.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*, **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Claude Meisch, nous avons l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes. D'ailleurs, nous nous permettons à nous référer aussi à la réponse à la question parlementaire N°1705 portant également sur l'assainissement énergétique des bâtiments publics (cf. *compte rendu N°13/2006-2007*).

Le Ministère des Travaux publics a présenté lors d'une conférence de presse du 14 mai 2007 son programme d'assainissement énergétique des bâtiments appartenant à l'État. À relever dans ce contexte notamment qu'en 2007 la Division de la Gestion du Patrimoine de l'Administration des Bâtiments publics (DGP) s'est dotée, par le biais de la loi budgétaire 2007, d'un nouveau Fonds d'Entretien et de Rénovation (FER) qui permet à cette division de mieux gérer la gestion du patrimoine immobilier de l'État. La dotation annuelle du FER est de 55 millions d'euros.

En outre, sont actuellement inscrits sur les fonds d'investissements publics 49 projets de rénovation pour un montant total pluriannuel de 197 millions d'euros.

Enfin s'ajouteront 30 millions d'euros étalées sur une période de six ans en provenance du fonds de financement des mécanismes de Kyoto, destinés en particulier à l'assainissement énergétique des immeubles.

Actuellement plusieurs études sont soit déjà en cours, soit sur le point d'être entamées en vue de définir des concepts d'assainissement énergétique spécifiques et adaptés aux différents bâtiments retenus dans le programme pluriannuel de rénovation.

Il faut mettre en évidence qu'avant même la mise à disposition de fonds spécialement prévus pour l'assainissement énergétique des bâtiments de l'État, des réductions des consommations énergétiques des bâtiments ont déjà pu être réalisées dans le cadre des rénovations effectuées au cours des années antérieures par la mise en œuvre de matériaux modernes et répondant aux exigences de la réglementation concernant l'isolation thermique des immeubles. Cependant, il échet de noter que l'investissement relatif à l'assainissement énergétique inhérent aux travaux de rénovation ordinaires et les réductions des émissions de CO₂ en découlant n'ont pas été comptabilisés jusqu'à présent de façon explicite.

Quant aux efforts de promotion des maisons à basse consommation énergétique entrepris par le Ministère d'Environnement, ils comportent plusieurs volets. Il y a lieu de relever tout d'abord que le «règlement grand-ducal du 20 juin 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la

mise en valeur des sources d'énergie renouvelables» renforce les dispositions déjà en place en abolissant la limitation du nombre d'habitations éligibles pour des aides financières. Ceci vaut aussi bien pour les nouvelles habitations à performance énergétique élevée que pour l'assainissement d'habitations existantes.

Les nouveaux régimes d'aides, actuellement en cours d'élaboration et applicables à partir du 1^{er} janvier 2008, continueront de renforcer les mesures existantes et plus particulièrement de mettre l'accent sur les maisons dites passives, tout comme sur l'assainissement, même partiel, des habitations existantes. Un workshop organisé le 18 avril dernier avait permis de discuter les grandes orientations des nouveaux régimes avec l'ensemble des acteurs concernés.

Après la campagne de sensibilisation générale aux changements climatiques entreprise en 2006, le Ministère de l'Environnement lancera en octobre 2007 une campagne axée plus spécifiquement sur les mesures d'économie d'énergie. Il va de soi que les thèmes de l'isolation thermique respectivement de l'assainissement énergétique des bâtiments y occuperont une place prépondérante.

Aussi le Gouvernement s'efforce de mettre en place une structure centralisée pour couvrir les besoins en matière d'information, de conseil et de formation dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Partant d'une organisation centralisée, certaines tâches en matière d'information et de conseil, notamment celles s'adressant aux personnes privées, pourraient être mises en œuvre à un niveau régional/décentralisé. Le 7 mai, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ont organisé un atelier de travail avec les acteurs concernés en vue de l'élaboration de la stratégie devant mener à la création de la structure centralisée avec des services offerts de façon décentralisée.

Question 1739 (10.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo**:

Le système de navigation par satellite Galileo européen sera un outil performant et offrira des possibilités de localisation d'une très grande précision et ceci sous contrôle civil. Les applications envisagées sont multiples, allant de la gestion du trafic aux communications sans fil en passant par l'agriculture, la pêche et la sylviculture, l'approvisionnement en énergie et la protection environnementale. Trente satellites européens sillonneront l'espace sur trois orbites différentes et devront transmettre des données de positionnement précises. Grâce à sa performance et sa précision, le système Galileo servira à des applications nécessitant un maximum de sécurité, comme la conduite des trains, le guidage des voitures et l'atterrissage des avions.

Ces derniers jours, plusieurs responsables politiques ont déclaré que l'Agence spatiale européenne (ESA) devrait reprendre les activités de Galileo. De même, il a été mentionné qu'une utilisation militaire pourrait être envisagée. Lors de la réunion des ministres européens en juin 2007, ces derniers tâcheront de trouver une solution pour la survie du système de navigation par satellite Galileo, fleuron de l'industrie spatiale européenne.

La Commission européenne, elle aussi, a déclaré: «L'Europe est confrontée à des menaces en constante évolution, plus variées, moins visibles et moins prévisibles.

Pour les contrer, il faut recourir à une combinaison de solutions civiles et militaires et les moyens spatiaux apportent une contribution significative à cet égard.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les déclarations énoncées en rapport avec l'utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo?

- Quelle sera la position de notre Gouvernement lors de la réunion des ministres en juin 2007?

Réponse (15.6.2007) de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

Faisant référence à des informations de presse, l'honorable Député désire s'informer sur la question de l'utilisation militaire du système européen de navigation par satellite.

À cet égard, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle aucune décision du Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne n'a été prise. Cette question n'était d'ailleurs pas à l'ordre du jour du Conseil «Transports» du 8 juin 2007 dernier.

À l'occasion, de cette réunion, les ministres ont pris acte de l'échec des négociations pour la concession et ont invité la Commission à fournir des propositions pour la continuation du programme Galileo dans le but de prendre une décision sur le scénario à adopter en automne 2007. Le Luxembourg a adopté cette résolution.

Question 1740 (10.5.2007) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant le **sponsoring des concerts et festivals de musique:**

Dans une interview accordée au magazine «Pizzicato» du mois de janvier 2007, Madame la Secrétaire d'État à la Culture a remarqué à propos du sponsoring des concerts et festivals de musique: «Je ne peux que conseiller aux organisateurs de sortir des sentiers battus, pour mieux se positionner lors du 'beauty contest' des sponsors et mécènes. Les formules attrayantes ne manquent pas.»

- Comme nombre d'organisateur éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver l'équilibre financier pour les différentes manifestations, je voudrais savoir de la part de Madame la Secrétaire d'État ce qu'elle entend par «formules attrayantes» et comment elle compte soutenir davantage les organisateurs, qui faute de moyens, risquent de devoir réduire l'offre culturelle aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif.

Réponse (18.6.2007) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

En réponse à la question de Madame le Député Anne Brasseur concernant les modes de financement publics et privés des activités culturelles au Luxembourg, j'ai l'honneur de vous apporter les informations suivantes:

Il est vrai qu'on constate une croissance encore plus importante au niveau de l'offre culturelle au Luxembourg notamment suite à l'ouverture de nouveaux établissements publics tels que la Philharmonie ou le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, mais aussi le lancement de la «Capitale européenne de la Culture 2007». Si ces institutions réussissent depuis des années à surprendre le grand public avec des événements culturels exceptionnels, j'insiste à souligner que

leurs programmes n'ont pas pu dans le passé, et ne pourront pas non plus à l'avenir, être financés exclusivement par des deniers publics. C'est cette recherche continue de qualité dans leurs activités culturelles qui motive ces mêmes établissements publics à trouver des partenaires privés au Luxembourg, pour les aider à cofinancer leurs programmes.

À ce sujet, je me permets de faire les commentaires suivants:

L'année culturelle en 1995 au Luxembourg avait attiré un grand nombre d'entreprises, qui jusqu'à n'étaient jamais entrées en contact avec les milieux culturels, à faire du sponsoring d'événements culturels divers. Cette manifestation de grande envergure avait donc permis de sensibiliser le public luxembourgeois pour la culture et en même temps, avait réussi à susciter une prise de conscience pour le fait culturel auprès du secteur privé. Je suis convaincue que l'année culturelle 2007 ne fera pas seulement connaître nos établissements et événements culturels au-delà des frontières, mais permettra aussi de fidéliser, voire d'intéresser davantage encore les entreprises luxembourgeoises et étrangères pour le sponsoring et le mécénat dans le domaine culturel, sans parler bien sûr d'une fidélisation concomitante du public.

Des établissements culturels tels que le MUDAM, la Philharmonie ou le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, pour n'en citer que quelques-uns, ont réussi à atteindre des taux d'autofinancement formidables variant entre 10 et 50% de leurs budgets annuels et ceci notamment grâce à une approche professionnelle vis-à-vis du sponsoring et du mécénat. Le dynamisme, l'image ainsi que la créativité de nos établissements culturels permettent de valoriser régulièrement les sponsors et ont un impact positif sur l'image de marque de ces derniers. Pour rendre possible une telle coopération, il est indispensable que le sponsor ou mécène puisse s'identifier et avec l'image de l'établissement culturel et avec le package culturel offert par ce dernier. Une parfaite cohérence entre le sponsor et le sponsorisé permettra que chacune des parties puisse tirer un bénéfice de cette collaboration.

L'offre croissante dans le domaine culturel au cours des dernières années a eu comme conséquence directe qu'un certain nombre d'organismes culturels et festivals se sont repositionnés. Il faut tout d'abord rappeler que les nouvelles infrastructures culturelles déjà citées offrent aussi une plateforme nouvelle et prometteuse aux ensembles existants. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est important pour ces organisations, généralement de plus petite taille, de réadapter leur programme culturel ou de trouver des niches de marché non encore exploitées, de manière à attirer un maximum de visiteurs et de sponsors éventuels. Il est primordial d'identifier les entreprises potentielles qui voudraient associer leur image de marque à l'événement culturel en question et de leur offrir par la suite le package culturel recherché. Voici tout l'art du «beauty contest» des sponsors dont question qui n'est pas seulement d'application dans le domaine de la culture, mais partout où des organisations bénévoles entendent faire bouger des choses, que ce soit par exemple dans le domaine du sport, de l'aide humanitaire ou dans d'autres domaines. Si l'État permet de financer par l'intermédiaire de subventions et de subventions des activités culturelles de tout genre, les événements exceptionnels et de grande qualité demanderont toujours le cofinancement de sponsors ou mécènes du domaine privé, tel que ceci a toujours été le cas jusqu'à présent. Il est tout

aussi entendu que l'État continuera à subventionner ces structures comme il l'a fait jusqu'ici.

Il existe finalement un certain nombre de mesures fiscales qui permettent d'inciter le sponsoring et le mécénat culturel dans le grand public. Rappelons par ailleurs l'existence de l'instrument du «Fonds culturel national» qui constitue un moyen incitatif autant à l'adresse des entreprises que des particuliers. J'ai d'ailleurs demandé à un agent de mon Ministère d'analyser le régime fiscal du mécénat/sponsoring au Luxembourg afin de dégager des pistes pour inciter le domaine privé à s'engager encore plus dans le secteur culturel. Une première constatation qu'on peut déjà faire est que le Luxembourg se trouve en Europe sur l'échelle moyenne en ce qui concerne ses incitations fiscales en la matière et que nos pays avoisinants ont fait des progrès impressionnants en la matière au cours des dernières années. Il pourrait donc s'avérer que mon Ministère fera des propositions à l'avenir pour rendre le sponsoring et le mécénat encore plus attrayants au Luxembourg, aussi bien pour les personnes privées que pour les entreprises.

Question 1741 (10.5.2007) de **M. Jean-Pierre Koepf (ADR)** concernant l'**introduction d'une analyse sanguine annuelle complète et gratuite pour les donneurs de sang:**

Ronn 12.000 Blutspender suergen dofir, datt am Land méi oder manner genuch Blutreserven allzäit zur Verfügung stinn. Et sinn dëst ronn 3% vun eise Bierger am Land. Gewosst ass awer, datt et der misste ronn 4% sinn. Dëst geschitt vu Säite vun de Blutspender alles op fräiwëlleger Basis, wat ganz begrëssenswäert ass.

Laut mengen Informatiounen gëtt d'Blutt vun all dëse Blutspender awer just kontrolléiert op Blutarmut an op ustiechend Krankheiten.

Duerfir hätt ech an dësem Kontext folgend Fro un den Här Minister:

- Wier et net sënnavoll am Kader vun der medezinescher Preventioun, an als ee kleng Merci fir all dës fräiwëlleg Blutspender, fir eng Käier am Joer hiert Blut enger kompletter Gratisanalyse ze ënnerzéien? D'Resultat vun dëser Analyse sollt de Blutspender da perséinlech zougestallt ginn, fir datt se dëst, wa gewünscht, mat hirem privaten Dokter kënnen duerchdiskutieren.

Réponse (6.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Den eierewäerten Deputéierte geet dervun aus, datt d'Blutt vun de Blutspender just op Blutarmut an op ustiechend Krankheete géif kontrolléiert ginn. Deem ass awer net essou.

Opgrond vun enger europäescher Direktiv sinn d'Qualitäts- a Sécherheitsmoosnamen, souwuel fir de Spender wéi fir den Empfänger, reglementaresch festgeluecht. Déi lescht Faassung vum Règlement grand-ducal an dëser Saach ass vum 25. Januar 2006. An deem Règlement gëtt gesot, wat fir engen Ennersichungen een ennerwurf ass, wann ee Blutspender wëllt ginn, mä awer och op wat all eenzel Blutspend ennersicht gëtt. Déi Tester, déi op all Spend gemaach ginn, sinn an der Annex IV vum Règlement opgelésch.

Iwwert d'europäesch Direktiv eraus gëtt et awer och nach international Bestëmmungen. De Service de la Transfusion sanguine vum Roude Kräiz hält déi net nëmmen an, mä geet souguer nach doriwwer eraus. Tatsächlech mécht all eenzel Spend net manner wéi 30 Analyse

mat. Ech leeën dëser Äntwert e Relevé vun deenen Analyse bäi (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*). Wa bei enger Analyse iergendeng Anomalie optaucht, gëtt de Spender direkt benoerichtegt an hie kritt gesot, hie soll sech mat sengem Dokter a Verbindung setzen.

Déi Analysen, déi virgeholl ginn, erlaben scho sech een allgemengt Bild iwwert de Gesondheitszustand vum Spender, souwäit deen duerch d'Blutbild ze erfaassen ass, ze maachen.

Question 1747 (16.5.2007) de **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)** concernant les **critères de sélection des communes bénéficiaires d'une contribution financière de l'État dans le cadre du «pacte logement»:**

Le projet de loi N°5696 (...) créant un «pacte logement» avec les communes (...) prévoit une contribution financière versée par l'État aux communes qui s'engagent par la signature d'un «pacte logement» à favoriser la création de nouveaux logements sur leur territoire dans la perspective d'augmenter par ce fait leur population d'au moins 15% sur une période de dix années.

Cette contribution est fixée à 4.500.- euros par habitant au-dessus d'une croissance annuelle de 1%. Plus loin le texte stipule que cette contribution financière est augmentée de 50% pour les communes jugées prioritaires par décision du Gouvernement en Conseil sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, pour autant que les projets de construction de logements se situent dans des zones d'une superficie totale suffisante, qui tendent à faciliter l'accès au transport public, qui permettent un développement harmonieux adapté au voisinage immédiat et qui respectent une densité de bâti d'au moins 25 logements par hectare.

Une liste de 39 communes pouvant bénéficier de cette augmentation de la contribution de l'État a été arrêtée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les communes qui figurent sur cette liste?

- Quels critères ont été appliqués pour sélectionner les communes?

Réponse (14.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Les critères appliqués pour sélectionner les communes prioritaires dans le cadre du «pacte logement» et les communes y correspondantes sont les suivants:

a) Les communes ont le statut de Centre de Développement et d'Attraction (CDA)

Luxembourg, Esch/Alzette, Ettelbruck, Diekirch, Differdange, Dudelange, Mersch, Steinfort, Wiltz, Clervaux, Redange, Junglinster, Grevenmacher, Remich, Vianden, Echternach

b) Les communes sont situées à proximité d'un CDA et directement agglomérées

Strassen, Bertrange, Mamer, Walferdange, Steinsel, Hesperange, Bascharage, Niederanven, Sandweiler, Petange, Sanem, Schifflange, Mondercange, Kayl, Rumelange, Bettendorf, Erpeldange¹, Schieren, Mertert

c) Les communes font partie des communes-cœur de la Nordstad ainsi que de la vallée de l'Alzette au nord de la capitale, deux zones de développement logement prioritaires de l'IVL

Communes de la vallée de l'Alzette: Lorentzweiler, Lintgen

Autres communes-cœur de la Nordstad: Bettendorf, Colmar-Berg

En fonction des critères définis ci-dessus, les 39 communes suivantes ont été retenues par le Gouvernement en Conseil, lors de sa session du 19 octobre 2006, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, comme pouvant bénéficier, aux conditions que vous avez précitées, d'une augmentation de 50% de la contribution financière versée par l'État aux communes dans le cadre du «pacte logement»:

Bascharage, Bertrange, Bettendorf, Clervaux, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Esch/Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Hesperange, Junglinster, Kayl, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Mersch, Mertert, Mondercange, Niederanven, Petange, Redange, Remich, Rumelange, Sandweiler, Sanem, Schieren, Schifflange, Steinfort, Steinsel, Strassen, Vianden, Walferdange, Wiltz.

¹ Il est un fait que certaines de ces communes comportent des localités périphériques, spatialement déconnectées du territoire urbain aggloméré et à caractère encore largement rural pour lesquelles il faudra veiller à un développement moins intensif, respectueux de leur caractère spatio-fonctionnel intrinsèque.

Question 1758 (29.5.2007) de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant la **structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS):**

Dans le but de promouvoir le sport d'élite au Grand-Duché de Luxembourg, l'élaboration d'un concept d'éducation adapté aux besoins et au rythme des jeunes sportifs est essentielle, afin de leur permettre une conciliation entre la pratique d'une discipline sportive d'une part et la formation scolaire et professionnelle d'autre part. Ainsi, il importe de veiller à ce que les jeunes aient un emploi du temps équilibré et un encadrement par des experts qualifiés, fournissant un support pédagogique flexible. Un tel concept permettrait aux jeunes de réussir tant au niveau sportif qu'au niveau de l'école.

Estimant qu'un tel concept reliant le sport et les études des jeunes exige la création de structures adéquates, les lieux d'études et d'entraînement devraient être situés à proximité pour éviter des pertes de temps inutiles dues aux déplacements.

Selon mes informations le Gouvernement a l'intention de créer une nouvelle structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS) à Luxembourg-Cents et de lancer en même temps un projet pilote pour quelques classes scolaires.

- Est-ce que Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent confirmer cette information et, dans l'affirmative, est-ce que cette structure répond aux exigences développées ci-dessus?

- Compte tenu de la mise en place d'un tel lycée sportif à l'INS à Luxembourg-Cents, quelle sera à moyen et à long terme la destination réservée aux structures actuelles au Lycée Aline Mayrisch?

Réponse commune (12.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports:**

Le règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant des mesures spéciales et aménagements quant aux critères de promotion prévoit que «le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut prendre des mesures spéciales portant sur les programmes et l'organisation des études en faveur d'élèves de l'enseignement post-primaire engagés sur le plan sportif et musical dans un cadre de haut niveau international et faisant valoir de bons résultats au niveau de compétitions ou de concours internationaux».

L'inscription des élèves, engagés sur un plan sportif à ces mesures, se fait à la demande des parents et est appuyée par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (C.O.S.L.).

Les aménagements en faveur des sportifs portent notamment, au niveau de l'enseignement post-primaire, sur les grilles d'horaires qui sont modifiées de façon à rendre possible un entraînement journalier systématique et régulier.

Il va de soi qu'il est plus facile d'organiser l'enseignement si ces élèves sont regroupés dans des classes spécifiques dites «classes sportives». Ceci est d'autant plus vrai qu'il faut prévoir des mesures spécifiques de rattrapage pour le cas, fréquent, où les élèves s'absentent pour participer à un événement sportif international.

Depuis l'année scolaire 2000/2001, le Lycée Aline Mayrisch (LAML) accueille les classes sportives. L'entraînement sportif a lieu sur les installations du Campus Geesseknäppchen. Mais certains aspects de la cohabitation ont amené le Département ministériel des Sports et son École Nationale de l'Éducation Physique et des Sports (ENEPS) ainsi que le C.O.S.L. à chercher des solutions plus adaptées aux besoins. Les problèmes suivants se posent:

- l'entraînement des jeunes sportifs doit être suivi de façon continue, à un rythme journalier. Or, les installations du Geesseknäppchen ne sont pas suffisamment disponibles vu que toutes les écoles du campus les utilisent tant pour les cours d'éducation physique que pour les activités périscolaires;

- la démarche pédagogique du Lycée Aline Mayrisch implique la participation des élèves dans nombre d'activités scolaires et périscolaires auxquelles ceux des classes sportives ne peuvent pas participer faute de temps.

Les instances sportives préconisent que ces élèves se retrouvent dans un cadre scolaire plus spécifiquement adapté à leurs besoins et elles ont proposé d'utiliser les installations de l'INS à Fetschenhof et de la Coque au Kirchberg pour les entraînements.

Voilà pourquoi le Gouvernement a étudié la proposition de créer progressivement l'infrastructure scolaire requise sur le plateau de l'INS pour accueillir les classes sportives à partir de l'année scolaire 2008/2009. Le projet final comprendra une vingtaine de salles de classe. Pour les cours pratiques en sciences naturelles et la formation pratique dans les ateliers, des synergies seront trouvées avec d'autres lycées, dont les installations sont disponibles après 14.00 heures.

Cette structure pourrait fonctionner comme une annexe du LAML, sous l'égide d'un professeur détaché de l'ENEPS qui ferait fonction d'attaché à la direction du LAML, le volet «entraînement» étant coordonné avec l'ENEPS. Toutes les classes sportives du LAML fonctionneraient comme structure «sports-études» à l'INS et, si les inscriptions le justifient, les deux ordres d'enseignement secondaire et secondaire technique seraient offerts (les classes de 7^e, 8^e et 9^e de l'enseignement technique ainsi que les classes de 7^e,

6^e, 5^e et 4^e de l'enseignement secondaire).

En attendant quatre classes pourront fonctionner dès la rentrée scolaire 2007-2008 dans les infrastructures actuellement disponibles à l'INS. Il s'agira probablement de deux classes de 7^e de l'enseignement secondaire et d'une classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique ainsi que d'une classe de 3^e qui regroupera des élèves des sections C et D.

Il est possible ainsi de délester le bâtiment principal du Lycée Aline Mayrisch qui a dû refuser ces dernières années beaucoup d'élèves qui souhaitaient s'y inscrire.

Question urgente 1786 (15.6.2007) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant **l'organisation d'une fouille de sauvetage dans la maison Lassner à Luxembourg par des archéologues du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) ou du Service des Sites et Monuments:**

La maison Lassner à Luxembourg ville est en voie d'être rénovée de fond en comble. Ce bâtiment qui date de 1890 se trouve à un endroit particulièrement intéressant du cœur de la vieille ville. Au cas où des travaux sont prévus en profondeur, ce qui semble être le cas puisqu'il est prévu d'installer une surface commerciale au sous-sol, a-t-on pensé à faire intervenir, ne serait-ce que pour une visite urgente, les archéologues du MNHA ou du Service des Sites et Monuments pour une fouille de sauvetage?

Réponse (18.6.2007) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

En réponse à la question urgente de Monsieur le Député pour savoir quelles mesures ont été entreprises par le Ministère de la Culture dans l'intérêt de la maison Lassner, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Le bâtiment de la maison Lassner a été visité à plusieurs reprises dans les derniers mois par des collaborateurs du MNHA: le conservateur en charge de la section «vie luxembourgeoise» a pu récupérer gratuitement, grâce à la bonne coopération avec les propriétaires, des objets intéressants les collections nationales. Pour d'autres objets d'intérêt historique mais n'intéressant pas directement le MNHA, le MNHA a contacté le Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg afin de l'informer sur l'existence de ces objets pouvant l'intéresser et la possibilité de les récupérer.

En date du 1^{er} juin 2007, le Directeur du Musée National d'Histoire et d'Art a écrit au Bourgmestre de la Ville de Luxembourg ainsi qu'à l'Immobilière Lassner S.A. pour qu'ils contactent rapidement la conservatrice de la section moyen-âge au Musée National d'Histoire et d'Art afin de coordonner avec elle toutes les interventions archéologiques nécessaires. La lettre du 1^{er} juin de Monsieur le Directeur du MNHA à Monsieur le Bourgmestre disait entre autres ceci:

«L'étude des plans et documents historiques laisse supposer qu'une grande partie des substructions du couvent et de l'église se trouvent encore «in situ» sous le parvis de la place Guillaume, la zone côté rue du Fossé n'ayant pas été affectée par la construction du parking souterrain en 1979.

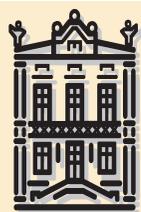
En ce qui concerne le bâtiment dit «Veräinshaus», mes collaborateurs ont pu constater lors d'une première visite récente des lieux qu'il contient encore une partie importante des murs de l'ancien refuge

de Marienthal qui y fut installé vers 1691 en réutilisant des structures bâties remontant au 16^e siècle. Il est aussi fort probable que les substructions du chœur de l'église moniale et de la chapelle Mansfeld (détruite entre 1806 et 1833) se trouvent encore en place dans la cour du «Veräinshaus» et vers la place Guillaume.

Il s'agit par conséquent d'une zone hautement sensible pour l'histoire de la ville de Luxembourg. Pour cette raison, toute intervention dans le sous-sol rend nécessaire une intervention préalable du Département Archéologie du Musée national.»

Il n'y a pas encore eu, jusqu'ici, ni fouilles, ni sondages à l'intérieur de la maison Lassner. Il a été retenu de faire des fouilles de sondage à deux endroits de la propriété Lassner qui n'ont pas de cave et où l'on peut espérer retrouver des vestiges du refuge de Marienthal et de la chapelle Mansfeld. La coopération avec les propriétaires/le bureau d'architectes ayant été bonne, on peut présumer que ces fouilles vont pouvoir bien se dérouler. Une inspection des murs existants de la maison Lassner avant leur destruction en vue de la détection de restes en élévation du refuge de Marienthal/de la chapelle Mansfeld sera faite dans les prochains jours par un architecte du Service des Sites et Monuments Nationaux, l'archéologie en élévation étant de la compétence du SSMN.

Da façon générale, mes services interviennent le plus tôt possible. Il est vrai que la rapidité d'intervention peut être assurée au mieux s'ils sont officiellement informés à un stade très précoce de la procédure. J'ose espérer en une bonne collaboration avec les autorités compétentes pour tous travaux à effectuer dans les zones sensibles, notamment de la capitale de notre pays.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live